هكذا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13098 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MARDI 10 MARS 1987

« Txomin », un mort bien encombrant

La mort du dirigeant de l'ETA « Txomin » a eu pour effet non seulement de mobiliser le mouvement indépendantiste basque mais de relancer le débat sur l'existence de contacts entre les autorités espagnoles et l'organisation terroriste.

Sympathisants de l'ETA et représentants du gouvernement de Madrid s'appliquent aujourd'hui à démentir les velléités de négociations de « Txomin ». Ils nient l'existence au sein de l'ETA d'un secteur « flexible » mené par le dirigeant disparu et s'opposant à un secteur « dur », et ils soulignent que l'ensemble de l'organisation est résolue à poursuivre la lutte armée. Il est vrai que, lors de son accident, « Txomin » se trouvait en compagnie de deux membres du « Commando Madrid » auquel on doit les sanglants attentats commis ces derniers mois en Espagne. Il n'en demeure pas moins que la mort de ce militant qui disposait d'un puissant ascendant sur l'organisation renforce le secteur jusqu'au-boutiste de l'ETA : celui des jeunes, qui, contrairement à « Txomin », n'ont pas combattu le franquisme et pour qui la lutte de l'ETA a été dès le début menée contre le régime démocratique.

Les nationalistes modérés à Bilbao et, en privé, certains membres du gouvernement central reconnaissent d'ailleurs que depuis 1984 plusieurs émissaires de Madrid ont tenté de prendre langue avec l'ETA et que « Txomin » a été invariablement l'interlocuteur recherché. Certes, les positions étaient très éloignées. Le numéro un de l'ETA n'entendait discuter que sur la base de l'« alternative Kas », le programme minimum de l'ETA, qui inclut notamment la reconnaissance du droit à l'autodétermination, le rattachement de la Navarre au Pays basque et le départ de la police espagnole de la région. Madrid rejette catégoriquement toute idée de négociation politique avec les terroristes et estime que les contacts ne peuvent porter que sur les modalités de la remise des armes par l'ETA et la réinsertion sociale de ses membres. Ces divergences n'avaient pas empêché plusieurs contacts avec « Txomin » depuis son arrestation par la police française en avril 1986 et depuis son installation à Alger.

La découverte de l'identité de ses deux accompagnateurs a entraîné une grave dégradation des relations entre Alger et Madrid, la semaine dernière, et il a fallu la promesse, samedi, par les autorités algériennes, de ne plus donner asile aux deux membres du « Commando Madrid » pour qu'une éclaircie se dessine.

On peut s'interroger toutefois sur l'avenir de l'accord conclu discrètement entre l'Espagne, la France et l'Algérie à propos des réfugiés basques. Jusqu'à la semaine dernière, chacun y trouvait son compte : l'Espagne, qui préfère pouvoir localiser les séparatistes basques et qui comptait sur les autorités algériennes pour les inciter à la réinsertion. La France, qui trouvait en Algérie un pays d'accueil pour des sujets jugés indésirables, sans avoir à les extrader vers l'Espagne. L'Algérie, enfin, qui, tout en restant fidèle à la vocation qu'elle s'est donnée de terre d'asile des réfugiés politiques et membres des mouvements de libération, trouvait là aussi un moyen de pression sur Madrid. Alger reproche notamment à l'Espagne de recevoir un peu trop fréquemment à son gré le chef du Mouvement pour la démocratie en Algérie, l'ancien président Ahmed Ben Bella.

Cet accord avait bien fonctionné, jusqu'à ce qu'un banal accident de la circulation mette fin à l'odyssée de « Txomin » et contraigne l'Algérie à reconnaître officiellement la présence sur son sol de plusieurs militants basques qui sont, pour la plupart, des terroristes toujours actifs.

(Lire nos informations page 5.)

Un document du Vatican

Jean-Paul II s'oppose à la procréation artificielle

La Congrégation romaine pour la doctrine de la foi rend publique au Vatican, le mardi 10 mars, une déclaration très attendue sur la bio-éthique, dans laquelle elle s'oppose aux techniques nouvelles de fécondation artificielle. Le Monde *publiera demain (numéro daté du 11 mars) les principaux extraits du document romain. Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, explique ci-dessous les raisons d'une telle intervention.*

La tentation néo-païenne

par le cardinal Jean-Marie Lustiger
archevêque de Paris

« Bio-éthique » : ce sont les chercheurs des Etats-Unis qui ont créé ce mot. Ils ont désigné la zone étroite d'arbitrage entre deux types de réflexion en conflit : d'une part, la recherche sur les origines de la vie ou sur la maîtrise de notre patrimoine génétique, et, d'autre part, la quête, morale et métaphyqiue, de valeurs et de finalités.

Les Américains, les premiers, ont alors nettement posé les problèmes. Certes, comme toujours dans ce cas, il s'est trouvé l'une ou l'autre équipe de chercheurs pour se lancer sans plus attendre dans la compétition et pour réaliser telle expérience que tous savaient possible, sans regarder à son prix moral, humain. Le plus souvent, dans cette zone « bio-éthique » circonscrite par le laboratoire, la clinique ou l'hôpital, les débats ont été francs. Mais ces discussions entre spécialistes peuvent-elles suffire pour décider des objectifs de la recherche ?

Le document qui va être publié le 10 mars sous l'autorité du pape vient en intrus dans ce huis clos. Au petit groupe de spécialistes, responsables *de fait* de l'avenir de notre espèce, il veut faire entendre la parole des hommes « ordinaires », qui, également responsables au nom de leur humanité, ont le *droit* de prendre part au débat.

(Lire la suite page 10.)

135 morts dans la catastrophe de Zeebrugge

Le projet du tunnel sous la Manche renforcé

Le bilan définitif du naufrage du car-ferry britannique « Herald-of-free-Enterprise », survenu le vendredi 6 mars, devant le port belge de Zeebrugge, s'élève à 135 morts, 90 blessés et 218 rescapés. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de cette catastrophe. L'hécatombe de Zeebrugge porte un coup sévère à la crédibilité des ferries décrits de tous côtés comme des « garages flottants » instables. Elle renforce le projet du tunnel sous la Manche.

Les armateurs britanniques de car-ferries vont être contraints de cesser leurs attaques contre le tunnel sous la Manche décidé par la France et la Grande-Bretagne. Sealink UK et Townsend avaient, en effet, adopté une tactique astucieuse pour gêner la construction de cet ouvrage, qui risque d'envoyer à la ferraille, en 1993, nombre de leurs navires.

Leurs pressions s'étant révélées inopérantes sur les ministres et les parlementaires, il est certain que la construction du « lien fixe » trans-Manche sera ratifiée, cet été, par la souveraine britannique et par le président de la République française.

Le talon d'Achille de l'ouvrage demeure financier. En juin ou juillet, Eurotunnel, son concessionnaire, lancera dans le public un emprunt de 750 millions de livres sterling (7,3 milliards de francs). Compte tenu de la difficulté avec laquelle la deuxième augmentation de capital a été bouclée au cours de l'automne 1986, l'opération n'est pas gagnée d'avance. Les armateurs avaient donc concentré leurs campagnes médiatiques sur l'opinion publique, en soulignant les risques d'un trajet de 50 kilomètres dans un tunnel sous-marin, et sur les investisseurs auxquels ils promettaient que leurs énormes ferries rendraient le lien fixe déficitaire.

Le naufrage du *Herald-of-Free-Enterprise* leur interdit désormais de poursuivre cette querelle. La City pourrait bien jouer la sécurité en misant définitivement sur un tunnel où aucune porte ne risque de laisser s'engouffrer les eaux de la Manche.

Lire page 6
les articles d'ALAIN FAUJAS et JOSÉ-ALAIN FRALON.

Le « cri d'alarme » des intellectuels nationalistes en Afrique du Sud

Craquements dans la citadelle afrikaner

Le Parti national, au pouvoir en Afrique du Sud, est de plus en plus contesté de l'intérieur, par des Afrikaners, pour qui le régime du président Pieter Botha court au suicide en refusant de profondes réformes du système de l'apartheid.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

« Les Blancs doivent renoncer à leur pouvoir d'imposer de manière exclusive et définitive des décisions qui ont des conséquences pour tous les Sud-Africains. L'élargissement de la démocratie en Afrique du Sud requiert, en même temps, la mise en place d'institutions démocratiques telles qu'un Parlement représentatif, un système judiciaire indépendant, des élections libres, la liberté de parole, etc., dans le but de protéger les droits des individus et des groupes contre l'abus du pouvoir par les autorités. » Les signataires de ces propos, rendus publics samedi 7 mars, ne sont pas de « dangereux révolutionnaires », mais vingt-huit professeurs de l'université de Stellenbosch, près du Cap, qui est le berceau de la pensée afrikaner. Vingt-huit révoltés, de purs nationalistes, que dix-huit mois de tentatives infructueuses pour inciter le parti au pouvoir, le Parti national, à poursuivre des réformes en panne, ont conduits à contester ouvertement le gouvernement et le chef de l'Etat, leur « père » à tous puisqu'il est le doyen de l'établissement.

Le giron afrikaner, à deux mois des élections, est aujourd'hui en ébullition. Cette fronde commence à faire tache d'huile et vise directement les trente-neuf ans de règne sans partage et sans interruption des nationalistes.

Des sécessionnistes qui réclament des *« signes d'espoir »* et critiquent l'immobilisme du régime, son absence de vision, son manque de projet ; des désenchantés inquiets pour l'avenir de leur pays qui demandent haut et fort l'abolition totale et définitive de l'apartheid, un partage effectif du pouvoir avec les Noirs, de véritables négociations et l'abandon d'une politique fondée exclusivement sur la sécurité.

Le manifeste des *« déçus de Stellenbosch »* est aussi un véritable cri d'alarme face à l'aggravation *« des tensions et de la polarisation »* de la vie politique, même si celle-ci est contenue par le couvercle de plomb de l'état d'urgence. La campagne électorale pour le renouvellement, le 6 mai prochain, des députés blancs ne fait que commencer, mais elle prend déjà l'allure d'une contestation ouverte d'un parti qui ne semble préoccupé que par un débordement sur sa droite.

Or la rébellion est venue du cœur même de la forteresse nationaliste, de ses intellectuels, qui quittent un bateau à la dérive.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 4.)

Le triomphe des césars



Lire nos informations page 14

La relève des jeunes champions

Un week-end de sport sous le signe d'une jeunesse triomphante. D'abord, au Parc des Princes de Paris, avec le XV de France qui, en route pour un nouveau grand chelem, a marqué quatre essais à une fière équipe d'Ecosse.

Ensuite, une série de records aux premiers championnats du monde en salle à Indianapolis : Ben Johnson (6 s 41 sur 60 mètres), Heile Drechsler (22 s 27 sur 200 mètres) et Stefka Kostadnova (2,05 mètres en hauteur).

Enfin, le tournoi de tennis de Key-Biscayne a consacré deux jeunes talents, Steffi Graf et Miloslav Mecir.

(Lire page 13.)

BRUNO LUSSATO
GERALD MESSADIE
Bouillon de culture
Après Le défi informatique : la culture du défi
ROBERT LAFFONT

Un entretien avec M. Hayden, ministre australien des affaires étrangères

« La France fait partie de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie »

Le Forum du Pacifique sud a adopté, le 4 mars, une résolution sur la Nouvelle-Calédonie jugée modérée à Canberra (le Monde *du 5 mars). Le ministre australien des affaires étrangères, M. Bill Hayden, évoque à ce sujet la position de son pays.*

CANBERRA
correspondance

« Imaginons que le gouvernement français vienne vous consulter à propos de la Nouvelle-Calédonie : quels conseils lui donneriez-vous ?

– J'hésite toujours à prodiguer des conseils sur une telle question, car nous avons toujours reconnu la complexité de la situation à laquelle la France doit faire face en Nouvelle-Calédonie. Tout ce que je peux dire, c'est que nous soutenions le plan Fabius. (...) J'aurais aimé que l'option que ce plan contenait – l'indépendance-association – soit retenue dans le référendum qui sera proposé bientôt aux habitants de Nouvelle-Calédonie.

» En fait, toutes ces options devraient être offertes : le *statu quo*, la possibilité d'immigrer, un gouvernement autonome interne, l'indépendance-association, l'indépendance tout court. Mais pas avant qu'on ait donné aux Calédoniens la possibilité de débattre davantage de ces options. Car une solution existe pour la France en Nouvelle-Calédonie, qui satisferait à la fois les besoins et les aspirations des Canaques, des caldoches et de l'administration française. Dans mes discussions avec les représentants du mouvement canaque, j'ai toujours insisté sur ce point. Qu'ils n'entament pas la bonne volonté de la France, quelle que soit la voie qu'ils choisissent. Pour plusieurs raisons : la France est un donneur d'aides extrêmement généreux, et ils auront besoin de ce soutien.

» Par ailleurs, dans le contexte actuel qui voit les grandes puissances s'intéresser davantage au Pacifique sud, la présence de la France dans la région est d'une grande importance. Et puis, quand deux parties sont en désaccord, il vaut mieux qu'elles s'affrontent proprement. C'est toujours mieux pour l'avenir, et la France fait partie de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Propos recueillis par SYLVIE CROSSMAN.

(Lire la suite page 3.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.

Débats

LUEUR A L'EST ?

Les initiatives de M. Gorbatchev n'ont pas fini de susciter des remous dans les capitales occidentales. Jean Saint-Geours, retour de Moscou, fait part de ses espoirs et de ses doutes. Jean-Marie Daillet, se bornant aux propositions sur le désarmement, expose son inquiétude, car il ne croit pas à la bonne foi des Soviétiques.

L'option zéro : Munich II ?

On peut se demander si l'Amérique n'est pas en train de baisser sa garde

par JEAN-MARIE DAILLET (*)

IL faut savoir gré à André Fontaine d'avoir, dans *le Monde* du 4 mars 1987, écrit une phrase qui, à elle seule, définit parfaitement les conséquences, à mon avis certaines, du choix de l'« option zéro » : « *L'éventualité existe qu'à plus ou moins long terme l'énorme dispositif militaire nucléaire, classique et chimique déployé par l'URSS à l'est de l'Europe ne trouve plus pour le contenir, à l'Ouest, que les arsenaux nucléaires, nécessairement modestes, de la France et de la Grande-Bretagne, et des forces conventionnelles sans commune mesure avec celles du pacte de Varsovie.* »

En d'autres termes : « *l'option zéro* » n'est pas l'Option Zéro, avec des majuscules, c'est-à-dire un processus *global de désarmement progressif* et complet, nucléaire et non nucléaire. L'« option zéro » envisagée n'étant que la suppression de tous les euromissiles, c'est-à-dire des fusées SS-20 et des fusées Pershing, et des missiles de croisière déployés en Europe en nombre et en puissance plus ou moins comparables, et le rapport des forces militaires sur le théâtre européen étant massivement favorable au pacte de Varsovie, un accord américano-soviétique circonscrit à ces armes nucléaires de portée moyenne aggraverait rapidement le déséquilibre qui se creuse d'année en année entre l'Ouest et l'Est, au rythme régulier du développement *quantitatif* et *qualitatif* de l'armée rouge sur terre, sur mer, dans les airs et dans l'espace.

Veut-on ignorer qu'en gros le rapport de puissance en matériel non nucléaire en Europe tourne autour du facteur 2 au profit du pacte de Varsovie ? *Ferme-t-on délibérément* les yeux sur la stratégie politico-militaire expansionniste du système soviétique, que veut simplement moderniser M. Gorbatchev sans en changer la nature ni les objectifs mondiaux, définis il y a soixante-dix ans par Lénine.

Toute l'habileté du nouveau secrétaire général du Parti communiste de l'URSS est de créer un climat qui anesthésie les Occidentaux, et comment mieux le faire qu'en retournant à ceux-ci le vocabulaire imprudent qu'ils ont eux-mêmes inventé ? Pour les journalistes, et donc pour le public, « option zéro » devient synonyme de désarmement nucléaire équitable, voulu par les deux parties. Tout comme l'expression « guerre des étoiles » a rendu d'emblée impopulaire l'idée d'une défense antibalistique.

Pour diverses raisons qui tiennent à la liberté d'expression dont jouissent chez eux non seulement les citoyens des démocraties atlantiques mais aussi les propagandistes des Etats non démocratiques, M. Gorbatchev utilise avec succès toutes les ressources que peuvent offrir à un communicateur d'envergure les *médias occidentaux, avec la complicité* — qu'il a su s'attirer, notamment au « Forum de la paix » — d'intellectuels, artistes et scientifiques célèbres, qui le sacrent grand réformateur, voire grand libéral, et presque démocrate — en tout cas grand pacifiste...

Le sursaut final de Ronald Reagan

On peut *se* demander *si l'*Amérique n'est pas en train de baisser sa garde. Le même Ronald Reagan qui avait si bien entrepris de redresser la capacité de défense militaire des Etats-Unis s'était laissé charmer à Reykjavik au point de presque tout accepter de son interlocuteur, avant un sursaut qui, quelques semaines plus tard, apparaît de plus en plus comme provisoire.

On me dira que M. Gorbatchev déclare qu'un accord sur les fusées à moyenne portée ferait progresser les *négociations sur les armements* conventionnels. Cette manière de faire de l'« option zéro » un préalable à toute autre négociation sur le désarmement devrait nous mettre la puce à l'oreille : de toute évidence, c'est le démantèlement des Pershing qui compte pour l'*URSS*, puisqu'il la mettrait en position encore plus forte pour d'autres « négociations ». Or chacun sait — ou devrait savoir — qu'à Moscou nul ne songe, aujourd'hui pas plus qu'hier, à négocier à partir de données exactes, *complètes et vérifiables sur le rapport* des forces militaires ni à reconnaître la supériorité numérique et qualitative déjà acquise par les unités du pacte de Varsovie en Europe.

On comprend que le général Rogers, commandant des forces alliées en Europe, ait critiqué la dissociation de la question des euromissiles des autres sujets à débattre si l'on veut parler désarmement.

Malheureusement, lord Carrington, le secrétaire général de l'OTAN, tient des propos moins fermes, et qui le font applaudir par l'agence Tass. Il est vrai que, d'année en année, la cohésion politique de l'alliance n'a cessé de se dégrader devant la montée sensible du neutralisme et du pacifisme dans *les opinions publiques, et par* conséquent au sein des Parlements nationaux, comme on peut le constater chaque fois que se réunit, tous les six mois, l'Assemblée de l'Atlantique nord : à Istanbul, au mois de novembre dernier, on y a entendu, plus fort *que jamais*, l'appel des membres de la majorité démocrate de Washington au retrait progressif des troupes américaines basées en Europe.

A Paris même, est-il bien clair que les deux têtes de l'aigle-cohabitation parlent sur ce point le *même* langage ? L'Elysée aurait jugé « trop négative » la première réponse française à M. Gorbatchev...

L'UDF salue, pour sa part, la lucidité et la fermeté d'André Giraud. Puisse la classe politique française et européenne comprendre que l'acceptation pure et simple d'une « option zéro » restreinte aux euromissiles, c'est un nouveau Munich.

Et que la seule réponse à l'offre de négociation de M. Gorbatchev doit être l'exigence commune des Européens d'une *négociation globale, nucléaire et non nucléaire*, préservant, ou plutôt restaurant, l'équilibre des forces en Europe et, simultanément, la concertation — à commencer par la France, la Grande-Bretagne et la RFA, — en vue d'élaborer une politique proprement européenne de défense, au sein de l'alliance atlantique.

(*) Député de la Manche. Président de la commission UDF de la défense.

Mikhaïl Gorbatchev et l'arche de Noé

Le mouvement amorcé en Union soviétique est-il irréversible ?

par JEAN SAINT-GEOURS (*)

JE viens de participer, comme membre du Club de Rome, au Forum de Moscou « Pour un monde non nucléaire et la survie de l'humanité ». Il n'est pas trop tard pour en parler.

Comme chaque fois que je suis en URSS, je me sens mal à l'aise dans une société segmentée, où la population n'a pas de regard et où les individus sont résignés à la nature de l'organisation et à *ne pas* la comprendre.

Pourtant, il se passe aujourd'hui quelque chose d'extraordinaire en URSS (une « ébullition » dit Henry Kissinger). Sans doute y a-t-il eu déjà des condamnations du passé, ainsi de Staline par Khrouchtchev. Mais jamais, me semble-t-il, de tels revirements dans la doctrine exprimée, et faisant de surcroît explicitement référence à un changement d'état d'esprit et même de morale. Ce point est fondamental. Car si le changement engagé *vise manifestement* à appuyer une offensive mondiale pour le désarmement nucléaire, il prend le risque de mettre en cause l'esprit et la nature du système politico-social.

Il est possible qu'il ne s'agisse là que d'un des replis tactiques du dogme qui ne modifie en rien l'emprise dictatoriale du PCUS sur le pays et sa visée mondiale, mais ce n'est pas sûr. Il convient d'abord d'écouter attentivement, puis de mesurer la portée des actes.

De la bouche de deux grand écrivains russes, publiquement : « *La nouvelle ligne de pensée procède d'une nouvelle conception historique. Il nous faut conserver des valeurs traditionnelles impérissables, non parce qu'elles ne bougent pas, mais parce qu'elles évoluent et renaissent comme le phénix. L'univers moral de l'homme est un monde toujours à faire. Nous avons besoin de vérités nouvelles et par exemple la conscience de l'universalité des problèmes humains* (thème proche de la « globalité » chère au Club de Rome). *Peut-être l'humanité est-elle en train de passer un examen historique. La culture doit transmettre cet élan émotionnel.* »

Ou encore : « *Ceux qui résistent à M. Gorbatchev dans ce pays n'ont rien appris. L'attente de la mort de l'adversaire de la part des deux dogmatismes opposés est absurde et... mortelle. Nous sommes pour la diversité des systèmes sociaux.* »

Les déclarations en faveur des droits de l'homme et des libertés sont beaucoup moins nettes, comme si le chemin à parcourir était fort long à partir d'une situation bloquée par la nature même du régime. D'un écrivain russe, en commission : « *La restructuration atteint une ampleur inattendue. Deux cents prisonniers de conscience sont libérés. La presse soviétique ne donne pas les noms. Elle a tort. De quoi avons-nous honte ? Ce silence compromet le développement des libertés.* »

On comprend dès lors l'appréciation d'un « refuznik » : « *On ne peut que se méfier, car nous avons souvent entendu dans le passé de bonnes paroles et nous ne savons jamais ce qui se passe dans l'appareil.* » Mais le pari de l'ouverture lui semble jouable. « *Il y a aujourd'hui des raisons d'espérer ; nous avons intérêt à prendre au mot les dirigeants et même, les précédant dans cette direction, à nous montrer exigeants.* »

Ce qu'il faut retenir

Prendre au mot ? Quelles sont les phrases importantes prononcées par Mikhaïl Gorbatchev, au cours de la séance de clôture médiatique ?

« *L'accumulation du matériau social explosif dans ce monde, les tentatives pour continuer à régler les problèmes d'un monde tout à fait différent par la force et par des procédés hérités de l'âge de la pierre, rendent la catastrophe très probable politiquement* (1). *La militarisation de la mentalité et du mode de vie affaiblit, voire supprime, les freins moraux qui retiennent le mouvement vers le suicide nucléaire... Après le déluge nucléaire, il n'y aura pas de seconde arche de Noé.*

» *Ces dernières décennies — pour la première fois dans son histoire, — toute l'humanité, et pas seulement quelques-uns de ses représentants, a commencé à prendre conscience de son entité, à voir les liens qui unissent, à l'échelle globale, l'homme, la société et la nature* ».

Et visant manifestement une audience intérieure (le discours était transmis en direct par la radio entre midi et 13 h 15), Gorbatchev ajoute : « *Je déclare en toute responsabilité que notre politique internationale est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure.*

» *La réorganisation, c'est une invitation lancée par le socialisme à la compétition pacifique avec n'importe quel autre système social, et nous saurons démontrer dans les faits que c'est au profit du progrès universel et de la paix dans le monde entier. Mais pour qu'une telle compétition ait lieu et prenne des formes civilisées qui soient dignes de l'humanité du XXIe siècle, une* nouvelle mentalité *s'impose : il est nécessaire de renoncer à un mode de pensée, à des stéréotypes et à des dogmes hérités d'un passé irrévocablement révolu.* » Ici *l'ambiguïté est entretenue*, mais les commentaires faits par ailleurs suggèrent que ces propos s'adressent aux pratiques idéologiques de l'URSS.

Asseoir son propre pouvoir

« *Pour « humaniser » les relations internationales, des actions s'imposent dans la sphère humanitaire également, notamment en ce qui concerne l'information, les contacts entre les personnes, les échanges culturels, etc. Cela aidera à créer les garanties morales de la sauvegarde de la paix et, par là même, à en élaborer les garanties matérielles.* » Comme au cours du Forum, la référence aux droits de l'homme est ici fort allusive.

« *La nouvelle mentalité politique est appelée à conférer une nouvelle qualité à la civilisation, ce qui nous permet déjà d'affirmer qu'elle n'est pas une seule et unique correction des positions, mais une méthodologie de la conduite des affaires internationales.* »

Au terme de ce panorama d'impressions et de déclarations, on peut avoir des doutes sur la « réorganisation » et la « nouvelle mentalité ». Des espoirs aussi. Doutes et espoirs enchaînés dans un dilemme.

On peut soutenir que Mikhaïl Gorbatchev a besoin d'une diminution des efforts de recherche et d'équipement militaires pour améliorer l'état de l'économie soviétique et, d'un même coup, asseoir son propre pouvoir et améliorer les bases logistiques de la puissance de l'URSS. Dans ces conditions, il ne faudrait ni l'aider ni le croire. Mais il est évident que nous courons alors ensemble vers un durcissement des rapports entre l'Est et l'Ouest et vers une nouvelle course aux armements.

Ou bien il est possible que le maître actuel de la Russie, appuyé par un groupe d'intellectuels, craigne réellement un désastre nucléaire et, en même temps, ait pris conscience des risques intérieurs d'une faiblesse persistante de l'économie soviétique et d'un système mû dictatorialement par le sommet. Il vaut mieux alors que l'Occident épouse le mouvement, pose des défis, en matière de libertés comme en matière militaire, jusqu'à faire pression pour obtenir des *modifications* significatives du droit des gens. Bref, il est opportun d'aider l'hôte du Forum de Moscou à vaincre les résistances intérieures en conférant à son mouvement une crédibilité internationale. Le pari est que ce mouvement peut être irréversible. Comme l'a dit un homme politique de la RFA à la tribune : « *Il vaut mieux tester Mikhaïl Gorbatchev que tester des armes nucléaires.* »

Car il ne paraît subsister qu'une alternative, *soit la poursuite* du mouvement de « perestroïka » (« restructuration », « reconstruction » ou « réorganisation »), soit la chute de Mikhaïl Gorbatchev.

(*) Membre du Club de Rome.

(1) Tous les soulignés figuraient dans la traduction française qui nous a été remise.

COURRIER DES LECTEURS

Limites

Nous savions déjà, grâce à M. Pasqua, que la démocratie s'arrêtait « *là où commence la raison d'Etat* ». Le verdict du procès Abdallah nous apprend que la justice commence là où s'arrête la raison d'Etat.

Pauvre raison d'Etat, assise entre deux chaises ! Son territoire, étroitement circonscrit, vient de trouver à la fois ses limites et une définition : c'est un no man's land !

HENRI MONTANT.
(Paris.)

Inconscience linguistique

Incroyable ! Il est 13 h 35 sur TF1, le mardi 17 février. A l'écran, Mourousi interviewe Pavarotti. En quelle langue transmet-on les questions à l'artiste ? En quelle langue l'entend-on répondre ? En anglais !

Incroyable ! Consternant ! J'aime bien Mourousi, mais qu'il se laisse aller à cela montre à quel point d'imbécillité nous conduit l'inconscience linguistique. Rendez-nous Pavarotti, en italien !

GÉRARD HARDIN.
Professeur agrégé d'anglais président d'honneur de la Fédération internationale des professeurs de langues vivantes.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Le Monde
PUBLICITE
S.A.

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1986

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, no 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.N.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

"Le Point, je sais pourquoi je le lis."

Yves Berger, écrivain et directeur littéraire des Editions Grasset.

"Cette semaine, c'est Gorbatchev qui fait la couverture du Point. Gorbatchev a une conduite spectaculaire, qui intrigue.

Et Le Point montre en toute clarté, que cette partie d'échecs est d'autant plus facile pour lui que Reagan, au contraire, lui, est affaibli. Et bien sûr en tant qu'éditeur, je suis particulièrement attentif à la partie littéraire du Point, je la regarde, je la consulte, je l'ausculte.

Et le lecteur du Point que je suis, apprécie les articles scientifiques du journal comme ici celui sur le Pont du Gard et ses frères jumeaux, ou celui consacré au sort des animaux exotiques échappés des zoos, comme les kangourous tels que je les ai vus ... à Rambouillet.

Il y a aussi dans Le Point un concours réservé aux étudiants pour leur permettre de gagner des stages dans les entreprises avant qu'ils ne soient totalement entrés dans la vie active. Je trouve que c'est une très bonne idée. Le Point, je sais pourquoi je le lis".

LE POINT

هكذا من الأصل

Etranger

Lors des prochaines négociations avec Moscou

Washington a l'intention d'aborder d'autres questions que celle des euromissiles

M. George Shultz, qui regagnait Washington au terme d'un voyage en Chine, en Corée du Sud et au Japon, a donné des précisions samedi 7 mars, au cours d'une escale à Honolulu, sur sa prochaine rencontre avec le ministre soviétique des affaires étrangères, en avril prochain à Moscou. Ces entretiens, a indiqué le secrétaire d'Etat américain, couvriront tous les aspects des relations entre les Etats-Unis et l'URSS, et ne se limiteront donc pas à la question du démantèlement des euromissiles. Le problème des droits de l'homme, domaine où le Kremlin a récemment pris des *« initiatives très positives »*, a estimé M. Shultz, doit notamment être lui aussi abordé.

Dans son allocution hebdomadaire diffusée le même jour de Camp David, le président Reagan a, de son côté, déclaré que l'amélioration des rapports américano-soviétiques ne dépendait pas seulement de la conclusion éventuelle d'un accord de désarmement, mais aussi d'une solution à la crise afghane. *« Aussi longtemps que les Soviétiques poursuivront leurs ingérences dans les affaires afghanes, les tensions continueront »*, a-t-il estimé. Or, un progrès dans les relations américano-soviétiques sont *« l'une des clefs de la paix »*, dans le monde. Il dépend non seulement d'un accord sur le désarmement, mais aussi d'une amélioration de la situation des droits de l'homme en URSS et de solutions aux conflits régionaux, a ajouté M. Reagan.

M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat, a vivement critiqué, quant à lui, dans les colonnes du *Washington Post*, dimanche, le projet d'accord sur le démantèlement des euromissiles. Ce projet, estime-t-il, offre peu d'intérêt pour le contrôle des armements, et représente un premier pas vers le *« découplage »* du continent européen et des Etats-Unis. Le démantèlement des euromissiles américains et soviétiques, qualifié par l'ex-secrétaire d'Etat de *« prétendue option zéro »*, ne *« réduit pas de manière significative la menace nucléaire soviétique sur l'Europe »*, affirme M. Kissinger. En revanche, il *« élimine complètement les moyens américains de répliquer à partir de l'Europe »*. *« J'ai peur qu'un tel accord n'apporte qu'un soulagement psychologique »*, conclut-il.

Les fusées à courte portée

A Moscou, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guerassimov, a dénoncé dimanche l'*« offensive pour la défense des euromissiles »* qui se fait jour, selon lui, aux Etats-Unis, en particulier chez *« ceux qui visent à noyer dans les détails concernant les mesures de vérification »* les négociations sur les euromissiles.

A Berlin-Est, le chef de l'Etat et du Parti communiste est-allemands, M. Erich Honecker, s'est prononcé pour un démantèlement des missiles à plus courte portée si celui des forces nucléaires intermédiaires peut être mis en œuvre de part et d'autre du rideau de fer. *« L'élimination des missiles de portée moyenne sur notre continent (...) rendra caduc le déploiement de fusées tactiques à plus courte portée, et le problème pourrait être résolu par la négociation »*, a-t-il déclaré.

A ce propos, le général ouest-allemand Wolfgang Altenburg, chef du comité militaire de l'OTAN, a estimé que *« les Occidentaux ne peuvent répondre positivement aux propositions du numéro un soviétique (...) que si Moscou est prêt à négocier en même temps le démantèlement des missiles à courte portée »*. *« Cet aspect de la négociation est la garantie de notre sécurité, car les engins à courte portée représentent pour nous une menace particulière »*, a ajouté l'ancien inspecteur général de la Bundeswehr, dans une interview au journal dominical ouest-allemand *Bild am Sonntag*. – *(AFP, AP, Reuter.)*

● **RECTIFICATIF.** – Dans l'article sur la conférence de presse donnée vendredi soir 6 mars à Paris par M. Vorontsov, premier vice-premier ministre des affaires étrangères d'URSS (*le Monde* daté 8-9 mars), une erreur de transmission nous a fait écrire que les forces stratégiques françaises et britanniques étaient assimilées à un *« système zéro »*. Il fallait lire *« systèmes centraux »*, ce terme signifiant que les forces nucléaires françaises et britanniques stratégiques n'interviendraient que dans la négociation ultérieure d'un accord, après que les Etats-Unis et l'URSS seraient eux-mêmes convenus de réduire de 50 % leurs arsenaux *« centraux »*, donc de même nature.

M. Chevardnadze termine sa tournée asiatique en Indochine

M. Chevardnadze poursuit sa tournée asiatique, ce lundi 9 mars, à Vientiane, en s'entretenant avec le numéro un laotien, M. Kaysone Phomvihane. Le ministre soviétique des affaires étrangères doit gagner mardi Phnom-Penh, où il séjournera vingt-quatre heures avant de se rendre à Hanoï, dernière étape de sa tournée, où il restera jusqu'au 13 mars.

Avant de quitter l'Indonésie pour l'Indochine, M. Chevardnadze a tenu, samedi à Djakarta, au cours d'une conférence de presse, à répondre au scepticisme manifesté par les Australiens devant les intentions pacifiques affichées par le diplomate soviétique lors de son séjour à Canberra (*le Monde* du 5 mars). M. Bob Hawke, premier ministre australien, avait notamment déclaré l'avant-veille : *« Compte tenu des activités soviétiques à travers le monde au cours des deux dernières décennies, j'ai du mal à croire qu'ils* (les Soviétiques) *vont se limiter à des activités de pêche* (dans le Pacifique sud). » M. Chevardnadze a déclaré samedi, sans toutefois nommer M. Hawke, que cette attitude révélait *« une sorte de pensée féodale, une sorte de manie coloniale de tout percevoir en termes de tentative de division du monde en sphères d'influence »*.

● **M. Vorontsov reçu à l'Elysée.** – Le premier vice-ministre des affaires étrangères soviétiques, M. Youli Vorontsov, qui était arrivé à Paris vendredi 6 mars (*le Monde* du 7 mars), a été reçu samedi à l'Elysée par M. Mitterrand. L'entretien a été consacré aux négociations américano-soviétiques de Genève.

PAKISTAN

Islamabad entend poursuivre son « programme nucléaire pacifique »

Le gouvernement pakistanais a confirmé, dimanche 8 mars, qu'il entendait poursuivre son programme nucléaire en dépit de la controverse que ce dernier suscite à l'étranger. *« J'ai promis au peuple pakistanais qu'aucun pouvoir sur terre ne nous empêchera de poursuivre notre programme nucléaire pacifique »*, a déclaré devant le Parlement M. Zain Noorani, ministre par intérim des affaires étrangères.

Entre-temps, rapporte lundi le *Washington Post*, l'administration républicaine américaine semble ne plus se faire d'illusions sur sa capacité à empêcher Islamabad de se doter de l'arme nucléaire. Selon ce quotidien qui cite des sources officielles, les Etats-Unis vont continuer de s'opposer publiquement à la poursuite du programme nucléaire pakistanais tout en donnant la priorité à l'aide américaine à la résistance afghane, qui transite par le Pakistan.

La Maison Blanche demande donc au Congrès d'approuver, sans le réduire, le programme d'aide au Pakistan, actuellement à l'étude, et d'un montant de 4 milliards de dollars, en dépit du fait que le président américain ne peut plus certifier – ainsi que le réclame depuis 1985 le Congrès – que le Pakistan n'a pas l'arme nucléaire.

CHINE

Les autorités s'efforcent de rassurer les intellectuels et les étrangers

M. Deng Xiaoping et le nouveau secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Zhao Ziyang, se sont tous deux efforcés, ces derniers jours, de rassurer les étrangers ainsi que le monde intellectuel chinois inquiets des conséquences de la campagne contre *« le libéralisme bourgeois »*. Recevant, dimanche 8 mars, le président tanzanien Ali Hassan Mwinyi, M. Deng a affirmé que la Chine poursuivrait ses efforts *« pour abaisser l'âge moyen de ses dirigeants »* – une allusion aux vétérans âgés, comme lui, de plus de quatre-vingts ans, qui dominent à nouveau la scène politique – et que la politique d'ouverture au monde extérieur et de réforme économique n'était pas remise en cause par le raidissement idéologique. S'adressant, pour sa part, à des scientifiques chinois, M. Zhao avait, vendredi, assuré que la politique du Parti communiste, faite de respect pour la connaissance scientifique, était *« inébranlable »*. Preuve, sans doute, que ce n'était pas évident pour ses interlocuteurs.

M. Deng a encore estimé que les craintes nourries à l'étranger sur un éventuel changement de cap en Chine étaient fondées sur un malentendu. Toutefois, la guérilla des confidences et des fuites a continué la semaine dernière à Pékin, signe que les remous politiques causés par le durcissement du régime ne sont peut-être pas aussi nettement terminés que ce qu'en disait, le 3 mars, M. Deng au secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz (*le Monde* du 4 mars).

Les correspondants de l'Agence France-Presse et du *Washington Post* se sont vu ainsi communiquer, le même jour, par un responsable chinois, un document confidentiel du Parti communiste chinois fixant les limites théoriques de la campagne idéologique.

Le document, le quatrième émis depuis le début de l'année par les organismes centraux du parti à l'intention de toute l'administration chinoise, énonce en particulier l'obligation de confiner la campagne aux rangs du parti et l'interdiction de dénoncer des personnalités soupçonnées de « droitisme » sans l'aval du sommet de la hiérarchie. M. Zhao Ziyang avait déjà exprimé en public de telles vues, mais a été démenti par les faits lorsque la campagne de propagande a atteint l'armée et d'autres secteurs de l'appareil d'Etat.

Cette fuite, la deuxième en une semaine (*le Monde* daté 1er-2 mars), vise vraisemblablement à soutenir les efforts de MM. Deng et Zhao pour montrer à l'étranger l'image d'une direction unie à la tête du régime chinois. Le document en question insiste sur le fait que la campagne de propagande ne doit pas servir de prétexte à des « mouvements » politiques rappelant la révolution culturelle au moment où, de fait, on assiste à un sérieux coup de barre à gauche à Pékin.

F. D.

Un entretien avec le ministre australien des affaires étrangères

« La France fait partie de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie »

(Suite de la première page.)

– On vous accuse parfois d'être les promoteurs d'une vaste conspiration anglo-saxonne contre la France...

– C'est à peine croyable! J'ai entendu cet argument dans la bouche de fonctionnaires très haut placés et très qualifiés au sein de votre ministère des affaires étrangères. (...) C'est une absurdité! Si ces derniers temps la France dans la région a perdu un peu de son rayonnement, c'est que les divergences des points de vue n'ont pas su être gérées. Je ne veux pas entrer dans l'interminable discussion : à qui la faute ? Mais je peux vous dire qu'Australiens, nous nourrissons à l'égard de la France un profond sentiment d'amitié. Notre respect pour la culture française est immense et je ne vois pas pourquoi, sur le plan commercial, par exemple, la France ne serait pas beaucoup plus présente dans notre pays, pourquoi elle ne fait pas plus d'efforts pour communiquer avec le public australien. Il n'y a pas de francophobie en Australie.

« Nous avons une influence modératrice »

« Mais on dit que vous avez joué un grand rôle dans la décision de réinscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires à décoloniser aux Nations unies.

– Au sein du Forum du Pacifique sud, il y a treize pays. Nous sommes l'un d'entre eux, c'est tout. Et vraiment, ce sont les plus petits Etats – les pays mélanésiens notamment – qui donnent le rythme, décident de la marche à suivre, du calendrier. Ce n'est pas qu'ils nous entraînent, mais parfois, cela va plus vite que nous ne le souhaiterions (...). L'abandon du plan Fabius au profit du remaniement de M. Pons a enflammé toutes ces nations. Au sein du Forum, nous avions plutôt une influence modératrice et nous n'avons pas cherché à exciter les gens contre les Français. Même la conclusion du Forum d'Auckland qui demande à la France de ne pas procéder au référendum tant que les conditions requises par les principes et pratiques de l'ONU n'ont pas été réunis, est relativement modérée compte tenu du climat passionnel dans la région.

– Vous n'en considérez pas moins la présence française en Nouvelle-Calédonie comme un fait colonial. Allez-vous jusqu'à comparer cette situation à celle de l'Algérie française, comme le fait parfois la presse australienne ?

– C'est un problème colonial puisque la France s'accroche malgré les vœux de la population indigène. Mais, comme je l'ai souvent dit aux représentants du mouvement canaque, la Nouvelle-Calédonie ne sera jamais l'Algérie. La population indigène, si elle est très importante, n'est pas tout à fait majoritaire. Le pays est petit. Un conflit armé serait totalement disproportionné, et si la situation devait dégénérer, jamais les Français ne parviendraient à la contrôler complètement.

» L'option association-indépendance proposée par le plan Fabius était un modèle d'intelligence. Aucun des membres du Forum n'aurait pu s'y opposer. Imaginez, avec l'île Cook qui est membre de plein droit du Forum : elle jouit d'une indépendance tout à fait substantielle et en même temps elle est associée à la Nouvelle-Zélande. Personne n'aurait pu refuser une telle option. Le plan Fabius permettait à la France de conserver tout ce qu'elle souhaitait conserver en Nouvelle-Calédonie.

– Vous semblez estimer que l'actuel gouvernement français est injuste à votre égard.

– Je crois surtout que beaucoup des tensions actuelles sont dues au fait que ce gouvernement dispose d'une majorité infime et précaire. Ce climat d'incertitude le pousse parfois à s'énerver.

La question aborigène

– Des spécialistes des questions aborigènes ont été contactés par des fonctionnaires français en poste à Canberra pour constituer un dossier qui permettrait de vous renvoyer la balle en mettant en lumière la manière dont vous avez traité les aborigènes.

– Eh bien, qu'ils y aillent! Ils n'auront aucun problème pour constituer leur dossier. En même temps, pourquoi pas, un dossier très critique à notre égard. L'Australie en a fait plus pour ses aborigènes que beaucoup de pays confrontés à ce genre de problèmes. J'ai même proposé à mon ministère, dans le cadre de notre « programme spécial destiné aux visiteurs étrangers », d'ouvrir le dossier, de faciliter les recherches de ces visiteurs.

» Ils trouveront certainement de tristes choses : lèpre, morbidité, ulcères, glaucomes, déséquilibre nutritif... mais, si on nous compare aux Canadiens et aux Américains, nous avons fait beaucoup, beaucoup plus notamment pour ce qui est des droits de reconquête de la terre. Pas de problèmes si votre ambassade veut des informations. Qu'elle vienne!

» La question aborigène n'est pas un fait colonial. Les aborigènes font partie d'une société multiculturelle fondée sur l'immigration. Ce sont les Anglais qui ont colonisé ce pays, pas nous. Dans ma famille, par exemple, on est irlandais et républicain du côté de ma mère. Et mon père était un marin américain qui a sauté d'un bâtiment militaire et qui a déserté. C'était un homme hostile à toute forme de colonisation. En outre, les aborigènes ne sont pas en train d'argumenter pour que nous quittions ce pays ; ils veulent un meilleur « contrat » avec nous, c'est tout à fait différent.

– A vos yeux, quelle forme doit prendre la présence de la France dans la région ?

– Au lieu d'exercer un rayonnement négatif, elle pourrait s'occuper de promouvoir les intérêts de l'Occident dans la région. (...) Encore faut-il que ce rôle soit positif, cette influence fructueuse. J'aimerais que notre relation avec la France soit fondée, quelles que soient nos divergences, sur un respect mutuel. Vous ne m'avez jamais entendu répondre à des commentaires sur notre pays ou sur notre premier ministre, sur le ton utilisé par certains de vos représentants. Car je respecte votre pays, votre peuple. Et M. Chirac est le représentant de votre peuple, de votre démocratie. C'était d'une grande discourtoisie. Expliquez-moi ce mystère : comment votre pays, qui peut être rationnel, peut-il avoir autant de difficultés à dominer ses impulsions et ses émotions ? »

Propos recueillis par
SYLVIE CROSSMAN.

(1) Australie, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Fidji, Vanuatu, Samoa occidentale, Salomon, Nauru, Tonga, Tuvalu, Kiribati, Cook et Niue.

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Felipe Gonzalez appelle à la création d'un espace judiciaire européen

Le prochain sommet franco-espagnol se tiendra mercredi 11 et jeudi 12 mars à Madrid. MM. Mitterrand et Chirac se rendront pour la circonstance dans la capitale espagnole, et auront un entretien conjoint de deux heures, le matin du second jour, avec le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez. Ce dernier était, dimanche 8 mars, l'invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* ».

« On ne peut pas penser la défense de l'Europe en dehors de la liaison avec les Etats-Unis », a déclaré M. Felipe Gonzalez. Mais, a-t-il estimé, *« il faut faire des efforts pour renforcer une politique autonome de l'Europe, sans casser les liens avec les Etats-Unis »*.

A propos de la lutte antiterroriste, il a d'autre part appelé à la *« création d'un espace juridique du point de vue pénal dans l'ensemble de l'Europe »*. *« La fermeté*, a-t-il souligné, *est tout à fait nécessaire dans la lutte contre le terrorisme. La coopération entre la France et l'Espagne s'est développée d'une manière satisfaisante, elle est chaque jour plus cohérente, plus approfondie. Quand on lutte dans l'ensemble contre les phénomènes du terrorisme, on protège non seulement un Etat concret mais l'ensemble des Etats européens. »*

Interrogé plus précisément sur le terrorisme basque, M. Gonzalez s'est refusé à voir un rapport quelconque entre le début des expulsions de réfugiés basques espagnols en France, en juillet 1986, et l'arrêt des attentats du GAL (Groupe antiterroriste de libération), qu'on avait dit lié à des éléments de la police espagnole. *« Honnêtement, je crois que la police espagnole a un comportement exactement semblable à celui de la police de n'importe quel pays européen »*, a-t-il ajouté.

Le chef du gouvernement espagnol a également donné son sentiment sur la vague de contestation étudiante qui a déferlé en Espagne au mois de janvier. *« On constate que, de la Chine à Mexico, en passant par la France, l'Italie, l'Espagne et même l'Allemagne, où se font jour quelques contestations, le phénomène est universel. Il est exact qu'on assiste à un mouvement de contestation, mais qui est différent de ceux des années 1960 à 1968. En Espagne, le problème a des caractéristiques spécifiques, car la pyramide de la population est différente de celle des autres pays d'Europe. »*

M. Gonzalez, interrogé sur celui des deux dirigeants français qui a sa préférence, a esquivé la question avec humour : *« Les petits enfants font toujours la même réponse quand on leur demande s'ils préfèrent leur papa ou leur maman. »*

Enfin, M. Gonzalez a estimé, à propos des récentes propositions en matière de désarmement de M. Mikhaïl Gorbatchev, que *« l'Union soviétique veut un accord. Elle en a besoin (...). Dès lors, on doit profiter des possibilités d'accord avec toutes les garanties d'équilibre »*. Cependant, a-t-il précisé, *« il ne faut pas se précipiter, il ne faut pas faire de feu d'artifice, mais il faut y aller d'une manière courageuse et aussi prudente »*.



Proche-Orient

ISRAËL : les retombées de l'affaire Pollard

Le gouvernement s'oppose à la création d'une commission d'enquête

L'affaire Jonathan Pollard — cet Américain qui espionnait aux Etats-Unis au profit d'Israël et vient d'être condamné à la prison à vie — continue de susciter à Washington l'irritation à la fois des milieux officiels, de la presse et des organisations juives américaines. On évoque *« une amitié violée, trahie »*, et la plupart des éditorialistes mettent en doute la thèse israélienne selon laquelle le gouvernement de Jérusalem n'aurait pas été au courant des activités de M. Pollard. Cependant le porte-parole de la Maison Blanche a estimé, ce week-end, que *« les relations entre Israël et les Etats-Unis sont fortes et ne seront pas affaiblies par cette affaire »*.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Israël subit le choc en retour de l'affaire Pollard. Cinq jours après la condamnation à Washington de l'agent pro-israélien à la prison à perpétuité (*le Monde* du 6 mars), nombreux sont ceux qui demandent des comptes à l'équipe dirigeante. En Israël — comme aux Etats-Unis — un scandale, s'il n'est pas étouffé, devient vite la proie d'une commission d'enquête, qu'il mobilise pendant des mois. Doit-on mettre en place une telle commission ? Telle est donc, le plus logiquement du monde, l'inconnue du moment.

Il n'en est pas question, rétorque, agacé, le premier ministre, M. Itzhak Shamir. Sa réponse, au vrai, n'étonne personne. Homme de secret par tempérament et par habitude, rarement envahi par les états d'âme, le chef du Likoud se cabre, avec une feinte indignation. *« C'est une exigence ridicule, hystérique et injustifiée »*. Et à des juifs de Miami, de passage en Israël, il déclarait benoîtement, dimanche 8 mars : *« L'affaire Pollard est terminée. Ce fut un épisode pénible. Même entre deux pays amis, certaines erreurs se produisent. Mais ceux qui les ont commises sont des gens très dévoués. »*

Une version peu crédible

Dans son refus, M. Shamir est en bonne compagnie. Ses deux compères travaillistes de la « troïka » gouvernementale, M. Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères, et M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, préfèrent, eux aussi, laisser passer l'orage. M. Rabin, parce qu'il a, en l'espèce, pleinement « assumé » l'héritage laissé par ses prédécesseurs du Likoud, MM. Sharon et Arens, avant de l'alourdir par quelques maladresses, dont la plus criante fut la promotion du colonel Avi Sella, le recruteur de Pollard; M. Pérès, parce qu'il était chef du gouvernement lorsque l'espion donnait sa pleine mesure, avant d'être démasqué, et qu'il prend garde de ne pas « enfoncer » M. Rabin, son éternel et chatouilleux partenaire et rival travailliste. On comprend que l'opposition brocarde le solide esprit de corps du *« club des premiers ministres »*, déjà manifeste l'an dernier lors du scandale du Shin Bet.

Au cours du conseil de cabinet dominical, le trio, rejoint par M. Sharon, a donc fait front, repoussant l'assaut des trois plus chauds partisans d'une commission d'enquête interne : M. Weizman (ministre sans portefeuille), M. Shahal (énergie) et M. Rubinstein (communications). Le débat, à peine ouvert, fut reporté à mercredi. Il aura lieu en cabinet restreint, une instance où siègent seulement dix ministres — et de ce fait, encore plus facile à « verrouiller ». Quant aux motions de censure que trois partis de l'opposition de gauche — le MAPAM, le Mouvement des droits civiques et la Liste progressiste pour la paix — envisagent de déposer cette semaine, leur portée sera purement symbolique.

A tous ceux — députés, experts ou éditorialistes — qui souhaitent voir, fût-ce tardivement, l'affaire Pollard tirée au clair, les dirigeants serinent la même antienne officielle : le recours aux services du zélé juif américain fut une opération de francs-tireurs menée à l'insu du pouvoir politique, une regrettable exception confirmant la règle sacro-sainte du non-espionnage chez l'ami américain, une mauvaise action déplorable et déplorée. L'ennui, c'est que, à vouloir trop faire l'innocent, on renforce surtout les soupçons. Résultat : les Américains ne semblent guère prêts à « avaler » l'angélique scénario d'un Jonathan Pollard manipulé à distance par quelques mercenaires dispensés de rendre le moindre compte au gouvernement de Jérusalem. Et les Israéliens, eux aussi, doutent fortement de ce que le journal *Haaretz* appelle une *« version cousue main »*.

Il faut relever, par exemple, le scepticisme d'un orfèvre en la matière, M. Isser Harel, ancien patron du Mossad et du Shin Bet, l'homme qui, entre autres exploits, ourdit la capture d'Adolf Eichmann. *« Dans cette affaire, le pire gâchis dans l'histoire de nos services de renseignement,* observe M. Harel, *la responsabilité de l'échelon politique est entière. Une opération de cette ampleur, compte tenu des sommes investies, fut nécessairement portée à sa connaissance. »* Et d'ajouter : *« Il est incroyable que notre pays ait pu commettre une telle trahison envers son grand allié, avec son propre argent et dans un secteur aussi sensible que les renseignements militaires. »* Autrement dit, pour M. Harel, on ne mord pas la main qui vous nourrit.

L'affaire Pollard laisse bien des questions sans réponse. A quelle date fut créé le *« bureau de liaison scientifique »* du ministère de la défense, l'officine — aujourd'hui démantelée — qui « employait » Pollard ? Pourquoi le général Moshe Lévy, chef d'état-major, laissa un brillant officier d'active, le colonel Sella, se compromettre dans cette opération d'espionnage ? Pourquoi le chef de ce bureau, M. Rafi Eitan, accepta-t-il, en violation des pratiques admises, les offres de service de l'agent recruté par Sella ? N'est-il pas étrange que la fructueuse récolte du bureau précité — plus de mille documents — n'ait attisé la curiosité d'aucun responsable gouvernemental ?

Que peut faire Israël pour apaiser le courroux américain ? Pas grand-chose, semble-t-il. Le limogeage de MM. Eitan et Sella ? Non seulement le premier ministre écarte cette hypothèse mais il estime que les deux hommes ont déjà payé un trop lourd tribut dans cette affaire. *« M. Eitan était un virtuose des renseignements* (1), a déclaré dimanche M. Shamir. *Il a dû changer de métier. Ce fut pour lui le pire des châtiments. Quant au colonel Sella* (2), *il aurait pu devenir le commandant de l'armée de l'air. L'affaire Pollard lui a fait perdre ses chances. »*

M. Rabin partage sans doute le jugement du premier ministre. S'il a promu le colonel, c'est d'abord parce que celui-ci est un des meilleurs techniciens dans son domaine. Aviateur talentueux, il rendit — ironie du destin — un fier service aux Etats-Unis en étant le premier pilote occidental à photographier, dans les années 70, au-dessus de la Syrie, une batterie de missiles Sam-6. En juillet 1970, il avait participé, près du canal de Suez, à un combat aérien avec des pilotes soviétiques de Mig-21, dont les Américains tirèrent de précieux renseignements.

M. Rabin a voulu aussi éviter une levée de boucliers au sein de l'armée de l'air, solidaire du colonel. Enfin, il craignait qu'une éventuelle sanction contre Sella ne soit interprétée par les Américains comme le meilleur aveu que celui-ci avait bien joué, dans l'affaire Pollard, un rôle essentiel, et non marginal comme Israël continue de le soutenir.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Il vient d'être nommé à la présidence du conseil d'administration des industries chimiques d'Israël.

(2) Il a reçu, il y a une semaine, le commandement d'une des plus grandes bases aériennes du pays.

Violents affrontements entre Druzes et policiers israéliens sur le Golan

Jérusalem. — Une femme druze a été tuée dimanche 8 mars au cours de violents affrontements entre forces de l'ordre israéliennes et Druzes sur le plateau du Golan. Neuf policiers ont été blessés au cours de ces heurts qui ont ponctué la manifestation organisée par des lycéens du village de Baqata pour célébrer le vingt-quatrième anniversaire de la prise du pouvoir du parti Baas en Syrie. La grande majorité des douze mille Druzes du Golan, territoire conquis en juin 1967 puis annexé par Israël en décembre 1981, revendique son appartenance à la Syrie et refuse de prendre la nationalité israélienne.

Un officier supérieur de la police israélienne a qualifié de *« sans précédent »* la violence des affrontements de dimanche. *« Les policiers qui voulaient disperser les centaines de manifestants ont été obligés d'ouvrir le feu pour se protéger »*, a expliqué cet officier à la radio. *« Nous avons été attaqués à coups de pierres, on nous a jeté divers objets depuis les maisons »*, a-t-il poursuivi.

L'agitation anti-israélienne parmi les Druzes du Golan est endémique. En 1982, des heurts avaient fait huit blessés parmi les forces de l'ordre. Une vingtaine de manifestants avaient été arrêtés et sont actuellement détenus en attendant de passer en jugement. La communauté druze israélienne concentrée en Galilée compte, elle, cinquante-trois mille personnes. C'est la seule communauté non juive, avec les quatre mille Circassiens (originaires du Caucase) à être astreinte au service militaire en Israël. — *(AFP, Reuter.)*

EN BREF

● **CHINE : le ministère des affaires étrangères en Europe de l'Est.** — M. Wu Xueqian, ministre chinois des affaires étrangères, a entamé, samedi 7 mars à Prague, une tournée en Europe de l'Est, la *première d'un dirigeant chinois à ce* niveau depuis le début du lent dégel des relations entre la Chine et le bloc soviétique. Après la Tchécoslovaquie, M. Wu doit se rendre en Pologne et en Bulgarie. — *(AFP.)*

● **CORÉE DU SUD : suicide par le feu d'un opposant.** — Un opposant au régime de Séoul, M. Pyo Jung-doo, âgé de vingt-cinq ans, qui s'était immolé, vendredi 6 mars devant l'ambassade des Etats-Unis en Corée du Sud, est décédé, dimanche, de ses brûlures. Le jeune *homme s'était arrosé d'essence* et avait mis le feu à ses vêtements en criant des slogans hostiles au gouvernement peu après le départ de M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, qui était venu exhorter les autorités et l'opposition sud-coréennes à trouver un compromis sur la voie d'une libéralisation du régime. — *(AFP.)*

● **SRI-LANKA : 17 morts dans un attentat.** — Dix-sept personnes ont été tuées, samedi 7 mars, près d'Arawanthulawa (nord de Sri-Lanka), à bord d'un camion qui a sauté sur une bombe commandée à distance par des séparatistes tamouls. Parmi les victimes figurent sept soldats, quatre membres d'une force paramilitaire légale et six civils, dont une femme et un enfant.





• Bill Gates dévoile
LE NOUVEAU STANDARD IBM

LIBAN : malgré l'échange de propos aigres-doux

Téhéran et Damas semblent enclins à l'apaisement

L'arrivée, samedi 7 mars, à Beyrouth du nouvel ambassadeur d'Iran au Liban, M. Ahmad Dastmalchian, accompagné de dignitaires iraniens, a été l'occasion pour la République islamique de rappeler qu'elle possède un atout qui pourrait être déterminant pour l'avenir de cette *alliance : l'emprise dont elle jouit* sur la population chiite, au sud de la capitale libanaise notamment.

Les cris de joie de plusieurs milliers de sympathisants du Hezbollah, le parti de Dieu pro-iranien, venus accueillir cette délégation, ont dû résonner comme autant de défis aux oreilles des soldats syriens de la force de sécurité deployée à Beyrouth-Ouest depuis le 22 février, mais qui campent aux portes de la banlieue sud dont les rues sont pavoisées de portraits de l'imam Khomeiny. Mieux encore, cette *cérémonie de bienvenue, qu'un orateur* n'a pas hésité à comparer à l'arrivée du Guide de la révolution islamique le 1er février 1979 à Téhéran, a été en grande partie consacrée à l'épisode le plus dramatique qu'ait vécu le « couple » syro-iranien au Liban : la mort de vingt-trois intégristes pro-iraniens tués par des soldats syriens le 24 février à Beyrouth-Ouest, dans le quartier de Basta.

Dans ces conditions, l'ambassadeur iranien a fait preuve de retenue en évoquant simplement la *« douleur »* que lui a causée cet incident, qualifié de *« massacre horrible et injustifié »* par cinquante chefs religieux musulmans libanais.

La veille, le président iranien, M. Ali Khamenei, avait été plus direct à l'occasion du prêche politique de la prière du vendredi à l'université de *Téhéran, qui est considérée* comme la tribune où s'exprime la position officielle de la République islamique, en faisant état de la *« préoccupation »* de l'Iran à la suite de cet *« accrochage »*.

M. Khamenei avait également souligné le désaccord de Téhéran avec la volonté de Damas de désarmer les milices en affirmant qu'il s'agissait d'une initiative *« dangereuse et inopportune »* qui affaiblissait la *« résistance islamique »* face à Israël.

Interdiction de port d'armes dans les rues

Une remarque en forme d'avertissement à l'égard de Damas, qui a déjà fermé les permanences des milices à Beyrouth-Ouest et interdit le port d'armes dans les rues, et dont la presse — en particulier le journal gouvernemental *Teckrine*, — a demandé l'extension de ces mesures à l'ensemble du territoire libanais.

D'autre part, dans un discours prononcé dans la banlieue sud chiite de Beyrouth, l'ayatollah Jannati, membre du Parlement et du conseil des experts iraniens — qui fait partie de *la délégation des responsables* iraniens accompagnant le nouvel amabassadeur d'Iran au Liban — a exhorté les intégristes libanais à la *« patience »*, affirmant que le peuple iranien *« partageait leurs peines et leurs joies »* et mettait *« ses journaux et ses radios »* à leur disposition.

De son côté, Cheikh Abbas Moussawi, l'un des dirigeants du Hezbollah, a qualifié le déploiement d'une force de sécurité syrienne le 22 février à Beyrouth-Ouest de *« projet politique qui vise à combattre les musulmans, avec l'accord de Gemayel »*. Cheikh Moussawi a affirmé que le plan de sécurité de Beyrouth-Ouest *« ne peut englober sa banlieue sud chiite qui constitue une ligne rouge »* et a violemment critiqué les *« forces syriennes qui ont massacré des intégristes conformément à une décision de George Shultz* [secrétaire d'Etat américain] », le 24 février.

Malgré ces propos aigres-doux, Téhéran et Damas, liés par la même inimitié à l'égard du régime du président irakien Saddam Hussein, semblent décidés à limiter les dégâts. Le ministre iranien de l'intérieur, l'hodjatoleslam Ali Akbar Mohtachemi, qui avait parlé de *« massacre »* au lendemain de l'incident de Basta, a été le premier à faire depuis une visite officielle dans la capitale syrienne. L'agence officielle d'informations syrienne Sana, a relaté, samedi, en termes choisis, sa première entrevue avec son homologue syrien, M. Mohammad Ghabbache, et affirmé qu'il avait *« rendu hommage à la Syrie pour son rôle dans la lutte contre le sionisme et l'impérialisme »*.

Cette volonté d'apaisement pourrait cependant *souffrir* du moindre incident à Beyrouth-Ouest ou dans sa banlieue à un moment où l'un des liens les plus forts entre Téhéran et Damas s'est sérieusement distendu : la Syrie a importé au cours des douze derniers mois moins d'un cinquième des quantités de pétrole qu'elle doit acheter à l'Iran aux termes d'un accord datant de 1983. Et Damas, dont les finances sont au plus bas, a, en revanche, reçu des dons de pétrole du Koweït, notamment, qui s'inquiète de la poursuite à ses frontières de la guerre irako-iranienne qui dure depuis six ans et demi. — *(AFP.)*

Afrique

La guerre au Tchad

Khartoum affirme qu'un contingent libyen présent dans l'ouest du Soudan a reçu l'ordre de se retirer

Le premier ministre soudanais, M. Sadek El Mahdi, a reconnu, samedi 7 mars, pour la première fois, qu'un contingent militaire libyen avait pénétré en territoire soudanais. Selon lui, cette colonne armée accompagnait un convoi de secours (libyen) destiné à la province occidentale du Darfour, mais elle *« a commencé à se retirer du Soudan, après avoir reçu des ordres en ce sens »*. M. Sadek El Mahdi a précisé que cette force militaire libyenne *« a maintenant franchi la zone de Ouadi-Howar sur son voyage de retour en Libye »*. Ouadi-Howar est situé dans la province du Darfour frontalière avec le Tchad, à environ 350 kilomètres au sud de la frontière libyenne. Le Soudan, a ajouté le premier ministre, est *« engagé par sa politique déclarée de ne pas accorder des facilités militaires aux parties en guerre au Tchad »*. Khartoum, a-t-il souligné, *« a déjà refusé des demandes faites par les belligérants au Tchad d'utiliser le territoire soudanais »*.

Le ministre soudanais de la défense, le général Fadlallah Burma, avait auparavant fait état de l'arrivée d'un convoi libyen à El-Fascher, capitale du Darfour, sans préciser que celui-ci était escorté par une colonne armée. Les propos du premier ministre soudanais confirment les indications, provenant à la fois de sources françaises, tchadiennes et américaines, qui concluaient, depuis plusieurs semaines, à une *forte présence militaire libyenne dans le Darfour.*

D'autre part, s'agissant des combats qui se sont déroulés dans la région de Faya-Largeau, le jeudi 5 mars, le « néo-GUNT » de M. Acheikh Ibn Omar a affirmé, samedi 7 mars, que ses troupes ont tué cinquante soldats appartenant à l'armée de N'Djamena, lors d'affrontements qui se sont déroulés à Kirdimi et Aïn-Galaka, au nord-ouest de la palmeraie. L'état-major tchadien avait, de son côté, annoncé que trente-huit soldats libyens ont *été tués lors* de ces combats. N'Djamena fait également état de violents affrontements qui se déroulent, depuis samedi matin, à Zouar, dans le Tibesti.

Enfin, Radio-Cameroun a annoncé samedi que le pont qui relie N'Djamena à la ville camerounaise de Kousseri a été endommagé à la suite d'une explosion qui a fait une victime, un homme qui transportait des explosifs. — *(AFP, Reuter.)*

AFRIQUE DU SUD

Craquements dans la citadelle afrikaner

(Suite de la première page.)

Ce n'est pas le sauve-qui-peut, loin de là, le Parti national est encore solide et il remportera sans doute les élections, mais ces défections sont graves car elles proviennent de l'élite, de gens qui n'en peuvent plus de parler dans le vide et qui ont décidé d'exprimer publiquement *leurs critiques avant qu'il* ne soit trop tard.

L'un d'entre eux, M. Sampie Terreblanche, professeur d'économie à Stellenbosch, directeur adjoint de la télévision d'Etat, a quitté le parti parce qu'il est convaincu que les nationalistes *« ne veulent ni démanteler l'apartheid ni faire participer les Noirs au gouvernement »*. Chose impensable il y a peu de temps encore, ce protestataire et quelques autres envisagent parfaitement l'avènement prochain d'une ère où *« les Blancs ne seront plus dans une position politique dominante »*.

M. Denis Worrall, ancien ambassadeur à Londres, qui a démissionné de son poste avec fracas, le 30 janvier dernier, ne voit aucun inconvénient à ce que le chef de l'Etat soit un Noir, même s'il hésite sur le nom de Nelson Mandela. Il prône ouvertement des négociations avec l'ANC (Congrès national africain). Ce brillant diplomate en rupture de ban avec son parti affirme que *« le gouvernement sous-estime complètement le fait que les Blancs sud-africains sont prêts à un changement fondamental »*. Il a choisi de contester la conduite des affaires du pays en s'opposant à l'une de ses figures dominantes, M. Chris Heunis, ministre du développement constitutionnel et du plan, grand achitecte du *« ravaudage de l'apartheid »*, dauphin potentiel de M. Pieter Botha à la tête de l'Etat.

C'est un pari audacieux pour ce chef de file de ceux que l'on appelle les indépendants, et qui ont choisi de s'opposer lors de ces élections à leurs anciens amis. Ils sont trois en lice actuellement, mais leur mouvement de dissidence a reçu un soutien important des milieux d'affaires et de l'intelligentsia afrikaner, tout en semant le doute dans les bataillons nationalistes et en suscitant la sympathie des progressistes.

A quelques nuances près, les raisons invoquées par ces artisans d'un sursaut salutaire sont pratiquement les mêmes. Sportifs, financiers, hommes de culture, ils viennent de tous les horizons sociaux. La démission, le week-end dernier, du rédacteur en chef de l'influent hebdomadaire afrikaner *Rapport*, M. Willem de Klerk, frère du ministre du même *nom, fait partie de ce courant* rénovateur. Le sabordage par le pouvoir de la mission du Commonwealth en mai dernier, son refus d'instaurer de véritables pourparlers, le renvoi *sine die* de la réforme sur l'habitat séparé selon les races *(Group areas act)*, le rejet du projet d'assemblée multiraciale au Natal *(Indaba)*, tout cela, pour ne reprendre que l'essentiel, a été ressenti comme autant de preuves d'un immobilisme inquiétant.

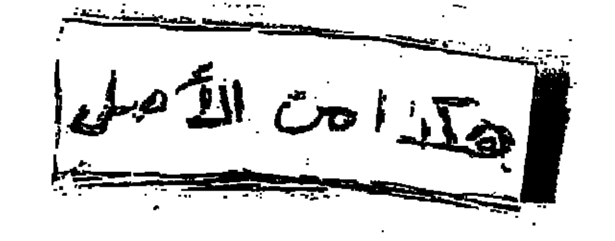
La publication par le Parti national de son manifeste électoral a fourni l'illustration parfaite de sa sclérose, révélée lors du congrès fédéral de Durban en août dernier : un énoncé vague et complexe de déclarations d'intentions en guise de programme d'action. *« Si l'électorat l'accepte,* a averti M. Colin Eglin, leader du PFP (Parti fédéral progressiste), *nous serons tous prisonniers d'un bourbier raciste pour quelques années encore. »*

Le nouvel esprit qui s'est mis à souffler représente-t-il un espoir de solution, le recours dont le pays a besoin pour envisager l'avenir avec plus de sérénité ? Une petite lueur s'est effectivement allumée dont il est, pour l'instant, impossible de dire si elle tiendra ses promesses, si elle se propagera dans la bonne direction. Aux électeurs blancs d'en décider.

Le Parti national est encore loin de livrer un combat d'arrière-garde. Cette fois, cependant, le vent de fronde a pour mérite de fixer précisément les limites du choix : la poursuite du repli obstiné ou le passage *« à la période transitoire de négociations »*, selon la formule utilisée dans le manifeste de Stellenbosch, pour l'accession au pouvoir des trois quarts de la population. *« Une période,* précisent les signataires, *qui ne doit pas continuer indéfiniment en raison de l'urgence de notre situation. »*

MICHEL BOLE-RICHARD.

● *Rectificatif.* — Dans un article sur le Mozambique relatant un entretien avec le ministre de la coopération, M. Jacinto Veloso, publié dans nos éditions du 4 mars, une « coquille » nous a fait écrire que les troupes mozambicaines, en lutte contre les maquisards de la RNM (Résistance nationale du Mozambique), étaient épaulées par un *« contingent d'environ neuf mille soldats cubains »*. Il s'agissait, bien entendu, d'un contingent de neuf mille soldats zimbabwéens.



هكذا من الأصل

Europe

ESPAGNE : la mort du numéro un de l'ETA

Trente mille personnes ont assisté aux obsèques de « Txomin »

Domingo Iturbe, dit « Txomin », le numéro un de l'ETA militaire, mort, le 27 février, en Algérie, dans un accident de voiture, a été enterré, le dimanche 8 mars, dans sa ville natale de Mondragon, près de Bilbao.

Après une valse-hésitation de plusieurs jours, la dépouille mortelle de « Txomin » avait finalement pu quitter Alger samedi en fin de soirée. Après l'annonce, par l'agence officielle Alger-Presse Service que les deux membres du « commando Madrid » Inaki Araca Mendia et Maria Belen Gonzalez Tenalda *« quitteraient incessamment le territoire algérien »*, les autorités espagnoles ont débloqué la situation et les formalités consulaires ont pu être accomplies rapidement.

Le cercueil est arrivé dans la soirée au pied du DC-9 d'Iberia effectuant la liaison ordinaire Alger-Palma-Barcelone, qui attendait depuis plusieurs heures. L'épouse et la sœur de « Txomin » étaient présentes, ainsi que deux parlementaires de Herri Batasuna, qui ont entonné l'hymne national basque, poing levé, sous le regard interloqué de l'équipage de l'appareil. L'avion a décollé avec près de quatre heures de retard à destination de Palma, où une alerte à la bombe l'a encore immobilisé plus longtemps que prévu. — F. Fr.

MADRID
de notre correspondant

Le corps de Domingo Iturbe, alias « Txomin », repose désormais dans le cimetière de Mondragon, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Bilbao. Comme prévu, les dirigeants de la coalition Herri Batasuna ont transformé son enterrement, le dimanche 8 mars, en une manifestation massive d'appui à l'ETA militaire.

Des mesures de sécurité exceptionnelles avaient été adoptées à l'aéroport de Barcelone où a atterri l'appareil transportant le corps ; la dépouille mortelle a été transférée en voiture dans la nuit à Mondragon, escortée par la garde civile.

Dimanche matin, le cercueil avait été exposé, garni d'une *ikurrina* (drapeau basque) et d'un emblème de l'ETA, dans une dépendance de la municipalité, suite à la décision du maire, membre du Parti nationaliste basque. Plusieurs milliers de personnes ont défilé dans la matinée devant le cadavre.

Elles étaient quelque trente mille dans l'après-midi à se rassembler dans l'église et aux alentours pour la messe de funérailles, célébrée entièrement en basque. Les dirigeants de Herri Batasuna avaient ensuite convoqué sur la place principale de la ville un meeting politique. Fréquemment interrompus par les cris de la foule, qui le poing levé, scandait *« gora ETA militarra »* (vive l'ETA militaire, et *« indépendance »*, les orateurs ont fait l'éloge de « Txomin », *« héros du mouvement de libération nationale du peuple basque »*. Plusieurs personnes, le visage masqué par une cagoule, ont exhibé, près de la tribune, sous les applaudissements et les cris enthousiastes du public, des emblèmes de l'ETA.

Après le meeting, le cercueil a été porté par les dirigeants de Herri Batasuna jusqu'au cimetière de la ville, au milieu d'une foule dense et tendue, qui scandait sans arrêt : *« gora ETA militarra »*. Aucun incident d'importance n'a finalement été signalé dans la ville : la garde civile et la police espagnoles avaient prudemment laissé à la Ertzantza, la police autonome basque, le soin du contrôle de l'ordre. Mondragon appartenait exclusivement, dimanche, aux sympathisants de la lutte armée.

THIERRY MALINIAK.

La Grande-Bretagne et la chèvre

La présence inattendue d'une passagère insolite dans les soutes d'un avion a, le dimanche 8 mars, retenu sur le sol britannique, durant cinq heures, l'appareil des Royal Jordanian Airlines qui assure la liaison Freetown-Gatwick-Paris-Amman pour le compte de la Sierra Leone Airline. L'avion en provenance du petit pays africain avait atterri à l'heure prévue sur l'aéroport londonien et débarquait ses passagers lorsqu'à la stupeur des douaniers de sa Gracieuse Majesté une « chèvre » de la Sierra-Leone identifiable comme un céphalophe de Grimm, gracieuse antilope qui vit dans les savanes déclencha une véritable panique dans les rangs des autorités d'outre-Manche.

Pensezdonc, l'animal, qui avait durant le vol proprement réduit sa cage à l'état de charpie, gambadait allégrement dans la soute menaçant quiconque voulait s'approcher. Un « cabinet » de crise fut aussitôt réuni sur l'aire de stationnement de l'appareil et prit la décision, comme le règlement l'exige, d'en référer immédiatement aux autorités vétérinaires. Chacun sait que nos voisins d'outre-Manche considèrent tout animal parvenu sur le territoire comme un ennemi héréditaire, contaminé et dangereux.

L'événement se passant un dimanche, on mit près d'une heure à trouver l'autorité voulue qui, finalement, arriva avec force dossiers sous le bras entourée de plusieurs personnages vêtus d'uniformes sombres qui communiquaient, l'air soucieux, par radio avec un mystérieux correspondant.

Les heures passant, on apprit que le choix était laissé au propriétaire de l'animal — un membre de l'équipage — entre une exécution immédiate ou la mise en quarantaine à ses frais de la « biche », bien que l'étrange passagère ait été accompagnée de tous les certificats voulus délivrés par les services sanitaires de la Sierra-Leone.

Les pourparlers prirent fin au de quatre heures, et l'avion put quitter le sacro-saint territoire britannique sans que l'on sache si vraiment, comme on en assura les passagers sensibles, la chèvre était encore à bord...

C. L.

TURQUIE

Raid de représailles kurde à proximité de la frontière syrienne

ISTANBUL
de notre correspondant

Huit morts, six femmes et deux enfants : pour la quatrième fois en moins de deux mois, les informations télévisées se sont ouvertes sur les images des corps mitraillés des familles de *« protecteurs de village »*, les miliciens qui luttent contre les séparatistes kurdes. Cette dernière opération, perpétrée dans la nuit de samedi 7 à dimanche 8 mars, dans la province de Mardin, dans le sud-est du pays (frontière syrienne), est une réponse au raid de l'aviation turque sur les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Irak, mercredi 4 mars.

Le ministre de l'intérieur, qui s'est rendu sur les lieux, a déclaré : *« L'opinion internationale doit savoir que ces bandits seront impitoyablement punis. »* Les partis politiques ont condamné l'attaque dans les termes les plus sévères, tout en estimant insuffisante l'action gouvernementale. Le Parti populiste social-démocrate (SHP) a lancé un appel pour un *« débat parlementaire sur les problèmes de fond de l'Est et du Sud-Est »*. Le Parti de la Juste Voie (droite populiste) a, pour sa part, qualifié d'*« incohérente »* la politique du gouvernement et appelé à des représailles économiques contre les pays accusés d'abriter les terroristes.

C'est la seconde opération en quelques jours, qui se déroule à proximité immédiate de la frontière syrienne, après le sabotage de quarante-deux tracteurs dans la province d'Urfa, le lendemain du raid turc (*le Monde* daté 8-9 mars).

Convoqué dimanche au ministère des affaires étrangères, l'ambassadeur de Syrie à Ankara a reçu une mise en garde contre la tolérance dont jouissent les auteurs des attentats. Malgré un récent apaisement, les relations turco-syriennes restent tendues en raison du contentieux territorial sur la province du Hatay (le Sandjaq d'Alexandrette rattaché à la Turquie en 1939) et surtout des projets turcs d'aménagement du haut cours de l'Euphrate. Impliquée dans l'assassinat à Ankara d'un diplomate jordanien en juillet 1985, la Syrie s'était récemment défendue d'avoir trempé dans différents projets de sabotage en Turquie.

Le projet de coopération entre les deux pays pour la sécurité des frontières n'est toujours pas signé. De plus, il est connu que M. Abdullah Odjalan, chef du PKK, réside en Syrie.

MICHEL FARRÈRE.

Istanbul sous la neige

ISTANBUL
de notre correspondant

« N'allez pas au travail, restez chez vous... » Ce très officiel appel du préfet d'Istanbul vise à conjurer les effets de l'affaire du siècle, du jamais vu de mémoire d'homme. La neige, qui a commencé à tomber sur la ville mercredi 4 mars, dépasse un mètre par endroits. La circulation est totalement impossible dans la plupart des rues en pente, devenues terrains de luge pour gamins. Sur les grandes artères, quelques rares autobus pataugent dans un grincement de chaînes qui couvre les boniments des vendeurs de semelles de laine. Les queues s'allongent devant les marchands de butagaz ou de fuel, tandis que les véhicules de l'armée approvisionnement en pain les quartiers éloignés.

Le maire se veut rassurant en affirmant qu'*« il y a des vivres pour vingt jours »*. Entre les deux continents, vers les îles, la circulation maritime est interrompue. Les rares bateaux circulant lors des éclaircies sur le Bosphore, gelé par endroits, risquent la collision avec la digue ou un autre chalutier imprudent. L'aéroport est toujours fermé, et les routes n'offrent aucun substitut pour les voyageurs bloqués dans les hôtels. Le début de la délivrance est prévu pour mercredi prochain, mais, en l'absence de tout réseau d'écoulement des eaux de pluie, l'appréhension grandit à l'approche de la débâcle.

M. F.

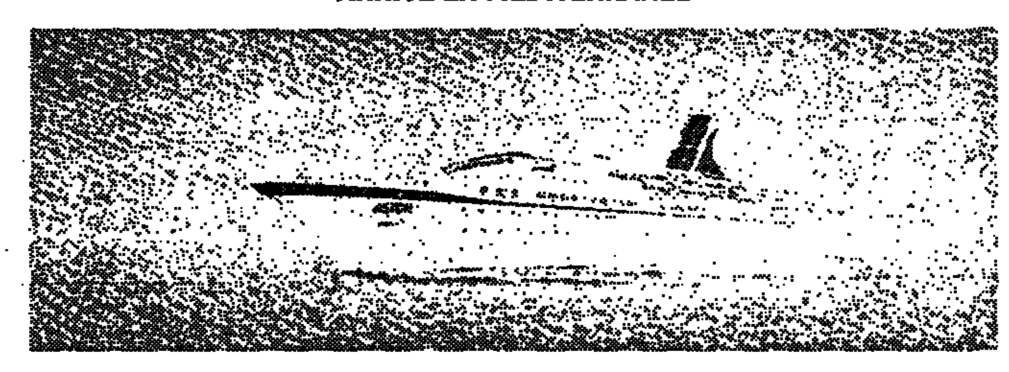
Le Monde sur minitel
TeleMarket
achetez chez vous, hors de la cohue.
36.15 TAPEZ LEMONDE



• TOUT SUR LES NOUVEAUX MACINTOSH

Le Monde sur minitel
IMMOBILIER
Pour trouver un logement
30 000 affaires Paris-Province. Garantie FNAIM.
36.15 TAPEZ LEMONDE

ASTOR
LE PLUS MODERNE DES PAQUEBOTS DE CROISIÈRE ARRIVE EN MÉDITERRANÉE



Un chef-d'œuvre de technologie, une réussite esthétique : *ASTOR*, dernier-né des navires de croisière, vous invite à inaugurer son entrée en Méditerranée avec ses croisières de printemps.

Sa mise en service en février 1987 répond à une attente : il sera la seule unité neuve sur le marché français du tourisme. 21 000 tonnes, 176 mètres, il peut recevoir 600 passagers dans un confort absolu et une sécurité totale. Sur *ASTOR*, toutes les cabines ont en commun air conditionné réglable, équipements sanitaires privés (lavabos, douches, WC), télévision couleur et circuit vidéo, téléphone privé, radio stéréo. Elles sont meublées avec goût et décorées avec élégance. Superbe cuisine où seront confrontés les mets les plus fins et les vins les mieux choisis.

Ce palace flottant est, par la finesse, la hardiesse, la pureté de ses lignes, unique. Astor possède, en outre, les plus hauts standards en matière de technique et de sécurité ; il est en avance sur son temps.

En armant le navire à Port-Louis, à l'île Maurice, les affréteurs ont choisi un personnel de langue française, à la gentillesse et à l'amabilité légendaires.

PROMOTION SPÉCIALE

CROISIÈRE 002
Italie-Grèce
Israël-Crète

Port	Jours		Arr.	Dép.
Gênes (Italie)	Sam	11 avr	—	1900
Civitavecchia (Italie)	Dim	12 avr	0800	2100
Stromboli (Italie)	Lun	13 avr	Lundi midi	
Str. Messine (Italie)	Lun	13 avr	Transit	1500
Iles Grecques	Mar	14 avr	Mardi ap.midi	
Rhodes (Grèce)	Mer	15 avr	0800	2000
Ashdod (Israël)	Ven	17 avr	0700	2200
Haïfa (Israël)	Sam Dim	18 avr 19 avr	0600 —	— 2200
Héraklion (Crète)	Mar	21 avr	0700	1800
Katakolon (Grèce)	Mer	22 avr	1000	1800
Venise (Italie)	Ven	24 avr	0800	—

CROISIÈRE 003
Italie-Grèce
Turquie-Yougoslavie

Port	Jours		Arr.	Dép.
Départ France	Jeu	23 avr	Train ou Avion	
Venise (Italie)	Ven	24 avr	—	1800
Katakolon (Grèce)	Dim	26 avr	0800	1700
Athènes (Grèce)	Lun Mar	27 avr 28 avr	0800 —	— 0800
Istanbul (Turquie)	Mer Jeu	29 avr 30 avr	0800 —	— 2400
Canakkale (Turquie)	Ven	1 mai	1000	1800
Delos (Grèce)	Sam	2 mai	0800	1400
Mykonos (Grèce)	Sam Dim	2 mai 3 mai	1500 —	— 0700
Tinos (Grèce)	Dim	3 mai	0800	1400
Corfou (Grèce)	Lun	4 mai	1400	2200
Dubrovnik (Yougoslavie)	Mar	5 mai	1200	2300
Split (Yougoslavie)	Mer	6 mai	0800	1800
Venise (Italie)	Jeu	7 mai	0800	—
Retour France	Ven	8 mai	Train ou Avion	

CROISIÈRE 004
Italie-Yougoslavie
Grèce-Israël
Égypte-Malte

Port	Jours		Arr.	Dép.
Départ France	[illegible]	6 mai	Train ou Avion	
Venise (Italie)	[illegible]	7 mai	—	[illegible]
[illegible] (Yougoslavie)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible] (Grèce)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible] (Egypte)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	Transit	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	—
Retour France	[illegible]	[illegible]	Train ou Avion	

14 jours à partir de 10 710 F - préacheminement inclus depuis les principales villes de France.

10 % DE REDUCTION
pour inscription avant le 18 mars

Profitez de cette offre spéciale, adresser votre coupon à :
Sélection tourisme
BP 824 - 73008 CHAMBÉRY CEDEX
Téléphone : 79-85-00-64 — Télex : 309708

Nom ______
Adresse ______
Tél. ______

Lic. 1.73.021

JOURNEES DE LA HAUTE FIDELITE
7-10 MARS 1987
SOFITEL NIKKO
TEL : 47 53 05 63

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique
Sur options :
Permanence télex
Bureau meublé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/42-96-41-12
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Macintosh
LES NOUVEAUX MAC SE et II
En avant-première dans l'Ordinateur Individuel de Mars
Chez votre marchand de journaux

Bons baisers de Bombay. 6340 F.
3 vols directs par semaine de CDGI. Sans oublier que TWA dessert près de 100 villes aux Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.
Tarif vacances 14-90 jours, jusqu'au 31 mars.
TWA *ouvre la voie vers les* USA.
TWA

Europe

Les enquêtes sur la catastrophe de Zeebrugge

Les portes du « Herald-of-Free-Enterprise » étaient-elles restées ouvertes ?

ZEEBRUGGE
de notre envoyé spécial

135 morts, 90 blessés dont 10 très grièvement, 318 personnes « indemnes » : tel est le dernier bilan du naufrage, vendredi 6 mars à 19 heures, du car-ferry britannique *Herald-of-Free-Enterprise*, à moins d'un kilomètre du port de Zeebrugge. Selon les médecins, la plupart des décès sont dus à l'hypothermie, la température de l'eau avoisinant 0 degré lors de la catastrophe. Lundi matin, les opérations de renflouage avaient commencé, et chacun espère qu'elles permettront de déterminer les causes exactes de l'accident. Autre point d'interrogation : les risques que font courir des produits toxiques qui étaient à bord, et dont certains fûts sont en ce moment entraînés vers les côtes néerlandaises.

Alors que la douleur, notamment de ceux venus reconnaître les corps de leurs proches dans le hall des sports de Bruges, transformé en chapelle ardente, a remplacé l'hébétude des premières heures, plusieurs questions maintenant sont sur toutes les lèvres : les trois enquêtes en cours (du gouvernement belge, du gouvernement britannique, et de la compagnie propriétaire du navire, le Townsend Thoresen) permettront sans doute d'y répondre, mais il faudra attendre plusieurs semaines, estimait-on à Zeebrugge, pour être en possession de preuves certaines.

En ce qui concerne les causes directes de l'accident, plusieurs hypothèses sont émises. La plus plausible : une manœuvre un peu rapide du navire ou une défaillance du gouvernail aurait entraîné soit le heurt avec une des digues, soit, ce qui est plus vraisemblable, un déséquilibre à l'intérieur du bateau. Celui-ci aurait alors pris de la gîte, et l'eau qui se serait engouffrée à une vitesse extraordinaire aurait contribué à totalement renverser l'*Herald-of-Free-Enterprise*. Les témoignages concordent. Il n'a pas fallu une minute pour que le ferry se retrouve couché sur un banc de sable. Un naufrage si rapide aurait sans doute été impossible si les portes du bateau avaient été fermées.

Ce n'était vraisemblablement pas le cas. *« Les portes de la mort »* – titre de plusieurs journaux britanniques – étaient donc ouvertes. Pourquoi ? *« Quand les navires sont encore dans le port, nous laissons la porte arrière ouverte pour permettre la sortie des gaz d'échappement des voitures et des camions qui viennent de rentrer. Mais une fois le port quitté, nous devons fermer les portes »*, expliquait un commandant. Apparemment, cette consigne n'a pas été respectée vendredi soir. Plusieurs témoignages, dont celui même du ministre belge des transports, concordent pour expliquer que souvent les portes restent ouvertes durant la traversée. *« La dernière fois que j'ai fait ce voyage,* explique ainsi un routier belge, *mon camion, qui embarquait le dernier, dépassait de 3 mètres. Il était donc impossible de fermer la porte. »* Quelle que soit la cause directe de l'accident, la deuxième question qui se pose concerne la sécurité en général de ces « Jumbo ferries ». La catastrophe de vendredi a ainsi délié les langues et fait fonctionner les mémoires.

On se souvient ainsi que, récemment, un organisme norvégien avait mis en garde contre l'insécurité de ces gros navires. On évoque la conclusion, en 1986, à Oslo, du commandant Golson, président de l'association internationale et commandant de marine marchande : *« J'en appelle à votre conscience,* disait-il lors d'un congrès, *pour que l'on modifie la construction de ces navires, et qu'il ne faille pas un accident pour que l'on s'aperçoive que ce sont des cercueils flottants en puissance. »* De 1965 à 1982, faisait remarquer le commandant Golson, 60 % des ferries de ce type impliqués dans des collisions ont coulé en moins de dix minutes. Les rapports des différentes commissions d'enquête permettront peut-être de répondre à ces questions. La plus tragique reste celle-ci : et si l'*Herald-of-Free-Enterprise* avait coulé en pleine mer et non à moins de 1 kilomètre de la côte ?

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Fûts toxiques à bord

Le ministre belge de l'environnement, Mme Smet, a précisé que dans la cargaison du *Herald-of-Free-Enterprise* se trouvaient cinquante fûts de cyanate de toluène (5 tonnes), soixante et un fûts de cyanure (11 tonnes) et deux cents sacs de plomb soluble. La présence de ces produits hautement toxiques pose à nouveau la question du bien-fondé de ces transports où s'entassent, pêle-mêle, des voyageurs, du fret tout-venant et des camions chargés de produits dangereux.

L'attention sur ce point avait déjà été attirée en 1984 lors du naufrage du *Mont-Louis*, un cargo roulier transportant, entre autres, des fûts d'hexafluorure d'uranium, éperonné au large d'Ostende par un car-ferry qui avait à son bord un bon millier de passagers. L'association Robin-des-Bois – dissidente de Greenpeace – rappelle dans un communiqué qu'elle réclame depuis dix-huit mois *« l'interdiction du transport de matières dangereuses, chimiques ou radioactives à bord de transbordeurs à passagers »*.

L'association met aussi en garde contre la prochaine mise en service, sur la ligne Calais-Douvres, de deux *« jumbo-ferries »* capables d'embarquer deux mille trois cents passagers et six cent cinquante voitures, alors même qu'aucune mesure n'est prise pour l'arrimage des camions ou l'interdiction des produits toxiques.

Week-end de cauchemar en Grande-Bretagne

LONDRES
de notre correspondant

Les cent trente-cinq morts du *Herald-of-Free-Enterprise* sont presque tous britanniques, et leurs familles ont attendu tout le week-end un coup de téléphone, un mot de réconfort, un renseignement. Mais il est clair, lundi, qu'il faudra plusieurs jours sinon plusieurs semaines pour que tous les corps soient identifiés.

Lassées d'attendre sur un quai de Douvres désert, des dizaines de familles ont même préféré traverser la Manche pour tenter de retrouver dans un hôpital belge un père, une mère, un ami.

Ce long week-end de cauchemar pour les Britanniques a été ponctué d'émissions spéciales de télévision et de radio qui ont ramené au pays des images poignantes d'enfants dont toute la famille a disparu, de jeunes filles en larmes cherchant leur fiancé, soldat de l'armée du Rhin, sans doute mort...

Un petit garçon de huit ans, Martin Hartley, fait la « une », lundi, de toute la presse britannique. Il a perdu dans le drame ses parents et ses grands-parents et s'en est sorti les deux jambes cassées.

Les premiers survivants sont revenus par avion dès la nuit de samedi à dimanche. A l'aéroport de Gatwick, où les attendaient leurs familles, ils sont descendus d'avion hébétés, parfois hagards, enveloppés de couvertures et les pieds protégés par des sacs plastique.

Quelques rescapés sont revenus en bateau à Douvres : les membres de l'équipage du *Herald-of-Free-Enterprise*, qui ont eu la chance de survivre. D'après le dernier décompte, trente-sept de leurs collègues ne reviendront pas dans le petit port. Leur arrivée s'est effectuée dans le calme et l'émotion. Un vieux marin serre son fils dans ses bras en écrasant une larme sur sa joue avec un béret. Personne ne peut sourire. Chaque famille, si elle retrouve un être cher, en a perdu un autre, ou un ami ou une connaissance.

(Intérim.)

Les ferries perdent la partie contre le tunnel

La catastrophe de Zeebrugge sonne le glas de la campagne qu'avaient déclenchée les sociétés britanniques de car-ferries contre le tunnel sous la Manche. Depuis plusieurs mois, celles-ci s'étaient efforcées de miner la confiance des banquiers et du public dans cet ouvrage prévu pour 1993, en développant deux arguments qui ont été envoyés par le fond avec *Herald-of-Free-Enterprise*.

● *Le tunnel présente plus de risques que les ferries.* Jouant de la claustrophobie et du conservatisme des usagers, les responsables de Sealink UK et de Townsend Thoresen ont agité l'épouvantail des risques d'asphyxie et de noyage pour les voyageurs contraints d'emprunter les trains et les navettes sur cinquante kilomètres de tunnel sous-marin. Les animateurs d'Eurotunnel, le consortium chargé de la construction et de la gestion du lien fixe, auront désormais beau jeu de répliquer que la voie maritime tant vantée a valu, en moins d'une minute, cent trente-cinq morts par mer calme et temps dégagé. Ils pourront encore faire valoir qu'il vaut mieux une infrastructure sophistiquée, où aucune collision ne sera possible et où des équipes de secours demeureront en alerte vingt-quatre heures sur vingt-quatre, qu'une technologie simple et parfaitement maîtrisée, mais à la merci d'une porte mal fermée...

● *Le tunnel ne sera pas rentable.* Si l'enquête ouverte confirme que l'irruption de l'eau dans les cales du *Herald* est due aux vantails demeurés ouverts des portes par où pénètrent voitures, cars et camions, il y a gros à parier que la recherche de la rentabilité à tout prix des compagnies de ferries britanniques sera incriminée. Pour gagner du temps et économiser de l'argent, celles-ci poussent leurs équipages à accélérer les rotations entre la Grande-Bretagne et le continent. Il en résulte, selon certains témoignages, que toutes les précautions ne sont pas prises pour vérifier l'arrimage des véhicules. Par temps calme, les portes d'entrée du garage ne sont pas totalement fermées, afin de ventiler les gaz d'échappement et pour économiser quelques minutes.

D'autre part, Townsend Thoresen et Sealink UK espéraient pouvoir concurrencer aussi le tunnel en pratiquant des tarifs attractifs, grâce à la mise en service de navires géants d'une capacité de 2 300 passagers et de 650 véhicules, dont le premier exemplaire, *Pride-of-Dover*, sera mis à l'eau cette année. Les services de sécurité de tous les pays se pencheront attentivement sur les problèmes de stabilité et d'évacuation de ces mastodontes. Le *Herald-of-Free-Enterprise* avait embarqué 543 passagers et 124 véhicules, soit cinq fois moins que ne pourra en emporter les jumbos de la nouvelle génération.

L'agressivité commerciale de Townsend et de Sealink UK pourrait s'en trouver très diminuée. Il y avait à bord du *Herald* des passagers ayant payé leur voyage aller-retour pour le prix d'une livre (9,80 F), grâce à une promotion parue notamment dans le quotidien *The Sun*.

Sans nul doute, la catastrophe de Zeebrugge provoquera, dans les îles britanniques, une profonde remise en cause de la voie maritime à laquelle les insulaires vouaient une confiance instinctive. Syndicats de marins, armateurs et autorités portuaires vont être contraints d'adopter un profil très bas et de ne plus critiquer le tunnel sous la Manche.

ALAIN FAUJAS.

Des secours efficaces

« Je n'ai jamais connu une opération de sauvetage aussi impressionnante. La rapidité des secours a été presque incroyable », a déclaré Mme Margaret Thatcher dès son arrivée sur les lieux du drame, samedi après-midi. Tous les observateurs sont d'accord avec le premier ministre britannique pour louer l'extraordinaire diligence avec laquelle les autorités belges ont réagi. Il aura fallu en effet seulement six minutes pour que les premiers secours soient là. Le dispositif – policier, infirmier, bénévole, hommes-grenouilles, pilotes d'hélicoptères, marins – mis en place a parfaitement fonctionné. Les responsables ont aussi très exactement coordonné les secours internationaux, mettant à profit un exercice de manœuvres maritimes de l'OTAN.

Directement alertés, des navires britanniques, allemands, français, ayant à leur bord des hommes-grenouilles professionnels, ont immédiatement entouré le navire échoué. Selon le gouverneur de la province de Flandre-Occidentale, M. Olivier Vanneste, qui a été le coordonnateur des opérations, un quart d'heure a ainsi pu être gagné. Rappelons que la température de la mer était telle qu'en quelques minutes les personnes dans l'eau succombaient. La rapidité des secours a donc seulement empêché que le bilan de la catastrophe ne soit encore plus lourd : 408 personnes sur 543 à bord ont en effet pu être sauvées.

De nombreuses personnalités

En dépit des appels répétés des autorités belges, des milliers de « touristes » sont venus de Belgique, mais aussi de France et des Pays-Bas, à Zeebrugge, ce week-end, sur les lieux de la catastrophe. Réaction unanime : « Si près ! » Lorsque la brume se dissipait, l'épave du *Herald-of-Free-Enterprise* apparaissait, en effet, à quelques brassées de la plage. Des embouteillages importants se sont produits aux alentours du port.

Les curieux tentèrent aussi d'apercevoir les nombreuses personnalités britanniques et belges qui se sont rendues à Zeebrugge. Du côté anglais, on a noté la présence du prince Andrew, fils de la reine, et de lady Sarah. Venus théoriquement pour une demi-heure, ils sont restés plusieurs heures auprès de leurs compatriotes blessés.

Robe grise et voix cassée, Mme Margaret Thatcher, entourée d'une nuée de photographes et de journalistes, a dit à plusieurs reprises son émotion et remercié les autorités belges. Le premier ministre britannique s'est aussi rendu dans les différents hôpitaux de la côte belge pour tenter de réconforter les victimes de l'accident. Elle s'est personnellement assurée que tout avait été mis en œuvre pour favoriser le retour de ses compatriotes qui, soit dit en passant, ont tous refusé de reprendre un ferry pour regagner la Grande-Bretagne.

Le roi Baudouin et la reine Fabiola étaient à Zeebrugge quelques heures après l'accident et se sont eux aussi rendus dans les hôpitaux de la région. Autre visite : celle du frère du roi, le prince Albert, et de la princesse Paola. Le gouvernement belge, enfin, a toujours été représenté sur les lieux de la catastrophe. M. Wilfried Martens, le premier ministre, M. Herman De Croo, ministre des transports, M. François Xavier de Donnea, ministre de la défense, M. Louis Olivier, ministre des travaux publics, ont ainsi contrôlé les opérations de secours.

J.-A. F.

Amériques

ÉTATS-UNIS : les suites de l'« Irangate »

M. Reagan n'était pas au courant des détournements de fonds au bénéfice des « contras », *affirme la Maison Blanche*

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Reagan aurait été, à en croire une enquête publiée, dimanche 8 mars par le *Washington Post*, informé l'année dernière à deux reprises que les ventes d'armes à l'Iran *« généraient »* de l'argent pour la guérilla antisandiniste.

Cette information a immédiatement été démentie par l'un des collaborateurs de la Maison Blanche, M. David Abshire, ancien ambassadeur auprès de l'OTAN et chargé, depuis la fin de l'année dernière, de la centralisation du dossier de l'« Irangate ». *« Il y a un seul Ronald Reagan,* a déclaré M. Abshire, *et il a dit la vérité. S'il a déclaré qu'il ne savait pas* [que l'argent était détourné au profit des « contras »], *il ne savait pas. »*.

M. Abshire, qui doit très prochainement quitter son poste, a également écarté la possibilité d'un nouvel oubli présidentiel *(« A mon avis, c'est un domaine trop clairement défini. »)* Le fait est pourtant – même si un article, de surcroît très prudent, n'est pas une preuve – que M. Reagan est, pour la première fois, directement et personnellement mis en cause dans l'organisation des versements aux « contras », dix jours seulement après que le rapport Tower n'a relevé aucun élément laissant conclure qu'il aurait été au courant de cet aspect de l'« Irangate ».

Selon la *« source juridique bien placée »*, anonymement citée par le *Washington Post*, c'est son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, l'amiral Poindexter, qui aurait averti par deux fois M. Reagan, mais sans attirer son attention sur le caractère illégal de ces reversements. L'amiral, auquel sa démission avait été demandée le 25 novembre dernier, se serait contenté d'indiquer au président que les fonds versés à la guérilla par les Iraniens et les Israéliens constituaient un *« avantage annexe »* des ventes d'armes au régime de Téhéran.

Selon le quotidien, la Maison Blanche s'attendrait à ce que l'amiral Poindexter organise sa future défense en arguant du fait qu'il avait reçu *« consigne et autorité, directement ou indirectement »*, du président lui-même. Si tel était le cas, et que l'amiral Poindexter était en mesure de convaincre de la réalité de cette *« consigne »*, M. Reagan serait évidemment exposé à des difficultés considérables dans la mesure où il a toujours affirmé – et dans son discours de mercredi dernier encore – qu'il n'était pas au courant des versements aux « contras ».

Depuis le début de l'affaire, tant l'amiral Poindexter que le lieutenant-colonel North, son ancien adjoint, ont refusé de répondre aux questions qui leur étaient posées par les commissions du Congrès en invoquant leur droit constitutionnel à ne pas témoigner contre eux-mêmes. Il semble cependant que les commissions d'enquête spéciales des deux Chambres s'apprêtent maintenant à leur accorder l'immunité, et l'un comme l'autre seraient alors obligés de fournir leur témoignage.

Vraies ou fausses, ces révélations interviennent au moment où le nouveau secrétaire général de la Maison Blanche, M. Howard Baker, a réussi à faire reprendre une certaine initiative à la présidence, dans le domaine du désarmement essentiellement. Encore quelques révélations et encore quelques pas sur le désarmement, et une course de vitesse serait *de facto* engagée entre les développements du scandale et celui des négociations soviéto-américaines.

BERNARD GUETTA.

● **Démission à la Maison Blanche.** – Le directeur de la communication de la Maison Blanche, M. John Koehler, qui avait été nommé à ce poste le 19 février, va quitter ses fonctions à la demande de M. Howard Baker, le nouveau secrétaire général de la présidence. La nomination de M. Koehler avait été critiquée, celui-ci ayant admis avoir appartenu dans son enfance à un groupe de jeunesses nazies. – *(AP.)*

Libre après treize ans dans le « couloir de la mort »

Tampa *(AP).* – Joseph Green Brown a échappé de peu à la chaise électrique. Condamné à la peine capitale en 1973, il a été libéré du pénitencier de Tampa, en Floride, après avoir passé treize ans dans une cellule du « couloir de la mort ». Deux témoins à charge ont, en effet, reconnu qu'ils avaient menti.

Joseph Brown avait été jugé pour le viol et le meurtre d'une femme de trente-quatre ans. En 1983, alors que la date de son exécution était fixée, le gouverneur de l'Etat de Floride avait suspendu la sentence vingt-quatre heures seulement avant le jour fatal.

REPÈRES

Norvège

M. Thorvald Stoltenberg nouveau ministre des affaires étrangères

M. Thorvald Stoltenberg a été nommé, lundi 9 mars, à Oslo, ministre des affaires étrangères du gouvernement travailliste minoritaire norvégien. Il succède à M. Knut Frydenlund, décédé le 26 février des suites d'une hémorragie cérébrale (*le Monde* du 28 février). Agé de cinquante-cinq ans, le nouveau chef de la diplomatie est une personnalité bien connue dans les milieux politiques norvégiens.

M. Stoltenberg appartient au courant majoritaire « atlantiste » du Parti travailliste. Mais comme son prédécesseur, dont il était un ami personnel, il estime que les Européens en général, et la Norvège en particulier, devraient jouer, au sein de l'OTAN, un rôle plus indépendant par rapport aux Etats-Unis. – *(Corresp.)*

Ouganda

Un ancien ministre assassiné

Un ancien ministre ougandais, M. Andrew Kayiira, a été tué par balles, dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 mars, par un groupe d'hommes armés qui avaient fait irruption à son domicile, à Kampala. Selon un journaliste ougandais qui se trouvait sur place, M. Henry Gombya, certains des assaillants portaient un uniforme. Andrew Kayiira, qui avait été ministre à trois reprises, était également président du Mouvement de libération ougandais (UFM). Il avait été libéré de prison le 24 février dernier, après avoir été innocenté de l'accusation de complot contre le président ougandais, M. Yoweri Museveni.

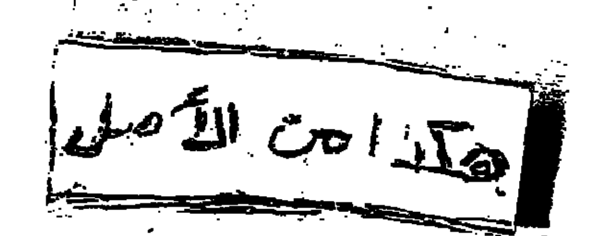
La radio de Kampala a annoncé, dimanche 8 mars, que ces inconnus ont volé 20 millions de shillings au domicile de l'ancien ministre. La police a offert une prime de 10 millions de shillings à toute personne qui fournira des informations permettant d'identifier les assassins. Ce meurtre est susceptible d'accentuer notablement la tension politique qui règne à Kampala, dans la mesure où les partisans de l'ancien ministre, issu de la plus grande ethnie du pays, les Bagandais, remettent de plus en plus en cause le pouvoir de M. Museveni. – *(AFP, Reuter.)*

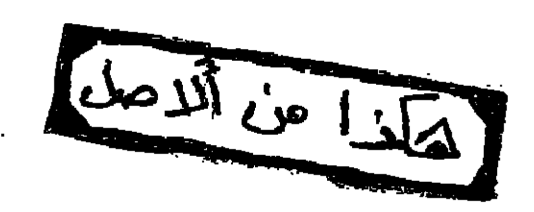
HAITI : le PC votera « oui » au ***référendum constitutionnel.*** – M. René Théodore, secrétaire général du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH), a déclaré, dimanche 8 mars, que son parti appellera à voter *« oui »* au prochain référendum constitutionnel, officiellement prévu pour le 29 mars prochain. En même temps, le PUCH souhaite obtenir un délai supplémentaire *« pour que la Constitution devienne l'affaire du peuple »*. – *(AFP.)*

J'ai le plaisir de vous annoncer la sortie de la nouvelle édition du
DICTIONNAIRE MONDIAL DES COMEDIENS
DISTAR Editions
5, Rue Lincoln, 75008 PARIS
Tél. : 48-09-11-49

COURS DE LANGUES

PORTUGAIS - BRESILIEN
ESPAGNOL
QUECHUA
ANGLAIS
Tél. 45 41 39 60
21 bis, rue des Plantes
75014 Paris





LE PAPIER A UN NOM...

KYMMENE BOUCHER

le nom de l'expérience

Kymmene Boucher, le nom d'une puissance papetière, le nom d'une distribution papetière, le renom d'une très haute qualité papetière.

Dès aujourd'hui appelez le papier par son nom Kymmene Boucher au (1) 46.87.33.04



Kymmene Boucher

Un nom, une renommée.

Politique

Les socialistes « partagent » la majorité se divise

L'analyse du résultat des élections partielles commence à traduire une érosion de la majorité. Celle des sondages aussi. *A l'évidence, l'UDF et le RPR* n'ont pas choisi le meilleur moment pour exprimer leurs divisions, ni les barristes pour manifester leur impatience. Il n'en fallait pas plus pour que MM. Jospin et Mermaz dressent, le dimanche 8 mars, avec délectation, le relevé notarial des divergences, états d'âme et grognes divers exprimés au sein *de la majorité. L'occasion était* trop belle pour que les socialistes n'en profitent pas.

Le bilan de la semaine qui vient de s'écouler est dense. M. Stasi (CDS) juge inopportune l'organisation rapide du référendum *sur l'autodétermination de* la Nouvelle-Calédonie et critique sur le fond la politique conduite par le gouvernement dans le territoire. M. Chinaud (PR) surprend encore plus lorsqu'il exprime son désaccord avec l'ensemble de l'action du gouvernement outre-mer. M. Alphandéry (PR), porte-parole de M. Barre pour les *affaires économiques, prêche la* relance par l'investissement dont M. Balladur ne veut pas.

Ces tiraillements n'épargnent pas l'équipe de M. Chirac. Après M. Giraud, ministre de la défense, qui a dû ravaler (sur injonction du premier ministre) son *« Munich européen »* qui qualifiait les propositions de M. Gorbatchev sur les euromissiles, M. Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'indigne des propos tenus par *M. Robert Pandraud, ministre* chargé de la sécurité, sur la mort de Malik Oussekine au moment des grandes manifestations étudiantes.

M. Raymond Barre ne manque pas d'humour lorsqu'il prêche — comme si ses amis n'étaient pas aussi fauteurs de troubles — la *« convergence des hommes de bonne volonté et de bonne foi »* et qu'il exige un armistice dans la *« guerre des étiquettes »*, aussi grotesque à ses yeux que *« la guerre des boutons »*. Les barristes, en effet, ne veulent pas devenir les *« muets du sérail »*, sous prétexte que leur appartenance à la majorité sera confirmée par un vote positif lors du débat de confiance organisé par M. Chirac à l'Assemblée nationale au début du mois d'avril.

Le premier ministre leur concède d'ailleurs une petite marge de manœuvre. Il ne leur conteste pas *« le droit de s'exprimer »*, a-t-il dit à l'occasion de son périple dans la région Rhône-Alpes. Mais il leur recommande gentiment de *« tenir compte d'une solidarité majoritaire qui implique une certaine discipline »*. En revanche, M. Chirac est beaucoup plus sévère lorsqu'il s'adresse aux trublions — les barristes, mais aussi M. Giraud — qui ont eu le *mauvais goût de réagir « en ordre dispersé »*. aux propositions soviétiques sur le désarmement et d'émietter du même coup le *« consentement »* exprimé, selon lui, en France sur les questions de défense. M. Chirac a grand besoin de cette unité de la majorité qu'il réclame à grands cris, afin de ne pas dévier de la ligne (économi*que et sociale) qu'il s'est fixée à* l'horizon des élections législatives de 1992, et qu'il résume en deux mots répétés à l'envi : « ténacité » et « rigueur ».

Ce qui va mal dans la majorité est bon pour les socialistes qui, le week-end dernier, se sont senti pousser des ailes. Pure coïncidence : ils avaient organisé deux colloques déterminants pour leur avenir. L'un sur l'art et la manière de rassembler le « peuple de gauche » autour du Parti socialiste, malgré les turpitudes de leur ancien allié communiste. L'autre, sur la relance de leur débat d'idées, afin de manifester, si possible, que cinq années de gestion gouvernementale n'ont pas asséché *leur imagination ni éteint* leur espoir de changer un jour, en profondeur, la société française.

Ce changement ne passe plus, du moins si l'on suit la démarche des « experts » du premier secrétaire du PS, par la mise sur pied d'un catalogue de propositions lui-même issu d'un projet de société livré clé en main aux électeurs. Il passe par la mise à jour d'une philosophie, celle du « partage », et par une démarche plus réaliste et pragmatique. *Dans cette voie, c'est* M. Delors qui est allé le plus loin, faisant l'inventaire de quelques réformes qui pourraient permettre aux socialistes, s'ils étaient de nouveaux « aux affaires », de concilier la compétitivité et le partage.

J.-Y. L.

Le voyage du premier ministre dans la région Rhône-Alpes

M. Chirac rappelle les barristes à la discipline majoritaire

LYON
de notre envoyé spécial

L'air manquerait-il à M. Jacques Chirac ? Le premier ministre semble décidé à ne plus quitter Paris ni même, peut-être, l'hôtel Matignon, sans un ballon d'oxygène millésimé 1992. *« Ce qui m'intéresse, c'est l'échéance 92 »*, a-t-il répété sur tous les tons, pendant trois jours, de Chambéry à Grenoble, en passant par Lyon.

Beaucoup de députés, votant la confiance au gouvernement, en avril 1986, pensaient : *« Le bail est trop court »*. Les barristes n'étaient pas seuls à juger que le chef du RPR était prisonnier du calendrier. Que pouvait-il faire en deux ans ? Comment, au surplus, être assuré de ce délai avec un président de la République disposant du moyen d'interrompre ce qui — nouveauté pour la droite ! — se présentait comme une « expérience » ?

Près d'un an plus tard, M. Chirac est toujours là. On entend dire, pas seulement dans la majorité, que, pour M. François Mitterrand, les chances d'un second mandat présidentiel en sont diminuées, sinon anéanties. C'est une opinion. Celles d'une victoire en sont-elles augmentées pour M. Chirac ? C'est vraisemblable. Le premier ministre, qui paraît rien moins que sûr de son affaire — mais comment pourrait-il l'être ? — tente de faire reculer l'horizon en annonçant : *« Objectif 1992 ! »*

Rigueur et ténacité

Plutôt qu'une pirouette pour éluder 1988, c'est un moyen d'en parler autrement. 1992 n'est pas seulement l'année des Jeux olympiques, objet de la visite de M. Chirac à Chambéry (*le Monde* daté 8-9 mars) ; c'est surtout celle de l'ouverture du marché unique européen, leitmotiv de ses déclarations à Lyon et à Grenoble, le samedi 7 et le dimanche 8 mars. Le premier ministre estime qu'il faudra *« quatre ou cinq ans »* à l'économie française pour accomplir des progrès comparables à ceux que l'Allemagne a faits depuis 1982. C'est le temps qu'il se donne, ou qu'il demande, pour que les entreprises françaises retrouvent la place qui devrait être la leur dans la compétition internationale. M. Chirac s'en occupe. Pas M. Raymond Barre, ni M. Valéry Giscard d'Estaing, sinon dans la mesure où, députés, *ils soutiennent* le gouvernement. M. Barre n'avait pas manqué d'informer personnellement M. Chirac, il y a trois semaines, qu'un voyage aux Antilles *l'éloignerait* de Lyon au moment de la visite du premier ministre. Les Antilles ou autre chose, cela allait de soi. Pour ce qu'ils ont à se dire, *il vaut mieux que* le chef du gouvernement et le député du Rhône ne se rencontrent pas. Le premier ministre souhaitait, en revanche, parler pour les barristes et, si possible, à certains d'entre eux. Rien de mieux, pour cela, que de se rendre à Lyon.

Il n'était pas question, pour M. Chirac, d'y être entouré seulement de ministres RPR. M. Pierre Méhaignerie, attiré à Chambéry, où



il était déjà venu pourtant discuter des équipements routiers nécessaires aux Jeux olympiques, a dû ensuite accompagner le premier ministre à Lyon. Le déjeuner devait avoir pour thème, initialement, la recherche et l'industrie. Le ministre de l'équipement, président du CDS, s'estimant peu concerné par ces sujets, Matignon a ajouté au programme le *« développement régional »*. M. Méhaignerie ne pouvait plus se dérober.

C'est, donc, en présence du chef de la principale formation barriste que M. Chirac a comparé sa politique à celle qui a été menée en République fédérale d'Allemagne, pays que *« tous les observateurs, il y a quatre ou cinq ans, jugeaient en perdition »*, alors que *« les mêmes, aujourd'hui, s'extasient devant le « miracle économique » allemand ». Il n'y a pas de fatalité, pour nous, à ne pas faire les mêmes performances que les Allemands »*, a-t-il dit. D'ailleurs, la politique menée depuis bientôt un an *« a porté ses premiers fruits »*, a ajouté M. Chirac, mais *« ce n'est certainement pas en un an qu'elle aboutira aux résultats escomptés »*.

L'œil fixé sur l'échéance de 1992, *« cette politique sera maintenue avec rigueur, avec ténacité »*, a déclaré M. Chirac, et cela *« sans qu'il soit question de dévier, quelles que soient les revendications des uns et des autres »*. Devant les journalistes, dans la soirée, le premier ministre a concédé qu'atteindre cet objectif *« suppose, accessoirement, que l'élection présidentielle soit gagnée par la majorité »*, mais, de cela non plus, bien sûr, il *« ne doute pas »*.

M. Edouard Balladur, qui a rendu visite à M. Giscard d'Estaing le 5 mars, s'est employé, sans doute, tout en écoutant l'ancien président de la République, à le convaincre de s'engager davantage au côté du gouvernement. A M. Barre, on n'envoie pas d'ambassadeur plénipotentiaire, mais quelques paroles bien senties, comme pour le pousser à la faute. M. Pierre-André Wiltzer, député (UDF) de l'Essonne, proche de M. Barre, ayant protesté contre les *« remontrances »* du premier ministre, celui-ci, interrogé à ce sujet, a déclaré : *« Je ne conteste pas aux membres de la majorité le droit de s'expliquer, mais ils doivent tenir compte d'une solidarité majoritaire qui implique une certaine discipline. »*

Pas de débauchage

Le lendemain, dans l'Isère, M. Chirac, sur la suggestion de M. Alain Carignon, ministre délégué à l'environnement, président du conseil général et maire de Grenoble, a fait des frais pour un député UDF-PR du nord du département, M. Georges Colombier, qui a dû cet honneur au fait de ne pas être barriste. Lui rendant visite dans sa lointaine mairie de Meyrieu-les-Etangs (moins de cinq cents habitants), égayée par quelques dizaines de manifestants du SNI-PEGC qui réclamaient le retrait du décret sur les maîtres-directeurs, le premier ministre a remercié M. Colombier du *« soutien »* que, *« en tant que membre de la majorité »*, il apporte *« à un gouvernement qui la représente »*.

L'*« effort »* nécessaire pour *« redresser la situation »* de la France suppose, a déclaré le premier ministre, *« une certaine continuité, une ténacité dans l'action »*. *« Pour que cette majorité y parvienne, il faut, d'abord et avant tout, qu'elle gagne les élections*, a-t-il ajouté. *Elle ne les gagnera que si elle est forte. Elle ne sera forte que si elle est unie. »* Il faut *« renforcer la solidarité et l'unité de la majorité »*, a dit encore M. Chirac, *« ce qui n'enlève rien aux sensibilités particulières des différents courants qui la composent »*.

Samedi soir, à Lyon, le premier ministre avait reçu à dîner les parlementaires de la région. M. Charles Fiterman avait, au nom du PCF, décliné l'invitation, préférant manifester avec quelques centaines de militants de la CGT. Parmi les socialistes, M. Charles Hernu, placé à la table d'honneur, était seul de son espèce, *« ce qui prouve*, a-t-il dit, *que je suis de la bonne espèce »*.

M. Charles Millon, député (UDF-PR) de l'Ain, l'un des chefs de guerre du barrisme, a été l'objet de toutes les attentions de M. Chirac, qui s'est efforcé de le convaincre du bien-fondé de sa position et de celle de M. Mitterrand face aux propositions soviétiques. M. Francisque Collomb, sénateur (non inscrit), maire de Lyon, assis entre M. Chirac et M. Millon, n'en a pas perdu une miette. Le député de l'Ain n'en démord pas : il est persuadé que c'est le ministre de la défense, M. André Giraud, qui a — ou faut-il dire : qui avait ? — raison.

Ce désaccord n'a pas été le seul. Le premier ministre, en effet, est hostile aux aides fiscales à l'investissement, que réclament les barristes, notamment parce qu'elles *« se traduisent automatiquement par un déséquilibre de la balance des paiements »*. Ces divergences n'ont pas empêché M. Chirac d'aborder avec M. Millon la question du second tour de l'élection présidentielle, pour constater, simplement, que les reports de voix risqueraient de souffrir d'éventuelles tentatives de débauchage, d'un côté ou de l'autre, au premier tour.

Les cadres RPR de la région, réunis à huis clos, dimanche soir, à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, n'ont eu droit qu'à une heure avec le président de leur mouvement et n'ont pas pu lui poser de questions. M. Chirac leur a parlé, à eux aussi, de la solidarité de la majorité et de l'échéance de 1992. De quoi vous rendre barriste !

PATRICK JARREAU.

Pas de polémique sur la défense

LYON
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac a souligné, au cours d'une rencontre avec la presse, le samedi 7 mars, à Lyon, que les propositions soviétiques sur les euromissiles sont une question qui *« ne doit pas être traitée à la légère »*. *« Nous sommes*, a-t-il dit, *la seule grande nation dans laquelle il y a un consentement général en matière de défense. Vous ne soupçonnez pas à quel point cette situation est pour nous un élément de force considérable, car cela veut dire que notre doctrine militaire n'est pas susceptible d'évoluer, quels que soient les changements de politique intérieure que peut connaître notre pays. Notre crédibilité à l'égard de l'extérieur, de nos alliés, de ceux qui ne le sont pas, est très forte. »*

Aussi le premier ministre estime-t-il que *« ce consentement, qui est essentiel, doit être traité avec une grande prudence et tenu à l'abri de toute polémique. »* La France, qui *« n'a aucun intérêt à être partie prenante »* d'une négociation américano-soviétique, est opposée à *« tout ce qui pourrait mettre en cause »* l'indépendance de sa force de dissuasion. Face aux initiatives soviétiques, il faut que *« les nations occidentales et européennes renforcent leur cohésion »*, ce qui implique de ne pas *« ignorer la situation chez nos amis allemands »*, a déclaré M. Chirac.

P. J.

PROPOS ET DÉBATS

M. Rocard : Tolérance

M. Michel Rocard, à l'occasion de l'anniversaire de la mort du colleur d'affiches socialiste Philippe Brocard à Croissy-sur-Seine, le 7 mars 1986, a invité tous les responsables politiques *« de quelque sensibilité qu'ils soient »* à signer la *« charte pour la tolérance »* élaborée par l'association « Vive la démocratie » (47 avenue de Verdun, 78920, Croissy-sur-Seine). Il a déclaré : *« Il n'est certes pas toujours possible d'éviter la violence quand la démocratie elle-même et les libertés sont en cause. Il y a parfois des idées qui valent que l'on meurt pour elles. Mais, aujourd'hui, en 1986-1987, où nous bénéficions, en France, d'un Etat de droit, aucun désaccord, aucune divergence, aucun conflit ne peuvent justifier le recours à la violence. »*

M. de Charette : accord pour les législatives

M. Hervé de Charette (PR), ministre délégué à la fonction publique, a déclaré au Forum de RMC : *« L'année 87 ne sert pas à préparer l'élection présidentielle, mais à gouverner le pays. Les Français n'ont nullement envie de se trouver pendant quinze mois en campagne électorale. On y entrera le jour venu, c'est-à-dire à la fin 87, ou plus probablement, au début 88. »*

Toutefois, évoquant l'élection présidentielle, M. de Charette a estimé : *« Il y aura un seul candidat UDF... L'important, ce sera le deuxième tour. Il se joue dès maintenant dans la façon dont la majorité va vivre l'année 1987. Si elle la vit dans la sérénité, dans le travail en commun, les élections présidentielles se passeront sans doute bien. Sinon, beaucoup de choses sont à craindre. Si l'UDF souhaite s'occuper utilement pendant cette période, il serait souhaitable de conforter l'union de la majorité, par exemple en établissant dès maintenant un accord électoral concernant les élections législatives éventuelles, quelle qu'en soit la date, de façon à ce que chacun, dans sa circonscription, soit assuré du concours et des uns et des autres. »*

M. Barre : pas de guerre des étiquettes

M. Raymond Barre, arrivé le dimanche 8 mars à la Martinique, a souligné *« la nécessaire solidarité entre la France de l'Hexagone à ses départements lointains »* avant d'évoquer les problèmes internes à la majorité en disant : *« Au-delà des différences politiques, il faut qu'il puisse y avoir une convergence des hommes de bonne volonté et de bonne foi. Il est indispensable que le pluralisme politique et social soit respecté. Il est ridicule de faire la guerre des étiquettes comme on fait la guerre des boutons. »* En réponse à une allusion de ses hôtes à la prochaine élection présidentielle, le député du Rhône a déclaré : *« Je ne viens pas à la pêche aux voix. »*

M. Toubon : l'arbre et la forêt

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a affirmé, le samedi 7 mars à Auch (Gers), qu'il *« ne fallait pas se laisser aveugler par l'arbre qui cache la forêt. L'arbre, ce sont les sondages qui mettent en avant ceux qui ne font rien par rapport à ceux qui travaillent et le mauvais indice des prix de janvier. La forêt, par contre, ce sont la baisse de la délinquance, les victoires sur le terrorisme, la baisse prochaine du chômage, car pour la première fois depuis dix ans, la France a un solde positif de cinquante mille emplois créés. »*

Deux élections cantonales...

JURA : canton de Conliège (premier tour).

Inscr. : 4 862 ; vot., 2 618 ; suffr. expr., 2 534. MM. Christian Winkelmann (RPR), 1 060 voix ; Jacques Chambard (PS), 582 ; Michel Cretin (écol.), 228 ; Yvon Logato (UDF), 200 ; Roger Pernot (PC), 194 ; Jacques Mourier (FN), 184 ; Roger Mongin (div. d.), 86. *Il y a ballottage.*

[En recueillant 41,83 % des suffrages, M. Winkelmann arrive largement en tête de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 31 décembre dernier, de Louis Barthélémy (*UDF*), élu en 1982. Le candidat du RPR, qui bénéficiait du soutien du président du conseil général du Jura, M. Pierre Brantus (UDF-CDS), devance M. Logato, qui n'obtient que 7,89 % des voix. Avec 53,11 %, les deux représentants de la majorité améliorent de près de quatre points le résultat enregistré par Louis Barthélémy en 1982 (49,43 %).

A gauche, le candidat du PS, qui obtient 22,96 % des suffrages, perd près de 11 points par rapport au score réalisé par M. Colin, conseiller général sortant (PS), en 1982 (33,8 %). Le représentant du PC, qui recueille 7,65 % des voix, retrouve presque le résultat qu'il avait réalisé en 1982 (8,34 %). Les écologistes réalisent un bon score avec 8,99 % des suffrages.

Au premier tour du scrutin de 1982, les résultats étaient les suivants : inscr., 4 589 ; vot., 3 293 ; suffr. expr., 3 198. Louis Barthélémy, 1 581 ; MM. Colin, 1 081 ; Buffet (div. g.), 269 ; Pernot, 267. Au second tour, Louis Barthélémy l'avait emporté avec 2 037 voix, contre 1 515 à M. Colin, sur 3 552 suffrages exprimés, 3 652 votants et 4 589 électeurs inscrits.]

NIÈVRE : canton de Corbigny (premier tour).

Inscr., 4 492 ; vot., 3 251 ; suffr. expr., 3 185. MM. Jean-Paul Magnon (PS), 1 717 voix, ELU ; Etienne de Certaines (UDF-CDS), 1 284 ; Francis Polge (PC), 184.

[M. Magnon (PS) a remporté, dès le premier tour, cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 18 décembre dernier, de Noël Berrier, sénateur, président du conseil général de la Nièvre depuis 1981, en remplacement de M. François Mitterrand. En recueillant 53,9 % des voix, M. Magnon améliore de plus de 11 points le résultat obtenu par Noël Berrier au premier tour du scrutin de 1985 (42,66 %). Avec 5,77 % des suffrages, M. Polge (PC) perd près de 7 points par rapport au score qu'il avait enregistré en 1985 (12,47 %). Le candidat de la majorité, qui obtient 40,31 %, perd, pour sa part, près de 5 points par rapport à son résultat de 1985 (44,86 %).

Au premier tour du scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 4 528 ; vot., 3.253 ; suffr. expr., 3 127. MM. de Certaines, 1 403 ; Berrier, 1 334 ; Polge, 398. Au deuxième tour, Noël Berrier était réélu avec 1 692 suffrages, contre 1 595 à M. de Certaines, sur 3 287 suffrages exprimés, 3 381 votants et 4 547 électeurs inscrits.]

...et une municipale

ESSONNE : Nozay (premier tour).

Inscr., 1 581 ; vot., 1 113 ; suffr. exp., 1 407. Liste PS-diss. conduite par M. Jean-Pierre Bocquel, 577 voix en moyenne, 23 ELUS (2 PC, 6 PS-diss., 12 div. g., 3 div., d) ; liste PS conduite par M. Jean-Paul Caffin, m.s., 481 voix en moyenne ; liste div., 16 voix en moyenne.

[En recueillant 53,81 % des suffrages, la liste conduite par M. Bocquel remporte facilement cette élection partielle organisée à la suite de la dissolution du conseil municipal, le 7 janvier dernier, en conseil des ministres. Le refus de nombreux conseillers municipaux, membres de la majorité municipale, de voter le budget de la commune, avait entraîné le blocage du fonctionnement du conseil. En recueillant 44,79 % des voix, dimanche, la liste conduite par *M. Caffin (PS)* est tenue en échec. En 1983, ce dernier obtenait 65,17 % des suffrages face à une liste divers droite.]

Pour la mairie de Lyon

Le RPR a deux champions

LYON
de notre envoyé spécial

Le RPR a-t-il le vent en poupe à Lyon ? Peut-il rêver à une fin de l'ère « apolitique », qui mettrait la mairie à sa portée ? M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat à la défense, ancien délégué régional du RPR, est prudent. Il se souvient de la *désastreuse tentative* de M. Maurice Herzog, à la tête d'une liste UNR, aux élections municipales de 1965.

Il n'empêche que les esprits s'échauffent dans le microcosme lyonnais. En mars 1986, le tandem formé par MM. Michel Noir, tête de liste pour les élections législatives, et Alain Mérieux, chef de file pour les élections régionales, avait fait merveille contre M. Raymond Barre, talonné dans le département et, surtout, devancé à Lyon (24,19 % des voix contre 23,45 % aux élections législatives). L'ancien *premier* ministre, accueilli par la municipalité et l'UDF lyonnaises comme un rempart contre les ambitions du RPR, *avait déçu ses alliés*.

Le coup d'audace de M. Noir, qui, aux élections municipales de 1983, avait présenté une liste contre la municipalité sortante dirigée par M. Francisque Collomb, sénateur (non inscrit), se révélait payant. M. Charles Pasqua ne laissait à personne le soin d'exprimer la reconnaissance du RPR à son jeune poulain, en lui annonçant lui-même qu'il était nommé ministre délégué au commerce extérieur.

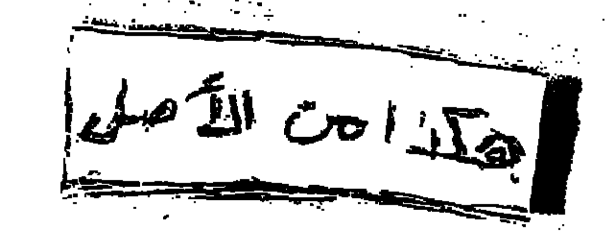
Cette promotion a accru l'audience de M. Noir, mais elle ne l'a pas réconcilié avec ses adversaires dans le milieu politique lyonnais, où l'envergure nationale n'est pas forcément un atout. Le ministre du commerce extérieur a semblé cultiver, en outre, un certain anticonformisme, qui l'a conduit, après s'être signalé à l'attention de M. François Mitterrand en observant que celui-ci ne s'était pas présenté lors du premier conseil des ministres de la cohabitation, à reconnaître publiquement au président de la République des qualités politiques hors du commun.

M. Noir ne fait pas l'unanimité dans son camp : voilà qui pouvait susciter des vocations. Or, M. Alain Mérieux, héritier brillant d'une des plus grandes familles lyonnaises — de celles qui, traditionnellement, méprisaient la politique — a pris goût à son rôle de chef de file du RPR lyonnais au conseil régional. Impressionnés, peut-être, par l'intérêt que cet ami personnel du pre*mier ministre porte à la vie publique* urbaine et régionale, la municipalité, l'UDF, le RPR et, même, les barristes lui ont découvert toutes les qualités.

Qu'en pense M. Chirac, qui s'est entretenu longuement avec M. Alain Mérieux, le samedi 7 mars ? *« J'ai une immense estime et beaucoup d'affection pour lui »*, déclare le premier ministre. Et que pense-t-il de la récente interview de M. Noir à *Paris-Match*, dénonçant les apparences de libéralisation du régime soviétique comme une *« manipulation »* et rendant, derechef hommage à M. Mitterrand ? *« C'est un point de vue personnel*, estime M. Chirac, *et il conviendrait de ne pas en abuser. »*

Le premier ministre se rappelle que, en 1983, il était venu à Lyon *« avec une grosse burette »* pour essayer de *« mettre de l'huile dans les rouages »* et qu'il s'était *« complètement planté »*. On ne l'y reprendra pas ? Voire. Cette fois, il ne s'agirait pas de raccommoder le RPR et l'UDF, mais de trancher entre deux fortes carrures au sein de son propre mouvement. Son choix serait-il déjà fait ?

P. J.



هكذا من الأصل

Politique

Les travaux des « experts » du PS

Concilier la philosophie du « partage » et une démarche pragmatique

Le groupe des « experts » du PS, animé par M. Claude Allègre, a ouvert la discussion sur ses premiers travaux, à l'occasion d'un colloque réuni, le dimanche 8 mars à Paris, sur le thème « Société de demain : éclatement ou partage ».

M. Lionel Jospin qui participait à ces travaux, ainsi notamment que MM. Delors, Bérégovoy, Mermaz et Nallet, a précisé que si le groupe des experts *« n'engage pas le PS »*, il souhaite qu'il conduise le parti à une large réflexion. Celle qui a été engagée par les experts traduit une rupture avec le comportement habituel de la gauche. Il ne s'agit plus de chercher à mettre sur pied un projet de société, clé en main. Dans un premier temps, en effet, les experts dressent un état de la société, font l'inventaire des principales questions qui se posent à elle, en prenant soin d'analyser toutes les contraintes qui pèsent ou pèseraient sur la décision ; dans un second temps, ils présentent un éventail de solutions. Cette démarche particulièrement pragmatique et ouverte se veut néanmoins inspirée par une même philosophie, celle du « partage ».

Cette notion ne fait pas l'unanimité, mais elle a été défendue par M. Jacques Delors qui, après avoir analysé la crise de la pensée social-démocrate et de l'Etat-providence, a suggéré, pour sortir de celle-ci, de se rallier au couple *« magique »* : *« compétitivité-convivialité »* ou *« compétitivité-partage »*. L'une et l'autre, à ses yeux, ne peuvent être poursuivies seules, sauf à se priver de la cohésion sociale. Pour M. Delors, le partage et la convivialité ne doivent pas être conçus comme une *« compensation »* à la rigueur qu'impose la recherche de la compétitivité, mais comme l'amorce d'un nouveau mode d'organisation sociale.

Quatre millions de personnes (chômeurs et préretraités) sont dorénavant hors des circuits du travail en France. Face au risque d'éclatement de la société française que fait naître une telle situation, M. Allègre souhaite que son parti propose à la nation un projet nouveau, *« une société de partage »*.

Pour réduire le chômage, le groupe des experts du PS ne croit pas en la possibilité d'une relance nationale, qui provoquerait immédiatement *« un trou de la balance des paiements et une reprise de l'inflation »*. Selon M. Allègre, une réduction même importante de la durée hebdomadaire du travail ne déboucherait à court terme que sur *« peu de gains nets d'emplois »*. Les socialistes doivent refuser de capituler et *« sortir de l'orthodoxie de la pensée économique »*. Les *« pistes »* proposées par M. Allègre tournent autour du thème du partage, pour la France comme pour l'Europe.

Favorables à une politique de relance néo-keynésienne au niveau européen – dont les pays membres de la Communauté se partageraient l'effort, – les experts réunis au sein de l'Atelier Europe ont avancé dans ce domaine plusieurs propositions. Ils envisagent, par exemple, pour 1992, la création d'un SMIG européen exprimé en ECU indexé sur l'inflation européenne, ou le lancement d'une agence monétaire européenne surpervisée par les gouverneurs des banques centrales. Mais le coup de pouce à la croissance au niveau européen passe surtout par une série de grands chantiers d'infrastructure (réseau de TGV et de télécommunications en fibres optiques), qui pourraient être financés par des fonds privés. *« Si la croissance européenne passe de 2,5 % à 3,5 % l'an,* estiment les experts socialistes, *le taux de chômage européen pourrait baisser de 11 % à 7 % en cinq ans. »*

Autre partage préconisé par M. Allègre, à l'échelon français, celui du travail et des revenus, un *« partage par et pour la croissance »*. Evoquant les expériences social-démocrates menées en Suède et en Autriche, le président du groupe des experts du PS estime nécessaire une *« redistribution dans l'utilisation du revenu national »*, ce qui *« demande un effort général de solidarité »*. L'activité industrielle ne constitue plus un gisement important d'emplois, aussi faut-il, selon M. Allègre, *« dissocier la production de biens de la production d'emplois »*. Il existe, à l'inverse, des réservoirs d'emplois utiles dans les services (formation, culture...) et dans le logement. Il conviendrait de faire passer le *« tiers secteur » « du domaine du subventionné au domaine du marchand »*.

A propos du partage des revenus, le conseiller spécial de M. Jospin qui avait jugé, le 23 février, en présentant son colloque, qu'il faudrait *« partager le pouvoir d'achat »*, a suggéré dimanche 8 mars, *« un effort moyen de 5 % »* demandé à tous.

Réserves de M. Jospin

Bien que M. Allègre ait tenté à l'avance de désamorcer certaines critiques en affirmant, par exemple, qu'avec le partage de l'emploi il ne s'agit pas d'un retour à Gracchus Babeuf, l'idée d'un partage de l'emploi et du revenu continue de susciter une vive opposition chez certains dirigeants socialistes. Le premier secrétaire du PS a d'ailleurs pris lui-même, dimanche, ses distances), avec les thèses développées par son conseiller, tout en s'affirmant déterminé à défendre les travaux des experts, qui, a-t-il dit, *« engagent le PS dans le débat d'idées »*. Si les socialistes sont, bien sûr, contre *« l'éclatement de la société »*, M. Jospin *« suit avec intérêt »* mais *« sans la faire sienne à ce stade »* l'idée d'une *« philosophie du partage »* lancée par M. Allègre.

D'accord avec le partage du savoir, du pouvoir, de l'espace, M. Jospin *« hésite »* à parler de *« partage du travail »* et préfère envisager *« la diminution du temps de travail »*, car, dit-il, il ne veut pas risquer *« de dresser les hommes au travail contre ceux qui n'en ont plus »*.

Quant à la validité de la philosophie du partage dans l'économie, M. Jospin avoue qu'il *« n'en sait rien »*. Il prend cette idée comme une « intuition » intéressante, mais souhaite que M. Allègre ait l'occasion d'apporter *« la preuve du caractère opératoire »* de cette idée.

Lors de la convention nationale socialiste, consacrée notamment à l'emploi, les 13 et 14 décembre dernier, M. Jospin avait jugé que *« le partage du travail (...) ne doit s'imposer que comme le mécanisme sans doute essentiel d'une nouvelle dynamique de croissance où production, emplois et revenus progressent régulièrement »*. Le premier secrétaire du PS avait jugé que les socialistes doivent *« rechercher comment permettre à la fois au collectif de travailler plus (...) et à chaque individu de travailler moins par la baisse de la durée du travail, sans perte de revenu significative »*.

E.-I. et J.-L. A.

Selon la SOFRES

Les Français déçus par le gouvernement

Si 24 % des Français se déclarent satisfaits de l'action du gouvernement de M. Jacques Chirac, 55 % sont déçus, selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le 9 mars, dans l'hebdomadaire *le Point* (1). Néanmoins, 57 % des personnes interrogées ne regrettent pas l'époque où les socialistes étaient au pouvoir, 36 % émettant un avis contraire. 46 % des consultés estiment d'ailleurs que la politique suivie de 1981 à 1986 était décevante, tandis que 36 % la considèrent positivement. En outre, 47 % des personnes interrogées pensent que M. Mitterrand est *« un bon président depuis 1981 »*.

Selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le 6 mars, dans *le Nouvel Observateur* (1), les mesures les plus populaires prises par le gouvernement sont l'obligation de présenter ses papiers d'identité à un contrôle (79 %) et la privatisation de Saint-Gobain et de Paribas (46 %). En revanche, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes suscite l'hostilité de 73 % des Français et la libération des prix, 56 %.

(1) Sondages effectués du 20 au 25 février auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

● **Soutien à M. Sanpiero Sanguinetti.** – Mille cinq cents personnes ont manifesté, dans le calme, le samedi 7 mars à Ajaccio, pour apporter leur soutien à M. Sanpiero Sanguinetti, que la direction de FR 3 Corse avait démis de son poste de rédacteur en chef.

Un colloque sur l'avenir de la gauche

Les socialistes s'interrogent sur la manière de récupérer l'électorat communiste

Le collectif Rencontres communistes hebdo (RCH), qui regroupe les amis de M. Henri Fiszbin, communiste « critique » et député des Alpes-Maritimes (apparenté PS), a réuni un colloque, le samedi 7 mars à Paris, autour du thème : « Socialistes-communistes : la nouvelle donne » (*le Monde* daté 8-9 mars). Les intervenants, notamment socialistes, se sont essentiellement préoccupés des moyens de garder à la gauche les déçus du PCF. M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, a renouvelé, à l'intention de la direction communiste, la mise en garde lancée par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, en rappelant que l'attitude de son parti sera *« sans équivoque »* à l'occasion des municipales et dépendra de la position adoptée par la direction du PCF au moment de l'élection présidentielle.

Pour les socialistes, ce colloque marquera peut-être une date : celle du début de l'après- PC *« officiel »*, selon le qualificatif lancé samedi par le rocardien Gérard Fuchs. Tout comme les communistes « critiques », les dirigeants socialistes ont donné l'impression d'avoir pratiquement abandonné à son sort une direction communiste dont manifestemment ils désespèrent. Quand on se préoccupe d'elle, c'est pour affirmer, comme M. Debarge, membre du secrétariat national du PS, qu'il faut couper court à sa tentative de *« rebondir »* sur le dos d'un PS rejeté dans les ténèbres de la droite, pour retrouver le statut confortable d'un parti voué à l'opposition et représentant *grosso modo* un quart de l'électorat, au terme d'une période de marginalisation. Le « foyer » communiste n'intéresse plus guère, c'est vers une diaspora que se tournent les regards.

Du côté des anciens du PCF, on bat sa coulpe ou du moins on veut tourner définitivement la page sur le passé. *« Les causes de la division entre socialistes et communistes n'existent plus »*, lance M. Elleinstein, tout comme M. Fiszbin.

L'ancrage à gauche

Côté socialiste, on reprend cette idée, en se gaussant au passage (M. Georges Sarre, M. Pierre Mauroy), d'un parti *« révolutionnaire »* qui n'a jamais voulu, quand il en était temps, saisir l'occasion de faire la révolution. M. Jean Poperen, numéro deux du PS, fait l'unanimité quand il rappelle que, en signant le programme commun de 1972, le PCF acceptait par là-même, l'idée d'une transformation progressive de la société. Pour M. Fabius, qui propose une sorte de version « douce » des thèses de M. Jean-Pierre Chevènement, la synthèse entre réformistes et révolutionnaires doit se réaliser dans *« une stratégie d'expansion de la démocratie »*. *« La réforme,* renchérit M. Mauroy, *peut être d'essence révolutionnaire. Le temps de la révolution est passé, l'heure est au socialisme de la réforme, à condition de vouloir changer la société »*.

C'est bien là à vrai dire toute la question. Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, M. François Platone énumère les conditions que doit remplir le PS pour récupérer les électeurs *« peu politisés »* perdus par le PC : le PS doit montrer la même capacité d'encadrement et de pénétration que le PCF ; il doit être capable d'assumer l'ancienne *« fonction tribunicienne »* du PCF ; il doit faire en sorte qu'il n'y ait pas de confusion possible dans les esprits entre le PS et la droite ; de la *« perception trop consensuelle »* du PS.

Universitaire elle aussi, Mme Françoise Subileau rappelle que *« le caractère bourgeois du recrutement* (des militants socialistes) *s'accélère » : 20 % d'électeurs ouvriers, mais seulement 10 % de militants de la même origine. 5 % d'électeurs cadres supérieurs, mais 27 % d'adhérents dans ce milieu.*

M. Jean Rony, ancien communiste, mais extérieur à la mouvance RCH, remarque que le PS occupe mollement l'espace laissé libre par la retraite du PCF.

Le message était assez clair pour que les dirigeants du PS le reçoivent sans difficulté. C'est à qui donnera le plus de gages de son ancrage à gauche. Il s'agit de rassurer et d'attirer les déçus du PC, tout en empêchant, dans la perspective de l'élection présidentielle, la direction communiste de dénoncer avec quelque crédit un virage à droite du PS qui ouvrirait la voie à une position du type *« bonnet blanc-blanc bonnet »*. La tentation de passer par dessus la tête de la direction communiste pour s'adresser à son électorat trouve aussi ses limites. M. Fabius sera le plus prudent sur ce point. L'ancien premier ministre remarque qu'il n'est pas possible de réunir une *« majorité progressiste »* sans *« additionner les suffrages »* de toute la gauche. A charge pour le PC d'admettre, sauf à assurer la victoire de la droite, que le rassemblement doit s'effectuer autour du PS.

A sa manière, plus brutale, M. Debarge dit non à une *« politique de consensus avec la droite »* en lançant : *« La troisième force a toujours fait un cocu, et le cocu, cela a toujours été la gauche. »* M. Mauroy réaffirme qu'il existe bien *« un idéal commun aux socialistes et aux communistes »* qui s'incarne dans *« les valeurs communes de la République française »*.

M. Poperen, lui assure que la société française devra bien un jour franchir *« la ligne de partage »* au-delà de laquelle *« le profit ne sera plus le ressort essentiel »*.

Reste la question de l'outil politique. Au fur et à mesure que le PCF continue à plonger, les dirigeants socialistes s'enhardissent. Avec, certes, bémols et précautions de langage, MM. Debarge, Sarre, Poperen, souhaitent aller dans la direction d'une *« grande formation commune de toutes de toutes les forces de la gauche »*. M. Mauroy pense que l'essentiel est de travailler *« ensemble »* et M. Fabius ne se prononce pas.

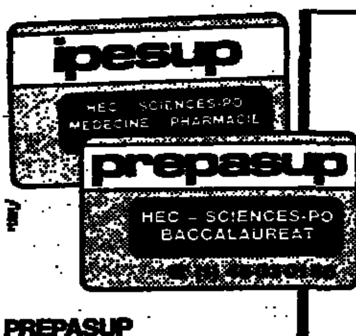
En face, le paysage est plus varié. Les anciens communistes présents ne croient guère à la possibilité de rénover le PCF de l'intérieur. Ils ne croient pas trop à un PCF « bis ». Tous ne souhaitent pas, contrairement à M. Fiszbin, se *« fixer clairement l'objectif de travailler à la naissance à moyen terme du grand parti de la synthèse »*. Quand aux socialistes, ils n'ont guère intérêt, dans la perspective de 1988, à se lancer dans ce qui apparaîtrait pour une provocation aux yeux de la direction du PCF et risquerait de la raidir encore. Il est, en somme, urgent d'attendre un peu, de ne pas «brûler» les étapes, comme dit M. Poperen.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI



L'ANGLAIS A OXFORD

Stages individuels intensifs à Oxford, toute l'année, toute durée, pour adultes et étudiants



PREPASUP
Enseignement privé secondaire et supérieur
23, rue Cortambert
75116 PARIS
☎ (1) 45 03 01 66

■ TERMINALE C "PILOTE" ORIENTÉE HEC
■ TERMINALE B "PILOTE" ORIENTÉE SCIENCES-PO

remboursement intégral en cas d'échec au Bac

STAGES DE RÉVISIONS INTENSIVES À PÂQUES TERMINALES B - C - D





DEUXIÈME CYCLE DE GESTION DU PERSONNEL

12 mois de formation haut niveau.
7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou deux ans de Préparation.

CONCOURS : 1re session 3 avril 1987.

Nom ______
Age ______
Diplôme ______
Adresse ______

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2e cycle de Gestion du Personnel.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur

Oui, ou non ?

LE RÉFÉRENDUM —
Par Michèle Guillaume-Hofnung.

Le référendum tend à devenir dans les sociétés politiques modernes un phénomène considérable. Dans les pays qui le pratiquent vraiment, il tient une place de plus en plus importante. Tout converge donc pour désigner le référendum à l'attention de ceux qui s'intéressent à la politique. "Que sais-je ?" n°2329.

Autres Nouveautés : LA CHIMIE NUCLÉAIRE par D. Blanc, n°2304 • LA PSYCHOHISTOIRE, par J. Szaluta, n° 2325 • L'ETHOLOGIE HUMAINE, par J.D. de Lannoy et P. Feyereisen, n°2339 • L'ARMÉE DE TERRE, par H. Haenel et R. Pichon, n°2347.



COLLECTION "QUE SAIS-JE ?"
L'encyclopédie au format de poche

Société

MÉDECINE

M. Chirac annonce le rétablissement de l'ancien internat et du clinicat

LYON
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac a tenu à mettre les choses au point : *« Il n'y a aucune réforme en cours des études de médecine. Il y a un réaménagement des études du troisième cycle. »* Les questions qui lui ont été posées, au cours d'une conférence de presse, le samedi 7 mars, aux Hospices de Lyon, quelques instants après qu'il eut annoncé ce qu'il avait bien appelé une « réforme », ont, soudain, réveillé de mauvais souvenirs chez le premier ministre.

M. Jacques Valade, ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, qui prépare cette réforme avec Mme Michèle Barzach, ministre délégué à la santé, a précisé qu'il s'agit de rétablir l'ancien concours d'internat. Les étudiants qui choisiront de passer ce concours et qui y réussiront deviendront internes, s'ils ont choisi une spécialité, ou « résidents », s'ils sont généralistes.

Ils pourront accéder ensuite, dans les centres hospitalo-universitaires, au clinicat, que le gouvernement propose de rétablir lui aussi. Le projet de loi que présenteront Mme Barzach et M. Valade au cours de la prochaine session parlementaire comportera, enfin, l'institution, dans les hôpitaux généraux, d'un assistanat de trois ou quatre ans.

Ces dispositions figureront dans un projet de quelques articles, dont M. Chirac a demandé qu'il fasse l'objet d'une *« très large concertation préalable avec les partenaires concernés »*. Le premier ministre souhaite que ces mesures soient appliquées dès la rentrée universitaire de 1987. Le but de ce dispositif est de retenir davantage de médecins dans les hôpitaux. *« Sur les mille huit cents postes que j'avais à pourvoir cette année, je n'ai pu désigner que six cents titulaires »*, a observé Mme Barzach.

« Nos hôpitaux ont, avant tout, besoin de personnels qui soient de plus en plus qualifiés », avait souligné le premier ministre. A ceux qui craignent que l'hôpital public ne concurrence durement la médecine libérale, Mme Barzach a répondu que *« le vrai danger serait un afflux de médecins des hôpitaux vers la médecine de ville »*.

Le rétablissement des lits privés dans les hôpitaux publics tend, lui aussi, à favoriser le maintien dans ce secteur de praticiens qualifiés, a expliqué le ministre de la santé. M. Chirac a demandé à Mme Barzac de faire en sorte que les décrets d'application de la loi du 28 janvier dernier soient publiés au plus tard au deuxième trimestre de cette année, afin qu'ils soient en vigueur à la rentrée.

Le premier ministre a confirmé, d'autre part, que le projet de loi rétablissant les services hospitaliers, rendu nécessaire, selon lui, par *« l'échec patent de la départementalisation conçue en 1984 »*, sera examiné au cours de la prochaine session du Parlement. Le premier ministre estime qu'il est *« indispensable de développer également les départements »*, mais que cette départementalisation ne peut être *« ni uniforme, ni rigide, ni imposée de l'extérieur »*.

L'insertion professionnelle des handicapés

M. Chirac, qui a visité, avec Mme Barzach et M. Valade, plusieurs services de l'hôpital Edouard-Herriot, notamment le service d'immunologie du professeur Jean-Louis Touraine, où sont hospitalisés une trentaine de malades atteints du SIDA, n'a rencontré aucun d'entre eux. Il a annoncé que 100 millions de francs supplémentaires vont être affectés à la recherche sur cette maladie. Ces crédits proviendront *« pour une part importante »*, a-t-il indiqué, du Fonds de la recherche et de la technologie. Ils seront attribués par le ministre délégué à la recherche, *« selon les procédures habituelles de ce fFnds »*.

Le premier ministre a annoncé, en outre, que le potentiel de recherche de l'Institut Pasteur dans le domaine des rétro-virus sera *« complété »* et que l'INSERM construira un nouveau centre de recherches à l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière, afin de permettre la *« définition de traitements virologiques et immunologiques contre le SIDA »*.

Le premier ministre, qui estime que la transformation de l'appareil hospitalier *« restera, à n'en pas douter, l'un des succès majeurs des premiers gouvernements de la Ve République »*, a souligné la nécessité de moderniser la gestion de l'hôpital, qui *« est, aussi, une entreprise »*. Il a indiqué qu'un nouveau statut des directeurs d'hôpital va être élaboré, afin de tenir *« mieux compte de leur qualification sans cesse croissante »*.

M. Chirac et Mme Barzach, rejoints à Grenoble par M. Adrien Zeller, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales, se sont rendus, dimanche, dans un centre de formation professionnelle et de rééducation de l'Association des paralysés de France, à Voreppe. Accueilli par le maire, M. Michel Hannoun, député (RPR) de l'Isère, le premier ministre a indiqué que le projet de loi sur l'insertion professionnelle de handicapés, qui sera examiné, *« au plus tôt »* par le Parlement, tendra à obliger les entreprises et les administrations de plus de vingt salariés à en accueillir *« un certain pourcentage »*, qui pourrait être fixé, au terme d'une période transitoire, à 6 %, sous astreinte d'une redevance versée à un fonds spécialisé.

P. J.

Restauration hospitalière

C'EN est donc fini des réformes mises en œuvre par la gauche dans le domaine de la santé. Concernant l'hôpital tout d'abord, M. Jacques Chirac a été on ne peut plus clair : la réforme hospitalière préparée par Mme Barzach (*le Monde* du 4 novembre 1986) sera discutée au Parlement lors de la session de printemps. Elle sonnera entre autres le *glas de la départementalisation* voulue par les socialistes. Le rétablissement du secteur privé hospitalier, tel qu'il est prévu par la loi du 28 janvier dernier, entrera pour sa part en vigueur *« dès la rentrée prochaine »*.

Les études médicales vont, elles *aussi, connaître de nouveaux* bouleversements. Rien de bien neuf à vrai dire puisqu'il ne s'agit que d'un retour à la situation qui prévalait avant 1981 : *« réforme du troisième cycle des études médicales de manière à rétablir un véritable internat ; rétablissement dans les CHU du clinicat ; institution dans les hôpitaux généraux d'un assistanat de trois ou quatre ans »*.

Voilà de quoi satisfaire l'establishment médical qui avait pour le moins « mal vécu » la réforme de l'internat instaurée en décembre 1982 par M. Jack Ralite. Nombre de patrons avaient à l'époque vivement critiqué le principe de *« l'internat pour tous »* qui offrait à tous les étudiants du troisième cycle la possibilité d'exercer des fonctions d'interne pendant au moins deux ans. La réforme annoncée par le premier ministre aura pour conséquence principale de supprimer l'internat de médecine générale.

Quelle va être la réaction des étudiants en médecine ? Vont-ils, eux qui se sont si peu mobilisés lors des grèves de décembre dernier, partir en guerre contre ce retour de « l'élitisme hospitalier » ? Considéreront-ils cette énième réforme comme une *dévalorisation de la médecine générale* ? Estimeront-ils, au contraire, qu'il était urgent d'enterrer la hache de guerre ? C'est là tout l'enjeu du *pari que s'apprête à engager le gouvernement*.

FRANCK NOUCHI.

La Journée internationale des femmes

Du Zénith à Saint-Germain-des-Prés

Des dizaines de petites flammes dansent sur l'air de la *« Liberté »* chantée par Isabelle Aubret. Sur l'estrade, MM. Georges Marchais, Roland Leroy et Paul Laurent dévorent la chanteuse des yeux. Dimanche 8 mars, dans la salle du Zénith, archicomble, à Paris, le PCF a battu le rappel de toutes ses militantes, venues parfois de loin, pour fêter la Journée internationale des femmes. En milieu d'après-midi, Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du parti, a annoncé *« soixante-dix-sept adhésions »* au milieu d'un programme de chansons et de discours de représentantes étrangères d'Afrique du Sud, de Chine, du Nicaragua et d'URSS. Devant plusieurs milliers de personnes – dix mille selon les organisateurs, – le secrétaire général du PCF a présenté son parti comme le champion du féminisme.

« Même si toutes les autres forces politiques le combattent aujourd'hui, pour nous, le féminisme n'est pas mort ! », a dit M. Marchais, qui a dénoncé *« la politique d'austérité »* du gouvernement de M. Chirac, qui est *« aussi soutenue par le président de la République et le Parti socialiste »*. Il a condamné la *« société inhumaine, invivable »*, la *« vie en miettes dans une société plus injuste »* que, selon lui, la droite et le PS, ou les deux ensemble, proposent aux femmes, alors que *« l'égalité, la justice sociale sont possibles »*.

« Retour en arrière »

De leur côté, les mouvements féministes ont manifesté, samedi après-midi à Saint-Germain-des-Prés. Il y avait là celles qui luttent contre le viol, celles qui militent contre l'apartheid en Afrique du Sud ou pour défendre les Iraniennes s'opposant aux lois des ayatollahs, celles qui se consacrent à la recherche des enfants enlevés ou qui se sont engagées à l'extrême gauche, et bien sûr les lesbiennes... Une manifestation à l'image de leur mouvement : éclatée et diverse, bon enfant et échevelée.

Tandis que des jeunes filles turques esquissaient quelques pas de danse traditionnelle sous l'œil vigilant de leurs mères et de leurs frères, des Françaises vendaient des badges sur lesquels étaient peints, entremêlés, un poing levé et un gamète femelle. D'autres proposaient leur abondante littérature aux quelques passants qui, malgré le vent glacial balayant la place, s'arrêtaient quelques instants.

Plus tard, dans la nuit, un certain nombre d'entre elles se sont retrouvées à la Maison des femmes, dans le 11e arrondissement, pour une autre fête.

Enfin, les femmes du Parti socialiste ont saisi l'occasion de cette journée pour faire le bilan d'un an de politique gouvernementale en la matière. Une politique jugée *« molle et fataliste »* par Mme Yvette Roudy.

« Comme nous le craignions, nous avons assisté à un retour en arrière. On ne parle plus ni de droits ni de dignité mais de « condition féminine », de « promotion de la femme par le travail », de « revalorisation de la mère de famille », constate Mme Martine Buron. Le ton a été donné lors de la décision d'abandonner le ministère pour créer une simple délégation avec, à sa tête, un haut fonctionnaire. *« C'était limiter les pouvoirs et les moyens d'action de la représentante des femmes »*. Cette dernière, en effet, n'a pas de poids politique. Son rôle consiste à préparer les dossiers pour son ministre de tutelle, M. Philippe Séguin.

Quant à la politique familiale du gouvernement, Mme Buron n'y voit guère d'avantages pour les femmes. Au contraire, les mères isolées, qui représentent la moitié des ménages, touchent moins de 40 % du revenu minimum. Enfin, les socialistes s'inquiètent d'un *« retour à la morale »* qui se manifeste notamment par une remise en cause insidieuse d'un certain nombre d'acquis, comme l'attestent les procès intentés contre un médecin, une assistante sociale et des militants du Planning familial pour *« incitation à l'avortement »*, et les menaces contre le remboursement de l'IVG.

OLIVIER BIFFAUD et CHRISTIANE CHOMBEAU.

RELIGIONS

Jean-Paul II s'oppose à la procréation artificielle

(Suite de la première page.)

Cette parole veut aussi rompre la dangereuse solitude des savants et des praticiens, dont le travail est *livré aux fantasmes de l'opinion*. Il sera donc nécessaire de faire appel à la médiation politique des responsables de l'opinion et de l'autorité publique.

L'humanité peut-elle en effet autoriser quelques spécialistes à disposer de son avenir biologique et affectif ? Ce petit nombre d'hommes de science ne peut agir qu'en vertu de ressources économiques et intellectuelles qui appartiennent à tous et sont d'abord destinées au bien de l'ensemble de l'humanité. Dès lors, à qui revient la décision de donner la priorité à ces secteurs de recherche ? Ce débat divise et dépasse médecins et chercheurs eux-mêmes. Mais la réponse ne relève pas seulement de la compétence théorique des savants ; elle est aussi financière et donc politique, et donc morale. Les hommes de toutes les nations – y compris les moins développées – devront, d'une manière ou d'une autre, y répondre et en porter solidairement la responsabilité.

L'homme est tenté d'être le créateur de lui-même. Les rêves anciens, depuis le Golem jusqu'au Dr Faust, nous paraissaient chimériques ; la science semblait avoir écarté les fantasmagories du passé qui mêlaient alchimie et création diabolique. *Mais les mythes de toujours* anticipaient les possibilités de la science moderne : aujourd'hui, la tentation devient concrète et pratique, plus brutale encore que ne l'ont dénoncée les romans d'anticipation. Les hypothèses déjà envisagées dans bien des laboratoires comportent de folles conséquences. Folles ? Il faudrait dire monstrueuses.

L'expérimentation non directement thérapeutique sur les embryons, la pratique de maintenir *en vie des embryons humains in vivo* ou *in vitro*, à des fins expérimentales ou commerciales à peine avouables, ne sont-elles pas absolument contraires à la dignité des êtres humains ?

En prétendant nous créer, nous détruisons sans droit ce que nous sommes. Comment, bien sûr, ne pas porter un jugement négatif sur les tentatives d'hybridation entre l'espèce humaine et l'animale ? Mais nous devons aussi considérer comme contraires à la morale les tentatives ou hypothèses faites pour obtenir un être humain sans connexion avec l'union sexuelle. Ces procédures sont contraires à la dignité personnelle de l'enfant à naître. Celui-ci a droit à être conçu, mis au monde, accueilli et aimé par ses parents. L'usage de ces techniques est opposé aussi à la dignité de l'union sexuelle et de l'amour conjugal.

A-t-on le droit de laisser un tel gouffre s'ouvrir sous nos pas sans même nous demander si ces êtres ainsi donnés au monde par les prodiges de notre technique ne sont pas déjà nos semblables, des frères et des sœurs en humanité ? Disposer de ce qu'ils sont – fût-ce de façon embryonnaire, – c'est leur infliger, sans l'ombre d'un fondement de droit, ce qu'il faut avoir le courage de nommer clairement tortures et meurtres, les pires horreurs contre lesquelles s'est insurgé tout le progrès de notre culture. Et comment justifier moralement la production d'êtres humains sélectionnés selon le sexe ou d'autres qualités spécialisées ?

Dans les pays développés, beaucoup sont tentés de tout admettre pour devenir les maîtres de la vie ou pour permettre à un couple stérile d'avoir un enfant. Sans trop s'interroger sur l'identité des embryons humains, sans trop réfléchir au mystère de la génération humaine. Or celle-ci n'est pas seulement un processus biologique ; elle est aussi, elle est d'abord, un engagement personnel par lequel un être humain est donné au monde, et la vie accordée à une nouvelle personne humaine. Le remède à la stérilité et le combat contre les maladies héréditaires ne *justifient pas tout*.

Tentation d'autodestruction

Car la question se pose – elle s'impose – du respect dû à ces êtres humains, à ces personnes, encore méconnaissables, entièrement dépendantes, mais à qui l'on doit déjà donner le nom d'homme. Une simple réflexion sur le moment où apparaît l'existence personnelle et où est reconnu l'enfant conçu montre l'impossibilité de répondre en termes de degrés ; il n'y a pas ici de plus ou de moins. Dès que « quelque chose » d'homme existe, il y a « quelqu'un », et ce n'est pas le passage de l'un à l'autre : l'être humain doit être respecté dès sa conception.

La tradition juive et chrétienne a marqué de façon irréversible l'histoire en révélant la dignité de la génération et de la personne humaines. L'originalité de la Révélation biblique façonne l'évolution des mœurs et des cultures. La vocation personnelle de l'homme à l'amour divin a remodelé les perceptions de la sexualité et de la fécondation humaines.

En y rendant aujourd'hui témoignage, l'Eglise défend l'humanité contre une régression néo-païenne où elle démasque une tentation d'autodestruction. Dans les paganismes antiques du Proche-Orient comme de l'Occident, la fécondité humaine était inscrite dans les rythmes et la fertilité du cosmos, sur lequel les hommes projetaient l'image de leurs pulsions. Ces cultures, paralysées par *le désir et* par *la mort*, *avaient* lié rites de fécondité, prostitution sacrée et meurtres rituels. Ce n'est pas sans raison que Freud, lorsqu'il voulut explorer l'archaïsme des pulsions humaines et en exprimer la logique, eut recours à ces mythologies prébibliques.

La nouveauté de la Révélation biblique a libéré la fécondité humaine des représentations mythiques du cosmos. Le secret de la sexualité humaine n'a pas été cherché dans les astres ou les autres vivants. L'originalité de l'espèce humaine a été reconnue dans son origine divine. *« Homme et femme Il les créa. A son image et à sa ressemblance Il les créa. »* Le désir sexuel et la reproduction de l'espèce humaine sont inscrits dans la logique de l'Alliance ; celle-ci fait de l'union d'individus de sexe différent un mariage, qui acquiert le caractère irrévocable de l'engagement de Dieu à l'égard des hommes. L'amour n'est plus seulement pulsion, ni même désir, mais donation mutuelle de personne à personne ; la fécondité apparaît comme un don divin, fruit de l'amour.

Il y a toujours eu des écarts entre l'affirmation de cette dignité de l'amour et les comportements. Ainsi les variations au sujet de la condition de la femme, du respect de sa dignité personnelle et de son égalité juridique par rapport à l'homme. Ainsi encore les méconnaissances de *l'égale dignité de l'enfant* – voire de sa supériorité symbolique dans l'accueil du don de Dieu.

Ces hésitations mettent en évidence le péché des hommes et ses conséquences, inscrites dans les conditionnements de l'histoire. Mais voici aujourd'hui une revendication différente : la question d'une maîtrise technique de l'homme sur sa propre vie, sur sa mort comme sur son origine. La tentative est audacieuse, la tentation est grave. Le projet d'objectivation technique risque de ramener la sexualité au plan des objets sensibles, de mesurer son élan au désir et de réduire sa fécondité aux projets de l'imaginaire et de la puissance humaine. Succomber à cette séduction de la technique, c'est consentir à une régression au naturisme païen, c'est vouer le travail de la raison au culte du sensible, c'est réduire la sexualité à un jeu de hasard et sa fécondité aux acquêts de la science.

C'est tout le contraire de la parole biblique et chrétienne, qui a récusé les mythes archaïques des fatalités de l'amour ou d'une fécondité commandée par la terre ou le ciel. La Révélation de Dieu offre une vision responsable de l'union sexuelle et de la procréation, qu'elle intègre dans *la liberté morale des époux et dans* leur vocation personnelle à l'Alliance avec Dieu. Pour une entière conformité à l'unité du mariage, les époux se sont engagés à devenir père et mère seulement l'un par l'autre ; la procréation digne d'une nouvelle personne humaine doit être le fruit de l'acte conjugal par lequel s'exprime l'amour des époux. Mais tout enfant, quelle que soit son origine, est un don de Dieu : il doit être accueilli et éduqué avec amour.

Ce lien personnel et indissoluble entre union et génération avait échappé aux paganismes antiques : *ils voyaient l'homme à l'image du cosmos* ; ils ne contemplaient pas en lui la ressemblance à Dieu, qui est amour et vie. Qui osera dire que l'audace prophétique de la Révélation n'ait plus rien à nous apprendre sur la dignité de la personne et de l'amour ?

JEAN-MARIE LUSTIGER.

● **Médecins et rabbins définissent une éthique médicale juive.** – Environ sept cents médecins, rabbins et personnalités juives ont assisté, le samedi 7 mars au centre Rachi à Paris, à un colloque sur *l'éthique médicale, organisé par le* comité des médecins de l'Appel unifié juif. Une triple mise en garde a été exprimée au cours des débats du centre Rachi, touchant notamment à la question de l'identité de l'enfant à naître, à l'interdiction de l'adultère et de l'inceste. L'obligation pour l'enfant juif de connaître son identité interdit toute intervention extérieure au couple dans les nouvelles formes de procréation artificielle, donc tout don de sperme et d'ovule.

Les traditionalistes ont réoccupé l'église Saint-Louis

Guerre de mouvement à Port-Marly

Dieu et les agents de l'ordre public ont eu fort à faire, en ce premier dimanche de carême, à Port-Marly (Yvelines), où, chez les catholiques, le devoir de pénitence avait été le premier oublié et la tolérance la vertu la moins bien partagée.

La tentation de la violence a même failli l'emporter le 8 mars après-midi. Sur le parvis de l'église Saint-Louis, occupée depuis le 29 novembre par des intégristes, libérée le 6 mars par l'huissier, puis réoccupée la nuit suivante, paroissiens conciliaires et traditionalistes en seraient venus aux mains sans l'intervention des forces de l'ordre, du maire de la commune, M. Didier, et de quelques ecclésiastiques présents.

Alors qu'à l'intérieur une centaine de fidèles chantaient les vêpres, une bousculade a opposé, aux portes de l'église, le « piquet d'honneur » des traditionalistes à d'autres catholiques de la paroisse ou du diocèse de Versailles, venus dimanche manifester leur soutien au père Caro, nommé par l'évêque, Mgr Simonneaux, et empêché depuis trois mois d'entrer et de célébrer la messe dans sa nouvelle église.

Ils n'étaient pas loin d'un millier, venus de Versailles, du Chesnay, du Pecq, du Vésinet, de Houilles, porteurs de banderoles, *« Rendez-nous notre église »*, chantant des *« Je vous salue Marie »*, et distribuant des tracts aux automobilistes, ahuris par cette ferveur inhabituelle.

« Ce n'est qu'un au revoir... »

Applaudi et ému, le curé officiel ne put s'empêcher de lever les bras en signe de victoire au moment où la manifestation se disloquait aux sons du *« Ce n'est qu'un au revoir mes frères »*.

Les échanges de quolibets avaient fleuri toute la journée. *« Les évêques et les cardinaux sont tous vendus à la franc-maçonnerie »*, crie ce fidèle, venu tout droit de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, alors qu'une mère de famille, implorant le ciel des yeux, soupire : *« L'Eglise s'est complètement protestantisée ; nos gosses en ont marre de cette religion transformée. »*

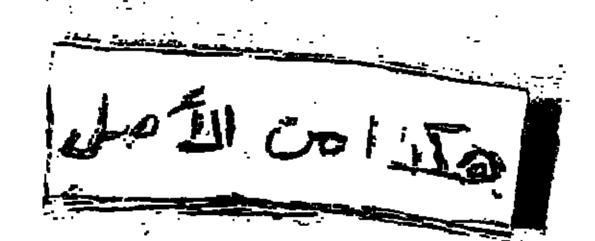
A la fin de la grand-messe de 10 heures, célébrée dos à l'assistance et en latin par l'abbé Bruno, religieux ordonné par Mgr Lefebvre, dans une église pleine à craquer, un vieux monsieur s'éloigne, missel sous le bras : *« La messe de saint Pie V est la seule qui puisse nous donner tant de grâces ! »*

Au-delà de la « guerre de religion », l'affaire de Port-Marly a pris, au cours du week-end, un tour politico-policier. C'est avec *l'assistance de fidèles « orthodoxes »* et sans le concours de la force publique que l'huissier, Me Porte, a fait évacuer l'église, *vendredi matin, appliquant* l'ordonnance d'expulsion du juge de Versailles du 16 février dernier.

Mais, la nuit suivante, les traditionalistes, regroupés dans l'association dite des Amis de Port-Marly, ont pu s'introduire au *domicile d'une personne âgée* attenant à l'église, casser les carreaux du presbytère pour reprendre au curé le saint sacrement, *et réoccuper l'église*, sans intervention des forces de l'ordre stationnant sur les lieux. Ils admettent eux-mêmes avoir bénéficié de certaines *« complicités »*.

Une délégation traditionaliste a été reçue samedi après-midi à Matignon par un conseiller du premier ministre. Pour sa part, l'évêque de Versailles a réitéré ses offres de dialogue, proposant aux trationalistes du diocèse des facilités à la chapelle Notre-Dame-des-Armées à Versailles.

HENRI TINCQ.



هذا من الأصل

Société

Après la condamnation du chef présumé des FARL et les révélations de Me Mazurier

M. Joseph Abdallah affirme « sa confiance dans la société française pour libérer Georges Ibrahim »

Kibayat (*AFP*). – M. Joseph Abdallah a affirmé sa *« confiance dans la société française pour libérer Georges Ibrahim »*, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de Paris. Dans un entretien avec l'AFP, dans son village de Kobayat, au Liban-Nord, l'aîné et le chef de la famille Abdallah, a déclaré, samedi 7 mars : *« Nous espérons que la société française, qui a toujours su défendre les droits de l'hommme, saura encore le faire pour Georges Abdallah. »*

Se référant au sondage du quotidien français *Le Parisien*, selon lequel 22% des Français n'approuveraient pas ou ne se prononçaient pas sur le verdict contre son frère, M. Joseph Abdallah a estimé que *« cette fraction de Français, le bâtonnier du barreau de Paris, l'Ordre des avocats, les âmes nobles et humanitaires, les partis politiques, sont capables de rendre justice à Georges et obtenir sa libération »*.

Dans sa demeure où il vit avec sa femme et ses deux fils, Joseph, qui enseigne la sociologie à l'université libanaise de Tripoli (Liban-Nord), a ajouté : *« Nous avions une grande confiance dans la justice française et notre famille a cru que la création d'un tribunal d'exception donnerait à cette cour les moyens de rechercher la justice avec un exceptionnel scrupule. » « Nous avons été profondément choqués par ce verdict, car cette cour exceptionnelle n'a pas recherché la vérité, mais prononcé un verdict préparé à l'avance »*, a-t-il dit.

« Les déclarations du chef de l'Etat français réclamant avant même le procès une peine sévère contre Georges et les pressions étrangères, nous font douter de l'intégrité de cette cour et nous proclamons l'innocence de notre frère », a-t-il ajouté.

Me Vergès demande au garde des Sceaux de « dénoncer » l'arrêt de la cour d'assises de Paris

Défenseur de Georges Ibrahim Abdallah, Me Jacques Vergès a choisi une ligne de conduite strictement politique. Après le verdict de la cour d'assises spéciale condamnant son client à la réclusion à vie, puis les révélations de Me Jean-Paul Mazurier, premier défenseur du chef des FARL, se dévoilant lui-même comme agent des services secrets français, Me Vergès s'est refusé à introduire un pourvoi en cassation. Mais, dans une lettre adressée le 6 mars à M. Albin Chalandon, ministre de la justice, il renvoie la balle dans le camp du gouvernement. Il demande, en effet, au garde des sceaux de dénoncer, par voie de justice, le verdict de la cour d'assises spéciale comme *« un arrêt contraire à la loi »*, en raison du double jeu de Me Mazurier.

Dans sa lettre à M. Chalandon, révélée par *le Journal du dimanche* du 8 mars, Me Vergès se fonde sur l'article 620 du code de procédure pénale : *« Lorsque, sur l'ordre formel à lui donné par le ministre de la justice, le procureur général près la Cour de cassation dénonce à la chambre criminelle des actes judiciaires, arrêts, actes ou jugements contraires à la loi, ces actes, arrêts ou jugements peuvent être annulés. »* En clair, Me Vergès et son client se refusent à batailler eux-mêmes contre le verdict de la cour d'assises spéciale. Ils demandent au gouvernement d'en prendre la responsabilité en plaçant le débat sur le terrain politique.

Précisant, dans sa lettre, que son client a *« un mépris de fer pour la justice française »* qui a rendu à son encontre *« une décision politique, déclaration de guerre aux combattants arabes de tous horizons en lutte contre la domination étrangère »*, Me Vergès aborde ensuite l'affaire Mazurier. *« C'est la première fois dans l'histoire mouvementée de la France*, écrit-il, *qu'on voit l'Etat envoyer auprès d'un accusé un agent de ses services spéciaux déguisé en avocat pour le trahir dans sa défense. Cela ne s'était jamais vu, même aux jours sanglants de la Terreur jacobine ou de la Terreur blanche, ni même pendant l'Occupation (...). Je ne peux croire que vous puissiez vous accommoder de cette salissure sur la robe d'hermine de la justice, même si M. Abdallah pense que cela fait partie de la vie en France. »*

Me Vergès invoque surtout la Convention européenne des droits de l'homme, jugeant contraire à celle-ci que *« l'Etat – endossant la robe de l'avocat – organise le sabotage de la défense et rompe ainsi l'équilibre nécessaire avec l'accusation »*. Plaidant donc une *« nullité d'ordre public »* qui, selon lui, pourrait être invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation, Me Vergès conclut sa lettre en ces termes : *« Le silence valant acceptation de la Ligue des droits de l'homme, si bavarde par ailleurs, ne peut constituer pour vous un guide. Je dirais même que ce devrait être le contraire. Il est plus convenable, dans de tels cas, de s'en référer au souvenir du général de Gaulle et de se demander ce qu'il ferait. »*

● **Dans une interview accordée à l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel***, Me Vergès estime que la justice française *« sort salie »* des derniers rebondissements de l'affaire Abdallah et lui donne *« quinze jours pour se laver »*. *« Mais si elle ne le faisait pas, j'envisagerai – d'accord avec mon client – les procédures nécessaires, c'est-à-dire que je viendrai avec mon gant de crin »*, ajoute-t-il. Me Vergès, qui est également le défenseur de Klaus Barbie, dont le procès doit s'ouvrir en mai à Lyon, justifie ce choix parce qu'il a *« vu commettre par l'armée française en Algérie des crimes beaucoup plus graves que les crimes de l'armée allemande en France »*.

Au tribunal de Paris

Information judiciaire contre X après un reportage de TF 1 sur les manifestations d'étudiants

Le parquet de Paris vient d'ouvrir une information judiciaire contre X, pour diffamation envers un fonctionnaire public et visant la diffusion, le 7 décembre 1986 au cours des informations *télévisées* de TF 1, d'un reportage consacré au comportement de certains « casseurs » lors des manifestations étudiantes.

Dans une séquence de ce reportage, un officier de CRS livrait le passage à un groupe de jeunes gens casqués, et une polémique s'était engagée sur le sens de la décision du policier. MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud avaient obtenu du juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, Mme Huguette Le Foyer de Costil, qu'il ordonne, le 17 décembre 1986, la désignation d'un huissier chargé de déterminer dans quelles conditions avaient été établis le commentaire et le montage afin d'étayer d'éventuelles poursuites civiles.

Mais, le 26 décembre, la première chambre de la cour d'appel de Paris présidée par M. Pierre Drai, premier président, rendait un arrêt refusant de confier à un huissier les pouvoirs d'*« investigation forcée »* demandés par le ministère de l'intérieur.

M. Charles Pasqua avait donc demandé au parquet d'ouvrir une information judiciaire, en soutenant que les commentaires du reportage et la manière dont les images avaient été montées constituaient une diffamation. Le juge d'instruction Claude Grellier a été chargé de cette information ouverte *in extremis*, la date de prescription expirant le 7 mars.

M. P.

ÉDUCATION

La préparation des états généraux étudiants

Trente heures pour un « statu quo »

« Toujours plus ». Telle semble être la devise que se sont données les héritiers du mouvement étudiant de l'automne dernier. Les ultimes « coordinations » de décembre avaient duré jusqu'à douze heures. Le 31 janvier, la première réunion de préparation des prochains états généraux étudiants s'était prolongée pendant vingt heures (*le Monde* du 3 février). Les 7 et 8 mars, les records ont été battus avec trente heures de débat-marathon dans un amphithéâtre de l'université de Saint-Denis (Paris VIII) où avaient pris place deux cents délégués d'un soixantaine de centres universitaires.

Il est vrai que l'enjeu n'est pas mince : les états généraux ont pour ambition de réunir pendant trois jours – les 27, 28 et 29 mars, à Saint-Denis – quelque deux mille délégués de toutes les universités françaises, afin de réfléchir à l'avenir de l'enseignement supérieur et de formuler, sur chaque dossier important, les revendications étudiantes. Au-delà, il s'agit de savoir si, comme en novembre dernier, les étudiants peuvent continuer à s'organiser de façon autonome et dynamique ou si, le mouvement retombé, ils seront conduits à retrouver les chemins plus classiques, et les querelles, du syndicalisme.

Or, plus les débats s'éternisent, plus les résultats sont décevants. Le comité national de liaison du 7 mars avait pourtant bien commencé. Le dossier technique d'organisation des états généraux avait fait la démonstration du travail acharné mené depuis un mois par les étudiants de Paris-VIII, bien épaulés par les deux universités co-organisatrices (Nancy II et Strasbourg) : transports, hébergement et repas, lieux de travail et secrétariat, sécurité et animation, toute la machinerie se met en place.

Les propos tenus récemment par M. Robert Pandraud sur la mort de Malik Oussekine ont, d'autre part, offert aux étudiants un terrain de mobilisation immédiate. Le comité national de liaison a appelé à faire du 11 mars une journée de solidarité avec les victimes des répressions policières : il demande aux étudiants de faire une grève symbolique d'une heure dans la matinée et de se rassembler dans l'après-midi, notamment rue Monsieur-le-Prince à Paris, à l'endroit où Malik Oussekine a trouvé la mort.

Faible mobilisation

Enfin, le très long « tour des facs » a permis à chaque délégation de faire le point sur la préparation des états généraux et des « assises locales » qui doivent les précéder cette semaine. A l'exception de Nice, dont les étudiants de la faculté de lettres sont en grève depuis quelques jours, personne n'a nié que la mobilisation était encore très faible, avec des assemblées générales de trente à cent étudiants, rarement davantage. Mais chacun souhaitait se persuader que, d'ici le 27 mars, la mayonnaise pourrait prendre.

C'est alors que le climat a brusquement changé. Trois longs épisodes ont suffi à balayer l'optimisme un peu factice que beaucoup voulaient entretenir. Le rapport financier des états généraux, tout d'abord, rappelait sévèrement les délégués à la réalité : au lieu des 300 000 F espérés, à cette date, de la souscription nationale, il y a à peine 20 000 F en caisse.

Deuxième épisode : un délégué de Nanterre, de l'UNEF-ID, proche des socialistes, déclenchait un débat houleux en proposant que les états généraux ne se contentent pas d'inviter des délégations étrangères, mais apportent leur soutien à tous les étudiants *« en butte à des Etats ou à des pratiques anti-démocratiques, à l'Est comme à l'Ouest »*. Cet amendement était finalement repoussé de justesse. L'élargissement du secrétariat du comité national de liaison, actuellement composé de neuf délégués de Paris-VIII, Nancy-II et Strasbourg, donnait enfin lieu à une ultime et confuse bataille où le poids des appareils syndicaux était de plus en plus sensible. Pour éviter la rupture, le secrétariat du comité décidait de conserver la composition actuelle.

Trente heures pour un *statu quo*. Amer résumé, pour beaucoup de délégués.

GÉRARD COURTOIS.

M. Michel Bonneau président de l'université d'Angers

M. Michel Bonneau, professeur de géographie, a été élu président de l'université d'Angers au troisième tour de scrutin, avec 64 voix sur 118 inscrits.

[Né en 1939, M. Michel Bonneau a fait ses études à la faculté des lettres de Lille. Il a été successivement professeur agrégé au lycée de Dunkerque, assistant et maître-assistant à l'université des sciences et techniques de Lille, avant d'être nommé professeur des universités à Angers en 1981. Il a soutenu en 1978 une thèse d'Etat sur le tourisme rural dans la France de l'Ouest et a mis en place à Angers une licence, une maîtrise et un magistère de tourisme.]

● **La « coordination » des instituteurs veut « aller plus loin ».** – La *« coordination parisienne des instituteurs en lutte »* proposera une grève nationale contre le statut des maîtres-directeurs d'école à la coordination nationale, qui doit se réunir le samedi 14 mars.

Grâce à ce mouvement, qui pourrait débuter le 19 mars, les membres de la coordination parisienne souhaitent *« aller plus loin »* que le dispositif d'action mis au point par le SNI-PEGC, auquel s'est rallié le SGEN-CFDT.

SÉCURITÉ

A Paris

Un Libanais écroué après la découverte d'une cache d'armes

M. Ziad Hachach, trente ans, né à Beyrouth, qui avait été interpellé à la suite de la découverte d'explosifs et d'armes, mercredi 4 mars, dans une cave, rue de l'Assomption, à Paris (16e), a été placé samedi sous mandat de dépôt par M. Gilles Boulouque, juge d'instruction au tribunal de Paris, sous les inculpations d'infraction à la législation sur les explosifs, les armes et les munitions, association de malfaiteurs, ces infractions étant en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur.

L'inculpé, qui prétend être un proche du colonel Hawari, chef du service de sécurité de M. Yasser Arafat, était, lors de son interpellation, en possession des clés de la cave où se trouvaient les explosifs et les armes.

La locataire de l'appartement dont dépendait la cave, Mme Laïla El Masri, quarante ans, née à Beyrouth, a été inculpée des mêmes chefs mais laissée en liberté sous contrôle judiciaire.

LES JEUNES S'INTERROGENT
RTL RÉPOND.
SPÉCIAL SIDA
DEMAIN MARDI DE 20 H A 22 H
RTL OUVRE SON ANTENNE
AUX JEUNES.
LE DOCTEUR WILLY ROSENBAUM
ET LE DOCTEUR FRANÇOISE G.
RÉPONDRONT EN DIRECT
A TOUTES VOS QUESTIONS
SUR LE SIDA MAIS AUSSI
SUR LES MST ET LA FAÇON
DE S'EN PROTÉGER.
RTL
EMISSION ANIMÉE
PAR FRANCIS ZEGUT ET
FRANÇOISE PARINAUD
SUR

Un vœu de M. Albin Chalandon pour 1989

Dix fois plus de conciliateurs

A sa première conférence de presse le 28 avril 1986, M. Albin Chalandon, garde des sceaux, déclarait que la création des conciliateurs judiciaires, par un de ses prédécesseurs M. Olivier Guichard, en 1976, lui paraissait être une *« bonne idée »*. Il l'a confirmé, en mai dernier, dans une courte circulaire... prenant le contre-pied de la politique d'extinction lente voulue par M. Robert Badinter.

Une deuxième circulaire, vient d'être adressée le 27 février 1987 aux premiers présidents et procureurs généraux des cours d'appel. Elle vise à une relance rapide de l'institution des conciliateurs, chargé de régler hors procès les conflits mineurs.

Leur statut reste celui défini en 1978 (modifié en 1981) dans un décret de M. Alain Peyrefitte. Les conciliateurs, bénévoles, sont nommés, sur proposition du procureur général, par le premier président de cour d'appel, pour un an, puis deux ; ce dernier peut les révoquer.

Leurmission est de *« faciliter, en dehors de toute procédure judiciaire, le règlement amiable des différends »*. Pas de « paperasse » ni de « décorum »... Les parties sont généralement invitées à s'expliquer dans une salle de mairie. Les conciliateurs examinent les querelles de voisinage (bruit, bornage), les conflits entre propriétaires et locataires, entre copropriétaires, sur les exécutions de contrats, les recouvrements de créances, les malfaçons de travaux et les problèmes fonciers, et plus rarement les conflits familiaux. Un conciliateur traite environ 50 dossiers par an, avec un succès sur deux.

Près de 1 200 n 1981, les conciliateurs ne sont plus aujourd'hui que 400. M. Badinter, en invitant en 1982 à ne pas renouveler leurs mandats, aurait trouvé *« préférable de marquer une pause, pour permettre la réflexion »*. *« Elle a trop duré »*, explique-t-on aujourd'hui à la chancellerie... où l'on reconnaît pourtant que la qualité du recrutement laissait à désirer. C'est surtout dans ce domaine que la dernière circulaire de M. Chalandon met les points sur les i.

Les 400 conciliateurs sont actuellement très inégalement répartis : un canton seulement sur cinq est desservi. L'objectif fixé par la Place Vendôme est de 600 conciliateurs dans six mois (au moins un dans chaque ressort de tribunal d'instance) et plus de 3 800 dans deux ans (pour que chaque canton soit pourvu).

Pour M. Chalandon, ils peuvent être un *« facteur de paix sociale »*, peu coûteux puisque fondé sur le bénévolat (en moyenne 1 000 F par an pour leurs frais). La consigne est ainsi de recruter les conciliateurs en fonction prioritairement de leur *« sens du service public »*, de leurs *« qualités morales, humaines, intellectuelles »*, et de *« leur disponibilité et leur mobilité »*. Bref, ils doivent savoir écouter intelligemment ceux qui viennent les voir avant tout pour se confier. Il est précisé que ces nouvelles exigences ne doivent pas être négligées, même si les candidatures ne sont pas en nombre suffisant.

7 % de femmes

La circulaire du ministre de la justice invite également, si possible, à veiller à l'*« équilibre entre les sexes, les tranches d'âges et les catégories socio-professionnelles »*, cela pour répondre aux critiques de ceux qui déplorent que les conciliateurs soient trop souvent des notables âgés. Selon une enquête de 1980, 93 % des conciliateurs sont des hommes, leur âge moyen est de soixante-trois ans, et 20 % sont d'anciens magistrats. De même un sur cinq sont-ils d'anciens policiers ou gendarmes !

Au cabinet de M. Chalandon, on souhaite aussi voir plus de *« socio-éducatifs »* (éducateurs, enseignants)... et, pour les *« conflits pluri-ethniques »*, des représentants de chaque culture associés au conciliateur. Pour cela, la chancellerie demande que soient organisées dans chaque tribunal d'instance des réunions sur l'initiative des juges d'instance, avant la fin du mois de mars, avec les principaux élus locaux, responsables d'unités de gendarmerie et de commissariats de police, représentants des professions judiciaires et juridiques. Leur tâche sera de dénicher les « bons » candidats, sans compter exclusivement sur leur spontanéité.

Cette relance de l'institution des conciliateurs repose donc beaucoup sur les magistrats, d'autant plus qu'on souhaite voir s'établir une réelle collaboration entre conciliateurs juges d'instance : les conciliateurs, n'étant pas recrutés pour leurs connaissances juridiques, doivent pouvoir demander conseil aux magistrats. La chancellerie, qui en a la volonté, arrivera-t-elle à convaincre ces derniers, alors qu'une partie d'entre eux continuent de critiquer ces « petits juges » *« incompétents »*, les uns par réflexe corporatiste, les autres par crainte qu'une *« justice parallèle »* ne vienne les *« court-circuiter »*.

Plutôt qu'un nouveau décret sur les conciliateurs, M. Chalandon a préféré la rapidité d'une circulaire et une stratégie de communication. La prochaine étape sera sa participation à la *« journée-débat du 26 mars 1987 »* au Sénat, organisée par l'Association des conciliateurs... particulièrement heureux de voir, de nouveau, un garde des sceaux assister à leur assemblée générale.

FRANÇOIS KOCH.

● **Bavure de Forbach : remise en liberté du policier.** – Le sous-brigadier Bernard Obringer, trente-six ans, qui avait grièvement blessé, le 20 janvier dernier à Forbach (Moselle), un automobiliste en stationnement irrégulier, a été remis en liberté, sous contrôle judiciaire, vendredi 6 mars. Quarante-huit heures avant, il avait été incarcéré au centre médico-pénitentiaire de Metz (*le Monde* du 7 mars) après avoir quitté le centre hospitalier spécialisé où il avait été placé d'office, son état mental et nerveux ayant été jugé incompatible avec son maintien en détention ordinaire.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
TROISIÈME CYCLE DE MANAGEMENT AVANCÉ
9 mois de formation de haut niveau.
7 mois de missions opérationnelles en entreprise.
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.
CONCOURS : 1re session 3 avril 1987.
4 OPTIONS :
Gestion des ressources humaines
Finances et contrôle de gestion
Marketing et commerce international
Management de la qualité
Nom
Age
Diplôme
Adresse
souhaite recevoir une brochure détaillée du 3e cycle de Management Avancé.
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur

Communication

POINT DE VUE

La presse écrite et TF 1

Il n'en reste qu'une...

Par Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste

M. CHIRAC peut être satisfait de la CNCL. En quelques semaines, après avoir désigné deux PDG RPR « grand teint » à la tête d'Antenne 2 et de FR 3, l'institution présidée par M. de Broglie vient d'accorder la 5 à M. Hersant et la 6, au désespoir des jeunes et des artistes, à un projet initié par M. Monod, lui-même ancien secrétaire général du RPR. Avec son ardeur néophyte, M. Léotard ne pouvait mieux répondre aux desseins *d'un premier ministre qui veut mettre* la télévision au service de ses propres ambitions présidentielles.

Reste TF 1. Nul doute que le vainqueur sera celui qui a déjà offert les meilleures garanties pour l'hôte de Matignon. A défaut d'Havas, les trois grandes banques nationalisées ont bien été utiles à M. Balladur pour boucler un montage financier difficile et rassurer le super-favori, saisi de *doutes avant l'ultime épreuve.*

Il faudra créer l'illusion, cette transparence chère à M. de Broglie, et entretenir un faux suspense à coups d'auditions télévisées. Mais le public, qui vient d'assister à deux combats truqués, ne se laissera pas si facilement prendre. Dans sa grande majorité, il est hostile à la privatisation de TF 1.

Dans le contexte qui se dessine, la presse écrite fait et refait ses comptes. Car, au-delà des opérations de basse politique, c'est l'équilibre économique du secteur des médias qui est directement en cause.

Tous les professionnels soulignent que le développement du marché publicitaire sera insuffisant pour financer cinq chaînes de télévision grand public. En 1986, 6 milliards de francs sont allés vers la télévision. En 1987, il faudra 2 milliards supplémentaires (1,2 milliard pour TF 1, 400 millions pour la 5 et autant pour la 6). Et en 1988, 2 milliards de plus *seront nécessaires. La télévision, qui* représentait 17 % des investissements publicitaires en 1985, atteindra les 25 % à la fin de l'année prochaine. Des transferts vont inévitablement se produire au détriment des autres médias et d'abord de la presse écrite, condamnant des titres dont le financement est précaire.

La compétition pour la répartition de la manne publicitaire entre la télévision et la presse n'est que la surface du problème. McLuhan ne terrassera pas Gutenberg. Une autre bataille plus sévère va se jouer, dont l'enjeu est bien le maintien du pluralisme de la presse.

En donnant la « 5 » à Hersant, premier éditeur de quotidiens avec 30 % de journaux paraissant chaque jour, la CNCL a renforcé sa force économique. En se préparant à accorder TF 1 au premier éditeur de magazines et de livres, elle fera de même pour Hachette. Entre ces deux constellations, l'espace se réduira pour tous les autres. D'autant que les règles normales de concurrence risquent vite d'être foulées. Les pratiques sont connues : dumping pour la vente des espaces publicitaires, couplage télévision-presse proposé aux annonceurs, voire troc suivant les bonnes recettes italiennes. Isolée, la presse ne pourra résister. Et Hersant comme Hachette n'hésiteront pas à promouvoir surabondamment leurs propres produits. Comment concevoir une émission littéraire sans parler du dernier ouvrage édité par la maison mère ? Comment faire une revue de presse sans citer les titres du groupe ? La tentation sera trop forte.

Toutes les conditions d'une nouvelle vague de concentrations sont réunies. Sur le plan local, avec le jeu des fenêtres qu'Hersant se propose d'ouvrir sur la 5, il ne restera plus que des miettes publicitaires pour les petits journaux. A terme, même les titres nationaux courent le danger d'être satellisés par l'un ou l'autre des empires.

Se soumettre ou disparaître... Depuis quelques mois, nombreux sont ceux qui, quotidiens ou périodiques, nationaux ou régionaux, de *toutes opinions, cherchent ensemble* une alternative. L'union faisant la force, deux regroupements sont nés : *la SET-Presse et Pluricommunication,* auquel appartient *le Monde*. L'un et l'autre partagent le même objectif : participer à la redistribution des chaînes de télévision. Il était exclu de traiter avec Hersant. Les titulaires de la « 6 » ont repoussé les avances. Restait TF 1. Ces deux groupements de journaux ont fait ce choix. Quitte à négocier, pied à pied, avec Hachette pour éviter de n'être que des témoins *de moralité.*

Le discours du réalisme contraint face à un libéral-dogmatisme dévastateur ne doit pas faire oublier ce qui est inacceptable pour la démocratie. Oui, les conditions d'attribution de la 5 et de la 6 sont scandaleuses. Oui, la privatisation de TF 1 n'a aucune justification : *ni économique, ni culturelle.* On ne peut faire fi de cette façon des intérêts du pays, des téléspectateurs, du pluralisme et de l'indépendance de la presse. Le Parti socialiste l'a dit et entend le redire avec force.

Au-delà des protestations, peut-on se résigner, à voir TF 1 privatisée pour longtemps ?

Le Parti socialiste a annoncé sans hésitation que TF 1 reviendrait dans le service public. La renationalisation de TF 1 est le plus sûr moyen de restaurer les équilibres dans la commu*nication, afin de rendre aux téléspec*tateurs la qualité et la diversité des choix qu'ils sont en droit d'attendre et au privé les moyens d'exprimer réellement sa différence, en échappant à la logique absurde de la compétition sauvage. Pour cela, il sera aussi nécessaire de revoir les modalités d'attribution de la 5et de la 6 au regard de l'exigence de pluralisme.

Mais, il ne s'agit pas de programmer un simple retour en arrière. Sous quelle forme la première chaîne retrouvera-t-elle ses missions de service public ? La réflexion est ouverte. Condamnée pour des raisons économiques à participer à cette privatisation, la presse indépendante pourra légitimement être associée à la définition du nouveau statut de TF 1.

● **RECTIFICATIF. — Deux** erreurs se sont glissées dans le détail du tour de table définitif de Hachette pour le rachat de TF 1 publié dans nos éditions datées 8-9 mars. Dans les faits, l'éditeur Hatier participe pour 0,05 % au capital de la future chaîne privatisée et l'apport d'*Ouest-France* s'élève à 40 millions de francs.

Partenaire d'Hachette pour la reprise de TF 1

TVS, la plus jeune des stations privées britanniques

M. James Gatward est un Anglais qui croit en l'Europe. Directeur général de TVS, réseau de télévision privé couvrant le sud et le sud-est de l'Angleterre, il est convaincu qu'un marché commun européen de programmes télévisés *« peut exister et être rentable »*. La privatisation de TF 1 était, pour lui, l'occasion rêvée de mettre cette foi à l'épreuve : TVS est devenue — à hauteur de 3,5 % — l'un des principaux partenaires du groupe Hachette pour le rachat de la « Une ».

Avec moins de sept ans d'existence, TVS est la plus jeune des quinze stations commerciales régionales du réseau ITV (*Independent* Television). Elle couvre tout juste 11 % du territoire britannique. Cela ne l'empêche pas d'afficher un chiffre d'affaires d'un peu plus de 1,3 milliard de francs et de se placer au quatrième rang de l'ensemble des sociétés d'ITV. L'année 1986 a été particulièrement fructueuse : près de 140 millions de profits (en progression de plus de 60 % par rapport à 1985) et 1,1 milliard de francs de recettes publicitaires (plus 25 %).

Le secret de cette réussite ? Un credo que M. Gatward se plaît à exposer comme une évidence : *« Etre producteur-diffuseur de programmes (« broadcaster ») implique de respecter une double moralité : faire d'une chaîne commerciale une télévision de qualité remplissant les missions de service public et la rendre rentable. »* Une ligne de conduite dont M. Gatward affirme ne s'être jamais départi depuis que Television South, le holding financier de TVS (1), a été créé en 1980 et qu'il a obtenu, la même année, l'autorisation d'exploiter le réseau. *« La compétition a été dure,* se rappelle-t-il, *nous étions opposés à six autres sociétés, dont Southern Television, le précédent concessionnaire. »*

TVS, précise M. Gatward, a dû reprendre les structures déjà existantes de Southern Television, ses installations techniques ainsi que l'ensemble du personnel administratif et de production (environ mille personnes). *« L'intégration s'est faite en douceur, sans un seul jour de grève »*, se félicite-t-il, en ajoutant : *« Deux ans plus tard, le 1er janvier 1982, nous commencions à diffuser nos propres programmes à partir de Southampton, notre siège, et d'un second studio, situé à Douvres. »*

Aujourd'hui, cette chaîne régionale compte six millions de téléspectateurs, emploie quelque douze cents personnes et produit plus de huit cents heures de programmes par an, toutes catégories confondues. Une grande partie de cette production est reprise sur le réseau national, et *Channel Four*, devenue *« fidèle client »*, a acquis une dizaine d'émissions durant les deux premiers trimestres de 1986.

Mais, dans le même temps, TVS mène une *« politique intensive »* de vente de programmes à l'étranger ainsi qu'une stratégie d'expansion internationale. Son *« plus gros succès »*, en ce domaine, estime M. Gatward, est d'être parvenu, en tant que producteur européen, à exporter sa production aux Etats-Unis, où elle est diffusée par des *networks* comme ABC et CBS. La chaîne vient également de conclure un accord exclusif de coproduction avec *Home Box Office*, compagnie américaine de télévision payante. Et, en avril dernier, elle a acquis Gilson Corporation, l'une des plus importantes sociétés d'outre-Atlantique spécialisées dans la commercialisation nationale et internationale de programmes audiovisuels.

En Europe, l'action la plus notable de TVS a été le rachat, l'année dernière, de la société française MIDEM, organisatrice des marchés internationaux (disques, télévision) qui se tiennent annuellement sur la Côte d'Azur.

M. Gatward s'intéresse aussi au satellite, bien que, pour le moment, il n'envisage pas de louer un canal pour diffuser ses programmes. Cela n'empêche pas sa société d'être, entre autres, actionnaire dans *Superchannel* (*satellite ECS 1*) et de détenir la majorité du capital de Satellite Technology System, une compagnie fabriquant des antennes paraboliques aptes à capter tous les types de satellites actuels.

En s'associant à Hachette pour l'acquisition de TF 1, la chaîne anglaise continue sur sa lancée vers l'Europe. Le choix du groupe français n'a pas été fait au hasard. Les responsables de TVS ont vu en lui un éditeur *« de poids »*, ayant aussi une expérience de producteur de programmes télévisés par le truchement de sa filiale Télé-Hachette. TVS souhaite essentiellement offrir ses *« ouvertures »* internationales, apporter son savoir-faire et donner son appui financier à la création de fictions lourdes en France. Elle se fixe également pour objectif de participer au développement — *« indispensable »* — des sociétés françaises de producteurs indépendants.

Sur le plan strictement interne du fonctionnement de TF 1, M. Gatward verrait d'un bon œil la présence d'un membre de sa société dans la future équipe dirigeante et de deux ou trois *« conseillers »* dans celle de la régie publicitaire. Cette dernière, estime-t-il, doit être *« très étoffée »*. Dans sa propre chaîne, qui ne couvre qu'un dixième du territoire britannique, une centaine de personnes travaillent pour ce seul secteur. Autre souci du dirigeant de TVS : la télévision française *« doit parvenir, dans le futur, à moins dépendre du pouvoir politique, car il n'est pas bon pour ce genre d'entreprise de changer trop souvent de cap »*. *« Je défie quiconque à TVS*, se flatte M. Gatward, *de connaître mes options politiques. »*

ANITA RIND.

(1) Television South est une société publique cotée à la Bourse de Londres et dont les principaux actionnaires sont un groupe d'investissement industriel (7 %) et une compagnie britannique d'assurances (6 %). Le reste du capital est réparti entre mille trois cents porteurs de parts.

Le prix Albert-Londres 1987

Le prix Albert-Londres sera décerné le 13 mai. Créé en 1946 en *mémoire* du journaliste Albert Londres, disparu dans le naufrage du *Georges-Philippar* en 1932, ce prix couronne chaque année le meilleur grand reporter. Les reportages écrits et télévisés sont primés. Chaque lauréat reçoit 10000 F et devient automatiquement membre du prochain jury.

Les candidats au prix, catégorie presse écrite, doivent être francophones et âgés de moins de quarante ans. Ils doivent adresser en vingt exemplaires, avec sommaire du travail présenté et curriculum vitae, un ensemble de leurs reportages publiés entre le 1er janvier 1986 et le 31 mars 1987 — sous forme de livres ou d'articles — au secrétariat du prix, avant le 31 mars. Les prétendants au prix, catégorie télévision doivent aussi être francophones et avoir moins de quarante ans. Ils doivent envoyer une cassette VHS ou U Matic 1/2 pouce (procédé SECAM) ou 3/4 de pouce (procédé PAL) d'un reportage diffusé entre le 1er janvier 1986 et le 31 mars de cette année.

En 1986, les deux journalistes primés furent François Hauter (*le Figaro*) et Philippe Rochot (Antenne 2).

★ Prix Albert-Londres, Société des gens de lettres, hôtel de Massa, 38, rue du Faubourg-Saint-Jacques, 75014 Paris. Tél. : 43-54-18-66.

Mouvement de grève à CBS

La chaîne américaine réduit son budget dans l'information

Les journalistes de CBS et une partie des employés de la chaîne étaient en grève le 9 mars pour protester contre la vague de licenciements qui touche le secteur de l'information. Devant la baisse d'audience et la stagnation des ressources publicitaires qui touchent les télévisions nationales américaines, M. Laurence Tisch, président de CBS, veut en effet supprimer 200 des 1 200 emplois de la division information CBS News. Il compte ainsi économiser 30 millions de dollars, l'équivalent des pertes de CBS News dont le budget annuel est de 300 millions de dollars.

Les coupes sombres devraient surtout affecter le journal télévisé du soir, « CBS Evening News », présenté par Dan Rather que les téléspectateurs français pourront découvrir dès la semaine prochaine, retransmis en clair par Canal Plus tous les jours à 7 heures du matin. La direction suggère de faire davantage appel aux stations locales affiliées pour la couverture de l'actualité nationale, et elle impose de sévères réductions d'effectifs dans les bureaux de correspondants à l'étranger, notamment à Paris et à Rome.

La division information était depuis des années le plus beau fleuron de la chaîne CBS et son journal du soir faisait référence aux Etats-Unis. Le magazine « 60 minutes », autre émission vedette de la chaîne, ne devrait pas être touché par ces licenciements. Il est en effet le seul programme de CBS News à être largement rentabilisé par la publicité.

J.-F. L.

Donner de la France une image qui marque

Les actuels changements dans le paysage audiovisuel français ne doivent pas faire oublier le fait que l'avenir de l'audiovisuel et de la culture française passe également par la diffusion des programmes nationaux au-delà de l'hexagone.

Il est donc vital de s'orienter dès à présent vers un paysage audiovisuel européen. Il faut en effet donner une dimension internationale aux programmes de *télévision français.*

Certains pays comme la Grande-Bretagne ont déjà pris une avance considérable. Parmi les nouvelles chaînes diffusées aujourd'hui par satellite, dix sont en langue anglaise. Une seule est en français. Il faut que les chaînes françaises s'engagent dès maintenant à rattraper ce retard!

La créativité et la production françaises sont reconnues de grande qualité et méritent d'être exportées et découvertes quotidiennement par les téléspectateurs européens. Le moyen le plus adéquat?

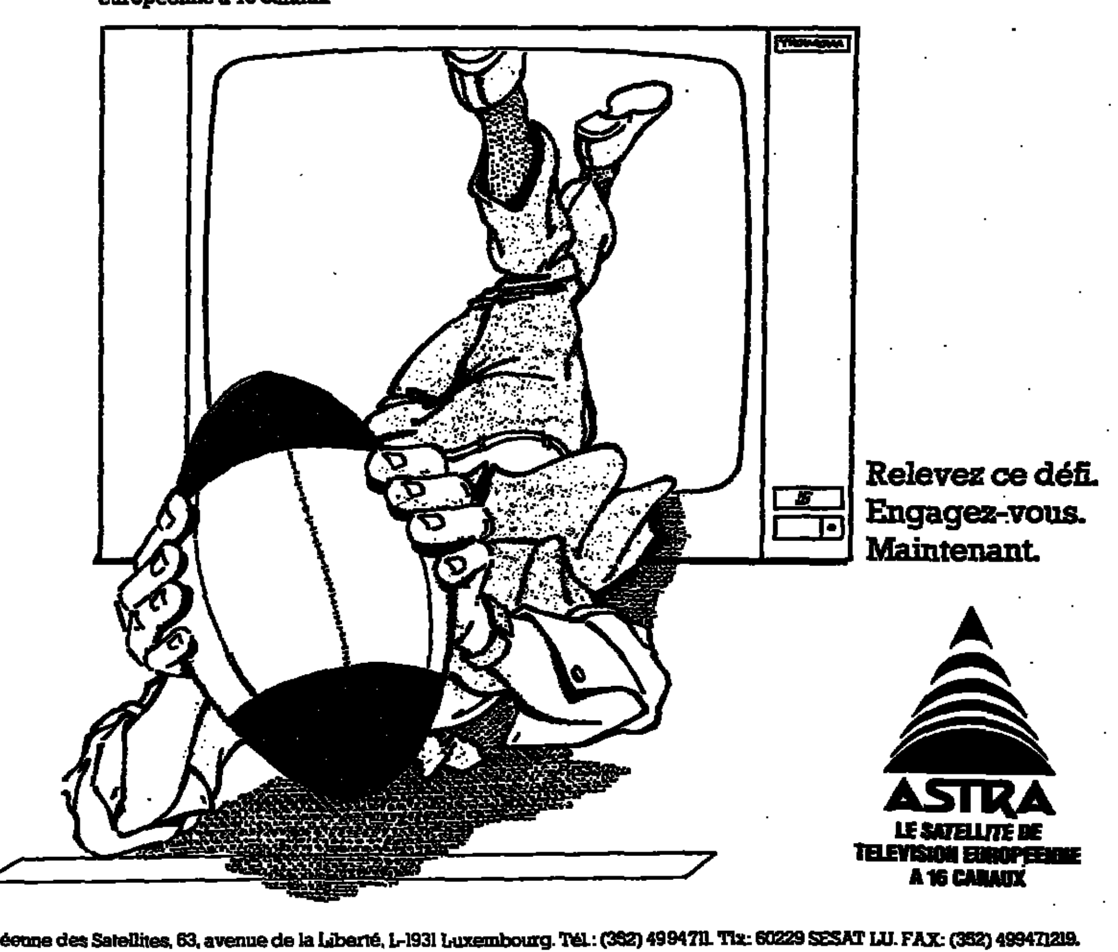
ASTRA : le satellite de télévision européenne à 16 canaux

Opéré par la Société Européenne des Satellites et mis sur orbite au cours du vol 27 du lanceur Ariane en mi-1988, *ASTRA diffusera 16* programmes de télévision dont la réception s'effectuera grâce à des antennes paraboliques de 85 cm de diamètre.

Il est impératif pour l'avenir de l'audiovisuel français qu'au moins 3 des 16 canaux d'ASTRA soient d'origine française et puissent constituer avec d'autres programmes européens un ensemble attractif pour tout téléspectateur.

En stimulant le marché pour la réception par satellite, ASTRA favorisera en plus le développement de l'industrie électronique française et européenne.

*Par ses particularités et sa complé*mentarité aux satellites de télédiffusion nationaux, limités à 3 ou 4 canaux, ASTRA est indispensable à la «Télévision sans Frontières».



Weber & Co.

Société Européenne des Satellites, 63, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg. Tél.: (352) 4994711. Tlx: 60229 SESAT LU. FAX: (352) 49947I219.
Venez nous voir au stand D11 de l'exposition MEDIAVEC du 8 au 15 mars 1987 au C.N.I.T. à la Défense.

هكذا من الأصل

Sports

RUGBY : Tournoi des cinq nations

Divine surprise

Cuillère de bois et grand chelem : telles sont désormais les perspectives du Tournoi des cinq nations pour l'Angleterre et la France.

A Cardiff, le XV de la Rose s'est une troisième fois incliné, contre les Gallois (19-12), dans un match qui est allé au bout de l'ennui. En revanche, au Parc des Princes de Paris, les XV de France et d'Ecosse ont tiré un feu d'artifice d'essais (six) qui s'est conclu par une troisième victoire consécutive (28-22) de l'équipe de Jacques Fouroux.

Comme en 1977, les Français iront-ils à Dublin pour réaliser un grand chelem attendu depuis 1981 ? En attendant, les Ecossais, qui seront les premiers adversaires des Français lors de la Coupe du monde, ont confirmé qu'ils sont la meilleure équipe britannique.

Dieu que le rugby peut être joli ! Qu'il sait être grand lorsqu'il ose, enfin, trahir ceux qui croient lui avoir donné la vie ! Comme il peut être enthousiasmant quand des bourrasques font s'envoler tous les programmes-missels d'avant-match ! Et comme on aimerait longtemps encore pouvoir jouir d'autant d'entorses faites à la triste règle qu'on lui impose aujourd'hui en le faisant compter, alors qu'il faut le laisser courir !

Ce fut un samedi de faux printemps et de vrai plaisir avalé à la régalade. Du rugby comme on craignait ne plus jamais en revoir. Que demain les mémoires magnétoscopées retransmettent ou non, tout cela n'est, au fond, que de peu d'importance, puisque seul compte aujourd'hui cet immense soulagement qu'il y a à sortir, enfin, d'un long tunnel. Ce n'est pas être méchante plume que d'écrire que le XV de France n'offrait plus, depuis longtemps déjà, le plaisir qu'on était en droit d'attendre de lui. Ce tournoi 1987 ressemblait trop à ce que l'on avait, dès le départ, redouté : la simple préparation d'une première Coupe du monde, la mise en jambe programmée d'un XV de France en partance pour l'autre hémisphère. Des deux premiers matches on gardait seulement en mémoire la diagonale-révérence de Sella à Twickenham.

Or il ne faut jamais désespérer. Surtout pas de cette Ecosse où le rugby a mieux qu'ailleurs su conserver sa pureté originelle. Pas même d'une équipe de France aux prises avec sa peur panique de rater, dix ans après, l'épopée de 1977. La pression était peut-être collectivement trop difficile à supporter. Car, si ce samedi restera mémorable, c'est d'abord parce qu'on y vit trente adultes basculer d'un coup dans la folie d'un jeu d'enfant.

Chiffres sacrés

Dès le coup de sifflet, ce fut une divine évidence : le rugby tournait rond. En moins de dix minutes, on avait déjà vécu plus d'attaques à la main qu'on aurait osé en réclamer pour les deux mi-temps réunies. La partie étant bénie des dieux, il fallut des chiffres sacrés : c'est à la septième minute que le premier essai fut marqué. Touche sur les 22 mètres écossais. Attaque des trois-quarts français. Ce fut simple, limpide, classique. Eric Bonneval marquait sur une belle passe de Charvet. Sept minutes encore et Blanco servait sur un plat un certain John Beattie, né à Bornéo il y a trente ans et qui, depuis sept ans déjà, joue sous le maillot bleu de l'équipe d'Ecosse.

Il y aurait beaucoup à dire aujourd'hui sur Serge Blanco, qui jouait là son septième match consécutif contre l'Ecosse. Blanco qui prend, à vingt-neuf ans, des allures de notable-golfeur du Sud-Ouest. Est-ce parce que Philippe Sella, comme lui *« chargé de relations publiques »*, lui ravit chaque jour un peu plus la vedette ? Tout se passe comme si, avec le temps, Blanco se faisait une autre idée de ce qu'il doit aux autres et de ce qui lui est dû. Il trottine quand il courait, angoisse quand il rassurait. Placé dans des situations qu'il maîtrisait hier à merveille, il est aujourd'hui capable des gestes les plus insensés, les meilleurs comme les pires. C'est peut-être tout bonnement qu'avec le temps on peut se lasser de tout, serait-ce d'être le meilleur arrière du monde.

La défense française n'avait plus été percée depuis des siècles. En offrant un essai aux Ecossais, Blanco donna, à son corps défendant, le coup d'envoi d'un second match. Deux packs joliment soudés, deux charnières bien huilées, lancèrent la farandole. Côté français, elle démarra dès l'ouverture avec un drop de Mesnel. Parce qu'il semble avoir terminé son apprentissage de numéro 10, le solide étudiant en architecture ne fut pas étranger à tout ce qui devait suivre. Il y eut, en fait, dans les rangs français une sorte de prestation mutuelle de services.

Longtemps dominateur, le pack tricolore rendit à Berbizier une autonomie qui lui manque trop souvent. Son assurance pleinement retrouvée, protégée par une troisième ligne impressionnante, la charnière mit à son tour en valeur l'ensemble français.

Hier, on bottait la balle vers le ciel. Aujourd'hui, on la donnait à la main. On vit ainsi le jeu se déployer rapidement à l'horizontale. Ce fut une succession de perforations assassines, d'allers et retours sans fin et d'espérances jamais déçues. Ce fut un vrai rugby de surface, accéléré à l'extrême. Un jeu bouleversé autant que bouleversant.

Partie de folie

Quand, en match international, on atteint 15-4 avant la mi-temps, on peut raisonnablement craindre le pire. Parce que le plaisir suppose une forme d'équilibre, le score-avalanche ne procure jamais la véritable extase. Les deux ailes françaises avaient déjà marqué dans les deux coins. A la mi-temps, le Parc, rassasié, applaudissait déjà ses héros sur fond de grand chelem.

Le pack tricolore entreprit de parfaire la démonstration. Il campait sur l'en-but adverse face à un huit écossais arc-bouté entre l'honneur et le désespoir, quand le jeu fusa, une fois de plus, vers la gauche. La balle était promise à Bonneval. Bonneval ne la reçut point. Il la ramassa à terre, lui redonna vie et, une fois encore, transperça l'Ecosse.
On aimerait, pour le plaisir et par procuration, savoir quelle joie on ressent quand on marque, à vingt-trois ans, en moins d'une heure d'horloge, son troisième essai en match international.

A 22-7, un match n'a, sauf miracle, plus guère à vivre. On attendait donc patiemment l'agonie. C'est alors que l'Ecosse est sortie à grands pas de son enfer. Hastings (Gavin) l'arrière, à deux reprises d'abord, puis Hastings (Scott), le frère trois-quart-centre ensuite, firent d'une partie à sensation un match inoubliable. En trente minutes, l'Ecosse marqua quinze points, alors que Berot n'en réussissait que six. Cela se fit sans discussion, la France semblant à la fois vidée de son talent, mais sûre de son fait. Jamais – même à 25-19 – on eut véritablement le sentiment qu'elle était menacée. C'est bien pourquoi la pire des choses serait qu'on argue à l'avenir de ce relatif passage à vide pour réimposer les vieilles consignes et revenir aux tristes batailles d'hier.

De cette partie de folie, à la fois induite et parfaitement maîtrisée par M. Keith Lawence, arbitre de Nouvelle-Zélande, il faudra retenir la beauté de l'instant parfait, comme celle du don et du dépassement de soi. Dans ce vieux Dublin, qui vénère tout cela depuis si longtemps et à la veille de leur départ pour le Nouveau Monde, les XV de France et d'Irlande sauront-ils faire mieux encore ?

JEAN-YVES NAU.

BOXE : championnats du monde

Tyson et Hearns



AFP

Sans réellement convaincre, l'Américain Mike Tyson est devenu, le 7 mars à Las Vegas, champion du monde unifié (WBA et WBC) des lourds. A vingt ans, il a dominé, au cours des douze reprises sans éclat, James « Bonecrusher » Smith, âgé de trente-trois ans. Au même moment, à Detroit, Thomas Hearns, qui avait déjà détenu les couronnes mondiales en super mi-moyens et en moyens, a ajouté le titre des mi-lourds à son palmarès en battant, à la dixième reprise, le Britannique Dennis Andries.

ATHLÉTISME : les championnats du monde en salle

L'expédition Caristan

Les premiers championnats du monde d'athlétisme en salle, disputés les 6, 7 et 8 mars à Indianapolis (Etats-Unis), ont été marqués par des performances de premier ordre, notamment en sprint. Après Freg Foster sur 60 mètres haies et Olga Christop sur 3 kilomètres marche, le Canadien Ben Johnson a amélioré son record du monde du 60 mètres en 6 s 41. Chez les femmes, l'Allemande de l'Est Heike Drechsler pulvérisait celui qu'elle partageait avec sa compatriote Marita Koch sur 200 mètres en 22 s 27. En saut en hauteur, la Bulgare Stefka Kostadinova a amélioré une nouvelle fois son record du monde en franchissant 2,05 mètres.

La petite délégation française (treize athlètes) a remporté trois médailles. Une de bronze avec Thierry Vigneron à la perche (5,80 mètres). Et deux d'argent : Bruno Marie-Rose sur 200 mètres, en dépit d'une course moyenne, et Stéphane Caristan, deuxième sur 60 mètres haies, grâce à la chute de Foster et McKoy.

Sept à huit secondes de retransmission en direct pour trois journées d'exploits au plus haut niveau ! La portion que nous promettait la télévision française était certes congrue, mais d'avance on s'en pourléchait. Les immuables programmes du dimanche soir ne s'entrebaillent que pour les hauts faits. La finale du 60 mètres haies en serait un. Forcément. Stéphane Caristan ne s'alignait-il pas au départ avec l'ambition de vaincre l'« invincible », l'Américain Greg Foster, recordman de la spécialité depuis l'avant-veille (7 sec. 46) ? Le jeune athlète de Créteil, qui ne l'avait devancé qu'un seule fois, en demi-finale du championnat des Etats-Unis la semaine précédente, pourrait-il récidiver ? Ainsi entretenu, le suspense était à son comble à la fin du journal de 20 heures de l'A 2.

Un premier faux départ de Tomie Campbell crispa le sourire de Bernard Rapp. Maigret allait-il devoir attendre ? A la seconde tentative, les huit concurrents jaillirent impeccablement de leurs blocks. C'est alors que l'image bascula. Il fallut deviner la suite de la course à travers les zébrures de l'écran. Parti comme un bolide, le Canadien Mark McKoy n'était pas à l'arrivée. Greg Foster non plus. Le puissant « hurdler » s'était jeté avec tant de hargne sur le troisième obstacle pour refaire son retard qu'il se trouva déséquilibré, bouscula McKoy qui courait dans le couloir voisin et l'entraine dans sa cabriole. Comme aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, Foster abandonnait la médaille d'or qui lui semblait promise à son compatriote Tomie Campbell. Stéphane Caristan, auteur d'un départ médiocre et d'une course chaotique, profitait ansi de l'aubaine. Sans la chute des favoris, jamais le champion d'Europe du 110 mètres haies ne serait monté sur le podium. Contrairement à ce qu'il était venu chercher outre-atlantique, Stéphane Caristan n'a pas enregistré de réels progrès au bout de trois semaines.

Troisième tournée américaine

Après avoir réalisé 7 s 50 début février à Liévin aux championnats de France, le Français avait préféré une nouvelle fois se mesurer aux meilleurs spécialistes mondiaux dans l'atmosphère particulière de l'indoor américain plutôt que de s'aligner dans un championnat d'Europe sans signification. Son entraîneur de toujours, Jacques Piasenta, avait raclé les fonds de tiroirs pour financer cette troisième tournée américaine. La BNP, l'employeur de Caristan, avait fait un geste, le journal *l'Equipe* aussi, la Fédération promettant de compléter si besoin était après que la direction des sports eut fait les gros yeux.

En effet, les dollars qui circulent sur les pistes du Grand Prix Mobil ne sont par pour le petit Français. *« Je poireaute dans les couloirs, devant la suite de l'organisation, (...) pour récupérer un chèque de 200 dollars »*, soupire Jacques Piasenta en exclusivité pour *l'Equipe* après le meeting de Los Angeles. Meilleur performeur de 1986 sur 110 mètres haies, Caristan court dans l'indifférence aux Etats-Unis.

Pourquoi alors l'expédition finit-elle moins bien qu'elle n'avait commencé ? Stéphane Caristan a eu toute les peines du monde à se qualifier pour la finale, évitant de peu la chute en demi-finale. Pour son entraîneur, l'explication est plutôt encourageante. A vingt-deux ans, le jeune prodige aurait fait de tels progrès sur le plat, damant même le pion au Sénégalais Charles Seck, son camarade de club sur 30 ou 40 mètres, qu'il lui faut revoir le réglage de ses appuis entre les haies.

Cadre de préparation

Certains avancent une explication plus psychologique. Si la concurrence des hurdlers américains est nécessaire pour l'aguerrir avant les rendez-vous de Rome en septembre prochain et de Séoul l'année suivante, Caristan a aussi besoin d'un cadre de préparation familier pour garder sa sérénité. Avant Stuttgart, il n'avait pas accompagné l'équipe de France en stage à Sindelfingen.

Mais sa relative contre-performance d'Indianapolis est peut-être tout bonnement due à la piste du Hoosier Dome. En gomme synthétique d'un bon centimètre d'épaisseur, elle était posée à même le sol en ciment. Si propice à Ben Johnson, a-t-elle été fatale à Foster et McKoy ? *« Elle est très rapide, avec une réponse maximale,* avait averti Greg Foster. Si on arrive trop vite sur la haie, et c'est fini... »

J.-J. BOZONNET.

TENNIS : tournoi de Key Biscayne

Graf et Mecir brouillent le jeu

Le tournoi de Key Biscayne (Floride), disputé du 23 février au 8 mars, et doté de 1 800 000 dollars a bousculé la hiérarchie du tennis en consacrant deux jeunes champions qui ne s'étaient jamais imposés dans l'un des tournois du grand chelem. La compétition féminine a vu la consécration de l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf (dix-sept ans) qui a dominé successivement Martina Navratilova (6-3, 6-2) puis Chris Evert-Lloyd (6-1, 6-2) en finale.

La finale masculine qui mettait aux prises les deux finalistes tchécoslovaques de Flushing-Meadow 1986, est revenue, cette fois, à Miroslav Mecir (vingt-deux ans), vainqueur de Yannik Noah (7-5, 5-1, abandon consécutif à sa blessure à l'épaule droite), et de Ivan Lendl (7-5, 6-2, 7-5). Appliqué et très motivé, Mecir a nettement dominé le numéro un mondial peu à l'aise au service et vite découragé par une accumulation inhabituelle de fautes.

KEY BISCAYNE
Correspondance

Révisez vos classiques ! Le tennis féminin, avec ses inamovibles championnes, Navratilova et Evert-Lloyd, a été si fortement secoué dans le vent, puis sous le soleil éclatant de Key-Biscayne, par la championne allemande, Steffi Graf, qu'il en est tout retourné. Déboussolée et énervée, Navratilova, battue en deux sets secs en demi-finale. Dépassée et résignée, Evert-Lloyd, balayée avec la même sécheresse. Comme un vent saharient, Graf a soufflé le chaud tout au long d'un tournoi qu'elle a dominé avec la même insolente santé dont faisaient preuve, naguère, ses deux illustres victimes.

En 1986, Steffi Graf avait, certes, dominé Navratilova sur la terre battue berlinoise, et Evert-Lloyd à Hilton Head, également sur terre. Mais les vaincre d'affilée sur le ciment démontre, si besoin était, qu'à dix-sept ans, Graf n'est plus la championne de demain mais bel et bien celle d'aujourd'hui.

« Martina reste bien sûr numéro un à l'ordinateur. Ah ! les merveilles de l'informatique », devait ironiser Evert après sa défaite.

Navratilova, de son côté, devait qualifier Graf de *« meilleure joueuse au monde jusqu'à ce que je la batte de nouveau »*. Et elle prit rendez-vous pour Roland-Garros. Martina, après avoir annoncé une semaine auparavant qu'elle continuera à jouer jusqu'à l'âge de trente cinq ans, précisa, presque entre parenthèse, qu'elle voulait défendre son premier rang « pour sept années au moins ».

Hors circuit à la fin de chaque année

Choyée et guidée par son père Peter, entraînée en permanence sur le circuit depuis le mois de novembre par l'ancien joueur tchèque Pavel Slozil, elle bénéficie donc du soutien et de l'encadrement devenus habituels pour celles qui atteignent le rang des vedettes. L'équipe Navratilova est bien connue mais la *« numéro un à l'ordinateur »* rappela opportunément que son premier match pro avait été à l'âge de seize ans, soit *« trois ans plus tard que Graf »* et elle n'avait eu de coach personnel qu'à partir de 1981. *« Tout s'améliore si vite ! Dans quinze ans, les joueuses seront méconnaissables, infiniment supérieures. Heureusement pour moi, je n'y sera plus. »*

Graf non plus peut-être, mais elle, au moins, ne risque pas trop la fin malheureuse des Austin, Jaeger et consœurs, cassées ou lassées, qui explosaient précocement pour imploser ensuite. Graf se maintient hors circuit pendant deux mois et demi à la fin de chaque année. L'entraînement continue, mais dans une ambiance de vacances propre à la décontraction.

Son père Peter l'a plutôt encouragée à rester un peu à l'écart sur le circuit. *« Elle est jeune et elle a besoin d'être protégée »*, dit-il. *« On m'a toujours vu comme un chien de garde. J'ai eu, croyez-moi, mes raisons. Steffi a rencontré beaucoup de jalousies sur le circuit féminin »*.

Peter Graf et sa fille ont l'esprit plutôt tourné vers l'Allemagne. Même si celle qui vit à 15 kilomètres de Boris Becker ne se fait aucune illusion sur leur impact relatif. *« Boris, en finale ici, aurait éclipsé en Allemagne ma victoire »*, dit-elle. Sans doute, mais elle risque d'atteindre le premier rang mondial avant son prestigieux voisin blond. Et aussi de rester plus durablement au sommet.

MARC PALLADE.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Dix-huitième journée)

*Limoges b. Tours	98-82
*Orthez b. Villeurbanne	82-74
*Antibes b. RCF Paris	93-92
Challans b. *Lorient	82-74
*Vichy b. Saint-Etienne	106-82
Monaco b. *Mulhouse	107-89

Classement. – 1. Orthez, 50 ; 2. Limoges et Monaco, 48 ; 4. RCF Paris, 44 ; 5. Villeurbanne, 43 ; 6. Antibes, 37.

Cyclisme

PARIS-NICE

Le Belge Jean-Luc Vandenbroucke a remporté, dimanche 8 mars, le prologue disputé dans les rues du dix-huitième arrondissement de Paris, avec 2 s d'avance sur Thierry Marie et 8 s sur Stephen Roche.

Escrime

CHALLENGE DUVAL (PARIS)

Pour la deuxième année consécutive, le fleurettiste Groc a gagné le challenge Duval en battant en finale l'Allemand de l'Ouest Behr (10-3).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Vingt-cinquième journée)

Bordeaux b. *Rennes	1-0
*Auxerre et Marseille	0-0
Toulouse b. *Brest	2-1
*Saint-Etienne et Monaco	0-0
*Nantes b. Sochaux	2-1
*Nice b. Le Havre	3-1
*Metz b. Laval	1-0
*Lille b. Paris-SG	1-0
*RC Paris b. Lens	5-0
*Toulon b. Nancy	1-0

Classement. – 1. Bordeaux, 36 pts ; 2. Marseille, 35 ; 3. Toulouse, 30 ; 4. Auxerre, Nantes, Monaco et Nice, 29 ; 8. Metz, 27 ; 9. Brest, 26 ; 10. Lille et Paris-SG, 25 ; 12. Laval et Lens, 23 ; 14. RC Paris, 22 ; 15. Saint-Etienne et Le Havre, 21 ; 17. Toulon et Sochaux, 19 ; 19. Nancy, 17 ; 20. Rennes, 15.

Deuxième division
(Vingt-quatrième journée)

*Mulhouse b. Niort	2-0
*Orléans et Caen	1-1
Reims b. *Saint-Dizier	2-1
*Quimper et La Roche AEPB	1-1
*Tours et Strasbourg	0-0
*Red Star et Guingamp	2-2
*Angers et Valenciennes	1-1
*Beauvais b. Dunkerque	2-0
*Amiens et Abbeville	1-1

Classement. – 1. Niort, 40 pts ; 2. Mulhouse, 37 ; 3. Caen, 35 ; 4. Reims, 30 ; 5. Quimper, 28 ; 6. Tours, 26.

GROUPE B

*Montpellier b. Alès	2-0
*Lyon b. Sète	2-1
Cannes b. *Thonon	3-0
*Martigues b. Cuiseaux	3-0
*Nîmes b. Le Puy	1-0
Bastia b. *Béziers	3-0
*Monceau et Limoges	0-0
*Bourges et Gueugnon	0-0
Ajaccio b. *Istres	1-0

Classement. – 1. Montpellier, 36 pts ; 2. Lyon, 34 ; 3. Alès, 33 ; 4. Cannes, 30 ; 5. Bastia, et Cuiseaux-Louhans, 28.

Natation

400 MÈTRES QUATRE NAGES

Double champion olympique à Los Angeles, le Canadien Alex Baumann a amélioré son propre record du 400 mètres quatre nages en petit bassin en réalisant 4 mn 9 s 64, lors des championnats universitaires, à Halifax (Nouveau-Brunswick).

Raid aérien

PARIS-PEKIN-PARIS

L'équipage français du Wassmer 421 Mammouth-Microjet *a remporté la première étape du rallye aérien Paris-Pékin-Paris, en parcourant les 13 321 kilomètres en 54 h et 23 mn. deux jours de repos sont prévus à Pékin avant le retour, qui s'annonce plus difficile avec des vents essentiellement contraires et des points de passage obligatoires à Hongkong, Singapour, Bombay, Amman et Rome.*

Ski alpin

COUPE DU MONDE

Déjà assuré de gagner la Coupe du monde de ski alpin, le Suisse Pirmin Zurbriggen a gagné, le 7 mars, à Aspen (Colorado), la cinquième descente de la saison. A Mount Allen (Canada) sa compatriote Michela Figini s'est imposée dans la descente féminine.

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deux saisons seulement après son accession en première division, Fréjus est devenu champion de France en devançant Grenoble au set-average. Le Racing-Club-de-France et le CASG sont relégués dans la division inférieure.

Culture

MUSIQUES

Les surprises du Hanover Band à Sarrebourg

Beethoven dédramatisé

Préfiguration d'un nouveau festival en Lorraine et premier concert en France d'un orchestre du dix-neuvième siècle

Aux douaniers qui leur refusaient le passage de la frontière luxembourgeoise, les musiciens du Hanover Band ont juré qu'ils étaient attendus le soir même à Sarrebourg. Les cerbères leur ont ri au nez. *« Strasbourg, peut-être ; Sarrbrück, on veut bien ; Salzburg, ça se comprendrait. Mais qui a jamais entendu parler de concerts à Sarrebourg ? »*

Et bien, ça va changer. M. le maire, Pierre Messmer, l'ancien premier ministre du général de Gaulle, a procédé jeudi dernier au lancement officiel d'un festival de musique ancienne qui, a-t-il dit dans un sourire complice, *« pourrait bien éclipser l'élection présidentielle »*. C'est en effet entre le 28 avril et le 1er mai 1988 que Jean-Claude Malgoire croisera Frans Brüggen dans cette ville prodigue (plus de 9 % des dépenses de fonctionnement municipales y profitent à la culture), que Paul Badura-Skoda épuisera son piano-forte dans le concerto *l'Empereur*, de Beethoven, et que des comédiens de Berlin théâtraliseront un *Requiem* de Mozart joué sur instruments anciens.

Quelle action mener qui n'empiète pas sur celle des voisins – musique contemporaine à Metz, grand répertoire au Festival de Strasbourg, effort de *Musica* pour le vingtième siècle ? *« S'en tenir à la période 1750-1850 »* fut la réponse laconique de l'Institut lorrain des musiques anciennes, logiquement consulté comme expert pour bâtir un projet promis à une certaine longévité : cette cellule d'interventions tous azimuts compte trois permanents seulement autour d'Alain Pacquier (l'ex-patron, du Festival de Saintes). Sa mission étant d'accoucher la région de ses curiosités musicales ensevelies ou larvées, l'ILMA a déjà révélé à plusieurs localités lorraines la richesse de leur patrimoine, organistique en particulier.

1750-1850 : la période est en effet relativement inexplorée si on y fait figurer, outre Haydn, Mozart et Beethoven, les fils de Bach au grand complet et un musicien aussi décrié que Muzio Clementi (dont Mozart qualifiait hélas les sonates de *« mécanique sans un sou de sensibilité ni de goût »*). Mais le Festival de Sarrebourg ne se spécialisera pas dans la réhabilitation d'œuvres oubliées ni dans la reconstruction d'instruments obsolètes (comme le *Glass Harmonica*, assemblage de « verres musicaux » pour lequel Mozart et Bellini ont composé et dont les cristalleries lorraines vont tenter de retrouver le secret). Les œuvres grand public du préromantisme et du romantisme naissant auront elles aussi droit de cité, mais ramenées à leurs effectifs originaux et « reconstituées » sur les instruments de leur temps.

Quels instruments ? Le Hanover Band, convié jeudi à un « concert-signal » de préfiguration, et qui entamait là sa première tournée, recrute chez les baroqueux anglais (Solomone, Hogwood) et dans la Grande Ecurie de Jean-Claude Malgoire. Quant à la soliste Monica Huggett, elle est premier violon chez Ton Koopman à Amsterdam et joue sur une copie de Stradivarius réalisée à la fin du dix-huitième siècle. Copie conforme de l'instrument pour lequel Beethoven a écrit son concerto pour violon ? *« La facture instrumentale connaissait au début du dix-neuvième siècle une période de transition*, répond-elle. *Les musiciens âgés jouaient encore sur des instruments baroques, les plus jeunes sur des mécaniques plus perfectionnées, qui n'avaient pas néanmoins la puissance de nos instruments modernes et dont les cordes en boyau se désaccordaient beaucoup plus vite que les cordes métalliques actuelles. On a dit de Beethoven qu'il avait cassé le piano-forte. De la même façon, il a forcé les limites du violon dans son concerto qui, contrairement à ceux de Mozart, est conçu comme une lutte avec l'orchestre. C'est la marque de l'esprit du temps, philosophie du dépassement individuel, culte de l'héroïsme, que Beethoven a puisés chez Goethe et Napoléon. »*

Ce climat de tension sportive, de difficulté vaincue, de stoïcisme résolu, est peut-être ce qui manque, en effet, aux grandes interprétations modernes, toutes de sérénité olympienne, de gravité lointaine. Et puis le Hanover Band comprend un maximum de quarante musiciens ; ses cordes sont frêles et soyeuses ; ses vents ont des sonorités plus claires et plus fruitées que celles des orchestres modernes. Ainsi aéré, désépaissi et coloré, pris de surcroît dans des tempos un peu plus rapides qu'à l'accoutumée, le *Concerto en ré* devient presque gai avec, dans le finale, une note d'humour et de facétie que l'œuvre, jouée par cent vingt musiciens, n'avait jamais révélés.

Car le Beethoven que l'on a dans l'oreille est celui de Furtwaengler et de ses héritiers : dense, tragique, apocalyptique, écrasé par le poids de la destinée. Quand on entend le thème illustrissime de la *Cinquième Symphonie* dans la version Hanover Band, on n'oublie évidemment pas que *« le destin frappe à la porte »*. Mais on cesse d'imaginer Beethoven comme l'éternel sourd au dos courbé. On acquiesce au commentaire d'Hoffmann, qui parlait du *« sentiment d'un désir ardent et indicible »*. On tremble, on n'est pas désespéré. Le thème fatal passe comme un furet, les contrebasses vibrent comme des frelons, le basson ne quitte pas le ton de la plaisanterie, les trompettes sonnent allègrement la victoire, les troupes se bousculent enfin dans un *accelerando* d'enfer : pas le temps ni l'envie de penser aux malheurs de l'humanité.

ANNE REY.

★ L'Orchestre du dix-neuvième siècle du Hanover Band enregistre en Angleterre *sous l'étiquette Nimbus*. Frans Brüggen et son Orchestre du dix-huitième siècle ont d'autre part enregistré la *Première Symphonie* de Beethoven et trois symphonies de Mozart (Philips).

Le cinquième Festival international de guitare

Patrick Belargent, le créateur du Festival international de guitare, *fait partie des audacieux. Voici* quelques années, dans l'indifférence générale et contre le scepticisme ambiant, *il décide de présenter* annuellement la fine fleur des guitaristes du monde entier. Rock *excepté, tous les genres sont représentés* : le classique, le jazz, le flamenco, le traditionnel. Au festival de montrer, preuves à l'appui, que de grands solistes existent, que de jeunes guitaristes ont commencé à renouveler complètement la pratique du répertoire et même à retrouver les chemins de la composition, que, enfin, les frontières entre les genres ne sont pas aussi solides qu'on pourrait le croire. En bref, il s'agissait de faire mentir la légende du concert de guitare classique mortellement ennuyeux.

Cinq ans plus tard, le pari n'est pas loin d'être gagné. Le public n'a pas boudé : cinq mille spectateurs ont assisté au dernier festival. C'est plus que le traditionnel cénacle de guitaristes professionnels repérables à chaque concert. C'est surtout le signe qu'un amateur de musique classique, la curiosité aidant, peut tout naturellement se retrouver assis à côté de fans de jazz ou d'aficionados du flamenco.

Si le mélange des publics est en bonne voie, celui des genres est plus long à s'effectuer. Cette année, en dehors d'une soirée espagnole où se succéderont musique contemporaine et flamenco (Luis Martin Diego et Gerardo Nunez), tous les autres concerts proposent des programmes « purs » : Pedro Ibanez, les frères Assad, Eduardo Fernandez et Alberto Ponce, pour le classique ; José Barrense-Dias pour la musique brésilienne, et Raphaël Fays pour le jazz. *Gerardo Nunez et Mario Cortez* accompagneront la danseuse flamenca Carmen Cortez, tandis que Roland Dyens, musicien classique et compositeur, donnera probablement la meilleure idée de ce qu'est aujourd'hui la musique métissée.

JEAN-LOUIS MINGALON.

★ A partir du lundi 9 mars (Pedro Ibanez), 20 h 30, *Espace Cardin*. Renseignements : 45-23-18-25.

● **Francesco Guccini à l'Olympia.** – L'Olympia présente pour un soir, ce lundi 9 mars, le Bolognais Francesco Guccini, qui vient de battre Duran Duran au hit-parade des meilleurs ventes d'albums en Italie.

Francesco Guccini est l'héritier des traditionnels chanteurs de chronique de Toscane.

La semaine du mélomane

Dans sa déclaration d'impôts, *le mélomane a compté comme* frais professionnels ce qu'il dépense en places de concert... En guise de justificatif, il joint son emploi du temps : lundi, l'Octuor de Berlin, salle Gaveau, à 20 h 30 (Mozart et Schubert) pour l'oreille droite ; récital du violoncelliste Janos Starker à la Comédie des Champs-Elysées, à 21 heures (Bach, Cassado et Kodaly) pour l'oreille gauche. Mardi : Quatuor de Cleveland, à *18 h 30, au Théâtre de la Ville* (Beethoven et Ravel) ; mercredi (Schubert et Smetana), il n'aura *qu'à traverser la place pour* entendre *Don Giovanni* au TMP-Châtelet dans la production de la Monnaie de Bruxelles (les 10, 13, 17 et 20 mars, à 20 heures, les 15 et 22, à 15 heures. Tél. : 42-61-19-83). Il passera la nuit au fond d'une loge, car le récital piano-violon de I. Perlman et S. Sanders aura lieu aussi au TMP-Châtelet, mercredi à 20 h 30 (Brahms, Bach, Prokofiev). Jeudi, il enchaînera la création *prometteuse de l'Offrande lyrique*, de Raymond Vaillant, à *19 heures, à Radio-France, et le* concert Gilbert Amy, à 20 h 30, salle Pleyel, par l'Orchestre de Paris et l'Ensemble InterContemporain *(Praeludium, la Variation ajoutée, D'un espace déployé)* ou *Orfeo, de Gluck, en concert, au* grand amphithéâtre de la Sorbonne (les 12 et 14, à 20 h 45). *Il nourrit l'espoir que la Péniche-*Opéra (face au 200, quai de Jemmapes), où l'Ensemble Jannequin chante les *Plaisirs du palais* (du 12 mars au 10 avril, tél. : 42-45-18-20) le conduira *jusqu'à la Maison des arts de Créteil*, où l'on représente *le Tour d'écrou*, de Britten, les 13, 14 et 17 mars (tél. : 48-99-94-50), sinon il ira entendre *les Joyeuses Commères de Windsor*, de Nicolaï, en concert, salle Pleyel, samedi à 20 heures (tél. : 42-30-15-16). Le percepteur abasourdi conclut qu'il a bien affaire à un mé(ga)lomane professionnel et classe « sans suite ».

G. C.

Pierre Vassiliu au Rex Club

Le sorcier blanc

Exilé depuis deux ans dans la brousse sénégalaise, Vassiliu revient pour raconter ses voyages, son aventure, sa manière de savourer la vie.

Il y a longtemps déjà que Pierre Vassiliu a fait le ménage dans sa tête et mène une aventure à part dans la chanson française, détachée du show-biz.

Loin des bruits de la ville, il a ainsi habité le Vaucluse pendant des années. Il avait transformé une usine désaffectée en une salle de concert, et des amis – Higelin, Lubat, Sapho – venaient le voir. Depuis deux ans, Vassiliu a choisi de vivre à N'Bour, un « village de brousse », à 80 kilomètres de Dakar. Il y tient un restaurant *en copropriété avec* un ancien champion d'Europe de catch dénommé « le Mongol ». Il s'y sent bien. D'abord parce que le temps ne pèse pas du même poids que dans l'Hexagone et qu'il rencontre quotidiennement chez les gens une générosité naturelle et le sentiment de partage.

Surnommé à présent le *sorcier blanc*, Pierre Vassiliu ne reste pas enfermé dans les quatre murs de son restaurant animé chaque soir par un groupe de musiciens africains. Il parcourt la région de N'Bour armé de sa guitare, d'une chambre d'écho *et d'un groupe électrogène, il* fait chanter les enfants des écoles en français, ou ouolof, participe à des fêtes de village où tout le monde joue, chante, danse à la lueur d'un Butagaz.

Momentanément de retour en France et entouré d'une équipe de musiciens avec qui il joue régulièrement depuis sept ans, Vassiliu vient d'enregistrer un nouvel album et a effectué une petite tournée dans les régions. Phénomène remarquable, le bouche à oreille a joué étonnamment auprès d'un jeune public heureux de trouver chez le chanteur authenticité et fraternité.

Ce sont ces qualités – et la décontraction et l'humour – qui caractérisent d'abord les concerts actuellement donnés au Rex Club. Pierre Vassiliu raconte et chante ses voyages en Afrique, ses rencontres sur les routes, sa manière de goûter, de savourer la vie. Les musiciens rythment solidement le trajet – avec quelques incursions vers le jazz et la musique antillaise. Les chansons sont ensoleillées. Il fait bon vivre.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Rex Club, 20 h 30.

CINÉMA

La douzième Nuit des césars

Sainte Thérèse

La cérémonie des césars se rôde, prend son rythme. La télévision patronne le cinéma.

Etait-ce la vieille expérience des stars britanniques Sean Connery et Audrey Hepburn ? Le charme indiscret mais très professionnel de la nouvelle présidente de l'Académie des arts et techniques du cinéma, Jeanne Moreau ? Ou tout simplement un meilleur rodage d'année en année ? Toujours est-il que la douzième Nuit des césars, au Palais des congrès, samedi 7 mars, était plus réussie que les précédentes.

On a enfin compris que l'improvisation ne s'improvise pas, qu'une soirée aussi stéréotypée se prépare, et que des textes de remerciement, pour avoir l'air spontanés, s'apprennent par cœur... Soirée bien rythmée, menée tambour battant par les sept samouraïs de la télévision (Tchernia, Mitterrand, Chapier, Philippe, Denisot, Poivre d'Arvor et Drucker), où les variétés ont cédé la place aux souvenirs cinématographiques. Deux chansons seulement, l'une offerte à Signoret – *Simone, c'est comme si t'étais là*, interprétée par la Compagnie créole, – l'autre, *Je sais*, chantée par Jean Gabin, voix souvenir de celui auquel la cérémonie tout entière était dédiée.

Moment d'émotion lorsque la femme et la fille de l'acteur sont apparus sur scène. Emotion encore avec les souvenirs de Michèle Morgan et de Jeanne Moreau. Instants de détente avec le montage très réussi de Patrick Bouchitey sur les hommes politiques comptant sur leurs doigts (mais où est passée la séquence promise de *la Cage aux folles* doublée en japonais ?). Du sérieux lorsque Jean-Luc Godard, recevant un césar d'honneur en tant que *« fondateur du cinéma moderne »*, répondait à l'accusation de Jean-Pierre Elkabbach d'être *« le marginal du cinéma » : « Peut-être, mais ce sont les marges qui tiennent les pages ensemble ! »* En pleine forme, Godard a rappelé que, à la différence de la télévision, le cinéma obligeait à *« relever la tête »* pour voir le grand écran.

Est-ce cette élévation des sentiments qui explique le sort démesuré réservé au film difficile d'Alain Cavalier, *Thérèse* ? Six césars sur neuf nominations ! On a l'impression que, sous-estimé à Cannes, *Thérèse* a fait l'objet d'une volonté de rattrapage. Au détriment de concurrents, oubliés à leur tour. Cavalier, seul contre tous ? Alain Resnais pour *Mélo*, Jean-Jacques Beineix pour *37°2 le matin*, Claude Berri pour *Jean de Florette*, ont dû se partager les miettes qui restaient...

Un palmarès est forcément partial, et personne ne peut nier les éminentes qualités de *Thérèse*, mais *trop, c'est trop. Au souper au Fouquet's* qui a suivi la remise des césars, plusieurs invités ont regretté ce manque d'équité. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture, et Gérard Oury défendaient *Jean de Florette*, alors que Dalida plaidait pour *37°2 le matin*. *« On aurait aimé que les récompenses soient mieux partagées*, estimait Michel Denisot, en faisant remarquer, avec justesse, qu'il a fallu *« juger des choses qui ne sont pas comparables »*.

ALAIN WOODROW.

Le palmarès

Thérèse, césar du meilleur film, césar également pour son réalisateur Alain Cavalier, pour son interprète Catherine Mouchet (meilleur espoir), pour Alain Cavalier encore et Camille de Casabianca (meilleur scénario), pour Philippe Rousselot (meilleure photo), pour Isabelle Dedieu (meilleur montage).

Restent les césars de la meilleure actrice : Sabine Azema pour *Mélo*, d'Alain Resnais ; du meilleur acteur, Daniel Auteuil, pour *Jean de Florette* et *Manon des Sources*. Parallèlement, Pierre Arditi a reçu le césar du meilleur second rôle pour *Mélo* et Emmanuelle Béart celui du second rôle féminin pour *Jean de Florette*.

Le césar de meilleur second rôle masculin a été attribué à Isaach de Bankolé (qui joue actuellement *Dans la solitude des champs de coton* à Nanterre) pour *Black Mic Mac*.

Le césar de la meilleure musique a été attribué à Herbie Hancock (*Autour de minuit*), celui du meilleur décor à Pierre Guffroy (*Pirates*), du meilleur costume à Anthony Powell également pour *Pirates*, celui du meilleur court métrage à *la Goula* de Roger Guillot, de la meilleure affiche à Christian Blondel (*37.2 le matin*).

Le césar du premier film est revenu à Régis Warnier pour *la Femme de ma vie*, et celui du meilleur film étranger à Jean-Jacques Annaud pour sa coproduction germano-italienne, *le Nom de la rose*. Un césar d'honneur a été remis à Jean-Luc Godard.

Reprise du « Portrait de Dorian Gray »

La couleur du péché

Transposer au cinéma le Portrait de Dorian Gray, *l'œuvre majeure d'Oscar Wilde, était une entreprise aussi périlleuse que sulfureuse. Albert Lewin devait aboutir, en 1945, à un film étonnant où la beauté a la couleur du diable.*

Le récent *Dictionnaire du cinéma*, publié par les éditions Larousse, définit Albert Lewin comme *« l'une des figures les plus énigmatiques de la constellation hollywoodienne, mêlant à un sens très sûr des affaires un dilettantisme de grand seigneur et une passion pour la peinture surréaliste »*. Son sens très sûr des affaires, Albert Lewin le manifesta comme producteur associé et bras droit d'Irving Thalberg à la MGM. Son dilettantisme de grand seigneur passa dans les films qu'il réalisa, tout imprégnés de culture européenne et d'un esthétisme auquel il doit, justement, sa réputation de « figure énigmatique ».

En 1942 – il a quarante-huit ans – il débute dans la mise en scène avec *The moon and six pence*, étrange biographie de Gauguin, dont le rôle est tenu par George Sanders. En 1945, il cause un étonnement considérable avec son adaptation du *Portrait de Dorian Gray*, roman d'Oscar Wilde, où George Sanders, encore, est lord Henry Wotton. En 1947, il adapte et réalise *Bel Ami*, de Maupassant, sous le titre *The Private Affairs of Bel Ami*, avec George Sanders toujours dans le rôle principal.

Raffinement pervers

Trois films qui sont autant de variations sur « l'esprit artiste » et les *défis* à la *société* de la fin du dix-neuvième siècle. Trois films littéraires, anti-hollywoodiens au possible, *dont seul le deuxième a été* distribué en France en 1947. Les autres sont toujours inédits, sauf à la *télévision* (1). *Interprète de prédilection* d'Albert Lewin, George Sanders l'était à la même époque de Douglas Sirk, pour une « trilogie » différente. En ce qui concerne la fonction de l'acteur, c'est troublant.

1951 : Albert Lewin signe son œuvre la plus célèbre, *Pandora*, légende du Hollandais volant et du vaisseau fantôme, modernisée dans une *Espagne* touchée par *les soleils* torrides du surréalisme et de l'amour fou, où le mythe d'Ava Gardner éblouit jusqu'à faire perdre la tête aux admirateurs de l'actrice qui rend, elle-même le film mythique. *Saadia* (1953) et *The Living Idol* (1957) n'ajouteront rien à la gloire du réalisateur, qui devait mourir en 1968.

On ne peut pas revoir aujourd'hui *le Portrait de Dorian Gray* sans rappeler cet itinéraire car tous les personnages, en général masculins (*Pandora était une exception*) d'Albert Lewin sont des aventuriers qui, selon les préceptes d'Oscar Wilde, tentent de faire de leur vie une œuvre d'art, fût-ce au prix de leur perte, dans la passion, la déchéance ou l'arrivisme social.

Le roman de Wilde, déjà paru dans une revue, sortit en librairie en 1891. L'écrivain, le poète, féru de peinture préraphaélite, de langage ciselé, de mots d'esprit de paradoxes, d'attitudes esthétiques poussées jusqu'à l'extravagance, était le *roi de Londres avant* la rencontre et la liaison avec le jeune lord Alfred Douglas, qui devait provoquer sa chute. Son livre appartient à cette littérature « décadente » dans laquelle la bonne société victorienne allait chercher des émois, des sensations propres à lui faire oublier les règles hypocrites du puritanisme.

Le film d'Albert Lewin est un peu plus que cela : au-delà de la reconstitution historique d'une société et des relations homosexuelles alors plus ou moins camouflées par Wilde, il exalte, il épouse, peut-on dire, tout un climat artistique au raffinement pervers. Les phrases, les discours de Wilde sont là de temps en temps. Mais les images et les comportements surgissent comme signes esthétiques proches d'un univers touché par le fantastique. Et ce fantastique, c'est la beauté de Dorian Gray.

Reprenant une idée de *The Moon and Six Pence*, qui reviendra dans *The Private Affairs of Bel Ami*, Albert Lewin introduit dans un film *en noir et blanc* des tableaux *en couleurs*. Il y en a deux : le portrait de la beauté triomphante fut peint par Henrique Medina ; celui, caché dans une chambre, qui se charge de tous les stigmates de vices, de corruption, d'actions criminelles de Dorian, le fut par Ivan Le Lorraine Albright. Si l'on songe que lord Henry Wotton déclare : *« Le péché est la seule note de couleur vive qui subsiste dans la vie moderne »*, l'idée du réalisateur, étendue à la vie de Gauguin et au roman de Maupassant, est donc très wildienne.

La lourde décoration des intérieurs victoriens est combattue par des raies blanches, des carreaux noir et blanc, un mobilier inspiré par l'esthétique préraphaélite et les dessins d'Aubrey Beardsley, autre prince de la décadence. Reflets d'une culture stupéfiante chez un réalisateur américain des années 40. La seule concession – si c'en est une – à Hollywood est le beuglant où Sybil Vane (Angela Lansbury, blonde, frêle, adorable comme un ange de Botticelli) chante *Little Yellow Bird*.

L'homme-femme fatal

Dans le roman, Sybil, la première victime de Dorian Gray, est une jeune actrice shakespearienne dans un théâtre miteux. Et aucune femme n'a l'importance relative donnée à Gladys Halward (Donna Reed), image de fiancée qui, du reste, n'arrête pas Dorian Gray sur le chemin de ses péchés.

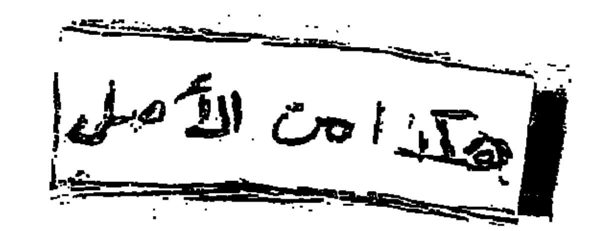
Les bas-fonds entrevus, l'odeur de perversion, sous les parfums de frangipane, le côté « Mister Hyde » du portrait caché, n'empêchent pas la fascination de jouer en faveur de Hurd Hatfield (Dorian Gray), être de lumière et de ténèbres, représentation parfaite de l'homme-femme fatal (on a dit que Lewin avait proposé le rôle à Greta Garbo) auprès duquel George Sanders (lord Henry Wotton), génial, joue le *magicien de l'interdit*, et lit *les Fleurs du mal*.

JACQUES SICLIER.

(1) « Le cinéma de minuit », de FR3, a présenté *The Private Affairs of Bel Ami* le 7 octobre 1979 et va diffuser *The Moon and Six Pence* le 19 avril prochain.

● **Mort du chef opérateur Henri Decae.** – Le chef opérateur Henri Decae est mort samedi 7 mars à Paris des suites d'une opération. Il était âgé de soixante et onze ans. Directeur de la photo pour les films de Jean-Pierre Melville, de Louis Malle et de Claude Chabrol, Henri Decae venait de terminer le tournage du dernier film de John Frankenheimer, *Riviera*.

RECTIFICATIF. – Le sculpteur Pierre Papaloïzos, et non Papazoïlos comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire, est mort voici près de dix ans, en 1978. Il y a donc peu de chances pour qu'« *il développe une sculpture de plus en plus complexe* », comme notre collaborateur Philippe Dagen semblait en émettre le vœu dans un article récent (*le Monde* du 27 février). L'attention portée aux œuvres ne s'est pas étendue aux dates, nous prions nos lecteurs et sa famille de nous en excuser.



هكذا من الأصل

Culture

THÉATRE

« Esther » à la Comédie-Française

Une France vide de juifs

L'actrice Françoise Seigner a tenu à diriger elle-même la reprise d'Esther à la Comédie-Française. Et sa mise en scène manifeste des égards si marqués aux volontés de Racine qu'elle redonne une actualité à une question attachante de l'histoire de notre théâtre.

Mme de Maintenon, en mettant sur pied, le mois froid de janvier 1689, quelques grands et beaux soirs de théâtre à Saint-Cyr, dans cet élevage de jolies jeunes vierges qu'elle administrait à trois pas des intrigues amoureuses et sexuelles de Versailles, songeait à détendre un peu l'inquiétude du roi. Parce que, dans ce moment-là, le trésor public, les guerres, les affaires extérieures, tout se gâchait.

Et, c'est vrai, *Esther* fit diversion. Il y eut, aux représentations, un climat de fausse gaieté, pas ordinaire. A la porte de la salle, le roi, barrant l'entrée avec sa canne, faisait l'ouvreuse. Boileau, planqué derrière le décor, faisait le souffleur. Racine essayait de calmer le trac des demoiselles déguisées en Mardochée, en Assuérus, dans des costumes d'ailleurs somptueux, couverts de perles et de diamants.

Le côté scabreux de la chose occupait beaucoup les esprits. Le Révérend Père Quesnel disait qu'après ce mauvais exemple les religieuses, pourquoi pas, dans les couvents, allaient jeter leur robe aux orties et décider d'être comédiennes. Le curé de Versailles, François Hébert, renvoyait son carton d'invitation, alléguant que des prêtres ne devaient pas *« assister à une tragédie représentée par des jeunes filles fort bien faites et qu'on ne peut, dès lors, se défendre de regarder pendant des heures entières. N'est-ce pas s'exposer à des tentations ? »*.

Réactions « interprétatives » du paradis

Les tentations guettaient aussi les messieurs non ensoutanés. Il y eut des aventures. Surprise en flagrant délit, Mlle de Sainte-Osmane fut expédiée dans un cloître. Une autre, Mlle de Marcilly, fut mariée presto à son séducteur, le marquis de Villette. Tout cela était inévitable.

Mme de Maintenon, sous ses maintiens sévères, l'avait bien prévu. Lorsqu'elle avait passé commande, à Racine, d'une pièce sage, n'y avait-il pas une conscience des troubles dans sa phrase devenue célèbre : *« Nos petites filles viennent de jouer* Andromaque, *et l'ont si bien jouée qu'elles ne la joueront plus »* ?

Mais l'essentiel est ailleurs. Il est dans les réactions « interprétatives » du public. Dès la création d'*Esther* à Saint-Cyr, on voulut qu'Assuérus soit en réalité Louis XIV, qu'Esther soit Mme de Maintenon, et que la persécution des juifs que Racine expose dans sa pièce soit la persécution de Port-Royal (qui, il faut le reconnaître, reprenait alors de plus belle).

Ce qui est extraordinaire, c'est que ce détournement du propos premier de la pièce n'a jamais cessé depuis lors. *Esther* est pourtant l'histoire d'un massacre de juifs, évité en dernière minute. L'histoire d'un pogrome. Invité à écrire une pièce qui, c'est évident, a été prévue avant tout pour le roi, et qui va s'adresser aussi, en circuit fermé, aux ministres, aux grands prélats, au gratin, aux « décideurs » de l'Etat, Jean Racine, parmi des milliers de sujets offerts, choisit l'un des « rouleaux » juifs, et pas n'importe lequel, celui que les rabbins tiennent pour le rouleau premier, le rouleau des rouleaux, celui d'*Esther*, celui qui est lu à la fête de Pourim.



Martine Chevallier (Esther)

Présentant *Esther*, Racine prend la peine de préciser : *« On dit que les juifs, aujourd'hui, célèbrent par de grandes actions de grâces le jour où leurs ancêtres furent délivrés par Esther de la cruauté d'Aman. »* Et Aman a toujours été, pour les juifs, l'emblème numéro un de l'antisémitisme, et le jour de Pourim, dans les premiers temps, sa figure était brûlée dans les rues.

Un acte d'opposition

Or quand Racine choisit *Esther* pour sujet, en 1689, l'antisémitisme est, en France, presque une « vérité d'Etat ». Les juifs sont interdits de séjour en France. L'édit royal du 17 septembre 1394, portant expulsion des juifs du royaume, n'a pas été aboli, au contraire : il a été confirmé par lettres patentes du 12 mai 1615. *« France n'a juifs dedans ses régions »*, a pu dire le poète Sagon. Mis à part quelques minuscules ghettos particuliers, à Bordeaux, à Nantes, à Rouen, et l'enclave avignonnaise où le pape protège ses juifs, la France a résolu la « question juive » à cent pour cent : c'est l'époque où *« l'énorme majorité des Français n'a jamais aperçu un juif au cours de leur vie »*, écrit Léon Poliakov dans son *Histoire de l'antisémitisme*.

Ce qui n'empêche pas les antisémites de crier à gorge déployée, même en l'absence complète des juifs. Les exemples rempliraient des volumes. C'est Malherbe : *« Le judaïsme s'est étendu jusqu'à la Seine. Il serait à souhaiter qu'il fût demeuré sur le Jourdain, et que cette canaille ne fût point mêlée, comme elle est, parmi les gens de bien. »*
C'est les chansons populaires : *« Faites-leur porter une marque - Qui les distingue des chrétiens - Et les mette parmi les chiens. »* C'est, à Versailles même, Bossuet : *« Peuple monstrueux, qui n'a ni feu ni lieu. »* C'est Massillon : *« Ce peuple furieux demande que son sang soit sur lui et sur toute sa postérité. »* Il faut noter que Racine fit inviter Bossuet à deux représentations d'*Esther*, la première et la dernière.

Dans ce temps, une voix, une seule, s'élève en France, qui se consacre aux juifs, à leur histoire, à leur destin, à leur religion, avec droiture et des soins particuliers : c'est Blaise Pascal. Un homme de Port-Royal.

Or Racine, quand Mme de Maintenon lui passe commande d'une pièce, a renoué avec Port-Royal. Et déjà, à dix-huit ans, lorsqu'il séjournait à Port-Royal, entre les collèges de Beauvais et de Paris, Racine avait traduit des chapitres de Flavius Josèphe et de Phocion sur les Esséniens.

Tout concorde pour prouver que Racine, choisissant dans la Bible le « Livre d'Esther », écrivant *Esther*, écrivant la tragédie d'une persécution des juifs, fait avant tout acte d'opposition à l'antisémitisme officiel, acte de désaveu des lettres patentes de 1615, alors en vigueur entière : *« Nous avons dit, ordonné, voulu et déclaré : Que tous lesdits Juifs qui se trouveront en cestuy notre royaume seront tenus sur peine de la vie et de la confiscation de tous leurs biens d'en vuider et de se retirer hors d'iceluy, incontinent. »*

Respect des intentions de l'auteur

Et voici un fait étonnant : depuis la création d'*Esther* à Port-Royal, jusqu'à aujourd'hui, en 1987, aucune édition de la pièce de Racine, aucune édition scolaire ou pas, ni aucune étude universitaire sur cette pièce, jusques et y compris l'ouvrage si fouillé et complet et pénétrant de René Jasinski, *Autour de l'Esther racinienne*, ne veut savoir, même une seconde, que la pièce de Racine prend position contre l'antisémitisme. Cette nature première de l'œuvre est systématiquement évacuée. Racine, par l'entremise d'un pogrome, aurait voulu dire quantité d'autres choses, mais jamais ça, surtout pas ça.

C'est pourquoi il faut savoir gré à Françoise Seigner de diriger la mise en scène d'*Esther* avec un respect minutieux des intentions de l'auteur. Et d'avoir en particulier apporté beaucoup de soins à la réalisation des chants, par lesquels Racine, surtout, exprime la « judéité » du propos.

Les acteurs, Martine Chevallier (Esther), Bérengère Dautun (Zarès, l'épouse d'Aman), François Beaulieu (le roi-croquemitaine Assuérus), Dominique Rozan (Mardochée), Alain Mottet (l'affreux Aman, organisateur du massacre, que Racine a voulu, par touches très légères, presque risible dans sa bêtise têtue), et leurs camarades, ont tous la note juste. Les décors de Jean-Pierre Barlier sont couci-couça (on se croirait dans le hall du paquebot *Normandie*, en 1935), mais l'orchestre, dirigé par Michel Frantz, interprète très bien la musique de Jean-Baptiste Moreau. Un bon point pour notre vieille inusable Comédie-Française.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Odéon, 20 h 30.

Nikolaï Goubenko directeur artistique à la Taganka

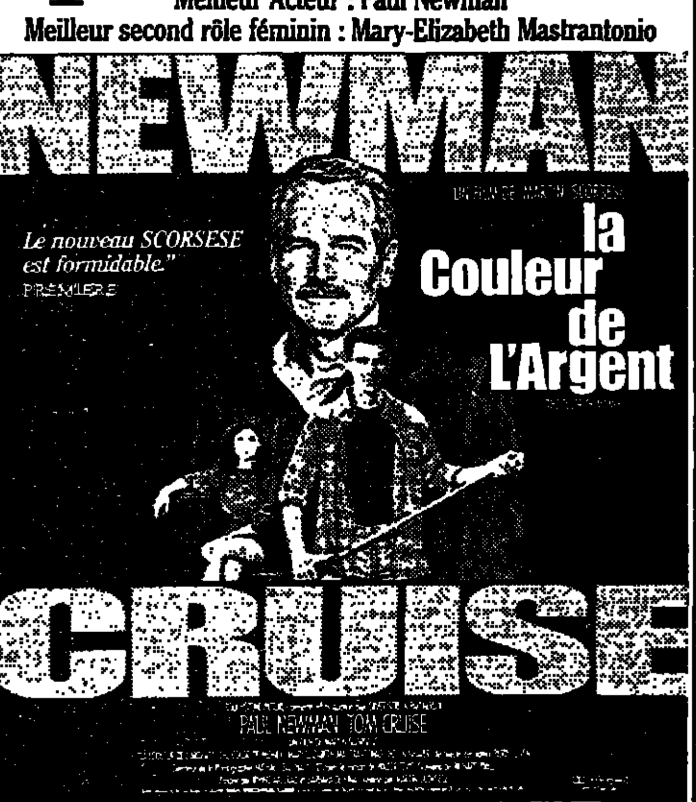
L'acteur et metteur en scène Nikolaï Goubenko devrait être nommé cette semaine directeur artistique du Théâtre de la Taganka, resté sans directeur depuis la mort d'Anatoli Efros le 13 janvier dernier.

Agé de quarante-cinq ans, ancien comédien à la Taganka, Nikolaï Goubenko s'est fait connaître il y a une dizaine d'années comme réalisateur de films, notamment *les Orphelins*, qui représenta l'URSS au Festival de Cannes 1977 et dans lequel il évoquait son enfance de pupille de l'Etat. Il a également réalisé deux autres films qui ont été présentés en France : *De la vie des estivants*, d'après une nouvelle d'Ivan Bounine, et *Et la vie... et les larmes... et l'amour*. Son nom avait déjà été cité en 1984 pour remplacer Youri Lioubimov à la tête de la Taganka, mais on lui avait alors préféré Efros, plus prestigieux.

Cette nomination exclut, dans l'immédiat, un éventuel retour de Lioubimov, le fondateur de la Taganka. On se souvient qu'à l'automne un groupe de comédiens du théâtre avaient adressé une lettre à Mikhaïl Gorbatchev pour lui demander de faciliter le retour en URSS de leur maître Lioubimov, déchu de la citoyenneté soviétique en 1984. Ce dernier avait cependant fait savoir qu'il n'envisagerait de regagner son pays qu'en échange de garanties solides sur sa liberté artistique et personelle.

N. Z.

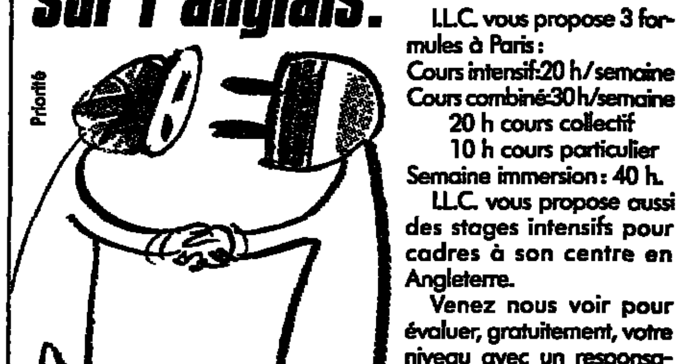
SORTIE LE 11 MARS
4 NOMINATIONS OSCARS 1987
dont
Meilleur Acteur : Paul Newman
Meilleur second rôle féminin : Mary-Elizabeth Mastrantonio





• Logiciels de mise en page :
FAITES VOTRE JOURNAL VOUS-MEME

Branchez vous en direct sur l'anglais.



Pour bien apprendre l'anglais, rien de tel que des professeurs diplômés et de langue maternelle anglaise, comme ceux d'I.L.C.

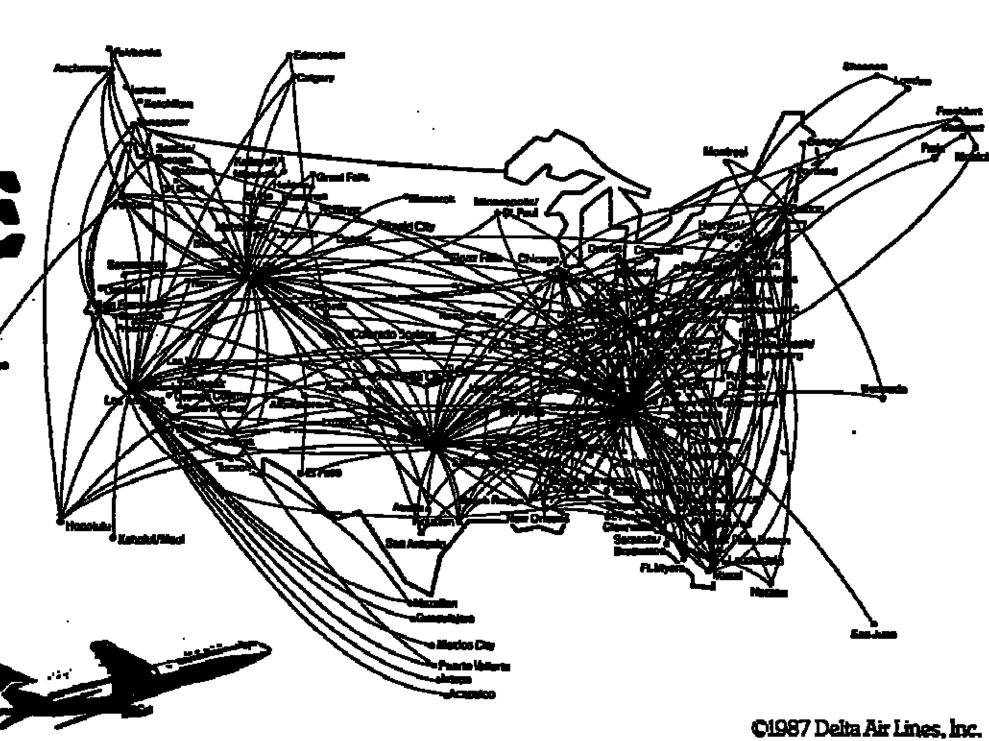
I.L.C. vous propose 3 formules à Paris :
Cours intensif: 20 h/semaine
Cours combiné: 30 h/semaine :
20 h cours collectif
10 h cours particulier
Semaine immersion : 40 h.
I.L.C. vous propose aussi des stages intensifs pour cadres à son centre en Angleterre.
Venez nous voir pour évaluer, gratuitement, votre niveau avec un responsable pédagogique et choisir, ensemble, votre rythme.



Le Monde sur minitel
L'ACTUALITÉ EN DIRECT
Etranger : les points chauds 24 heures sur 24
36.15 TAPEZ LEMONDE

Dès le 1er avril...
DELTA ET WESTERN UNISSENT L'AMERIQUE

Avec l'acquisition de Western Airlines, le réseau aérien Delta dessert désormais toute l'Amérique, du Canada au Mexique en passant par les Etats-Unis. Delta, c'est plus de 48000 professionnels, plus de 350 appareils modernes et plus de 2000 vols par jour.
Avec Delta, vos clients pourront découvrir 41 des plus célèbres sites américains plus les villes passionnantes de Vancouver, Anchorage, Mexico City et Acapulco. De plus, Delta multiplie encore ses liaisons à destination de Hawaï.
Au total, plus de 220 villes en Amérique sont desservies par Delta et « Delta Connection » quatre réseaux de lignes intérieures assurent la liaison avec les grands centres régionaux Delta aux USA.
Delta relie en permanence Paris à Atlanta, le point de transit le plus pratique pour découvrir l'Amérique. Et au départ d'Atlanta, Delta propose des vols 24 heures sur 24, sur tous les Etats-Unis, soit 380 départs par jour vers les villes d'est en ouest. Aucune autre ligne aérienne ne peut en dire autant !
Les vols Delta de Paris à Atlanta s'effectuent Tri-Star « Wide-Ride ». Vos clients apprécieront le confort, la gastronomie internationale, les films en première exclusivité, un casque stéréo à 8 canaux et le service attentif des professionnels Delta.
Appelez votre Agent de Voyages ou téléphonez à Delta Air Lines à Paris au 45.35.40.80. Le Bureau de Réservations Delta se situe au 24, boulevard des Capucines, 75009 Paris.



DELTA GETS YOU THERE WITH CARE ™

©1987 Delta Air Lines, Inc.

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

YASMINA, Cité internationale, Grande salle (45-89-38-69), 20 h 30.
L'ANNIVERSAIRE, Tristan Bernard (45-22-08-40), 20 h 30.
LE SUICIDÉ, Nanterre, Amandiers (47-21-18-81), 20 h 30.
LES PREMIERS MOTS, Deutsch-de-la-Meurthe (47-78-70-88), 21 h.
DANS LA SOLITUDE DES CHAMPS DE COTON, Nanterre, Amandiers (47-21-18-81), 21 h.
LES TROIS SŒURS, TP (43-64-80-80), 20 h 30.
FLEUR DE CACTUS, Comédie des Champs-Elysées (47-23-37-21), 20 h 30.
LA REPRISE, Montreuil, Studio (42-87-08-68), 20 h 45.
COURTELINE, Châtillon, Théâtre (46-57-22-11), 21 h.
LE MÉDECIN MALGRÉ LUI, Malakoff, Théâtre 71 (46-55-43-45), 20 h 30.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), à 19 h 30 : les Puritains.
CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer : 14 h 30 : les Voyages de Monsieur Costic, de Daniel Soulier ; Récitations/Conversations : à 20 h 30 : Poésie orale d'Afrique noire.
PETIT ODÉON (43-25-70-32) : relâche.
BEAUBOURG (42-77-12-33), Débats/Rencontres : à 18 h, Actualité de l'édition (Cahiers du CCI n° 3) ; Cinéma Vidéo : Cinéma et littérature au Japon + Cinéma du réel : se reporter à la rubrique Films/Cinémathèque ; Vidéo-Information : à 13 h, Le bébé est une personne, de B. Martino ; à 16 h, Valentine, de J. Breschweiler ; à 19 h, De la sainteté, de J.-M. Berzosa ; Vidéo/Musiques : à 13 h, Der Freischütz, de C.M. Von Weber ; à 16 h, Giselle, d'A. Adam ; à 19 h, Aïda, de Verdi ; Concerts/Spectacles : à 20 h 30, Concert Lothar Zagrozek.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), Th. de l'Escalier d'Or au Th. de la Ville : à 20 h 45, Couquie et Louki sont sur un bateau, de D. Chalem.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), à 20 h 30 : Britannicus, de Racine.

Les autres salles

CARTOUCHERIE, Aquarium (43-74-99-61), 20 h 30 : le Procès de Jeanne d'Arc, veuve de Mao Tsé-toung.
GRAND EDGAR (43-20-90-09) 20 h 15 : Palier de crabes.
GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06) 20 h 45 : La diligence de l'Ouest avait perdu le nord.
HUCHETTE (43-26-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Sports et divertissements.
LUCERNAIRE (45-44-57-34) I : 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Kou par Kou. – II : 20 h : Thérèse Desqueyroux ; 21 h 45 : On répète Bagatelle.
MARAIS (42-78-03-53) 20 h 30 : la Comédie sans titre.
MICHODIÈRE (47-42-95-22) 20 h 30 : Double mixte.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93) 21 h : S. Joly.
RENAISSANCE (42-08-18-50) 21 h : Y'a pas qu'Agatha.
ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20) 19 h, les jours pairs : Armandine.
TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79) 20 h 30 : Antigone ; 20 h 30 : Huis clos.
TH. D'EDGAR (43-22-11-02) 20 h 15 : les Babes cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 30 : En manches de chemise ; 22 h : Tous les plaisirs en un seul corps.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Mais que fait la police ? – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : P. Salvadori ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
PETIT CASINO (42-78-36-50) (D.), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 30 : Nous, on sème.

Les concerts

Athénée, 20 h 30 : L. Cuberli, R. Kettelson (Rossini, Mozart, Purcell...).
Th. du Rond-Point, 20 h 30 : L. Zagrosek (Krenek, Kalitzke, Durand...).
Salle Gaveau, 20 h 30 : Octuor de Berlin.
Espace Cardin, 20 h 30 : P. Ibanez (Villa-Lobos, Mompou, Turina...).
Eglise St-Louis-en-l'Ile, 20 h 30 : London baroque, dir. Ch. Medlam (Bach).
Comédie des Champs-Elysées, 21 h : J. Starker (Bach, Cassado, Kodaly...).
Porte de la Suisse, 20 h 30 : Ch. Vanthomme.
Flap, Auditorium, 20 h 30 : E. Guiomar, P. Delage (Barker, Bartok, Honegger...).
Grand Palais, 18 h : M. Fujiwara, J. Mantorow (Kodaly, Schubert).

Jazz, pop, rock, folk

(Voir aussi th. subventionnés)

ARC, Grand Auditorium (47-23-61-27), 20 h 30 : S. Droste, D. Moroni.
LA LOUISIANE (42-36-58-98), Boozoo's Jazz Combo.
NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30, 20 h 45 et 23 h : F. Hubbard, McCoy Tyner.
LA PINTE (43-26-26-15), 21 h : M. Lumbroso Quartet.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : l'Accroc-habitation.
DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

Le music-hall

BATACLAN (47-00-55-22), 21 h : Ligue d'improvisation française.
ESCALIER D'OR, voir théâtres subventionnés.
OLYMPIA (47-42-25-49) : F. Guccini.

En région parisienne

SAINT-DENIS (42-43-17-17), salle Robard, 20 h 30 : Hamlet ; salle Le Terrier, 18 h 30 : The Dinner ; Hôtel de ville.
VILLEJUIF, Théâtre R.-Rolland (47-27-15-02), 20 h 30 : l'Ecole des femmes.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

15 h, Fantômes en croisière, de N. Z. McLeod (v.o.) ; 17 h, les Séquestrés d'Altona, de V. De Sica (v.o.) ; 19 h 15, National Film and TV School : Practice Piece, de R. Fox ; The Riveter, de M. Caton Jones ; Change of Life, de M. Brooks ; Mask, d'E. Rimoch.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Cinéma et littérature au Japon

14 h 30, Tanz in der Herdsman, d'I. Strecker, J. Lydall ; Nora's Namibia, de N. Bunge, G. Goldie ; 17 h 30, Prezident, d'A. Fidyk ; Die Kuche, de J. Bötcher ; 20 h 30, Mulheres da Terra, de M. França ; Rissala, de B. Alaouie.

Les exclusivités

LES ADIEUX A MATIORA (Sov., v.o.) : Épée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80).
AFTER HOURS (A., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82), h.sp.
AJANTRIK (Ind., v.o.) : République Cinéma, 11e (48-05-51-33).
ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-33-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (53-59-92-82) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90).
LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
BLUE VELVET (A., v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
BONS BAISERS DE LIVERPOOL (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX (Pol., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Cluny Palace, 5e (43-25-19-90) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
CROCODILE DUNDEE (Aust., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) (à partir de vendredi) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.o. et v.f. : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.o. : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-06-10-96).
DANS LES MONTAGNES SAUVAGES (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Images, 18e (45-22-47-94).
DOWN BY LAW (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01), h. sp.
EMMANUELLE V (Fr.) (**) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).
L'ENJEU (Turc, v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UCG Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79).
LES FUGITIFS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03).
GOTHIC (Brit., v.o.) (*) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82 ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) h. sp.
GRAND GUIGNOL (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).
HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
JUMPIN' JACK FLASH (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
LABYRINTHE (A., v.o.) : Forum Orient-Express (42-33-42-26) ; Mercury, 8e (45-62-96-82) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LÉVY ET GOLIATH (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-75-75).
MASQUES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
MÉLO (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).
LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LE MIRACULÉ (Fr.) : Forum 1er (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (45-57-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; 7-Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
MISSION (A. v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; 3-Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
MISS MONA (*) : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
MOSQUITO COAST (A. v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis St-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Ambassade, 8e (43-59-18-03) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01).
LA MOUCHE (A. v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 3-Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NOIR ET BLANC (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82).
LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George-V, 8e (45-61-41-46) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03).
OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LE PASSAGE (Fr.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).
PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).
PROMESSE (Jap., v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20).
QUATRE AVENTURES DE REINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Germain des Prés, 6e (42-22-87-23) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LE RAYON VERT (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82) ; Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83).
LA RUMBA (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).
SABINE KLEIST, SEPT ANS (All., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).
LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).
STAND BY ME (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-79-75-75). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LE TEMPLE D'OR (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paris-Ciné, 10e (47-70-21-71) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).
TÊTE DE TURC (All., v.o.) : St-André des Arts, 6e (43-26-48-18).
THÉRÈSE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30).
37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
TOP GUN (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
27 HORAS (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOQUE (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
VIENNE POUR MÉMOIRE (Trilogie) (Autr., v.o.) : St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).
WANDA'S CAFE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (43-66-97-77).
WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : St-Germain Village, 5e (46-33-63-20).

Les grandes reprises

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
L'AVVENTURA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
BAMBI (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BARRY LYNDON (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).
CENDRILLON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
DROLE DE DRAME (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
ELLE ET LUI (A., v.o) : Champo, 5e (43-54-51-60).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).
LA GARCE (A., v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Balzac, 8e (45-61-10-60).
GREYSTOKE LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
GUÊPIER POUR TROIS ABEILLES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
HEAT (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), (H. sp.).
HITLER, UNE CARRIÈRE (All. v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
HUSBANDS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (47-00-89-16).
L'IMPOSSIBLE Mr. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
MAMMA ROMA (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
MARY POPPINS (A., vo.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Colisée, 8e (43-59-29-46). V.F. : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33), Rex, 2e (42-36-83-93) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
OLIVER TWIST (A., v.o.) : Reflet Logos, (H. sp.), 5e (43-54-42-34).
L'OPINION PUBLIQUE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (H. sp.), 5e (43-54-72-71).
OTELLO (It., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).
OUR MOTHER'S HOUSE (Brit., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
PEAU D'ANE (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
PETER PAN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).
LA ROSE TATOUÉE (A., v.o.) : Champo 5e (43-54-51-60).
SI J'AVAIS UN MILLION (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (47-72-94-56).
ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : République, 11e (48-05-51-33).

Les festivals

CHAPLIN, ŒUVRES INTÉGRALES (v.o.), Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) : le Dictateur.
DEMY, Studio 43, 9e (47-70-63-40). En alternance : Peau-d'Ane ; les Parapluies de Cherbourg ; les Demoiselles de Rochefort ; Une chambre en ville.
EASTWOOD (v.o.), Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40) : Doux, dur et dingue.
FERNANDEL/RAIMU Panthéon, 5e (43-54-15-04). En alternance : On purge bébé ; Frio-Frac ; (CM la meilleure bobonne) la Petite Chocolatière ; (CM J'ai quelque chose à vous dire) ; Les dégourdis de la 11e/ Vous n'avez rien à déclarer.
FILMS VIVANTS DE MARIA KOLEVA, 43 bd St-Michel, 5e (43-54-78-36) : John le dernier ouvrier sur terre.
FRED ASTAIRE AND PARTNERS (v.o.), Mac-Mahon, 17e (43-80-24-81) : O Toi ma charmante.
GODARD Denfert, 14e (43-21-41-01). En alternance : Sauve qui peut (la vie) ; Pierrot le Fou ; Je vous salue Marie ; Deux ou trois choses que je sais d'elle.
LOUIS-JOUVET, Reflet-Médicis, 5e (43-54-42-34) : Topaze.
BUSTER KEATON, Studio 43, 9e (47-70-63-40). En alternance : le Mécano de la « General » ; Collège ; Ma vache et moi ; les Lois de l'hospitalité ; le Dernier Round ; Sherlock Junior ; Steamboat Bill Jr ; Fiancées en folie ; les Trois Ages.
MARBEUF, Reflet-Logos, 5e (43-54-42-34) : la Ville des silences.
ROHMER République-Cinéma, 11e (48-05-51-33). En alternance : les Nuits de la pleine lune ; Pauline à la plage ; Perceval le Gallois ; la Marquise d'O ; la Femme de l'aviateur + Denfert, 14e (43-21-41-01). En alternance : les Nuits de la pleine lune ; le Beau Mariage ; la Marquise d'O ; Pauline à la plage.
TRILOGIE DE LA GUERRE DES ETOILES (v.o.), Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85) (v.f.).
TRUFFAUT, Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33). En alternance : l'Enfant sauvage ; Jules et Jim ; + Denfert, 14e (43-21-41-01). En alternance : l'Argent de poche ; les 400 Coups ; L'homme qui aimait les femmes ; Jules et Jim ; Tirez sur le pianiste.
TARKOVSKI (v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33). En alternance : Stalker ; l'Enfance d'Ivan ; Nostalghia ; Andreï Roublev ; + Denfert, 14e (43-21-41-01). En alternance : Staker Nostalghia ; Andreï Roublev ; Solaris ; l'Enfance d'Ivan.

LES FILMS NOUVEAUX

A FOND LA FAC. Film américain de Alan Metter. V.o. : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gare de Lyon-Bastille, 12e (43-03-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79).
CLUB DE RENCONTRES. Film français de Michel Lang. Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; La Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
GARÇON, SAUVE-TOI. Film tchèque de Ladislav Smoljak. V.o. : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LES HÉRITIERS (**). Film autrichien de Walter Bannert. V.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76). V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
LE MAITRE DE GUERRE. Film américain de Clint Eastwood. V.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive-Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; La Bastille, 11e (43-42-16-80) ; UGC Gare de Lyon-Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).
SLEEPWALK. Film américain de Sara Driver. V.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

PARIS EN VISITES

MARDI 10 MARS

« L'hôtel de Brancas, l'exposition Jean Nouvet », 15 heures, 6, rue Tournon.

« Musée d'Orsay : les impressionnistes », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, 2e étage (Mme Canari).

« L'annonce du printemps au parc des Buttes-Chaumont », 14 h 45, métro Botzaris (V. de Langlade).

« La Mosquée de Paris », 14 h 15, place du Puits-de-l'Ermite (S. Rojon).

« Les années folles de Montparnasse à la Coupole », 15 h 30, 102, bd Montparnasse (AITC).

« La Conciergerie, du palais des rois à la prison révolutionnaire », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (E. Romann).

« Les jardins du village de Saint-Germain-des-Prés, l'abbaye, les caves », 14 h 30, église Saint-Germain-des-Prés (Vieux Paris).

« Autour du Palais-Royal, les colonnes de Buren, les galeries Véro-Dodat, Vivienne, Colbert », 15 heures, 2, place du Palais-Royal, ou 14 h 30 grilles Conseil d'Etat, ou 14 h 30, entrée Comédie-Française.

« Le musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse (Paris Passion).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Arts et curiosités de Paris).

« Versailles : les collections du musée Lambinet », 14 h 30, 54, bd de la Reine (V. Thibault).

« La Sorbonne, histoire de l'université et du quartier Latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (M. Ragueneau).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Beaux et insolites hôtels du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, et « l'Hôtel des monnaies et ses ateliers », 15 heures, 11, quai Conti (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).

CONFÉRENCES

Maison de l'Europe, 35-37, rue des Francs-Bourgeois, 20 h 45 : « La porte et le passage et l'art de devenir » (M. B. Lempert).

Salle Chaillot-Galliéra, 28, avenue George-V, 15 heures : « Claude Debussy ou la fascination de l'eau » (M. Marc Meunier Thouret).

3, rue Rousselet, 19 heures : « Le classicisme » (Arçus).



HAMLET

"Par là Mesguich a porté plus audacieusement je crois qu'on n'avait jamais fait, la mise en scène : à l'autonomie d'un art... Une œuvre".
Henri Meschonnic
Poète et Philosophe

"Et c'est le mérite de Mesguich, me semble-t-il, que d'avoir su enjamber deux siècles de commentaires goethéens ou coleridgiens... Eloge de l'illusion".
Bernard-Henri Lévy
Philosophe

Renseignements
Réservation
42.43.17.17
Minitel : COM 21
Prix : 85 F

TGP - 59 BOULEVARD JULES GUESDE — SAINT-DENIS — METRO SAINT-DENIS BASILIQUE

هكذا من الأصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 9 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF1

UNE MAISON EN TÊTE ?
APPELEZ LE : (16-1) 43.45.73.00
Avant de construire, bâtir. Demandez financement per- Vous pouvez ga- et des cadeaux ! — évaluez bien vos possi- votre étude de sonnalisée gratuite. pour des vacances
MAISON FAMILIALE

20.35 Cinéma : Le tigre aime la chair fraîche ■
Film français de Claude Chabrol (1964). Avec Roger Hanin, Maria Mauban, Daniela Bianchi, Roger Dumas, Mario David, Pierre Moro.
Un agent de la DST chargé d'assurer la protection de la femme et de la fille d'un ministre turc en visite à Paris est aux prises avec des terroristes.

22.00 Magazine : Acteur studio.
Emission proposée par Frédéric Mitterrand et Martine Jouando. Invité : Utet Lemier.

23.15 Journal.

23.35 Magazine : Première page.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20.30 Série : Les cinq dernières minutes.
Mort d'un casseur. Avec Raymond Souplex, Jean Daurand, Ginette Leclerc, Jean Clarieux.

22.00 Documentaire :
▶ **Que deviendront-ils ?**
De Michel Fresnel.

23.00 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

LE SERVICE INFORMATIONS CONSOMMATEURS PHILIPS COMMUNIQUE.

Certains fers à repasser vapeur Philips type HD 1448 et HD 1449 (inscrits sur le talon de l'appareil), mis en vente depuis novembre 1986, peuvent présenter une anomalie de fonctionnement.

Pour savoir où faire contrôler votre appareil, téléphonez au :



20.35 Cinéma : Rue Barbare ■■
Film français de Gilles Behat (1983). Avec Bernard Giraudeau, C. Boisson, Bernard-Pierre Donnadieu, J.-P. Kalfon, M. Anclair.
Pour être venu en aide à une petite Chinoise violée dans un terrain vague, un jeune homme vivant dans une banlieue sordide va devoir affronter une bande de voyous sanguinaires dont le chef a un compte à régler avec lui.

22.25 Journal.

22.50 Documentaire : Et Vincent, pour finir, s'est posé à Auvers.

23.40 Archi clips.

23.45 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Shampoo. ■ Film américain d'Hal Ashby (1974). Avec Warren Beatty, Julie Christie, Goldie Hawn, Lee Grant, Jack Warden, Tony Bill. **22.20** Flash d'informations. **22.25** Etoiles et bats. **22.55** Hockey sur glace. **23.55** Basket professionnel américain. **1.25 Cinéma : L'exécutrice.** □ Film français de Michel Caputo (1985). Avec Brigitte Lahaie, Pierre Oudry, Michel Godin, Michel Modo, Dominique Erlanger.

LA 5

20.30 Cinéma : Le miroir se brisa. ■ Film anglais de Guy Hamilton (1980). Avec Angela Lansbury, Elizabeth Taylor, Kim Novak, Rock Hudson, Géraldine Chaplin, Tony Curtis. **22.20** Série : Thriller. Moyen de transport particulier. **23.45** Série : Mission impossible. 0

M 6

20.30 Cinéma : Le vampire de ces dames. ■ Film américain de Stan Dragoti (1979). Avec Georges Hamilton, Suzan Saint-James, Richard Benjamin, Dick Shawn. **22.30** Série : Clair de Lune. **23.30** Flash d'informations. **23.35** Magazine : Club 6. **0.00** Flash d'informations. **0.05** Musique : 6 Nuit. **0.15** Flash d'informations.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le petit bois, d'Eugène Durif. **21.30** Musique : Latitudes. Musiques traditionnelles bouddhiques en URSS ; Musique Wayapi de Guyane ; Monodies guègues de Yougoslavie. **22.30** La nuit sur un plateau. Le jeune cinéma français : la relève.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en multiplex depuis Helsinki, Stockholm, Oslo) : Ur, pour clarinette, violon, violoncelle, contrebasse, piano et électronique, de Lindberg ; Mimétisme pour deux pianos préparés et bande, de Lindgren ; Œuvre pour ensemble, de Thorensen par l'ensemble Toimii ; après l'entracte : Hallo ! Do you hear me ?, de Globokar par l'Orchestre symphonique de la radio finlandaise et le petit chœur de la radio de Stockholm ; à 23.08, Les allumés du lyrique. **24.00** Nuits parallèles.

Mardi 10 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF1

13.50 Feuilleton : Symphonie.
14.45 Feuilleton : Cœur de diamant.
15.15 ***Ravi de vous voir.***
16.00 Flash d'informations.
16.02 Série : Alfred Hitchcock présente...
17.00 Variétés : La chance aux chansons.
Emission de Pascal Sevran.
17.30 La vie des Botes.
18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit.
18.45 Jeu : La roue de la fortune.
19.10 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cocoricocoboy.
20.00 Journal.
20.35 Feuilleton : Dallas.
21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
22.20 Documentaire : Allers-retours.
De Roger Pic. Troisième et dernier volet : le Laos aujourd'hui.
23.20 Journal.
23.40 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

13.45 Feuilleton : Michel Strogoff.
14.45 Magazine : Ligne directe.
15.40 Feuilleton : Rue Carnot.
16.10 C'est encore mieux l'après-midi.
17.35 Récré A 2.
18.05 Feuilleton : Madame est servie.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.30 Mardi cinéma : Les rois du gag. □
Film français de Claude Zidi (1985). Avec Michel Serrault, Gérard Jugnot, Thierry Lhermitte, Macha Méril, Mathilda May, Coluche.
22.10 Débat : Les jeux de Mardi Cinéma.
Avec Claudine Auger, Catherine Rouvel, Marina Vlady, Evelyne Dress.
23.25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

14.00 Documentaire : L'encyclopédie du cinéma.
Michel Simon, l'innocence du diable.
15.00 Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.
15.50 Les métiers d'avenir : la grande bouffe.
16.00 Documentaire : Les grandes villes :
San Francisco.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
17.55 Parole de bêtes. Le chat persan bleu.
18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
18.25 Paroles de bêtes. Le puma.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
19.00 Le 19-20 de l'information.
19.55 Dessin animé : Ulysse 31.
20.04 Jeux : La classe.
20.35 Cinéma : La poudre d'escampette. ■
Film français de Philippe de Broca (1971). Avec Marlène Jobert, Michel Piccoli, Michael York, Louis Velle, Amidou.
22.35 Journal.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Elle boit pas, elle fume pas, elle drague pas, mais... elle cause. ■ Film français de Michel Audiard (1969). Avec Annie Girardot, Bernard Blier, Mireille Darc, Sim. **15.30 Cinéma : Nijinski.** ■ Film américain d'Herbert Ross (1980). Avec George de la Pena, Alan Bates, Leslie Browne. **17.30** Série : Les monstres. **18.00** Flash d'informations. **18.05** Dessins animés. **18.15** Jeu : Les affaires sont les affaires. **18.40** Jeu : Maxibouche. **18.45** Top 50. **19.15** Zénith. **19.50** Flash d'informations. **19.55** Feuilleton : Objectif nul. **20.02** Jeu : Maxibouche. **20.05** Starquizz. **20.34** Jeu : Maxibouche. **20.35 Cinéma : Mon beau-frère a tué ma sœur.** ■ Film français de Jacques Rouffio (1986). Avec Michel Serrault, Michel Piccoli, Juliette Binoche, Jean Carmet. **22.10** Flash d'informations. **22.20 Cinéma : Paulette, la pauvre petite milliardaire.** □ Film français de Claude Confortès (1985). Avec Jeanne Marine, Catherine Leprince, Luis Rego, Gérard Desarthe, Roland Blanche. **23.45 Cinéma : Tempête.** ■■ Film américain de Paul Mazursky (1982). Avec John Cassavetes, Gena Rowlands, Susan Sarandon, Vittorio Gassman. **2.05** Les superstars du catch.

LA 5

13.30 Série : *L'homme de l'Atlantide.* **14.20** Série : Star Trek. **15.15** Série : Supercopter. **16.10** Série : Chips. **17.00** Dessins animés : Les Schtroumpfs. **17.30** Dessin animé : Princesse Sarah. **18.00** Série : Arnold et Willy. **18.25** Série : Jaimie. **19.15** Série : Happy days. **19.40** Série : Mission impossible. **20.30 Cinéma : Star Trek II.** □ Film américain de Nicholas Meyer (1982). Avec William Shatner. **22.30** Série : Thriller. **23.45** Série : Mission impossible.

M 6

14.00 Feuilleton : L'homme du Picardie (6e épisode). **14.30** Henri Guillemin raconte... Vichy (2e partie). **15.00** A.M. Magazine. **16.45** Jeu : Mégaventure. **17.30** Musique : Laser. **19.00** Série : La petite maison dans la prairie. Qu'est devenue la classe 56 ? (1). **19.30** Journal. **19.45** Série : La petite maison dans la prairie. Qu'est devenue la classe 56 ? (2). **20.15** Jeu : Le 20.20.20. **20.30 Cinéma : Le souffle de la tempête.** ■■ Film français d'Alan, J. Pakula (1978). Avec J. Caan, J. Fonda. **22.30** Série : Brigade de nuit. Le témoin. **23.30** Flash d'informations. **23.35** Magazine : Club 6. **0.00** Flash d'informations.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. L'alcool pour toujours ; L'homme, la mer et leur santé ; dossier : Folies : la psychiatrie, perspectives et bilans. **21.30** Les nouveaux mardis de la chanson. Ecoute la nuit : en direct du Magnetic Terrace. **22.30** Nuits magnétiques. Les gens... tout de même ; Histoires de couples. **0.10** Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 septembre 1986 à Ascona) : Sonate pour violon et piano nº 1 en ré majeur, op. 12 nº 1, de Beethoven ; Sonate pour violon et piano nº 1 en fa mineur, op. 80, de Prokofiev ; Sonate pour violon et piano nº 1 en la majeur, op. 13 de Fauré, par Augustin Dumay, violon, et Michel Dalberto, piano. **22.25** Les soirées de France-Musique. A 22.30 : Concert de minuit (cycle Arturo Toscanini) : *Anacréon, ouverture, de Cherubini ; 40e Symphonie en* sol mineur, K 550, de Mozart, Roméo et Juliette, ouverture-fantaisie, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de la NBC ; à 24.00, Poissons d'or.

Informations « services »

La campagne du CCFD : priorité aux sans-abri

La campagne traditionnelle de carême organisée par le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) sera prioritairement destinée, en 1987, à l'aide aux personnes non ou mal logées, dans le cadre de l'Année internationale des sans-abri.

Près d'un milliard d'hommes dans le monde ne disposent pas d'un logement *« digne de ce nom »* et cent millions sont totalemen sans abri, souligne M. Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD.

Archevêque de Lyon, le cardinal Decourtray vient de réexprimer, de la façon la plus nette, la confiance de l'épiscopat françai *dans l'action du CCFD. Dans l'Eglise de Lyon* du 20 février, le vice-président de la Conférence épiscopale française pose la question : *« Faut-il renoncer à aider une population éprouvée si cela ne peut se faire qu'avec la collaboration de marxistes athées, dans un système politique commandé par cette idéologie ? »*

Mgr Decourtray fait une réponse en trois points : *« Tous les hommes démunis ont droit à notre aide ; refuser de risquer, c'est refuser d'agir ; l'opportunité d'intervenir ne doit pas seulement être appréciée ici, mais d'abord là-bas chez eux. »*

EN BREF

● **CONCERT : Gen Verde.** — Le groupe musical international Gen Verde est formé de vingt jeunes femmes de tous les continents. Pour sa deuxième tournée en France, Gen Verde *a choisi de présenter un spectacle de chants et danses*, sur une musique moderne intitulée *la Rue du temps qui passe*. Le mardi 10 mars et le mercredi 11 mars, il se produira au pavillon Baltard, à Nogent-sur-Marne.

★ Réservations : trois FNAC ou M. et Mme Desprez, 22, rue de Dandenne 92170 Vanves.

● **Retraite : AGIR pour les retraités et préretraités.** — L'Association générale des intervenants retraités pour des actions bénévoles de coopération et de développement (AGIR) cherche pour ses missions des hommes ou des femmes ayant une expérience en confection, confiserie, kinésithérapie, informatique, ainsi que des spécialistes dans le domaine de la congélation. L'association, qui compte près de 1 500 adhérents de tous niveaux et intervient dans 29 pays, s'adrese à tous les retraités ou préretraités bénévoles qui souhaitent agir auprès des pays en voie de développement.

★ AGIR, 8, rue Ambroise-Thomas 75009 Paris. Tél. : (1) 47-70-18-90.

● **SALON : créations contemporaines.** — La Grande Halle de la Villette abritera, jusqu'au 15 mars, le salon « Habiter 87 ». Destinée au public, cette exposition-vente est une sélection des récentes créations en matière de mobilier, luminaires et objets pour la maison. Outre la présentation des produits, regroupés par fonction (le sommeil, la détente, l'univers des enfants, etc.), deux animations sont prévues : « La maison du futur » (les nouvelles technologies pour un art de vivre familial) et « Les tropiques à la ville » ou comment apprivoiser la nature dans une maison de verre.

★ « Habiter 87 », Grande Halle de la Villette, porte de Pantin. Tous les jours de 11 heures à 20 heures, le mardi et le jeudi jusqu'à 22 heures. Entrée : 40 F.

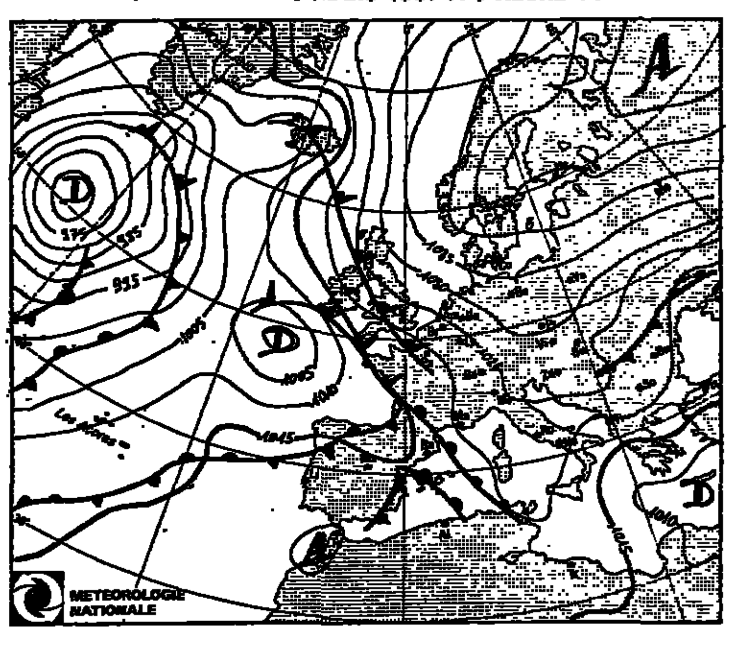
● **SOLIDARITÉ : chômeurs et précaires.** — Le mouvement national des chômeurs et des précaires organise plusieurs manifestations en mars. Le mardi 10 mars, à partir de 14 h 30, une distribution de denrées alimentaires en provenance des stocks de la CEE à la Maison des chômeurs de Saint-Ouen. Le jeudi 12 mars, une conférence-débat de M. Maurice Pagat, « Comment vaincre la misère et le chômage », à la faculté de droit d'Assas. Le vendredi 20 mars, un défilé à Belfort *« contre la misère et le chômage, pour le droit au travail et un revenu social garanti à tous »*. Les 27 et 28 mars, un colloque au centre culturel Les Fontaines, à Chantilly, « Face au chômage : nouvelles solidarités, nouveaux combats ». Enfin, tous les vendredis, de 15 heures à 19 heures, des volailles, œufs, lapins, légumes et autres produits provenant du centre de Bais sont vendus à la Maison des chômeurs de Saint-Ouen.

★ Mouvement national des chômeurs et des précaires, 117, rue Henri-Barbusse, 92110 Clichy. Tél. : 47-37-74-76.

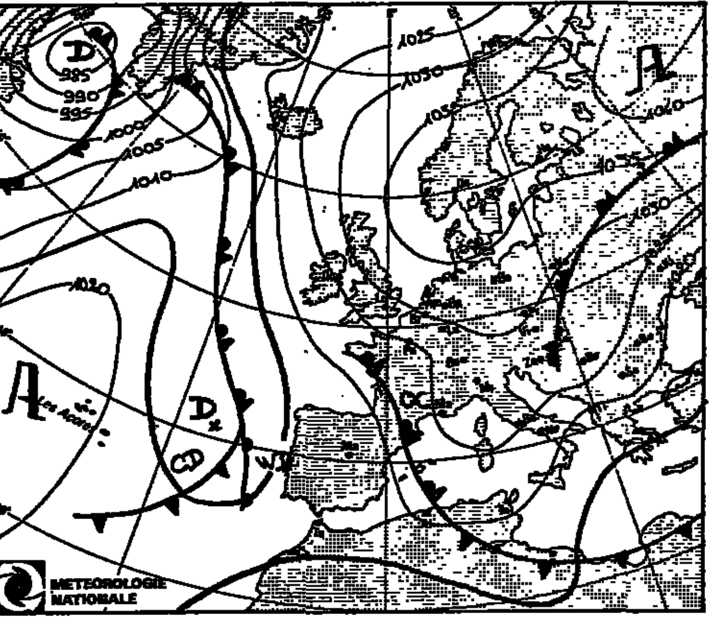
★ Maison des chômeurs de Saint-Ouen, 54, rue des Entrepôts, Saint-Ouen.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 MARS 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 9 mars à 0 heure et le mardi 10 mars à 24 heures.

L'anticyclone d'Europe du Nord étend son influence vers la France et bloque les zones de mauvais temps sur le proche Atlantique ; les perturbations affectent cependant les régions méditerranéenes.

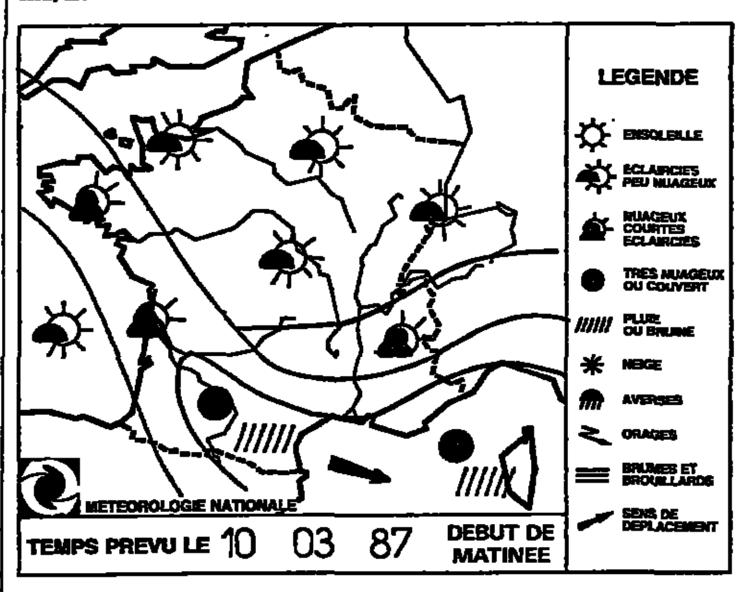
Mardi matin : un temps froid, sec et peu nuageux prédominera sur la France ; toutefois, les nuages seront abondants près des côtes de l'Atlantique et sur l'Aquitaine ; ils seront accompagnés de quelques pluies sur le Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Corse.

Au cours de la journée, le soleil brillera, mais le vent de nord-est entretiendra la présence d'air froid pour la saison.

Les passages nuageux resteront fréquents des côtes atlantiques aux Pyrénées, mais en soirée, seule la Corse *subira encore quelques petites averses*. Le vent de nord-est dominant, faible à modéré, soufflera assez fort près des côtes de la Manche.

Les gelées matinales seront encore marquées sur la moitié nord-est du pays, avec des – 5 à – 7 degrés des Ardennes au Jura ; plus au sud-ouest, les températures seront positives (3 à 6 degrés).

L'après-midi, les maxima atteindront 8 à 14 degrés de la Bretagne aux Pyrénées et à la Méditerranée, 5 à 8 degrés de la Normandie au Massif Central et aux Alpes, 2 à 5 degrés sur le quart nord-est.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 8-3 à 6 h TU et le 9-3-1987 à 6 h TU — le 9-3-1987

FRANCE

AJACCIO	8	5	C
BIARRITZ	18	12	P
BORDEAUX	14	9	P
BOURGES	6	3	B
BREST	10	6	P
CAEN	8	3	C
CHERBOURG	6	2	C
CLERMONT-FERR.	12	4	P
DIJON	5	1	C
GRENOBLE St-M-H	10	1	C
LILLE	5	-2	D
LIMOGES	11	6	P
LYON	9	6	C
MARSEILLE-MAR.	9	5	P
NANCY	4	-6	D
NANTES	10	5	P
NICE	8	6	C
PARIS-MONTS.	5	1	N
PAU	17	11	P
PERPIGNAN	9	8	P
RENNES	8	2	N
ST-ÉTIENNE	12	3	B
STRASBOURG	4	-5	D
TOURS	7	2	N
TOULOUSE	14	8	P
POINTE-A-P.	30	18	D

ETRANGER

ALGER	16	9	N
AMSTERDAM	2	-4	D
ATHÈNES	6	0	*
BANGKOK	35	25	D
BARCELONE	14	10	C
BELGRADE	-5	-12	C
BERLIN	1	-5	D
BRUXELLES	4	-3	D
LE CAIRE	15	8	D
COPENHAGUE	0	-5	C
DAKAR	36	18	D
DELHI	30	18	D
DJERBA	15	9	C
GENÈVE	2	1	C
HONGKONG	26	23	P
ISTANBUL	-1	-4	N
JÉRUSALEM	15	2	D
LISBONNE	18	15	C
LONDRES	5	0	N
LOS ANGELES	17	12	C
LUXEMBOURG	3	-6	D
MADRID	19	11	C
MARRAKECH	29	13	D
MEXICO	23	7	B
MILAN	5	-3	N
MONTRÉAL	9	-1	C
MOSCOU	2	-10	D
NAIROBI	31	16	N
NEW-YORK	23	12	C
OSLO	-2	-8	C
PALMA-DE-MAL.	17	10	C
PÉKIN	10	-4	D
RIO-DE-JANEIRO	28	20	P
ROME	9	-3	D
SINGAPOUR	32	25	N
STOCKHOLM	-2	-12	C
SYDNEY	21	15	D
TOKYO	10	4	C
TUNIS	9	5	C
VARSOVIE	-2	-9	N
VENISE	3	-3	C
VIENNE	-3	-8	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4437

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II						■			
III							■		
IV				■					
V								■	
VI		■					■		
VII					■				
VIII			■						■
IX							■		
X		■			■				
XI							■		

HORIZONTALEMENT

I. Futurs adonis ou apollons. – II. Crâne sur le front. Une bonne *pomme.* – *III. Sont au plus bas* après avoir beaucoup descendu. Personnel. – IV. Pierres solitaires. Une vache ou un cheval. – V. Dont les pieds ne riment pas. – VI. Fait passer le courant entre l'Eire et l'Ulster. Accord passé. – VII. A les pieds sur terre et toujours la tête dans les nuages. Festin. – *VIII.* Négation. Fait l'étalage d'une bonne brioche. – IX. Qui est fait sans raison. Base d'accords. – X. Conjonction. Bar de marins. – XI. Guets ou gaies. L'élu.

VERTICALEMENT

1. Le travail, pour lui, c'est plus qu'un boulet. – 2. *Grand* gommeux. Département. – 3. Accessoires de billard. Sorti de certaines issues. – 4. Résultat d'une « quête » peu fructueuse. *Utile dans les jardins,* néfaste dans les pierres. – 5. Col blanc. Pige. – 6. Avec bel habit et grande pompe. – 7. Article. Personnel. Favorisent la bonne marche ou la gênent. – 8. Donnent un certain toupet. Ouverture à carreau. – 9. Décret de loi. Dans le Vaucluse.

Solution du problème n° 4436

Horizontalement

I. Paperassier. Ma. – II. Oculiste. Tapage. – III. Io. Astres. Tores. – IV. Snob. Ri. Ça. Ta. – V. Sinologue. Hibou. – VI. Oter. Ni. Llanos. – VII. Remodeler. USA. – VIII. Nue. Amène. Antée. – IX. Urne. Esus. Mr. – X. Esses. Ur. Es. Léo. – XI. Rue. Al. Gale. Inn. – XII. Ardoise. Péta. – XIII. Bis ! Décès. Cossu. – XIV. An. Réer. Ivres. – XV. Repassées. Eté.

Verticalement

1. Poissonnier. Bar. – 2. Aconit. Surine. – 3. Pu. Onéreuse. – 4. Elabore. Ré. Râ. – 5. Ris. Mansardes. – 6. Astronome. Idées. – 7. Strigidé. Ocre. – 8. Sée. Energie. – 9. Scellés. Assis. – 10. Et. Le. Uélé. – 11. Rat. Harassé. Cru. – 12. Potin. Poe. – 13. Marabout. Liesse. – 14. Age. Ossements. – 15. Esaü. Aéronaute.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 7 mars :

DES DÉCRETS

● N° 87-149 du 6 mars 1987 fixant les conditions minimales de confort et d'habitabilité auxquelles doivent répondre les locaux mis en location.

● N° 87-150 du 6 mars 1987 fixant les formalités de conclusion des baux conclus en application du deuxième alinéa de l'article 3, du deuxième alinéa de l'article 3 *bis* et des articles 3 *ter*, 3 *quater* et 3 *octies* de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948.

● *Du 6 mars 1987 fixant au* 9 décembre 1987 la date du renouvellement général des conseillers prud'hommes.

UN ARRÊTÉ

● Du 13 février 1987 modifiant l'arrêté du 26 mars 1985 relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des logements neufs à usage locatif bénéficiant de prêts aidés par l'Etat et des logements neufs en accession *à la propriété financés au* moyen de prêts aidés par l'Etat.

∴

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 8 mars :

DES DÉCRETS

● N° 87-152 du 6 mars 1987 *fixant les règles d'organisation et de* fonctionnement de la Caisse d'amortissement de la dette publique.

● *N° 87-154 du 27 février 1987* relatif à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau.

LOTO N° 9 — TIRAGE DU SAMEDI 7 MARS 1987

1 – 10 – 18 – 26 – 33 – 48 — 38

PROCHAINS TIRAGES EN DIRECT SUR TF1 MERCREDI 11 MARS 1987 A 20 H 35 ET SAMEDI 14 MARS 1987 A 20 H 35

VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS N°	17	429 550,00 F
5 BONS N° + complémentaire	28	125 465,00 F
5 BONS N°	2 346	6 010,00 F
4 BONS N°	104 298	110,00 F
3 BONS N°	1 681 127	9,00 F

BONUS DU SAMEDI 121 130

2 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE 9,00 F X 2 = 18,00 F

JEU GAGNANT N° 10 — LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2	1	N	2
1	NICE	LE HAVRE	X	N	2
2	NANTES	SOCHAUX	X	N	2
3	RENNES	BORDEAUX	1	N	X
4	AUXERRE	MARSEILLE	1	X	2
5	BREST	TOULOUSE	1	N	X
6	ST-ÉTIENNE	MONACO	1	X	2
7	METZ	LAVAL	X	N	2
8	LILLE	PARIS-S.G.	X	N	2
9	TOULON	NANCY	X	N	2
10	BEAUVAIS	DUNKERQUE	X	N	2
11	MULHOUSE	NIORT	X	N	2
12	ANGERS	VALENCIENNES	1	X	2
13	THONON	CANNES	1	N	X
14	MONTPELLIER	ALES	X	N	2
15	BOURGES	GUEUGNON	1	X	2
16	MARTIGUES	CUISEAUX LOUHANS	X	N	2

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 8 Mars 1987 : 1 4 7 11 13 15 16

loterie nationale — LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement de la Tranche du SUSPENSE a été publié au J.O. du 24/09/86

TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES (F.)
1	191	1 500
	531	1 500
	016 031	50 000
	029 621	50 000
	202 931	50 000
	229 421	50 000
	322 011	50 000
	342 101	50 000
	366 601	50 000
	382 601	50 000
	072 211	1 000 000
2	882	1 500
	043 342	50 000
	185 782	1 000 000
	350 112	1 000 000
3	023 533	50 000
	385 343	50 000
	027 163	1 000 000
4	287 284	50 000
	298 464	50 000
5	312 535	50 000
	341 905	50 000
	279 945	6 000 000
6	183 086	50 000
	348 186	50 000
	149 146	1 000 000
	303 666	1 000 000
7	NÉANT	NÉANT
8	708	1 500
	054 418	50 000
	126 098	50 000
9	8	100
	289	1 500
0	070	1 500
	950	1 500
	002 310	50 000
	173 610	1 000 000

TRANCHE DU SUSPENSE

87 — TIRAGE DU LUNDI 2 MARS AU DIMANCHE 8 MARS 1987 (INCLUS) — 22e

ÉCHECS

Le match Karpov-Sokolov

Fantastique sixième partie

Andréï Sokolov perdra probablement la sixième partie de son match contre Karpov, ajournée le samedi 7 mars, reprise le dimanche et de nouveau ajournée par Karpov au 89e coup. Il mériterait pourtant la nullité ; tellement il a enchanté les spectateurs de Linares par sa superbe combinaison entamée au 31e coup par : Fa3 et dont il sortit en ayant « donné » la paire de fous contre une tour, deux pions et le roque de Karpov dynamité.

Mais l'ancien champion du monde, terrifiant de sang-froid, réussissait à forcer l'échange de dames après 38 : Cé5, puis récupérait un premier pion au 50e coup, un second au 80e coup et ajournait la partie dans une position supérieure.

Cette fantastique partie doit être reprise le mercredi 11 mars après que, mardi, la septième partie eut été jouée. Karpov toujours par 3-2.

Blancs : KARPOV
Noirs : SOKOLOV
Sixième partie
Ouest-Indienne

Blancs	Noirs	Blancs	Noirs
1. d4	Cf6	46. Ff3	d3
2. ç4	é6	47. Cç4	Th6
3. Cf3	b6	48. Rg3	Cé2+
4. g3	Fa6	49. Fxé2	dxé2
5. b3	Fb4+	50. Txé2	h5
6. Fd2	Fé7	51. Cé3	Té6
7. Cç3	d5	52. Td2	h5
8. çxd5	Cxd5	53. Rf4	Tç7
9. Cxd5	éxd5	54. Td5	f6
10. Fg2	Cd7	55. Fa3	g6
11. 0-0	0-0	56. Fç5	Rf7
12. Tç1	Té8	57. b4	Rf8
13. Té1	ç5	58. Td1	Td7
14. Fé3	Fb7	59. Ta1	Td2
15. Fh3	çxd4	60. Rf3	Rf7
16. Fxd4	Cf6	61. a4	bxa4
17. Tç2	Fb4	62. Txa4	g5
18. Tf1	Fa6	63. Ta3	Rg6
19. Ch4	Ff8	64. Rg2	gxh4
20. Cf5	Cé4	65. Cf1	Tç2
21. Cé3	Dd6	66. Ch2	Tç4
22. Dç1	Tad8	67. Cf3	Rf7
23. Td1	Db6	68. Rh2	Tf4
24. Fg2	Cg5	69. Rg2	Té4
25. Db2	Ch3+	70. Cd2	Té6
26. Rf1	Cg5	71. Cf1	Tg4+
27. Rg1	Ch3+	72. Rh3	Tf4
28. Rf1	Cg5	73. Ta2	Tf3+
29. h4	Cé4	74. Rg2	Td3
30. Cg4	Dé6	75. Cé3	Rg6
31. Fh3	Fa3	76. Ta1	f5
32. Dxa3	Fxé2+	77. Rh2	f4
33. Txé2	Cxg3+	78. Tg1+	Rf7
34. Rg2	Dxé2	79. Cg2	Tç6
35. Dç1	Ch5	80. Cxf4	Tf3
36. Rh2	Td6	81. Ch3	Rf6
37. Dd2	Df3	82. Té1	Tf5
38. Cé5	Df4+	83. Té4	a5
39. Dxf4	Cxf4	84. Fé3	axb4
40. Fd7	Td8	85. Txb4	Ta6
41. Fb5	Cé6 (c.s.e.)	86. Txb4	Ta5
42. Fb2	a6	87. Tç4	Tb5
43. Ff1	Tç8	88. Rg3	Ta8
44. Td2	d4	89. Rh4	Tg8
45. Fg2	Cf4	Ajour.	

Positionnement à l'ajournement :
BLANCS : Rh4, Tç4, Fé3, Ch3, P f2.
NOIRS : Rf6, Tb5 et g8, P h5.

PARIS

Soutien aux sinistrés du vingtième arrondissement

Une manifestation de soutien aux « familles sinistrés du vingtième arrondissement » a rassemblé, samedi 7 mars, au métro Père-Lachaise, à Paris, plusieurs dizaines de personnes. Elles voulaient attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation précaire des locataires dont les immeubles ont brûlé récemment et qui n'ont pas été relogés.

Les manifestants ont symboliquement érigé une tente dans le square de Ménilmontant.

Le Carnet du Monde

Décès

– Le Père provincial de la province dominicaine de Paris,
Le Père provincial de la province dominicaine de Lyon,
La résidence Notre-Dame-de-Bon-Secours,
Sa famille, ses amis,
portent à votre connaissance le décès du

Père Augustin-Dalmace BASSETTE,

dominicain,

survenu le 6 mars 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Il avait été aumônier des conservatoires nationaux de musique et d'art dramatique.

Les obsèques se dérouleront ce mardi 10 mars 1987, à 15 h 30, en l'église de Saint-Bérain-sur-Dheune (Saône-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jean Cordier,
M. et Mme Christian Pernet,
et leurs enfants,
M. Pierre Cordier,
M. et Mme Marcel Cordier,
M. et Mme Thomas Cordier,
M. et Mme Jean-Paul Cordier,
son épouse,
ses enfants et petits-enfants,
ses frères et belles-sœurs,
ses neveu et nièce,
Parents et alliés,

ont la grande douleur de faire part du décès de

Jean CORDIER,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 6 mars 1987, à l'âge de soixante-trois ans.

Ses obsèques religieuses auront lieu en l'église Notre-Dame-de-la-Salette, 38, rue de Cronstadt, 75015 Paris, le jeudi 12 mars à 10 h 30, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille à Ménerbes (Vaucluse).

Ni fleurs ni couronnes.

Lors de la cérémonie, des dons pourront être versés au profit de l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer).

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, avenue Bosquet,
75007 Paris.

– *Le conseil d'administration de*

Mory S.A.,

et l'ensemble du personnel du groupe,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean CORDIER,
vice-président-directeur général de Mory S.A.,
président-directeur général de Mory-TNTE,
président-directeur général des successeurs de Philippe Rey,
président-directeur général de Sometrac.

– La direction générale Afrique-Antilles

Mory S.A.,

Les cadres et le personnel des sociétés camerounaises des établissements Mory et compagnie, Douala,
centrafricaines des établissements Mory et compagnie, Bangui,
gabonaises des établissements Mory, Libreville,
tchadiennes des établissements Mory et compagnie, N'Djamena,
ivoiriennes des établissements Mory et compagnie, Abidjan,
africaines de transit Mory et compagnie, Dakar,
martiniquaises de transit L. Littee, Fort-de-France,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean CORDIER,
administrateur délégué,

survenu le 6 mars 1987, dans sa soixante-quatrième année.

Il fut pour beaucoup *d'entre nous un* exemple et laisse de grandes réalisations.

– M. Marcel Didier,
M. et Mme Claude Truchetet,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Gérard Didier
et leurs enfants,
M. et Mme Roger Bouzinac,
et Nathalie,
M. Georges Vray,
ainsi que *ses beau-frère, belles-sœurs,*
neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Marcel DIDIER,
née Antoinette Vray,

le 7 mars 1987, munie des sacrements *de l'Eglise, dans sa quatre-vingt-sixième* année et sa soixante et unième année de mariage.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 11 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 15, *rue* Ampère, 75017 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue Alfred-de-Vigny,
75017 Paris.
73, avenue Niel,
75017 Paris.
19, rue du Général-Appert,
75116 Paris.
2, rue Gounod,
75017 Paris.

– M. et Mme Jean-Yves Guillemont,
ses parents,
Mme Françoise Guillemont-Denizot,
M. Michel Denizot,
ses sœur et beau-frère,
M. et Mme Pierre Lacroix,
M. Marc Gorge,
ses oncles et tante,
Oriane Denizot,
sa nièce,
M. et Mme Gérard Guillemont,
Ses cousins, cousines, toute sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

M. Thierry GUILLEMONT,

survenu le 5 mars 1987, à l'âge de vingt-huit ans.

Ses obsèques auront lieu le mardi 10 mars 1987, à 10 h 30, en l'église de La Forêt-le-Roi, 91 Essonne.

– M. et Mme Claude Le Dren, et leurs fils,
Mme Danièle Le Dren,
M. Christian Auvray, et leur fille,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Chauveny,
ses beau-frère et belle-sœur,
Toute la famille Le Dren,
Les familles Furmun, Hascouet, Kedhim, Pons, Chabrie,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre LE DREN,

survenu le 7 mars *1987*, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 11 mars 1987, en l'église Saint-Denis, à Pontault-Combault, à 14 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Danièle Le Dren,
3, rue du Noisetier,
77340 Pontault-Combault.

– Mme André Montagne,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André MONTAGNE,
administrateur de la Confédération générale du travail Force ouvrière,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien secrétaire général de la Fédération des employés et cadres Force ouvrière,
ancien membre du Conseil économique et social,

survenu le 4 mars 1987, à l'âge de soixante-deux ans.

Le service religieux sera célébré le mercredi 11 mars, à 16 heures, en l'église Sainte-Anne de la Maison-Blanche, 186, rue de Tolbiac, 75013 Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien d'Ivry dans le caveau de famille.

– Mme Georges Nonclercq,
M. et Mme Yves Nonclercq et leurs enfants,
M. et Mme Rachid Haouche,
M. et Mme Jean Ferrand,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Hervé et Filliol,
et les amis

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges NONCLERCQ,
croix de guerre,
croix du combattant,
médaillé du travail,

survenu le 1er mars 1987, à Houilles (Yvelines).

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le 4 mars 1987, en l'église Saint-Nicolas de Houilles.

– Mme Rondeau,
son épouse,
M. et Mme Daniel Rondeau,
M. et Mme Gérard Rondeau,
ses enfants,
Romain, Lorraine, Matthieu, Emmanuel,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Martial RONDEAU,

survenu le 8 mars 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Rémi de Congy, le mardi 10 mars, à 14 h 30.

Congy,
51270 Montmort.
10, rue Albert-de-Lapparent,
75007 Paris.
42, rue des Elus,
51100 Reims.

Remerciements

– M. et Mme Jacques Keller, 7, rue du Maréchal-Joffre, Versailles, et toute *leur famille* remercient très sincèrement tous ceux qui leur manifestent tant de sympathie à l'annonce de la mort, le *18 février 1987*, de leur fils

André KELLER,
journaliste de trente-quatre ans.

Le jeudi 12 mars, la messe de 19 h 15, en *la* cathédrale Saint-Louis de Versailles, sera à son intention.

Anniversaires

– Il y a cinq ans disparaissait

Jean-Robert TURON.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Messes anniversaires

– Une messe sera célébrée le mercredi 18 mars 1987, à *18 heures*, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, 75008 Paris, à la mémoire de

Jacques GALLICHER,

décédé le 2 janvier 1987.

De la part du président Louis Perrin et des membres du bureau de l'APCA.

Communications diverses

– Un débat sur la pensée de Victor Raul Haya de la Torre, *fondateur de* l'Alliance populaire et révolutionnaire américaine, aura lieu le mercredi *11 mars, à 18 h 30, à la Maison de* l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Il sera animé par *M. François* Bourricaud. Renseignements : 42-22-97-60.

– *M. André Miquel, administrateur* général de la Bibliothèque nationale, donnera une conférence au cercle Ernest-Renan : « *Une* histoire d'amour chez les Arabes : Majnûn et Laylâ », le mercredi 11 mars, à 17 heures, à la *Société* des gens de lettres de France, 38, rue du Faubourg-Saint-Jacques, Paris (métro : Saint-Jacques). Entrée libre.

CATASTROPHES

Séismes en Équateur

● **Une vingtaine de morts**

● **L'oléoduc transéquatorien détruit sur 40 kilomètres**

Cinq personnes au moins ont été tuées et une cinquantaine d'autres blessés par une série de séismes qui ont secoué le nord de l'Equateur *dans la nuit du 5 au 6 mars.* Ces séismes ont détruit, sur une longueur de 40 kilomètres, l'oléoduc transéquatorien. C'est « *la catastrophe la plus grave de l'histoire pétrolière* » du pays, a affirmé le ministre de l'énergie. L'Equateur a averti, le 6 mars, l'OPEP et les compagnies pétrolières acheteuses, que, en raison des dégâts causés à ses installations, il suspendait toute exportation et donc toute extraction de brut. Les réparations pourraient durer plusieurs mois et coûter plusieurs centaines de millions de dollars. De sévères restrictions ont été imposées à la consommation *intérieure* de pétrole.

L'Equateur, dont les recettes d'exportation dépendent largement du pétrole, pourrait être amené à différer le remboursement de sa dette. Quito doit rembourser 1,3 milliard de dollars en 1987 à ses banques créancières. – *(AFP, Reuter.)*

SCIENCES

Atomes crochus franco-allemands

Un laboratoire français finance les aimants d'un accélérateur allemand de particules... et ne pourra de ce fait participer aux expériences que permettra cet accélérateur ! Telle pourrait être la conséquence de décisions mal coordonnées.

Début 1986, un accord franco-allemand prévoit une participation française de 100 millions de francs, pour la construction à Hambourg du collisionneur de protons et d'électrons HERA. Trente millions serviront au développement d'un dispositif expérimental, le département de physique des particules élémentaires (DPhPE) du Commissariat à l'énergie atomique y participant pour moitié. Les 70 millions paieront des aimants supraconducteurs pour le collisionneur. Ces aimants ont été étudiés au DPhPE, et des contacts pris avec Alsthom pour lui transmettre la technologie.

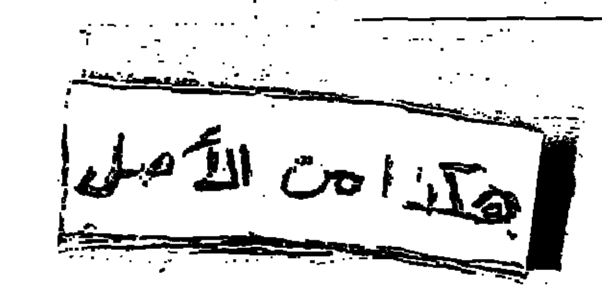
Mais en novembre, M. Alain Devaquet demande au CEA d'assurer le financement de ces 70 millions. La direction du CEA veut bloquer pour cela 11 millions au budget d'investissement du DPhPE, qui est de 15 millions. La décision imposerait le retrait du DPhPE de plusieurs expériences internationales. En particulier, il ne pourrait financer les expériences sur HERA, ni donc y participer.

Galerie JACQUES GAUTIER





D.A. Lothian
Pendentif argent et onyx. . . 1 200 F
36, rue Jacob, PARIS-6e
Tél. : 42-60-84-33



هكذا من الأصل

Le Monde CADRES

Pour écouter et conseiller les utilisateurs, faire avancer les technologies

de jeunes ingénieurs doués pour les affaires

Votre diplôme d'ingénieur Grande Ecole, vous voulez le valoriser par une expérience commerciale. Parce que vous êtes convaincu, comme nous, qu'il ne suffit plus de produire. Encore faut-il connaître son marché et savoir évoluer dans le monde des affaires. Nous avons tous ces atouts. Nous vous les mettons en main. Société américaine (20 bureaux de vente dont 8 en Europe, 8 unités de production), nous fabriquons et commercialisons des produits industriels hautement spécialisés, pour un marché sur lequel nous sommes leader avec une progression de 10 à 20% par an. Votre mission : visiter les industriels, participer aux essais des matériels placés, suivre vos clients en devenant leur conseiller technique. C'est là que votre sens des affaires, basé sur de solides compétences techniques, votre imagination et votre diplomatie deviennent précieux. Dans un même temps, vous analysez les besoins et suggérez des solutions de nature à améliorer la technologie. Vous gardez bien entendu, un oeil vigilant sur l'évolution du marché et de la concurrence, les stocks, etc... Le Service Marketing vous sera un soutien très efficace. Il s'agit donc de postes typiquement technico-comerciaux. Ils s'adressent à de jeunes candidats qui évolueront très rapidement dans la société. La pratique de l'anglais est indispensable. Plusieurs marchés sont à couvrir dans la région Nord de la France. Adressez votre candidature détaillée mentionnant vos souhaits de rémunération à M.J. Villoing, **Vesuvius International Corporation**, Bd de la Woluwe, n°2, B.2, 1150 Bruxelles.

DESSEIN

Jeune chef des ventes fort potentiel

LA ROCHELLE



Compagnie Angibaud. Nous sommes le 1er producteur de fertilisants organiques en Europe, société de 150 personnes, 3 Usines, CA 150 millions, rattachée à un grand groupe, nous avons des résultats performants et nous nous diversifions. Compte tenu de l'évolution de nos structures, nous proposons un poste de Chef des Ventes. Rattaché au Directeur Général, qui assure lui-même la Direction Commerciale, vous aurez avant tout une animation sur le terrain de la force de vente (35 personnes sur toute la France) tout en participant progressivement à la définition de la politique commerciale. Ce poste, très actif, vous mettra en contact avec une clientèle de coopératives, négociants et d'agriculteurs auprès de laquelle notre image de marque est excellente. Votre profil : diplômé ESC ou équivalent, minimum 30 ans, quelques années d'expérience d'encadrement commercial et le goût de l'animation sur le terrain. Basé à La Rochelle, vous aurez de nombreux déplacements. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé précisant votre niveau de rémunération sous réf. 11745/M à D. de LARIVIERE, qui étudiera votre dossier en toute discrétion.
Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cédex.

Membre de Syntec

sélé CEGOS

PUBLIVAL

SOGENOR

Une des premières sociétés de formation dans le secteur bancaire recrute

Cadre de banque de haut niveau

pour travail à temps partiel à Paris

Il assurera, en collaboration avec le Directeur de formation :
- *le développement et le renouvellement des programmes de formation interbancaire,*
- *la mise au point de nouveaux stages,*
- *le suivi de la qualité et de la bonne organisation matérielle des séances.*

Animateurs de formation

à temps complet ou partiel

pour organiser et animer des stages de formation commerciale et de marketing.
Les candidats, de formation supérieure (SUP de CO ou équivalent), devront justifier d'une expérience réussie d'au moins deux années dans ce domaine.
De nombreux déplacements en province sont à prévoir.

Adresser CV détaillé, modalités de collaboration envisagées, références et prétentions, à Sogenor, 13 Bd Haussmann, 75009 Paris.

Compagnie Européenne d'Accumulateurs

BATTERIES INDUSTRIELLES FULMEN
1er fabricant français d'accumulateurs au plomb - 2 500 personnes - C.A. 1,3 milliard - CLICHY (Pont d'Asnières) :

CREE le poste

CHEF DE MARCHE
FRANCE
BATTERIES DE SECOURS

28 ANS MINIMUM, DE FORMATION SUPERIEURE,
VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE DE VENTE TECHNIQUE D'EQUIPEMENTS OU DE COMPOSANTS ELECTRIQUES.
Des connaissances de base en anglais seraient appréciées.

Relevant du Directeur des Ventes de notre **Division Batteries Industrielles**, , vous serez en relation étroite avec le marketing et conseillerez la force de vente en agence pour accroître en FRANCE les ventes de la gamme de batteries de secours auprès de nos clients constructeurs et utilisateurs nationaux, en particulier du secteur informatique.Bénéficiant d'une large autonomie, vous serez responsable pour cette gamme, de la TOTALITE **des actions commerciales et des résultats** et serez chargé notamment de :
- analyser les données du marché ; étudier l'adaptation des produits aux besoins de l'utilisateur,
- élaborer, mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires au développement des ventes,
- assurer la coordination commerciale entre les constructeurs, les clients nationaux et nos agences.

PERSPECTIVES CERTAINES DE PROGRESSION.

GROUPE CGE

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. CEI 74 M en indiquant votre salaire actuel à notre Conseil Richard BENATOUIL - **GROUPE BBC** - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Vous êtes assuré d'une réponse et d'une discrétion absolue.

Banque française de premier plan, nous développons rapidement l'éventail de nos ACTIVITES DE MARCHES tant en France qu'à l'étranger.

La diversité et la sophistication croissantes des instruments (FUTURS, SWAPS, OPTIONS...) nous amènent à rechercher pour notre DIRECTION DE LA TRESORERIE ET DES AFFAIRES FINANCIERES un

JEUNE INGENIEUR

MINES, CENTRALE, HEC,...

intéressé par l'informatique et maîtrisant parfaitement l'anglais

Vous participerez, à partir des stratégies initiées par les opérateurs, à la conception et à la mise en place d'outils adaptés pour le suivi de l'ensemble des risques (de taux d'intérêt, de change...) et des résultats de notre activité.

Pour nous rencontrer, adressez votre dossier sous référence DFT à notre conseil, RESSOURCES & DEVELOPPEMENT – 6, rue Casimir Delavigne – 75006 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

R&D

Directeur
d'établissement industriel

Etablissement industriel (150 personnes) filiale d'un groupe français leader, spécialisé dans la conception et la fabrication de matériels de distribution automatique, recherche son Directeur.

Reportant à la Direction Générale du Groupe, il sera responsable de la gestion complète de ce centre de profits ayant pour objet la production des matériels commercialisés par la société mère.
Le candidat, ingénieur diplômé, possédera une expérience d'au minimum 10 ans dans le domaine des études et de la production d'ensembles électromécaniques. En plus de ses connaissances techniques, il pourra faire la preuve de ses capacités de chef d'entreprise : autonomie, souci du progrès, rigueur dans la gestion.

Ses qualités personnelles de dynamisme et d'animation lui permettront également de s'imposer et de motiver les équipes en place. Anglais nécessaire.

Poste : ville 100 km sud-ouest Paris

Ordre de grandeur de rémunération : 380 000 F.

Ecrire sous réf. IP 334 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

De la fabrication à la productivité

"un tremplin pour une carrière en production"

Un des premiers groupes industriels privés français (CA 35 milliards) premier mondial ou premier européen selon ses branches d'activité, propose une première mission motivante et formatrice à un jeune Ingénieur.

Dans une grande usine, au sein de laquelle sont actuellement en cours des investissements importants, il sera chargé de mener avec dynamisme et autonomie, des projets d'organisation industrielle, comprenant études et réalisations visant à obtenir une productivité à la mesure des nouvelles installations.

Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien (AM, ENSI, INSA, ENI) ayant environ 2 ans d'expérience en fabrication, ayant réussi dans cette orientation et voulant y progresser, à qui cette mission donnera l'opportunité de prendre du recul et d'améliorer considérablement ses connaissances. Il aura ainsi des atouts pour assumer ensuite des responsabilités opérationnelles, soit dans l'usine, soit dans le Groupe (dans le même service et dans la même optique, la candidature d'un ingénieur débutant peut également être envisagée).
Poste : région Est France.

Ecrire sous réf. FM 332 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

Mines, ECP, AM...

Organiser et animer une gestion de production performante

Un groupe industriel renommé, réalisant en petite et moyenne série des produits de haut de gamme destinés à l'industrie de la parfumerie et des cosmétiques, crée un poste de Responsable de la Gestion de Production.

Rattaché directement au PDG, en liaison constante avec les clients, les services commerciaux et l'usine, il développera des méthodes modernes de gestion de production visant à optimiser la planification des fabrications et le service à la clientèle.
Ce poste clef conviendrait à un ingénieur de valeur, ayant au minimum 5 ans d'expérience industrielle, acquise dans des fonctions d'ordonnancement ou de direction d'ateliers, ouvert, bon organisateur et bon animateur.

La réussite dans ce poste permettra au candidat d'élargir ses responsabilités, de créer la fonction de Directeur de la logistique et de faire partie du Comité de Direction de la société.

Le siège du groupe étant à Paris et l'usine en Seine-Maritime, le candidat peut être basé dans l'une ou l'autre localisation.

Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F

Ecrire sous réf. CJ 329 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

Au sein de l'équipe de direction

Directeur de production

La filiale emballage d'un Groupe important recherche le Directeur de Production de l'une de ses unités régionales implantés dans les pays de Loire, particulièrement performante dans ses résultats et en pointe dans le domaine technologique.

Ingénieur diplômé, il aura fait la preuve de ses qualités d'animateur dans une expérience réussie de direction d'équipe importante en production.
Il saura à la fois être présent sur le terrain, réfléchir aux évolutions techniques et sociales dans le moyen terme et les mettre en œuvre.
Une structure légère, une politique de responsabilisation des hommes à tous les niveaux permettent de valoriser des qualités d'autonomie et de battant, de s'impliquer directement dans la vie et le développement de l'entreprise.
La réussite dans cette fonction ouvrira des perspectives d'évolution intéressantes dans le Groupe.

Ecrire sous réf. NU 338 AM à Annie SANTAMARIA
11, rue Calvé - 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap

PUBLIPANEL

REPRODUCTION INTERDITE





INTERTECHNIQUE

AÉRONAUTIQUE - ESPACE

RÉSULTAT SUPÉRIEUR A 5% APRÈS IMPÔT

Recherche

• POUR SA DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE :

La Direction de l'Organisation et de l'Informatique, implantée à Plaisir, est maître d'œuvre de vastes projets informatiques pour l'ensemble des sociétés du GROUPE INTERTECHNIQUE.

Organisée en petites équipes sectorielles très proches des préoccupations de chaque société, elle utilise largement les moyens informatiques conçus et commercialisés par la filiale IN2: plusieurs centaines de terminaux déjà connectés sur des IN 5000 (système IN-PICK), bases de données réparties, réseau et bureautique.

L'expansion rapide du groupe permet d'offrir des opportunités à des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur intéressés tant par les problèmes des secteurs de pointe que par les aspects techniques de leur solution et possédant l'un des profils suivants :

• CHEFS DE PROJETS D'APPLICATION (RÉF. M8/DOI-91)

Ingénieurs Grandes Écoles ou MIAGE, ayant une première expérience de la conduite d'un projet d'informatique de gestion dans le domaine industriel, de préférence dans un secteur de haute technologie.

• INGÉNIEURS INFORMATICIENS (RÉF. M3/DOI-15)

Grandes Écoles ou DEA d'informatique, confirmés ou débutants, ayant de solides connaissances techniques. Au sein du service d'études et méthodes générales, ils développeront les domaines suivants à l'usage des services d'application : méthodes et outils de développement, support technique, réseaux, bases de données, bureautique, micro-informatique.

• INGÉNIEURS D'APPLICATION (RÉF. M7/DOI-92)

Ingénieurs ou MIAGE, débutants ou possédant un an d'expérience.

• POUR SA DIRECTION DE LA QUALITÉ :

• INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (RÉF. M/DQ-1)

Ayant au moins cinq ans d'expérience acquise si possible en milieu aéronautique, dans les systèmes de mesures et asservissements analogiques et numériques.

Il prendra en charge le service contrôle de la qualité des équipements de mesures, régulation analogique et numérique et travaillera en étroite collaboration avec les chefs de projets.

Il aura de nombreuses relations avec notre clientèle et nos coopérants internationaux.

Ce poste requiert la connaissance de l'anglais technique.

• POUR SA DIVISION SYSTÈMES MILITAIRES ET TRANSMISSIONS :

• INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS GRANDES ÉCOLES (RÉF. M/DSMT-2)

Ayant trois ans d'expérience dans le domaine du conditionnement et traitement analogique du signal.

• INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (RÉF. M/DSMT-3)

Option Automatique/Informatique/Électronique

Débutants ou ayant quelques années d'expérience et ayant de bonnes connaissances en traitement numérique d'image, d'analyse et simulation de systèmes numériques.

Ces postes sont à pourvoir à l'établissement de PLAISIR (78). Le lieu de travail sera transféré aux ULIS (91) dans les prochains mois.

• ASSISTANT DE GESTION (RÉF. M2/UL-19)

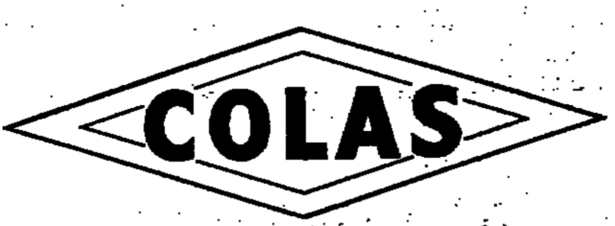
De formation supérieure, il justifie de quelques années d'expérience dans l'industrie. Il prendra en charge notamment le contrôle de la gestion de la division en liaison fonctionnelle avec les services du siège social.

Lieu de travail : LES ULIS (91)

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. n° 1, 78374 PLAISIR CEDEX.

Ingénieurs chantiers... pour les responsabilités

Autonomie : autonome, vous le serez dès votre arrivée : le temps de passer un casque et vous voilà sur nos chantiers : plus de 8 000 en France, de quoi satisfaire toutes vos ambitions.
Initiative : vous aborderez dès les premiers jours les techniques routières, vous vous familiariserez avec le matériel, la mise en œuvre de nos produits. Vous apprendrez à encadrer et motiver vos équipes.
Responsabilité : rapidement vous découvrirez la gestion : résultats, amortissements, valeur ajoutée... et affinerez votre sens des affaires : vous prendrez en charge les relations commerciales avec vos clients et fournisseurs et décrocherez vos premiers marchés.
Liberté d'action : une réalité au sein de notre groupe : vous prendrez très vite des responsabilités élargies dans nos filiales France ou à l'intérieur de nos délégations étrangères.
Nous sommes présents dans près de 40 pays.
Notre poids : 19 000 personnes et 8 Milliards de C.A.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. LM22 à :



Service Recrutement Formation
39, rue du Colisée - 75008 PARIS

TV. HIFI. VIDEO. MENAGER.
BOULANGER
DES PROFESSIONNELS EN ACTION

Filiale du Groupe AUCHAN, en plein développement, recherche

Responsable des ressources humaines

Rattaché à la Direction Régionale de Paris, vous êtes chargé de la gestion dynamique des Ressources Humaines :
- du recrutement du personnel,
- de la formation (plan, budget et suivi des actions),
- de la mise en place d'une pépinière (jeunes diplômés, techniciens, commerciaux),
- du suivi des mouvements de personnel.

Gestionnaire rigoureux, vous êtes un homme de communication, vous avez une formation supérieure Juridique ou Sciences Humaines et vous connaissez parfaitement la Législation Sociale.
30 ans environ, vous avez acquis une première expérience opérationnelle, de préférence dans le secteur de la distribution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel à Claudine DELPLANQUE sous réf. 5191 LM

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : 42.27.96.49
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO



GENERAL FOODS FRANCE
Krema Hollywood Malabar Spring-Gum Maxwell Tang

Reporting manager

350 000 F/an

Filiale d'un Groupe Multinational de tout premier plan, la **GENERAL FOODS** recherche un Cadre bilingue (anglais) ayant une formation de base et une expérience **solides** des comptabilités françaises et anglo-saxonnes... Une expérience du contrôle budgétaire serait particulièrement appréciée, ainsi qu'une pratique du « reporting » au sein d'un Groupe ou d'une filiale multinationale...

Nous souhaitons rencontrer des personnalités stables et des professionnels confirmés ayant une maturité certaine, surtout une grande capacité de communication et un souci de rigueur quant à l'information recherchée ou transmise.

Les candidatures sous la référence 870121 (avec C.V., photo et rémunération actuelle) seront examinées en toute confidentialité par notre Conseil.

Sonia Lipszyc
13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

Conseil Régional de Champagne - Ardenne

Au coeur du Nord-Ouest Européen, notre région avec ses habitants et ses élus s'investit tous les jours pour gagner le défi économique de l'an 2000. Notre agriculture exporte, notre industrie devient de plus en plus performante, notre culture et notre tourisme chargé d'histoire s'épanouissent. Nous voulons le faire savoir. Le Conseil Régional de Champagne-Ardenne recherche le

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION ET DU MARKETING INSTITUTIONNEL

au sein de la Direction Générale, vous définirez une stratégie et mettrez en oeuvre les moyens régionaux, nationaux et internationaux. Avec vous, nous voulons développer notre notoriété, véhiculer l'image moderne de notre région, défendre en France, en Europe et dans le Monde les produits de nos campagnes et de nos industries, vanter le prestige culturel de nos villes et préparer l'avenir de notre région. Pour cette fonction, nous recherchons un professionnel de la communication institutionnelle, rompu aux outils modernes de marketing, familiarité aux techniques des médias nouveaux. Une formation supérieure, une dizaine d'années au moins réussies en grande entreprise -corporate- et/ou en agence vous ont permis d'apprécier votre professionnalisme dans la communication et de capitaliser créativité, sens de l'organisation, goût des contacts et envie de gagner. L'anglais et/ou l'allemand vous donneront un atout supplémentaire.

Merci d'envoyer votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil 10, rue du Colisée, 75008 Paris, sous la Réf. 314/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

Gestionnaire de nos Jeunes Cadres.

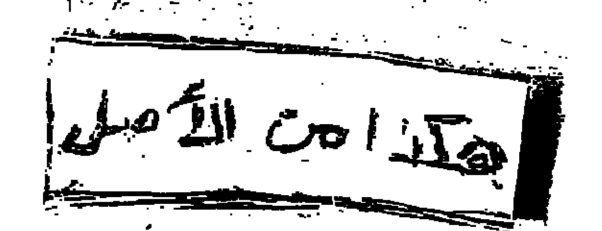
Nous sommes un groupe de bâtiment très performant, réputé pour son dynamisme et sa capacité d'innovation. Largement convaincus de la nécessité d'une véritable politique de jeunes, nous vous proposons de prendre en charge, chez nous, la gestion de nos "futurs cadres confirmés".

Vous développerez notre image de marque auprès des Ecoles d'Ingénieurs et de Commerce, et recruterez une quarantaine de jeunes par an. Dans un contexte très décentralisé (une trentaine de filiales), vous aurez le poids et le tact nécessaires pour stimuler les mutations. Nous vous laissons simplement imaginer vos discussions avec les chefs de services ou directeurs de filiales lorsque vous allez leur arracher leurs "chers petits" !

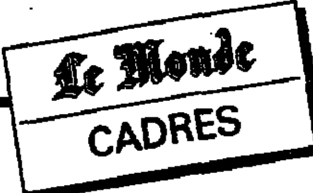
Votre diplôme de l'enseignement supérieur, votre maturité et votre aisance relationnelle, vous permettront de réussir dans cette passionnante mission, fondamentale pour notre société. Comptez sur nous pour donner à ce poste la place qu'il mérite. Les consultants de Sirca qui nous assistent dans cette recherche vous expliqueront pourquoi notre groupe est de nature à intéresser les meilleurs. Adressez leur un CV complet au 64 rue La Boétie, 75008 Paris, sous référence 668 721 M.



Sirca Membre de Syntec



هكذا من الأصل



Une mission stratégique pour un consultant de talent

Notre Société de Conseil, filiale récemment créée d'un Groupe aux activités diversifiées, aide les entreprises pharmaceutiques à définir leur stratégie de développement et leur politique *marketing*. Nous recherchons deux consultants.

CONSULTANT CHARGE DES AFFAIRES PHARMACEUTIQUES — Réf. F 22 101 M

Vous concevez et réalisez les dossiers d'AMM ainsi que le licensing. Et vous conduisez chez nos clients des missions de Conseil en développement *pharmaceutique*.

Agé de 28-32 ans, H/F, vous êtes pharmacien ou médecin, avec si possible un DESS de Droit de la santé.

Votre première expérience – 4 ou 5 ans – s'est déroulée dans une société de conseil spécialisée dans notre domaine ou dans un laboratoire comme responsable des enregistrements. Vous connaissez l'Administration et ses rouages.

CONSULTANT CHARGE DES ETUDES DE MARCHE — Réf. F 22 201 M

Vous concevez, élaborez et réalisez des études qualitatives et quantitatives que vous savez présenter à nos clients.

H/F, vous avez 28-32 ans, un diplôme de psychologie ou d'une ESCAE...

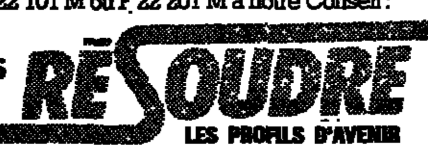
En cabinet ou dans un laboratoire, vous avez déjà conduit des études de bout en bout et ce, pendant 4 ou 5 ans.

Autonome, souhaitant réussir et évoluer dans une structure très légère, aimant passer d'un sujet à un autre comme l'exige notre métier, vous aimez prospecter et vendre afin de développer votre portefeuille clients. Et, bien sûr, vous savez très bien rédiger.

Pour ces 2 postes, basés à Paris, l'anglais est nécessaire.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération en précisant la référence F 22 101 M ou F 22 201 M à notre Conseil :

55 rue de Lyon 75012 PARIS



Chef du personnel

Une société chimique performante, rattachée à un grand groupe international, recherche un Chef de Personnel.

Cette société accordant un soin tout particulier à une gestion dynamique et efficace des ressources humaines, aura deux Chefs du Personnel sur le même site, rattachés au Directeur Administratif et gérant une partie de l'effectif.

L'effectif confié au candidat recherché sera de 190 personnes et concernera : l'ingénierie, la recherche, la logistique et les services achats, finances, informatique, commerciaux.

La mission implique :
- une participation à l'élaboration de la politique sociale de l'entreprise,
- la gestion et la mobilisation des ressources humaines (recrutement, formation, gestion des carrières, communication, expression des salariés...),
- l'application rigoureuse de la législation,
- la paie des cadres.

Ce poste conviendrait à un candidat DUT (gestion de personnel) ou licence en droit, ayant environ 5 ans d'expérience dans la fonction personnel et connaissant si possible les industries chimiques.

Outre de solides compétences juridiques, il témoignera d'excellentes capacités de contact et des qualités d'animateur sur le terrain.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste dans l'Oise.

Ecrire sous réf. EL 331 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

cegos

Consultant-formateur Senior en ressources humaines

Responsable de la gestion des Ressources Humaines en entreprise, diplômé IEP, DES Gestion du Personnel (ou équivalent), vous voulez enrichir votre expérience tout en faisant bénéficier de votre acquis des dirigeants et cadres d'horizons divers. Nous vous proposons de développer notre activité de formation Inter et intra entreprises sur les thèmes : stratégie sociale, gestion des cadres, rémunération, appréciation du personnel, négociation avec les partenaires sociaux, etc... Vous évoluerez dans un *environnement dynamique, stimulant, où l'autonomie et la créativité sont les facteurs du succès*. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé, s/réf. 2376O/M à Dominique CHALVIN, Directeur à la CEGOS - Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cédex.

PUBLIVAL

Assistant du Directeur financier

UNIGRAINS, société financière pour le développement économique du secteur agro-alimentaire recherche l'Assistant de son Directeur Financier.

Poste particulièrement formateur par sa polyvalence, car il implique une étroite collaboration aux activités de :
- contrôle de gestion,
- gestion de la trésorerie et politique de placement,
- assistance aux opérationnels pour le montage des interventions financières (participations, prêts...),
- réflexions et études prospectives.

Ce poste conviendrait à un candidat ESC ou maîtrise de gestion, ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise au sein d'une direction financière. De bonnes connaissances dans les techniques des marchés financiers et monétaires sont souhaitées.

De solides qualités de rigueur et de sens du travail en équipe sont indispensables.

Poste à Paris

Ecrire sous réf. DK 330 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

FUTUR RESPONSABLE DU PERSONNEL

en Usine

Cette unité de production de 500 personnes, filiale d'un des plus grands groupes pharmaceutiques français, met en oeuvre un plan de modernisation technique de près de 170 MF. Dans le cadre de la politique de développement social accompagnant cet investissement, elle recherche son futur responsable du personnel.

Adjoint de l'actuel Directeur du Personnel, il fait d'abord ses preuves techniques en reprenant le service du personnel et la paie (5 personnes), qu'il anime avec toute la rigueur d'un spécialiste de ces questions.

Mais il propose et met aussi en oeuvre une politique de formation axée sur la qualité totale et sur une gestion dynamique du plan de formation. Enfin, il est partie prenante dans l'introduction du management participatif sur le site et il doit faire preuve d'imagination dans la proposition d'outils innovants de communication sociale (commissions paritaires de travail, journal d'entreprise...).

En fonction de ses résultats, il deviendra rapidement responsable du personnel du site.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis une expérience minimum de quatre ans de la fonction personnel dans un environnement industriel.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 45/669 C à :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

CREDIT-BAIL immobilier SICOMI et non SICOMI

GROURE IMPT DE SOCIÉTÉS DE CRÉDIT *ET D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER* D'ENTREPRISE
recrute pour Siège à PARIS (8e)

CADRE COMMERCIAL spécialisé

CHARGÉ D'ENTRETENIR ET DÉVELOPPER TRÈS ACTIVEMENT LES RELATIONS AVEC LES RÉSEAUX APPORTEURS D'AFFAIRES (BANQUES, Conseils immobiliers, Experts-Comptables, C.C.I.,...), DE CONTACTER à temps les GRANDES ENTREPRISES ayant des projets d'investissements.

- **La trentaine. Diplômé de l'enseignement supérieur**
- **EXPÉRIENCE prouvée A DOMINANTE COMMERCIALE EN BANQUE *ou Etablissement* financier DES CRÉDITS IMMOBILIERS AUX ENTREPRISES**
- **Disponible : nombreux déplacements en Province ...**

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8613 à

SC sélection conseil
96, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

INJECTION PLASTIQUE... INJECTION PLASTIQUE TIQUE... INJECTION PLASTIQUE... INJECTION PLAS

PME dynamique, possédant une bonne notoriété dans le domaine des articles de fixation, en particulier plastiques, destinés à l'industrie, recherche

Jeune ingénieur
responsable du département produits nouveaux

Il lui sera confié la responsabilité de la conception et de la mise au point des prototypes, en relation avec la force de vente et les clients, ainsi que l'animation d'une équipe de six techniciens.

Au-delà, il prendra en charge les services méthodes et outillage.

De formation supérieure mécanique, il possédera une première expérience (2 à 3 ans dans le domaine de l'injection plastique ou la transformation des métaux en feuilles).

Des qualités personnelles de rigueur, de créativité et de dynamisme sont indispensables.

Poste banlieue est Paris. **Rémunération motivante et évolutive.**

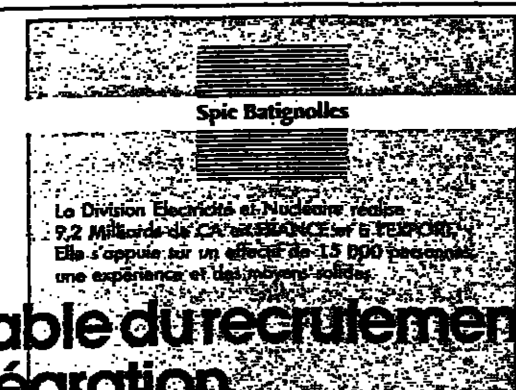
Ecrire sous réf. MT 337 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

PUBLIPANEL



Spic Batignolles

La Division Electricité et Nucléaire réalise 9,2 Milliards de CA [illegible] Elle s'appuie sur un effectif de 15 000 personnes, une expérience et des moyens solides.

Responsable du recrutement et de l'intégration des jeunes cadres

Vous rechercherez en liaison avec les [illegible] les hommes dont ils ont besoin pour assurer l'avenir. Vous développerez les relations avec les Ecoles d'Ingénieurs et de Commerce.

Vous vous assurerez de la bonne intégration des jeunes cadres et développerez les moyens mis en oeuvre [illegible]

Vous serez donc lié à la gestion du potentiel humain de l'entreprise.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 3 ans dans une entreprise ou en cabinet et vous êtes motivé pour prendre des responsabilités opérationnelles dans la fonction Personnel à moyen terme.

Le poste est situé en proche banlieue Nord de Paris. Vous serez amené à effectuer des déplacements ponctuels en province.

Pour un premier contact, adressez votre candidature, à Spie Batignolles, DEN/RH, sous la référence 58/87/14 M, 202 quai de Clichy 92111 Clichy Cedex.

Le département du Val-de-Marne

recrute

UN OU UNE RESPONSABLE POUR L'AGENCE DE PLACEMENT FAMILIAL DE COSNE-SUR-LOIRE

PAR VOIE DE DÉTACHEMENT

CONDITIONS :

avoir le grade d'assistant(e) Social Chef ou de Psychologue ou d'Educateur Chef.

Poste à pourvoir immédiatement.

Transmettre les candidatures accompagnées du curriculum vitae détaillé, au plus tard le 30 mars 1987, à :

l'Hôtel du Département du Val-de-Marne
Direction du Personnel Départemental
1er bureau - Recrutement - Pièce 473 *bis*
Avenue du Général-de-Gaulle, 94000 CRÉTEIL.
Téléphone : 48-99-94-00 - Poste 24.81.

Ingénieurs chimistes
postes opérationnels en usine

NORSOLOR, leader dans le domaine des acryliques, recherche des Ingénieurs Chimistes pour des postes en usine, sur des unités fonctionnant en continu.

Ces postes très formateurs, permettant de faire ses preuves dans l'exercice de responsabilités concrètes touchant les domaines techniques, humains et la gestion, conviendraient à des ingénieurs chimistes, diplômés de grandes écoles, ayant de solides connaissances en génie chimique et quelques années d'expérience ou débutants.

Les postes à pourvoir sont situés :
- **dans le Pas-de-Calais** — réf. KR 335 AM
- **et en Moselle** — réf. LS 336 AM

Larges possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

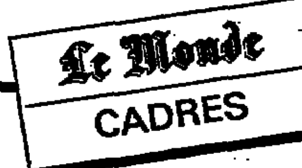
Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

PUBLIPANEL

REPRODUCTION INTERDITE



COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE CITIBANK

ADJOINT DIRECTION "INTERNATIONAL"

recherche pour son siège à Paris

Missions : prendre en charge l'encadrement et l'animation des 4 services de la Direction "International" : Crédit documentaire - Portefeuille - Transfert/encaissement des chèques sur l'étranger/rapatriement - Back office trésorerie devises - Assister le Directeur de l'activité internationale dans les opérations de développement et d'organisation : mise en place des nouveaux produits.

Profil : Agé de 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat aura une première expérience d'au moins 2 ans de l'animation de services opérationnels et une solide expérience dans le domaine international.

La pratique de l'anglais ainsi que la connaissance de l'outil informatique sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., photo, lettre manuscrite) à la Direction des Relations humaines
Compagnie Générale de Banque/CITIBANK
BP 704 - 75821 PARIS CEDEX 17

Bleu Publicité

DRH en Lorraine : bon professionnel, "grand communicateur"

dans une PMI de 300 M de F et 700 personnes : filiale d'un grand Groupe français. L'environnement est celui de l'industrie automobile et particulièrement de la sécurité de l'usager ; un marché mondial, des clients très ciblés, une usine organisée autour de 600 machines, une production de 2000 T/mois. Vous y trouverez 12 cadres qui assurent les fonctions essentielles et dans les ateliers une maîtrise compétente et responsable.

Votre mission principale ? La direction et l'animation d'une politique de Ressources Humaines, pragmatique, *répondant aux besoins exprimés* ou pas des personnes et conforme à la *réalisation* d'objectifs précis. Vous êtes certes l'interlocuteur privilégié des différents partenaires élus, le coordinateur des méthodes de Gestion du personnel mais surtout le professionnel de l'information et de la communication, capable de mettre en place une structure, un système, et réussir ainsi le plan de redéploiement de l'Entreprise.

Nous recherchons donc un excellent technicien de Ressources Humaines, sénior aguerri et fiable, et un talentueux homme de communication : *faites-vous connaître des consultants* de SIRCA *Rhône-Alpes en* envoyant votre résumé de carrière et une récente photographie. SIRCA Rhône-Alpes, Le Britannia C, 20 Boulevard Eugène Deruelle 69432 LYON CEDEX 03, sous référence 030920 M.



Sirca Rhône-Alpes

Membre de Syntec

SOURCES

Hi-fi - TV - Vidéo

Directeur Commercial

Filiale d'un très grand groupe de notoriété mondiale, spécialisé dans les loisirs, notre activité principale en France consiste dans la fourniture d'équipements audio-visuel auprès d'une clientèle Grand Public et de Professionnels (CA : 180 MF -250 pers.). Dans le cadre d'un redéploiement de nos activités, nous créons le poste de Directeur Commercial.

Rattaché à la Direction Générale, vous êtes personnellement chargé du développement des affaires. Vous définissez une nouvelle politique commerciale, vous animez et dynamisez une équipe de 40 personnes. Enfin, vous participez à la stratégie marketing France.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, vous *possédez*, à 35 ans *environ*, l'expérience réussie de l'animation d'équipe et de la vente de Produits Grand Public ainsi qu'une bonne connaissance du marché Hi-Fi, TV, vidéo.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Nous serons sensibles à l'expérience qui prouvera votre dynamisme, vos qualités d'animateur *et votre sens de la stratégie commerciale.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. M 62903 à Nicole LE BREUILLY.

TEG
113 rue de
l'Université
75007
PARIS.



DESSEIN

DECISION INTERNATIONAL

... UNE CERTAINE IDÉE de ce que doit être aujourd'hui une entreprise d'ingénieurs : communiquante, motivante, impliquante, recrutant des

INGÉNIEURS ET PARTENAIRES

ayant la volonté de contribuer à l'expansion d'un jeune groupe INFORMATIQUE international.

Nous croyons qu'il est possible, pour une SSII, d'avoir une politique de R&D ambitieuse et de mériter la confiance que nous font les groupes industriels les plus prestigieux en s'attachant la collaboration de nos ingénieurs pour des projets de haute technicité.

Nous croyons qu'il est possible de mêler forte croissance, profitabilité, développement international, perspectives personnelles, et qualité des relations humaines à travers un réel partenariat à l'intérieur de l'entreprise.

Nous y réussissons.

Les hommes et les femmes de DECISION INTERNATIONAL sont ainsi ses meilleurs ambassadeurs.

Si vous avez une expérience solide en ;

- applications et systèmes scientifiques (temps réel, CAO, applications techniques, calcul de structures, simulation, ...)
- informatique de gestion (bases de données, transactionnel, réseaux locaux, ...)
- informatique fondamentale (système, communications, génie logiciel, méthodologie ...)

Alors nous vous proposons de nous rejoindre et de partager nos ambitions, nos efforts, nos succès, au sein de nos directions opérationnelles de Paris ou de Province.

Envoyez votre curriculum vitae et vos prétentions à :
DECISION INTERNATIONAL
Direction du Personnel (Réf. C 187) 112, rue de Paris 92100 Boulogne.



DECISION INTERNATIONAL

Des hommes au cœur de l'intelligence informatique.

Stag

Conseil Régional de Champagne - Ardenne

Au coeur du Nord-Ouest Européen, notre région avec 1 345 900 habitants, une agriculture qui exporte, une industrie performante, un tourisme chargé d'histoire, s'investit tous les jours avec ses habitants et ses élus pour gagner le défi de l'an 2000. Le Conseil Régional de Champagne-Ardenne recherche un

JEUNE CHEF DE CABINET DU DIRECTEUR GENERAL

Au sein de la Direction Générale des services, vous mènerez des missions très variées d'étude, de conseil et de rédaction, dans les domaines aussi divers que le budget, l'aménagement rural, le tourisme, les affaires économiques... Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés possédant une maîtrise de droit et/ou Sciences Po, avec une première expérience similaire. Esprit de synthèse, talent rédactionnel, mobilité intellectuelle, rapidité d'action, autant de qualités que nous vous demanderons. Résidence à CHALONS-SUR-MARNE ou REIMS.

Merci d'envoyer votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10, rue du Colisée, 75008 Paris, sous la réf. 315/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

TOULOUSE

LA DÉPÊCHE

5ème Groupe de Presse National, nous sommes en constante évolution. Présents sur tous les secteurs de la Communication (gratuits, radio, TV), nous voulons poursuivre cette expansion. Pour cela, nous recherchons notre

Directeur de la publicité

Votre mission, très complète, consistera à développer, sur Toulouse et le département, le Chiffre *d'Affaires publicitaire sur le quotidien et le gratuit leader (130 millions de francs de CA en* 1986).

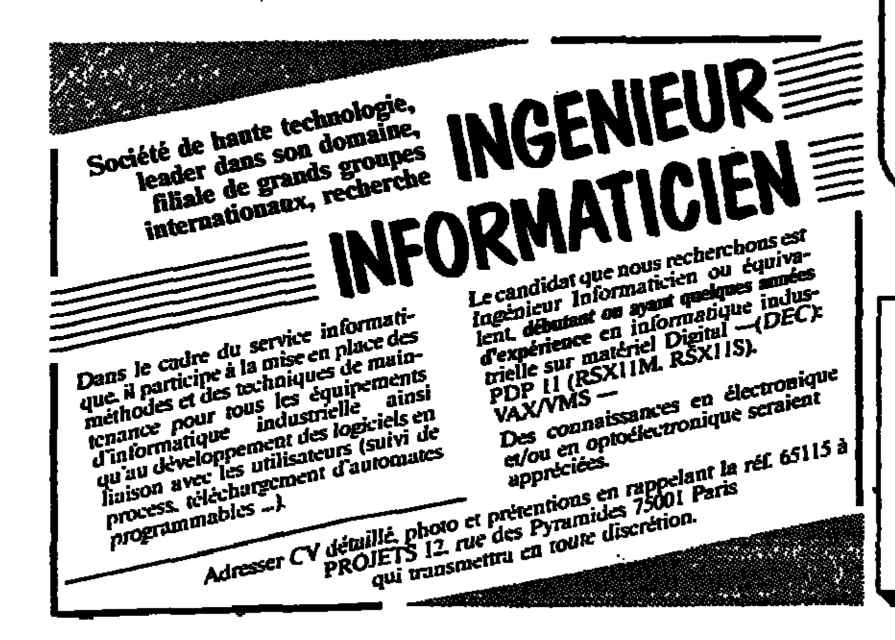
Rattaché à la Direction Commerciale, vous devrez mettre en avant vos qualités de leader et d'animateur pour dynamiser votre équipe de vingt commerciaux.

C'est avant tout un homme de terrain que nous souhaitons rencontrer. A 35-40 ans, votre formation supérieure commerciale, votre expérience de la vente de services et votre sens du management ont fait de vous un professionnel reconnu.

Créativité et imagination sont bien sûr nécessaires pour réussir pleinement dans votre future mission.

Si cette opportunité vous séduit, contactez-nous très rapidement en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel) à M. GEIY, La Dépêche du Midi, Avenue J. Baylet, 31095 Toulouse Cedex.

média-system



HOBART

LA référence mondiale
- qualité, technologie, gamme -
pour l'équipement professionnel de cuisine
à Marne-la-Vallée

ADMINISTRER L'EXPORT Puis DEVELOPPER LES VENTES

Dans un groupe international comportant de fortes implantations européennes industrielles et commerciales, les ventes intercompagnies représentent un volume important dont vous assurerez la rationalisation et la fluidité, avec une équipe administrative compétente.

Puis vous développerez des objectifs commerciaux dans la zone francophone auprès de grands comptes exportateurs, de revendeurs et au-delà des actions totalement internationales.

Des perspectives à la mesure d'un groupe leader vous permettant de confirmer vos compétences de gestionnaire de ventes internationales de produits technologiques.

Envoyez votre dossier à Cie HOBART - DRT
39, rue Cambon - 75021 PARIS Cedex 01.

Pierre Lichau

Imprimerie proche banlieue

cherche son

RESPONSABLE DE NUIT

Niveau ingénieur.
Expérience imprimerie appréciée.

C.V. et prétentions sous n° 8.406 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

DIRECTEUR RESIDENCE RETRAITE

N*otre résidence (3e âge) banlieue Ouest de Paris dispose de 90* logements ; Cadres moyens et supérieurs, dont la moitié sont invalides, en sont les résidents.

A 45-50 ans, vous possédez une sérieuse expérience de la DIRECTION d'un établissement de réadaptation, d'une clinique ou encore d'un centre hôtelier.

Assisté d'une quarantaine de collaborateurs, vous serez responsable de sa bonne marche.

Vous aurez à gérer deux restaurants et un budget d'environ 10 millions de francs.

Très disponible, solide sur le plan psychologique, vous savez combien gérer une telle résidence demande de compétence et d'investissement personnel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 21836 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

PIERRE SADOC
& ASSOCIES
CONSEIL & FORMATION
développement ☐
gestion ☐
organisation ☐
marketing ☐

PSA

recherche

JEUNES INGENIEURS

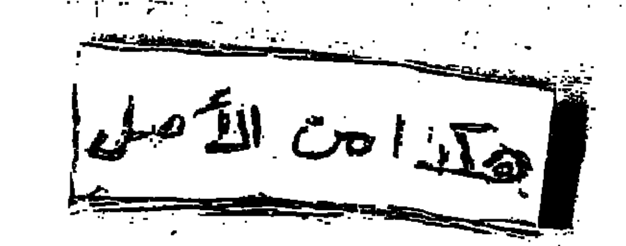
GRANDE ECOLE

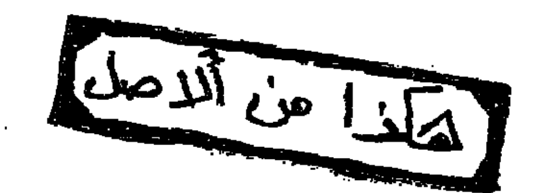
pour études de :
- diagnostic d'entreprise,
- redressement et stratégie,
- gestion et organisation.

Première expérience en gestion de production appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
E. DEBOURG - 173, rue de Crimée - 75019 PARIS.

VALENS CONSEIL







Directeur de filiale

450.000 F

Un groupe international de réputation mondiale, spécialisé dans le domaine des prothèses auditives, recherche le directeur général de sa filiale française dont l'objet est de vendre, fabriquer et maintenir (effectif : 30 personnes - chiffre d'affaires : 28 millions de francs). Rendant compte au conseil d'administration basé à l'étranger, il aura pour mission de gérer cette unité implantée en proche banlieue ouest de Paris et d'assurer le développement de ses ventes en s'impliquant particulièrement dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie marketing la mieux adaptée à son marché. Ce poste s'adresse à un cadre âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial (ou justifiant d'un niveau équivalent) et maîtrisant la langue anglaise. Il doit impérativement avoir exercé des responsabilités marketing et commerciales dans une société distribuant des biens de consommation durables auprès de détaillants spécialisés (proches, si possible, du secteur médical) et avoir pris en charge la gestion d'un centre de profit. Compte tenu des activités de fabrication et de S.A.V., une compréhension de l'électronique est souhaitable. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle brute de départ (fixe + intéressement) sera de l'ordre de 450.000 francs + voiture de fonction. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R 9237M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chef des ventes export

300.000 F

Produits réfractaires - Cette société implantée dans une région très agréable du littoral Pas-de-Calais, a acquis une réputation mondiale dans le domaine des réfractaires. Désireuse de renforcer encore sa présence à l'étranger, elle recherche un chef des ventes export. Sous l'autorité du directeur général et avec l'aide d'une petite équipe d'agents implantés localement, il sera chargé du développement de la clientèle existante et de la prospection de nouveaux marchés. Bénéficiant d'une réelle autonomie, il définira les stratégies à appliquer sur les différents marchés et sera responsable de la réalisation des objectifs en marge et en chiffre d'affaires. Ce poste s'adresse à un homme de terrain apte à négocier directement avec les clients et à animer des agents à l'étranger. Possédant de par sa formation ou son acquis professionnel une bonne culture technique, il aura acquis une expérience de la vente à l'export de produits ou de services industriels. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Des déplacements fréquents de moyenne durée sont à prévoir. La rémunération annuelle de l'ordre de 300.000 francs sera liée à l'acquis. Il s'y ajoute une voiture. Ecrire à M. OLARI en précisant la référence A/4855M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable de production

250/300.000 F

Prestation de services en Charente-Poitou - Une importante société de services dont les prestations sont assurées dans le monde entier, recherche un responsable de département qui, placé sous l'autorité immédiate du secrétaire général, sera responsable de la production dans son ensemble. A ce titre, il animera et gérera une entité dont l'effectif excède les 200 personnes, de même qu'il en coordonnera et en planifiera l'activité. Basé en Charente-Poitou, ce poste qui suppose d'évidentes aptitudes à la communication et à l'organisation s'adresse à un cadre âgé de 35 ans au moins et titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur qui lui ait permis de développer ses capacités d'analyse et de synthèse. Issu si possible du secteur tertiaire, il doit nécessairement justifier d'une expérience de la conduite de projets et de l'exercice de responsabilités hiérarchiques élargies (tant humaines que budgétaires) dans un contexte où la mise en place de structures et de systèmes d'information et de gestion est indispensable pour assurer une production de qualité. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ se situera entre 250 et 300.000 francs. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R 9236M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune organisateur (H/F)

Savoie - Cette société de services aux entreprises (600 personnes, 270 millions de francs de chiffre d'affaires) poursuit son expansion. Elle crée le poste d'organisateur qui, rattaché à la direction générale, aura pour mission :

- l'optimisation et l'harmonisation des procédures existantes dans les secteurs technique, logistique, administratif et commercial,
- l'analyse des besoins, l'étude et la mise en place de nouveaux systèmes d'organisation, en liaison notamment avec le service informatique.

Ce poste débouche à terme sur des fonctions opérationnelles. Il concerne un candidat âgé de 26 ans au moins, de formation supérieure (grande école de commerce, gestion ou ingénieurs) possédant quelques années d'expérience acquise en entreprise ou dans le conseil. La rémunération saura motiver un candidat de valeur. Ecrire à JC. GERARD en précisant la référence A/3984M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable du recrutement

L'OCP est le leader de la distribution pharmaceutique en France. Disposant d'une implantation nationale (72 établissements), il emploie 5.000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs. Il recherche aujourd'hui son responsable du recrutement. Rapportant au directeur du développement des ressources humaines et assisté d'une équipe de trois personnes, il sera responsable de l'ensemble des opérations de recrutement - encadrement, techniciens, employés - de la définition des besoins à la recherche, la sélection et l'intégration des nouveaux collaborateurs de l'entreprise. Ce poste très complet s'adresse à un(e) candidat(e) de formation supérieure (DESS de psychologie industrielle, maîtrise de sciences humaines, ESC...) disposant d'une première expérience du recrutement acquise en entreprise ou en cabinet. Le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience du (de la) candidat(e) retenu(e). Le poste est basé à Paris. Ecrire en précisant la référence S/8161M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Consultant

Toulouse

PA, premier cabinet européen de conseil en recrutement, membre de PA International (1.300 personnes), comprend aujourd'hui 38 consultants basés à Paris et dans 6 directions régionales. La direction sud-ouest poursuit une croissance rapide et recherche pour renforcer son équipe (6 personnes) un nouveau consultant. Sa mission consistera à mener, en totale autonomie, des actions de recrutement en utilisant les techniques d'approche les plus diverses (chasse de tête, annonces...). Intervenant auprès d'entreprises très diversifiées, il sera directement responsable du développement de sa clientèle. Nous recherchons un candidat de formation supérieure ayant une bonne connaissance du monde industriel. La pratique du recrutement de cadres de haut niveau serait naturellement un atout, mais le profil reste volontairement très ouvert; une expérience réussie de la vente de services pourrait convenir. La rémunération sera très motivante pour un candidat de valeur. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/062TM. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Conseil en brevets
Paris-8e

recherche

1 INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Poste s'adressant de préférence à un mandataire devant l'OEB ou, éventuellement, à un débutant voulant faire carrière dans la propriété industrielle.

Anglais indispensable. Allemand souhaitable.

Adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous n° 8386, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

Confidentialité assurée.

ORLÉANS

Organisme Financier en pleine évolution, recherche son

Responsable de la logistique

Il aura à traiter des moyens permettant d'assurer et de contrôler l'efficacité d'un ensemble d'établissements.

DIRECTEMENT RATTACHE AU PRESIDENT Il aura en charge en agissant à 2 degrés :

• Opérationnel au niveau Siège, • Fonctionnel auprès des établissements,

La fonction PERSONNEL : supervision de l'administration des politiques des Ressources Humaines, de Communication et de négociation, de Formation.
La mise en place de procédures de SUIVI BUDGETAIRE adaptées à un organisme financier mais aussi à un **Centre informatique** important.
L'ensemble des SERVICES GENERAUX habituels (dossiers généraux, matériels, etc.).

Les moyens nécessaires à son action soit sont en place, soit lui seront fournis.

De **formation supérieure** et pouvant justifier d'une expérience de 5 ans au minimum au sein des services fonctionnels d'une entreprise il devra avoir les qualités du gestionnaire (capacité à prendre des décisions) et du conseil (analyse et conception, mais aussi, capacité à se faire accepter comme l'interlocuteur valable à tous les niveaux).

Ce poste par sa diversité est un très bon tremplin de carrière.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. et photo) seront à adresser sous la référence 3008-M, à :

a. et j. ourliin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

Le Centre HEC-ISA

Recherche
pour ses départements d'enseignement Finance et Comptabilité - Contrôle de Gestion

DEUX ASSISTANTS OU PROFESSEURS-ASSISTANTS

AGE : 30 ans environ.
FORMATION : Diplôme de grande école ou équivalent, et de préférence PHD ou doctorat en gestion.
RÉMUNÉRATION : Selon diplômes.

Envoyer CV + prétentions + photo au :
Doyen du Corps Enseignant du Centre HEC-ISA
1, rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas.

Le Centre HEC-ISA regroupe sur le campus de Jouy-en-Josas l'école HEC, l'Institut supérieur des affaires, le Centre de formation continue et le doctorat HEC.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

ENST, ESE, ENSIMAG, INSA, ENSI, DEA, MIAGE.

Pour assurer des dévelop. en :
- Logiciels de base ;
- Logiciels systèmes ;
- Logiciels d'application temps réel ;
- Télécom, réseaux ;
- CA, CFAO, IA.

Ecr. à : SDI 78/80, av. Galliéni Tour Galliéni I 93174 BAGNOLET CEDEX.

ENTREPRISE DE NETTOYAGE RÉGION BRETAGNE

CHEF D'EXPLOITATION

Expér. indispensable poste évolutif. Env. CV à ASR 1, rue de la Pépinière, 8e.

GENIOUS SYSTEMES rech.

INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R. SOLAR, UNIX, C. Tél. : 47-85-63-39.

QUAND VOUS PENSEZ EMPLOI, PENSEZ...

Le Monde : premier titre national pour l'emploi des cadres

Secteurs de pointe :

LA RUBRIQUE DES INGÉNIEURS QUI BOUGENT

Rendez-vous le mardi 17 daté 18 mars.

Importante société de transports maritimes, filiale de deux grands groupes français, recherche pour son SERVICE CONTENTIEUX

RÉDACTEUR (TRICE)

pour traitement des réclamations cargaison et suivi des affaires judiciaires.

De formation juridique, d'un niveau équivalant à la capacité en droit, parlant couramment l'anglais et possédant de bonnes capacités rédactionnelles, il (elle) apportera de préférence quelques années d'expérience dans une fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prét. s/réf. 11.789 à Pierre LICHAU S.A., 10, r. de Louvois, 75002 PARIS, qui tr.

Association de tourisme recherche un(e)
TECHNICIEN(NE) FORFAITISTE
AGENT ADMINISTRATIF
Contrat durée indéterminée à compter d'avril 1987.
Attributions :
- dactylographie,
- confection de voyages et séjours à forfait,
- à terme, réalisation d'une partie de la prospection,
- anglais souhaité.

Salaire brut/an : 108.000 F.
Ecrire avant le 20-3-87 au Directeur général, AREPOS, 184, rue du Fbg-Saint-Denis, 75010 PARIS.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le groupe crédit bail du Crédit Agricole, recherche pour ses délégations régionales *d'Aix-en-Provence, Grenoble et Lyon*

jeunes attachés commerciaux

qui seront chargés :
- d'informer et d'apporter leur aide à la formation et à l'animation d'un réseau commercial solidement établi,
- de promouvoir les activités de crédit bail sur les départements rattachés à la délégation.

Une formation supérieure est exigée (ESCAE, SUP de Co, Maîtrise de Gestion ou de Sciences Economiques) ainsi qu'une expérience commerciale de quelques années acquise de préférence dans le crédit aux entreprises.
Ces postes comportent des déplacements fréquents.
Lieu de résidence dans les villes ci-dessus.

Envoyer CV, prétentions et photo, sous réf. LM/0313, à CNCA, Service Gestion des Personnes, BP 48, 78280 Guyancourt.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

média-system

La Société des Autoroutes *Paris-Rhin-Rhône*

recherche

UN CADRE DE HAUT NIVEAU

pour prendre en charge sa DIRECTION RÉGIONALE DE FRANCHE-COMTÉ à BESANÇON
et participer rapidement à des missions à l'étranger.

MISSIONS PRINCIPALES :
- coordonner et contrôler l'action des unités d'exploitation (200 personnes au total) dans les domaines de l'entretien courant du patrimoine, de la perception du péage, de la sécurité des usagers ;
- élaborer, proposer et suivre la réalisation des budgets de fonctionnement (60 MF en 1987) et de gros travaux ;
- assurer les relations avec les collectivités locales ;
- participer périodiquement à une astreinte de nuit et de week-end.

Ce poste qui offre une large autonomie de gestion s'adresse à un ingénieur (40 ans minimum) pouvant témoigner d'une expérience incontestable dans une activité analogue et dans le management du personnel.

A l'issue d'une période d'un an, le candidat retenu se verra confier des missions à l'étranger, pouvant être de longue durée (1 à 3 ans) dans le cadre de l'activité internationale de la société et avec retour ultérieur dans la société.

A ce titre, une pratique absolument courante de l'anglais est indispensable et un séjour professionnel antérieur d'au moins 2 ans dans un pays anglophone sera un atout quasi indispensable.

Les candidats intéressés par ce poste auquel sont rattachés une rémunération attrayante et un véhicule de fonction doivent adresser leur candidature à la :
S.A.P.R.R. - Direction du Personnel
36, r. du Docteur-Schmitt, 21850 SAINT-APOLLINAIRE.
Discrétion assurée.

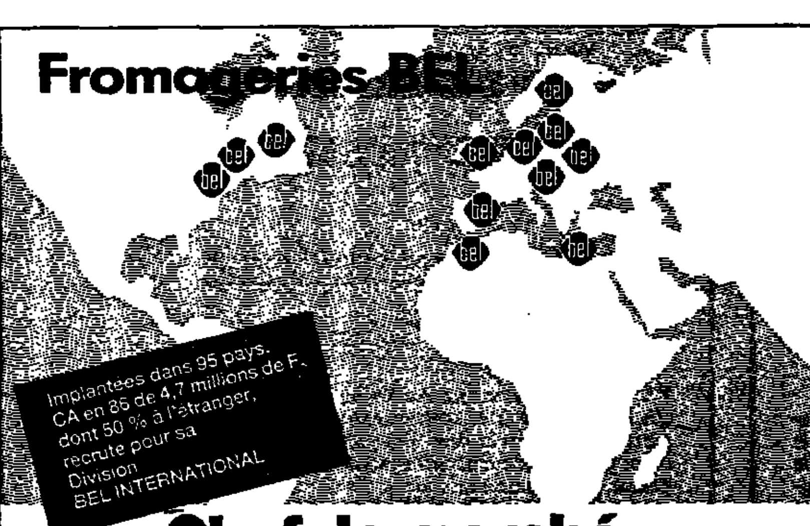
Leader avec 38,5% du marché de la répartition pharmaceutique, notre société réalise avec plus de 5.000 personnes dans 72 établissements un chiffre d'affaires de plus de 16 milliards de francs.

Concepteur - formateur

Ayant déjà une première expérience dans la fonction Personnel, vous souhaitez aujourd'hui élaborer des plans de formation adaptés aux besoins et aux hommes de l'entreprise.
L'organisation et la planification des stages internes comme externes relèveront également de votre responsabilité ainsi que l'animation de certains séminaires.
Rattaché au responsable du service Formation, vous ferez partie d'une équipe de 10 personnes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à OCP REPARTITION,
Direction des Affaires Sociales,
Service Recrutement
24, rue des Ardennes, 75019 Paris.

OCP
PHARMACIEN-REPARTITEUR



Chef de marché confirmé
HEC - ESSEC - ESC

SUD-EST ASIATIQUE - AFRIQUE - AMERIQUE DU SUD ET CENTRALE
5 ans d'expérience minimum, dans la fonction de chef de marché, de préférence dans le marketing et la vente de produits alimentaires à l'étranger.
Anglais indispensable, espagnol souhaitable.
Nombreux déplacements à l'étranger.
Adresser CV et prétentions à FROMAGERIES BEL - Direction du Personnel
4, rue d'Anjou, 75008 Paris.

CONTESSE

RESPONSABLE
BUREAUTIQUE - INFORMATIQUE PERSONNELLE DANS LA PUBLICITÉ

BDDP, toute première agence de publicité en France vous propose de mettre votre jeunesse, votre ouverture personnelle liée à votre formation supérieure type ESC, et votre première expérience en « tique » de l'entreprise au service de 80 *Apple Macintosh* connectés en réseau dont elle vient de s'équiper.

Votre mission : lancer et faire vivre le système, assurer la maintenance matérielle et logicielle et la formation des utilisateurs.

Beaucoup de travail, une ambiance qui dynamise, des possibilités d'évolution séduisantes, c'est ce que BDDP vous offre en plus.

Faites-lui parvenir votre offre de collaboration.

BDDP - Béatrice *BENUREAUD*,
66, route de la Reine, 92100 BOULOGNE.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE *(500 personnes)*
LEADER MONDIAL DANS SA BRANCHE
recherche son

chef de personnel

35 ans environ, de formation supérieure (droit social, gestion...) vous êtes un homme de dialogue et de contact motivé par la possibilité de jouer un rôle rigoureux et actif dans l'harmonisation de la politique humaine.

Nous vous demanderons particulièrement :
- d'apporter un soutien actif à la nouvelle organisation qui se met en place,
- de développer la fonction personnel dans son rôle de proposition et de conseil auprès de la hiérarchie.

Evolution possible vers une Direction de personnel.
Nous offrons un contexte très ouvert sur l'international, avec une Direction participative qui associe initiative individuelle et travail d'équipe.
Expérience indispensable de plusieurs années dans un établissement industriel. Anglais souhaité.
Poste basé dans une ville universitaire du quart Nord-Ouest de la France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. M 23C
à notre Conseil : *ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS*

ARCO



Vente et conseil aux industries

Notre groupe est d'origine US et d'implantation mondiale (CA 100 M. $, ± 350 personnes). Notre activité est la FOURNITURE D'ADHESIFS LIQUIDES ET FONDUS A CHAUD aux industries. Notre développement en Europe nous amène à créer le poste de

Sales Manager France

AUJOURD'HUI...
A 30-35 ans environ, après une formation commerciale, vous avez une expérience - réussie - de la vente de produits industriels (si possible chimiques).
Vous maîtrisez bien l'anglais.
Vous souhaitez évoluer vers un poste de responsable polyvalent et indépendant axé vers la réussite commerciale.

DEMAIN...
Après une formation aux produits et techniques «maison» vous serez chargé du développement de notre clientèle HYGIENE (non tissé jetable en particulier), et de l'ouverture d'autres marchés industriels.
En relation avec le Sales Manager Europe, nos usines en Hollande et dans l'Est de la France, vous bénéficierez de la réputation de notre groupe : performance, fiabilité, service R + D de haute qualité.
Ce poste ouvert et évolutif comporte les avantages et l'enveloppe de rémunération/conditions liés à une telle fonction.

VITE...
Adressez votre dossier de candidature (CV, photo et rémunération actuelle) à MERCURI URVAL 14bis, rue Daru, 75008 Paris, s/réf. 49.771 M

Mercuri Urval

Importante entreprise banlieue Sud

recherche

PHARMACIEN BIOLOGISTE ADJOINT A CHEF DE LABORATOIRE D'ANALYSES MÉDICALES

Missions outre-mer.
Contrat d'un an éventuellement renouvelable.

Adresser curriculum vitae détaillé + photo d'identité s/nº 8397 - LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Depuis 10 ans, nous luttons contre le suicide. Voulez-vous nous aider ?

12000 morts... En 1986, le suicide a tué plus que la route.

Uniquement composé de bénévoles, notre association a cinq centres d'accueil en France et en ouvre un sixième à Paris. De plus, à *partir du 11 mai prochain, nous complétons notre* accueil par l'ouverture d'une ligne téléphonique 24 h sur 24, ce sera le 45 40 55 65.
Pour cela, nous avons impérativement besoin d'

Ecoutants bénévoles

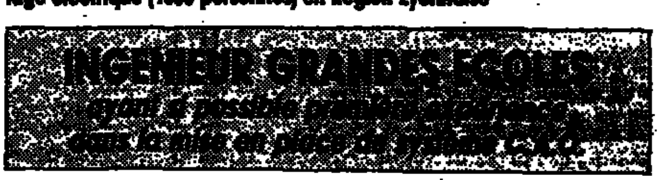
Pour nous rejoindre, écrivez nous.

Association Urgence suicide Phénix
36 rue de Gergovie, 75014 Paris.

URGENCE SUICIDE phénix

Responsable informatique technique C.A.O.
REGION LYONNAISE

Grand Groupe Industriel de forte notoriété internationale, nous recherchons pour l'un de nos Etablissements fabriquant des produits d'appareillage électrique (1000 personnes) en Région Lyonnaise



Il sera responsable de l'étude et de la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de traitement de la C.A.O. Il sera également partie prenante dans la mise en place de la F.A.O. avec son équipe de techniciens. Il aura aussi *l'importante mission de former les utilisateurs.*

Si vous êtes intéressé par ce poste d'avenir, merci d'écrire sous référence 5495- M à MAMREGIES, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Ingénieurs diplômés

Dans le cadre de l'extension de ses activités «clés en main» le Groupe Dumez recherche pour sa filiale d'études d'ingénierie le GIE SEMED, des ingénieurs diplômés :

Département traitement des eaux, hydraulique, V.R.D.

Expérience d'au moins 5 années de bureau d'études.
Formation complémentaire aux USA appréciée.

Les candidatures de débutants de valeur seront examinées avec intérêt.

Les candidats retenus intégreront l'équipe pluridisciplinaire en place au bureau d'études de Nanterre, chargée de tous les grands projets d'ingénierie «clés en main», que le Groupe réalise dans le monde.
La connaissance de la langue anglaise est indispensable, ainsi qu'une ouverture et du goût pour l'utilisation de l'informatique scientifique.
Les postes sont susceptibles d'une rapide évolution tant sur le plan des responsabilités que sur celui des rémunérations.



Envoyer CV, photo et prétentions à G.I.E. SEMED,
sous référence LM 006, 345 avenue Georges Clemenceau,
92022 NANTERRE Cedex.

média-system

NOTRE METIER
LES PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE.

LE CONTEXTE
- Un site industriel à 2 heures au Sud de Paris comprenant plusieurs unités de fabrication.
- Une équipe de **GESTION DE PRODUCTION** performante spécialisée sur Copics.
- Un IBM 3083, MVS, CICS, DL1.

Notre développement nous amène a recruter

UN CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Spécialisé en **gestion de production.**
Soucieux de conduire ses projets avec la rigueur et l'esprit de méthode que nous appliquons à nos propres fabrications.

SON PROFIL
- Ingénieur Grande Ecole
- 3 ans de conduite de projets en GPAO avec *pratique d'une méthode (MERISE, AXIAL...)*
- La connaissance de notre environnement logiciel *et matériel sera considéré comme un atout* supplémentaire.

MANAGEZ NOS PROGRAMMES IMMOBILIERS

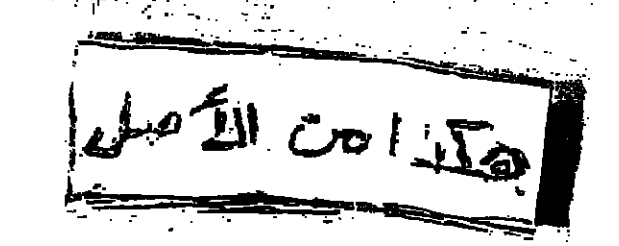
Directeur de programme
immobilier en
Région Parisienne,

Vous coordonnez l'action de tous nos interlocuteurs : Financiers, Architectes, Administration, pour mener à bien toutes les phases de vos programmes, de l'achat du terrain à la vente «clé en main» en région parisienne.
Agé de 35 ans environ, vous avez une formation supérieure (Ecole d'ingénieur ou Commerciale) et votre expérience d'au moins 5 ans fait de vous un professionnel performant de l'immobilier.
Synthèse, négociation, anticipation sont vos qualités, mais surtout vous voulez être en charge d'un centre de profit et avez le sens du management d'équipe au sein d'une *structure légère.*
LES BATISSEURS DE FRANCE, société de Promotion Immobilière, filiale de CBC au sein du Groupe Compagnie Générale des Eaux, est en plein essor. Les opportunités de carrière sont nombreuses et rapides.

Pour un premier contact, adressez votre CV
à Marc SIMON - BATISSEURS DE FRANCE,
Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du
Pont de Sèvres, 92516 Boulogne Cedex.

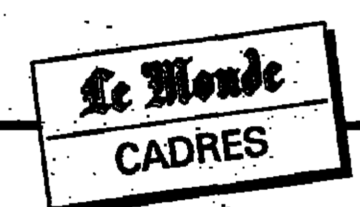


média-system



هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



RESPONSABLE DES METHODES DE CONTROLE CENTRAL

Un des grands leaders de l'électronique médicale recherche son responsable des méthodes de contrôle central.

Il dépend du Directeur du Contrôle Industriel de la qualité et anime un service de 8 personnes, basé en proche banlieue nord.

Homme de réflexion et d'action, il définit les méthodes générales de contrôle en production pour l'ensemble du groupe, en France et à l'étranger, et il les fait appliquer.

Il fournit également une assistance technique aux services de contrôle des filiales françaises et étrangères. Enfin il réalise des audits de procédés de contrôle dès qu'il en ressent la nécessité.

Il apporte sa rigueur méthodologique à une entreprise très ouverte à l'amélioration du contrôle qualité.

Nous attendons la candidature d'ingénieurs grandes écoles, électroniciens et/ou informaticiens, âgés de 30 ans minimum, connaissant bien l'automatisation des processus industriels. Ils ont une expérience méthodes ou production, acquise dans l'électronique professionnelle. La maîtrise des méthodes statistiques appliquées au contrôle serait un plus.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 42/1866 M à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Responsable formation HF

Plus créatif que gestionnaire !

Un groupe diversifié dans le domaine des Services (immobilier, hôtellerie, banque, assurance...), 900 personnes formées en 1986, dont 600 commerciaux... Le poste offert comporte l'analyse des besoins et l'élaboration du plan de formation, la conception de nouveaux programmes, le choix des intervenants extérieurs, l'animation de sessions pour cadres et formateurs. Un rôle de conseil, notamment en Communication, auprès de notre PDG, permettra une grande diversité de vos missions. Vous êtes jeune, diplômé de l'enseignement supérieur, (Ecole ou Université), vous avez une expérience d'au moins 3 ans de la Formation (secteur tertiaire de préférence). Lieu de travail : ville à 200 km de Paris. Rémunération motivante. Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé, mentionnant votre niveau actuel de rémunération à D. de LARIVIERE, sous réf. 11748/M qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cédex.

Membre de Syntec

sélé CEGOS

GROUPE SYSECA

SYSECA (350 MF de C.A., 900 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de service et d'ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

ingénieurs informaticiens

Formation, Grandes Écoles, Doctorat, DEA, Maîtrise.

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 234, à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA SELECTION

Le groupe de crédit bail du Crédit Agricole recherche un

Délégué régional

pour 5 départements de la région Midi-Pyrénées, qui sera chargé :
- de promouvoir les activités de Crédit Bail sur les 5 départements rattachés à la Délégation,
- d'informer et d'apporter son aide à la formation et à l'animation d'un réseau commercial solidement établi,
- d'assurer le montage des dossiers et d'animer une petite équipe administrative.

Une formation supérieure est exigée ainsi qu'une expérience commerciale de quelques années acquise de préférence dans le crédit aux entreprises.
Le poste est basé à AUCH et comporte des déplacements fréquents.
Adresser CV, prétentions et photo, sous référence LAM/0317, à C.N.C.A., Gestion des Personnes, B.P. 48, 78280 GUYANCOURT.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE



ÉTABLISSEMENT FINANCIER A PARIS
(Groupe de Suez)

FACTOFRANCE HELLER
N° 1 SUR SON MARCHÉ
(SERVICES FINANCIERS AUX P.M.E.)

RECRUTE

JEUNES CADRES

pour renforcer ses équipes et faire face à son développement.

PROFIL SOUHAITÉ :
Formation supérieure de type grande école de commerce ou université.
Une première expérience professionnelle est impérative.
Ces postes basés à Paris nécessitent quelques déplacements de courte durée.

POSTE 1 :
Analyste de crédit : responsabilité d'un portefeuille de grandes entreprises.
Participation à la décision et à la surveillance des engagements.

POSTE 2 :
Attaché(e) de clientèle : responsabilité du suivi et du développement d'un portefeuille de PME/PMI tant sur le plan commercial que sous l'aspect de l'analyse du risque.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous le n° 8.372 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Le département du Val-de-Marne

RECRUTE
PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES
OU PAR VOIE DE DÉTACHEMENT

3 INGÉNIEURS SUBDIVISIONNAIRES OU PRINCIPAUX

Pour l'Arrondissement Fonctionnel de l'Eau et de l'Assainissement
(Spécialité « Electromécanique ou Hydraulique »)

1 INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE OU PRINCIPAL

Pour le Service d'Architecture et des Bâtiments Départementaux (spécialité « Bâtiment ») (expérience d'électromécanicien dans la marine appréciée)

CONDITIONS :
- être âgé de moins de 40 ans au 1er janvier 1987 ;
- être de Nationalité Française ;
- être titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe 1 du Statut Particulier des Ingénieurs du cadre départemental.

Le dossier de candidature comprenant :
- un curriculum vitae détaillé ;
- la photocopie du diplôme ;
- une photographie d'identité ;
- deux enveloppes timbrées portant nom et adresse devra être adressé AU PLUS TARD le 30 MARS 1987, le cachet de la poste faisant foi, à :

Monsieur le Président du Conseil Général
Hôtel du Département du Val-de-Marne
Direction du Personnel Départemental
Bureau de Recrutement - Pièce 404
Avenue du Général-de-Gaulle - 94000 CRÉTEIL.
Tél. : 48-99-94-00 - Poste 24.04.

Intermédiaire financier (Paris)

Recherche pour renforcer son département nouveaux produits
(options, swaps, futures)

JEUNES DIPLOMÉS (ÉES)
(OU INGÉNIEURS)

Possédant une formation financière
Débutants ou dotés d'une expérience professionnelle.

Dynamiques, agressifs, possédant un jugement rapide, ayant le sens du contact, ils devront :
- Intervenir en négociateur sur les nouveaux marchés ;
- Développer les relations avec la clientèle ;
- Etudier le montage d'opérations nouvelles.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, curriculum vitae et photo au :
MONDE PUBLICITÉ
sous n° 8.381 M, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

I.P.S.
Informatique pétrolière scientifique

recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

X, mines, centrale..., possédant : une expérience minimum de un an des langages fortran C et du système unix. Une bonne connaissance si possible dans le domaine de la géophysique ou de la géologie.

Envoyer votre C.V détaillé avec lettre manuscrite et prétentions à :

I.P.S. : 35, rue Eichenberger, 92800 Puteaux.

Le GROUPE PAPETIER
ARJOMARI

C.A. proche de 5 milliards de F - 5000 personnes
- *PREMIER PRODUCTEUR FRANCAIS PAR LA DIVERSITE DE SES PRODUITS*
- *PREMIER DISTRIBUTEUR DE PAPIERS POUR ARTS GRAPHIQUES*
- *PREMIER EXPORTATEUR, recherche*

ingénieur responsable des brevets
ISÈRE

Rattaché au Directeur du Laboratoire Central, il assure la double responsabilité de la Rédaction des Brevets – avec l'aide des Ingénieurs de Recherche – et de leur défense auprès des Administrations Françaises et étrangères, en liaison avec les services internes du groupe et les cabinets juridiques extérieurs. Il supervise en outre un service Documentation particulièrement bien équipé qu'il est chargé de faire vivre et de développer.

Ce poste – impliquant précision, curiosité et ouverture d'esprit – conviendrait à un INGÉNIEUR CHIMISTE ou PAPETIER ayant acquis – soit par le biais d'une formation spécialisée (CEIPI), soit par le biais de l'expérience (2 à 4 ans en cabinet ou en entreprise) une bonne connaissance de la juridiction des Brevets. La maîtrise de la langue Anglaise est indispensable, celle de l'Allemand est vivement souhaitée. Les conditions offertes et la dimension du Groupe sont de nature à intéresser un candidat de valeur.

Les dossiers de candidature sous réf. 3300 M précisant rémunération souhaitée + photo seront traités confidentiellement par

MEMBRE DE SYNTEC

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

— *Une fonction de*
Directeur général adjoint

DANS UNE DIVISION DE 1800 PERSONNES, 500 MF DE CA

— *Un groupe leader sur son marché de produits grande consommation, à vocation fortement exportatrice...*

Après une période d'étude du fonctionnement de la division, vous porterez votre effort sur la

PROMOTION DE LA QUALITE GLOBALE

du produit, bien sûr, mais aussi de l'organisation (image de marque, administration, rentabilité), fonction qui vous mettra en prise directe avec l'ensemble de la division.

INGENIEUR GRANDE ECOLE, environ 35 ans, vous connaissez bien la production et avez de bonnes notions du contrôle de gestion. Vos compétences d'organisateur vous permettent d'animer des actions en analyse de la valeur, cercles de qualité, d'analyser les fonctions achats et logistique et de les superviser. Vous savez utiliser au mieux l'informatique.

Vous parlez l'anglais et l'allemand est un plus.

La rémunération tiendra compte de la solide expérience que vous avez su vous construire.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V., lettre manuscrite et photo, sous référence 2502-M à :

a. et j. ourlin — CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

Une Administration intégrée : à mettre en place et développer

Première filiale d'une multi-nationale, nous avons relevé le défi et réussi une progression exemplaire de notre chiffre d'affaires sur un marché de produits en évolution technologique rapide.

Votre mission sera de réorganiser notre administration, d'être un acteur du changement partagé et d'assurer le développement d'une organisation dont vous serez le "patron".

Nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur de gestion qui, après une expérience réussie en matière de transformation des structures et mentalités en entreprise, souhaite valoriser celle-ci dans une perspective d'évolution de carrière.

Chaque candidature sera traitée très confidentiellement.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions à notre conseil sous la réf. VO/4M.
INFRAPLAN - 83 bd Raspail - 75006 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

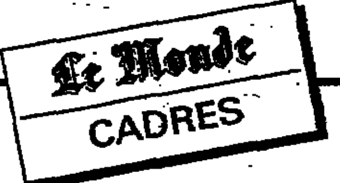
INFRAPLAN
Paris/Barcelone

Société de Conseils Techniques en Assurances
recherche

EXCELLENT PROFESSIONNEL DU REGLEMENT DE SINISTRES

- Jouissant de relations privilégiées avec un groupe étranger important, leader en France, nous nous sommes acquis, en 20 ans, une solide réputation dans notre spécialité.
- Dans la poursuite d'une politique efficace de conseil, nous développons nos activités en étroite concertation avec nos compagnies clientes.
- Aujourd'hui, nous souhaitons accueillir un professionnel confirmé, diplômé en Droit ou non, disposant d'une expérience prouvée, de capacités d'écoute, de dialogue, d'analyse et de négociation. Doué d'un sens psychologique et pédagogique certain, vous saurez jouer, en bon artisan, le rôle de conseil actif que nous menons.
- Ce poste, basé à Paris, constitue une opportunité très attractive pour une personnalité active, souple et évolutive.
- Si vous estimez trouver une voie nouvelle dans ce poste et disposer des compétences requises, veuillez adresser une lettre manuscrite, une photo récente et un résumé de carrière sous réf. 008/M à CURRICULUM "l'Atelier", 6, Passage Lathuile 75018 PARIS.

REPRODUCTION INTERDITE



ATTACHE DE PRESSE : NOTRE IMAGE ENTRE DE BONNES MAINS !

Prendre en charge les Relations Presse de V.A.G France, promouvoir son image à travers une gamme de produits performants et surtout deux marques prestigieuses, AUDI et VOLKSWAGEN : une mission qui vous permettra de vivre à plein votre passion pour l'automobile.

Vous développerez nos relations avec les professionnels des médias, rédigerez les communiqués et dossiers de presse, et serez chargé de recueillir toute information utile à V.A.G.

Une première expérience de la fonction au sein d'un journal ou d'une entreprise a développé votre créativité. Votre bonne connaissance du secteur automobile, votre parfaite maîtrise de l'anglais ou de l'allemand et votre disponibilité vous permettront de vous intégrer rapidement chez un grand de l'automobile.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 6742 M, à V.A.G France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 64, 02600 Villers-Cotterêts.



MOUVEMENT NATIONAL DE JEUNESSE

recherche à court terme

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

- Méitrise de la gestion et de l'administration d'une importante association nationale ;
- *Bonne connais. des réseaux institutionnels nationaux.*

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions au :
MRJC M. Ph. Deblock
53, r. des Renaudes, 75017 Paris

URGENT

LA VILLE DE VIERZON

recrute

UN (E) DIRECTEUR (TRICE) CONTRACTUEL (LE)

POUR SON CENTRE CULTUREL

devra assurer la gestion technique du centre et l'organisation de son personnel, en relation avec le service culturel chargé de la programmation.

Les cand. doivent être adres. à Monsieur le Maire Service du personnel. BP 337, 18103 VIERZON CEDEX avant le 1er AVRIL 1987.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ LEADER SUR SON MARCHÉ ET *FILIALE D'UN GRAND GROUPE* INDUSTRIEL

recherche

LE RESPONSABLE DE SA LOGISTIQUE

- Age : environ 35 ans
- *Expérience requise :*
- gestion des stocks ;
- organisation des transports ;
- application informatique.

Lieu de résidence :
Grande ville de la région Rhône-Alpes

Adr. lettre manusc., CV et photo, au Cabinet ONAC 38, rue du colisée, 75008 Paris.

PARTAGE recherche CANDIDAT DE MISSION de prospection et mise en place de nouveaux programmes dans le tiers-monde. Env. CV + photo à PARTAGE BP 11. — 60203 Compiègne.

Station des Karellis, séjour hiver/été

recherche

UN COMMERCIAL CONFIRMÉ

niveau Bac + 2 (IUT commercialisation), exp. de la vente de produits touristiques groupes, *bonne connaissance du tourisme associatif.*

Adr. CV avec photo et prétentions à :
STATION DES KARELLIS
73870 Saint-Julien-*Mornidenis.*

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES

recherche
pour résidence haut standing Paris

RESPONSABLE D'IMMEUBLES

(Minimum 45 ans)
Vous êtes dynamique et vous avez le sens des responsabilités, une *expérience d'encadrement*, si possible direction d'équipe, un bon contact commercial.
Le salaire de départ est de 90.000 F plus logement de fonction type F 2.

Adresser lettre manuscrite photo (obligatoire), CV sous nº 8.402 M
Le Monde publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE DÉVELOPPEMENT EN ÉLECTRONIQUE *PROFESSIONNELLE*

recherche

AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

Introduction dans milieu militaire et aéronautique souhaitée.

Env. CV, photo et prét. sous le nº 8.404 M
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

AUDIOVISUEL

cadre, responsable relations publiques et vidéo communication, 18 ans expér. information. Promotion-conception et production. Rech. poste similaire. *Ecr. nº 22.007 Contesse Pub* 20, av. de l'Opéra, 75001, paris qui transmetrre.

L'administration commerciale : pour favoriser l'efficacité des vendeurs.

Notre société (CA : 1 milliard, 950 collaborateurs), fait partie d'un des tout premiers groupes alimentaires français.

Son *développement s'appuie notamment sur* le renforcement du service rendu par l'équipe de l'administration commerciale à notre force de vente : traitement des commandes (4000 clients, 150 commandes par jour), mais surtout assistance de notre force de vente dans l'indispensable analyse de son activité et de ses résultats.

Nous recherchons un

Jeune sup de co H/F

ayant environ 3 ans d'expérience (administration des ventes, contrôle de gestion, ventes...) dans une société de biens de grande consommation.

Il aura, dans un premier temps, la double responsabilité de développer des tableaux de bord sur micro-informatique, et de contrôler les budgets de commercialisation.

Son efficacité, reposant en grande partie sur sa capacité de travail, son sens des contacts, sa créativité, lui permettront d'accéder rapidement à des fonctions plus larges dans un management privilégiant la délégation des responsabilités et la prise en compte des performances.

La société est basée en **Val de Loire.**

Merci d'écrire avec CV, photo et salaire actuel sous référence 7031, aux Consultants chargés de cette recherche.

Gallos & Associés 116, avenue Champs Elysées, 75008 PARIS

Importante société de produits de luxe en pleine expansion, nous recherchons pour notre Direction Juridique un

Juriste d'entreprise

Vous aspirez à plus de responsabilités et d'autonomie, vous voulez accroître vos compétences juridiques et développer votre goût des contacts : nous vous proposons de rejoindre notre équipe.

En liaison avec les services commerciaux, vous gèrerez les contrats de nos agents à l'étranger, vous prendrez en charge les contrats d'assurance et de maintenance. Vous traiterez tous les problèmes juridiques qui concernent la gestion d'une entreprise dynamique.

Votre formation DESS en droit des affaires ou en droit privé général (ou équivalent) complétée par une première expérience de 3 ans en entreprise, *votre pratique courante* de l'anglais juridique seront des atouts précieux dans la réussite de votre mission.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 5246 à notre conseil ou transmettez-le en composant sur votre minitel le 3615 code CV PLUS.



Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS



Consultante

COMMUNICATION ET PUBLICITE DE RECRUTEMENT

Jeune - agressive - ambitieuse et autonome

Belles et bonnes dents indispensables pour séduire clientèle exigeante et mordre dans un marché très concurrentiel.

Quelques années d'expérience nécessaires :

- **Dans un Cabinet de Recrutement :** • pour comprendre les problèmes de la clientèle, • rédaction de rapports et définitions de fonctions, • entretiens, • "Research", • contrôle des références.

- **Avec une Agence de Publicité spécialisée :** • pour connaître tous les rouages de la communication, • conception des messages et des annonces, • achat d'espace et négociation supports, • *Relations Publiques et prospection de la clientèle.*

Si votre profil et votre expérience correspondent à nos exigences et si vous souhaitez en savoir plus sur notre Société et les possibilités qui vous sont offertes, écrivez personnellement à Michel Manley (sous réf. CT avec C.V. et photo) qui vous téléphonera rapidement. Discrétion totale assurée.

I.C.A.
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

"Leader de la communication pour la recherche confidentielle de Cadres Supérieurs et Dirigeants".

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

JURISTE RESPONSABLE IMMOBILIER

A 30 ans, environ, vous avez complété votre maîtrise en droit privé par une expérience du droit et de la négociation immobiliers dans une société immobilière ou société de gérance.

Vous y avez fait la preuve de votre polyvalence et de votre attachement à la rentabilité. Votre dynamisme, votre sens du contact et votre aptitude à négocier ne sont plus à démontrer.

Exploiter vos compétences dans une entité importante aux activités immobilières diversifiées est votre ambition aujourd'hui.

Nous vous proposons :
- de participer au développement de notre parc immobilier.
- d'être présent sur le terrain des renouvellements de baux.
- d'optimiser la rentabilité de tous nos locaux.

Notre taille et la variété de nos activités vous permettront d'être confronté aux autres aspects du droit de l'entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération, sous référence JIT à MS JONCTION - 104, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

Jonction

PDO

LEADER MONDIAL DU COMPACT DISC DIGITAL AUDIO

Filiale de PHILIPS (Pays-Bas) et DU PONT DE NEMOURS (USA) recherche pour sa nouvelle unité de fabrication de LOUVIERS dans l'Eure (27)

SON RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE

Il traitera également tous les problèmes de service à la clientèle. Il devra posséder quelques années d'expérience dans un poste similaire, dans une Société fabriquant des produits industriels, haute technologie. L'anglais est indispensable *et l'allemand souhaité.*

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à P D O, Direction du Personnel 26, avenue W. Churchill 27400 LOUVIERS.

PHILIPS AND DU PONT OPTICAL





LA PASSION ET L'ACTION

Pour gagner demain, nous voulons nous attacher les meilleurs

Groupe indépendant français du secteur de la chimie (CA 86 : 600 MF, 750 personnes), spécialisé dans la fabrication et la distribution de peintures sur des créneaux de marchés spécifiques.

Nous souhaitons renforcer notre direction financière et proposons à de jeunes gestionnaires les fonctions suivantes :

CONTROLEUR DE GESTION

Vous êtes jeune diplômé d'ESSEC, HEC ou **ESCP**, débutant ou première expérience.

Vous participerez à l'élaboration du budget, et assurerez le suivi des réalisations et l'analyse des écarts.

Vous serez chargé de toutes les missions du contrôle de gestion ainsi que de la gestion de production, des études de rentabilité, d'investissements, de l'*établissement des dossiers de financement et* du développement de la micro-informatique de la Direction Financière.

Vous participerez de très près à la définition de la stratégie de l'entreprise en collaboration avec la Direction Générale (réf. 903.C/AU).

AUDITEUR

Si vous êtes à bientôt 30 ans, un professionnel averti de *la comptabilité*, après une première expérience réussie d'audit en entreprise ou dans un cabinet.

Si vous souhaitez vous impliquer dans toutes les missions d'audit du groupe, nous vous offrons l'opportunité d'une expérience exceptionnelle.

En collaboration avec la Direction Financière, vous auditerez 15 filiales régionales informatisées, vous serez responsable de la définition et de l'application des normes du groupe, vous participerez à notre consolidation. Ce poste *implique des déplacements* fréquents en Province et une solide formation comptable (DECS) (Réf. 904.A/AU).

Si l'un de ces postes répond à vos attentes, *nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite* + CV + photo + rémunération actuelle à notre Agence Conseil **PLURIAL**.
42, rue Camille Desmoulins, 94230 CACHAN en précisant sur l'**enveloppe** la référence du poste choisi

Contrôleur de Gestion

Premier en France dans le domaine de la presse périodique avec 20% du marché et un chiffre d'affaires de 3,3 milliards, le GROUPE PRESSE HACHETTE, édite à travers ses filiales plus de 30 titres caractérisés par la diversité des contenus et des publics.

Vous possédez une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP), complétée par de bonnes connaissances dans le domaine financier et l'informatique de gestion. Vous parlez bien l'Anglais. Une première expérience professionnelle d'environ 3 ans acquise dans une fonction similaire doit vous permettre d'être rapidement opérationnel.

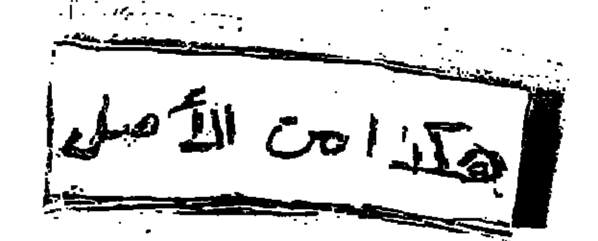
En liaison avec le Directeur de la Gestion du Groupe de Presse, vous assurerez le reporting et la consolidation analytique des différentes sociétés du groupe. Vous effectuerez l'analyse financière de nos projets d'investissements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 005/M à J. Laizet. DRH, Groupe presse HACHETTE, 6, rue Ancelle 92525 NEUILLY Cedex.



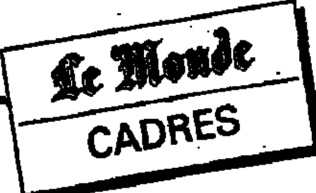
HACHETTE

Hachette : l'enthousiasme ça se communique.



هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



LYON

La Division Financière d'un important Groupe de distribution français (C.A 7,2 milliards de F) recherche pour son Siège à Lyon, un

opérateur de trésorerie

Appuyé par un bureau de gestion de 5 personnes, il est l'interlocuteur habituel des Organismes bancaires *et autres acteurs du marché*. Sa mission essentielle est d'assurer la valorisation optimale d'une trésorerie importante en utilisant les méthodes sophistiquées déjà existantes qu'il saura faire évoluer en fonction des besoins. Ce poste s'adresse à un candidat brillant débutant (ou courte expérience) possédant une formation de gestion finance de haut niveau : ESSEC, HEC, Grandes Ecoles de Commerce et/ou Ecoles d'Ingénieurs + MBA, ISA, ACTUARIAT. Le candidat bénéficiera d'une formation interne de haute qualité et de points d'appui relationnels solides. Ce poste nécessite un profil de gagneur, la capacité de maîtriser rapidement tous les outils financiers du marché et les moyens informatiques correspondants, le sens de la décision rapide et efficace, l'aptitude au dialogue.

Merci d'adresser votre candidature et C.V. à notre Conseil, REALISE, sous référence 11.60-M, BP 3143, 69397 Lyon Cedex 03 qui garantit toute discrétion nécessaire.

Hay Management Consultants

Organisme de Formation réputé au niveau national, nous sommes spécialisés dans la formation continue pour Cadres et Dirigeants d'Entreprises. Pour notre établissement de LYON, nous recherchons un

Professeur-Directeur de programme

Vous aurez la charge de développer les programmes «TECHNIQUES DE GESTION» destinés aux cadres opérationnels. Vous élaborez le plan d'actions marketing et commercial, vous le concrétisez. Vous suivez l'organisation des cycles, veillez à l'évolution des programmes et vous intervenez vous-même comme enseignant.

De formation DECS ou Ingénieur complétée par un cycle de management type I.C.G., vous avez acquis 4 à 5 ans d'expérience en entreprise dans le domaine du contrôle de gestion et/ou finance, valorisée par des interventions pédagogiques en techniques de gestion.

Outre vos qualités relationnelles, de manager et d'animateur, vous avez surtout l'esprit d'entreprise pour développer vos produits avec efficacité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo et rémunération), à notre conseil Joëlle Khuat Duy, sous réf. 889.

HAY RHÔNE-ALPES

Le Rhôdanien, 5 place de la Gare de la Part-Dieu, 69428 Lyon Cedex 03.

Concession. Renault Banlieue Est, recherche SECRÉTAIRE-COMPTABLE Se présenter Villemomble-auto 19, bd de Rosny 93250 VILLEMONBLE.

POUR DÉVELOPPER SES NOUVEAUX MARCHÉS

SYSCOM

FORMATION ET COMMUNICATION EN MARKETING ET VENTE recherche

JEUNE CADRE FORMATEUR

- Ayant une première expérience réussie ;
- formation supérieure + spécialisations ;
- habitant région parisienne ;
- aimant déplacements fréquents ;
- travail motivant dans une équipe performante.

Envoyer CV et prétentions à : A. Malval SYSCOM 18, place de France, 95200 Sarcelles.

SOCIÉTÉ TOURISME

recherche

pour villages de vacances saison été.

ANIMATEURS (TRICES) ET RESPONSABLES ANIMATION

Expérience indispensable

Env. cv + photo sous n° 8399 Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

STÉ HUTCHINSON SNC 4, rue de Londres, 95340 PERSAN 35 kms Paris-Nord

recherche

UN ADJOINT A SON CHEF COMPTABLE

possédant BTS, DECS ou équivalent, quelques années d'expérience en comptabilité industrielle.

Adresser candidatures au service du personnel STÉ HUTCHINSON SNC 4, rue de Londres 95340 PERSAN.

Sté spécialisée dans l'étude et la réalisation de produits logistiques (documentation, gestion des rechanges, maintenance, formation, recherche son

RESPONSABLE COMMERCIAL

Formation Ingénieur ou Ecole de commerce.

Env. C.V., lettre man., photo et prét. s/réf. 5142 à Pierre LICHAU S.A., 10, r. de Louvois, 75002 PARIS, qui transmettra.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE VAL-D'OISE (YVELINES) recherche pour son service *Promotion Industrielle*

RESPONSABLE SOUS-TRAITANCE

Formation Ingénieur A. & M. ou équivalent.

Expérience PMI sous-traitance indispensable.

Le candidat retenu devra :
- diriger l'équipe actuellement en place,
- animer les clubs,
- promouvoir la Bourse de la Sous-Traitance.

Le poste est basé à PONTOISE (95).

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo à C.C.I.I. Service du Personnel, *21, avenue de Paris,* 78011 VERSAILLES.

Organisme culturel

RECHERCHE SON

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Il concevra et développera

UN SECTEUR IMPORTANT.

Pour cela une expérience de la gestion des activités culturelles est souhaitée ainsi qu'une pratique du marketing et de la communication.

Envoyer C.V. et prétentions à : AIMA 41, rue Juge, 75015 PARIS.

A MONTPELLIER Hebdo économique recherche

JOURNALISTE

Expér. exigée. Respons. Ecrire avec C.V. à : M, 13, place de la Comédie 34 000 Montpellier.

Dans notre société d'Import/Export de Fruits et Légumes basée à LYON,

PRENEZ LA RESPONSABILITE DE NOTRE LOGISTIQUE

- En contact étroit avec vos CLIENTS et vos FOURNISSEURS et en HARMONIE avec votre PDG, vous serez chargé : de l'échelonnement des livraisons, des contacts avec les transitaires, les douanes, le ministère de l'agriculture.
- Vous pratiquez l'ANGLAIS et si possible l'ESPAGNOL.

Jeune, mobile, d'un bon contact commercial, vous vous adapterez en souplesse à notre petite structure.

Vous souhaitez utiliser au mieux des moyens informatiques et appréciez les déplacements de courte durée en EUROPE.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 902 LY 027 M, à notre conseil Guy ALIPS, qui vous garantit une totale confidentialité.

EMPLOI centor — 17, rue Louis Guérin 69100 VILLEURBANNE

PARIS 42 65 15 62 ■ LYON 78 89 37 18 ■ MULHOUSE 89 32 26 26



DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.

recherche pour son Département POLYMERES

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Parlant anglais et italien, votre mission sera d'assurer dans l'industrie de la construction, la promotion d'Elastomères de haute technicité, à travers la France, le Benelux, l'Espagne et l'Italie.

Ingénieur Arts et Métiers, Travaux Publics ou similaire, vous avez plusieurs années d'expérience et êtes familiarisé avec les problèmes de vente. Une bonne connaissance de la construction (couverture/toiture) et/ou des contacts déjà existants avec la profession (architectes, couvreurs) seraient un atout.

Disponible, vous devrez vous déplacer fréquemment dans les pays précédemment cités.

Si, de plus, vous avez une bonne connaissance de l'espagnol, vous avez les atouts nécessaires pour intégrer une équipe dynamique dans une Société performante.

Rémunération motivante - Avantages sociaux importants.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Service du Recrutement - DO
137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07

HAVAS CONTACT

UNIVERS DE LA GESTION



Filiale de THOMSON-CSF, au tout premier rang de la compétition internationale nous concevons et développons des équipements et systèmes de détection sous-marine pour la plupart des pays occidentaux ou d'Extrême-Orient.
Pour renforcer la gestion financière de notre Société (2400 personnes, C.A. de 1,3 milliards de francs), nous créons la fonction

RESPONSABLE DE LA TRESORERIE

(Sud-Est de la France)

Vous animerez une équipe de 4 personnes afin de :
- améliorer, contrôler, analyser les procédures relatives aux flux de trésorerie (3 milliards de Francs par an),
- optimiser la gestion des comptes bancaires en relation avec 8 banques,
- optimiser le recouvrement des créances clients (France et Export),
- conseiller différents services de la Société sur les conditions financières des contrats d'achats et de vente.

Votre première expérience dans une fonction semblable ainsi que votre formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP,...) constituent des atouts indispensables.

Si vous souhaitez franchir une nouvelle étape dans votre carrière, nous vous proposons d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) à Pierre BERETTI, THOMSON-SINTRA ASM Chemin des Travails - 06800 CAGNES SUR MER en précisant la référence RT/387/LM

THOMSON SINTRA ACTIVITÉS SOUS-MARINES

HAVAS CONTACT



1 700 PERSONNES
C.A. 1,5 milliard de francs









Pilstral Belgium



COMME VOUS LE SAVEZ, NOUS SOMMES UN GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT.

LEADER EUROPÉEN EN PATISSERIE INDUSTRIELLE, LÉGUMES HAUT DE GAMME ET RESTAURATION RAPIDE

FILIALE DE PILLSBURY AUX ÉTATS-UNIS

Nous avons besoin de vous comme :

CONTROLEUR DE GESTION

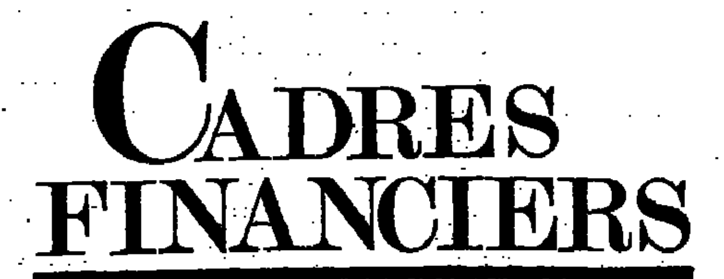
DEUX POSTES SONT A POURVOIR :
- au siège de la HOLDING, à Paris,
- chez GRINGOIRE-BROSSARD, à Pithiviers.

Rattaché au Directeur Financier, vous serez responsable du reporting, de l'analyse et du suivi *des résultats, de la mise en place de tableaux de bord et de systèmes de contrôle.*

Vous avez une trentaine d'années, de formation supérieure en gestion, complétée par un DECS. Vous justifiez d'une expérience diversifiée de 2 à 3 années en cabinet d'audit et d'au moins 2 années dans une direction financière.

Votre anglais est bon, l'espagnol sera un atout.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) à :
PILSTRAL-GRINGOIRE BROSSARD
Le Directeur Financier
14, avenue de la République, 45.311 PITHIVIERS CEDEX.



DIRECTION RESEAU

Il s'agit d'un groupe bancaire et financier de 1er plan tourné principalement vers le financement des réalisations, des équipements et du développement des entreprises et maîtres d'ouvrages, publics et privés.

Rattachés à la Direction Réseau, les cadres recherchés devront, sur leurs secteurs, et après une période de formation, développer le portefeuille de clientèle, monter les dossiers de financement, assurer leur mise en oeuvre, leur suivi et participer aux actions de promotion des produits auprès des différents partenaires.

Les candidats devront nécessairement être diplômés d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion. Ils seront tout particulièrement retenus pour leur dynamisme commercial, leur aptitude à négocier à haut niveau et leurs capacités à assumer une large délégation de responsabilités.
Une première expérience en entreprise, dans une banque ou établissement financier sera appréciée.

Trois postes sont à pourvoir à
Lille (Réf.5136). Grenoble (Réf.5137). Bordeaux (Réf. 5138).

Merci d'adresser candidature motivée avec photo et prétentions sous référence de l'affectation désirée à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

DESSEIN

---

un jeune ESC pour notre contrôle de production

Une position de leader, des résultats motivants, une dimension internationale : tels sont les atouts de notre Groupe en pleine expansion (10.000 personnes).
Jeune diplômé d'une Ecole de Commerce et Gestion vous êtes débutant ou presque.
A **Strasbourg**, où se trouve notre unité de production, venez assister notre Chef du Département Contrôle de Production, *rattaché à la Direction Financière.*
- Contribuer à l'élaboration des prévisions et à l'analyse des résultats.
- Assurer le reporting au siège des données de production.
- Veiller à l'analyse de la qualité de la production (tableaux de bord, rapports mensuels d'activité industrielle).
- *Mais aussi, superviser le service Administration Générale et animer votre équipe (4 personnes).*

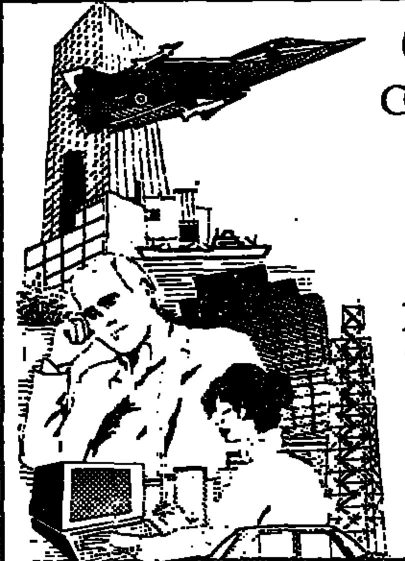
Vous saurez employer, dans ces activités, votre rigueur, votre imagination et vos qualités relationnelles.
Nous saurons vous faire évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V., sous référence 5387 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION





C.A. 1 milliard
300e entreprise française (C.A.)
Filiale française du 6e constructeur informatique mondial.

recherche :

CONTRÔLEURS DE GESTION

- De formation Grandes Écoles de Commerce,
- avec un an d'expérience *si possible*,
- anglais courant,
- une bonne capacité d'adaptation et de communication est indispensable.

• Vous intégrerez une équipe de 6 personnes et
• vous serez chargé des plans, budgets, prévisions, analyse des écarts, audit organisationnel, conception d'outils d'aide à la décision, procédures et reporting local et U.S...

Envoyer C.V., photo, prétentions et disponibilité à *CONTROL DATA - Service du Recrutement* - B.P. 139 - 77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2.

Plain Champs

directeur du contrôle de gestion

PARIS OUEST

Groupe de Services en très forte croissance (+25% par an) en excellente santé financière, employant actuellement 2300 personnes en France (8 Agences), notre succès est intimement lié à la force de notre contrôle financier. Nous recherchons, pour seconder notre Secrétaire Général, basé Paris Ouest, notre DIRECTEUR DU CONTROLE DE GESTION.

Responsable de la rentabilité de nos marchés, il en contrôlera personnellement les résultats financiers. A cette fin, il fera respecter les budgets par les Chefs d'Agence, interviendra éventuellement auprès des clients, établira les prévisions de résultats et les consolidations au niveau du Groupe. Il sera de plus garant de la validité des contrats et le gardien des procédures.

De formation supérieure et financière (DECS + Droit ou Sup de Co), il a acquis à 30 ans différentes expériences significatives du contrôle (budgets, comptabilité, investissements, contrôle de gestion, etc...).

Il doit pouvoir évoluer, après avoir fait les preuves de son professionnalisme (2-3 ans) vers une position de responsable reportant directement à la Direction Générale du Groupe.

Si ce profil et ces perspectives correspondent à *votre expérience* et à vos objectifs, nous serions heureux d'étudier votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) que vous adresserez sous référence 5480-M à I.C.A., 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, *qui transmettra*.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

FINANCEMENTS SPECIAUX ET LEASING INTERNATIONAL

Vous avez valorisé votre formation supérieure par une expérience de 5 à 7 ans dans un établissement bancaire ou dans la direction financière d'une compagnie aéronautique ou maritime.

Dès lors vous avez acquis une solide compétence en analyse financière et dans la négociation des contrats internationaux.

Nous vous proposons la recherche et le développement des opérations de financement en France et à l'étranger.

Vous parlez bien évidemment l'anglais couramment.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 65 PB à
Banque Indosuez
Service Recrutement, Carrière Formation
9 rue Louis Murat - 75371 Paris Cedex 08

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

SOURCES

Republic National Bank of New York (France)



SPECIALISTES BILLETS DE BANQUE

19ème Banque américaine. Spécialiste mondial du commerce de Billets de Banque, nous étendons cette activité à la France et à Monaco.
Pour la mise en place et le développement de cette nouvelle activité la Republic National Bank of New-York, constitue une équipe de spécialistes.
Si vous souhaitez participer à sa création, Annie Lecercle attend votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions), sous réf. 6007 M, Republic National Bank of New-York, 20 place Vendôme, 75001 Paris.

SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE

DES ORGANISATEURS : PARTENAIRES DES HOMMES DU RESEAU.

Quand on est la 1ère banque inter-régionale française, 4 200 personnes dans 25 départements du Sud-Est, 300 agences avec une structure fortement décentralisée, l'esprit d'entreprendre se caractérise à tous les niveaux.
Au sein du département Organisation et Informatique, l'Organisation des Techniques Bancaires, véritable interface entre tous les services, occupe une position clé dans le fonctionnement et le développement du réseau et des services centraux. Nous recherchons des professionnels de l'organisation pour étoffer ces structures.

3 ORGANISATEURS

Vous intervenez dans des missions d'organisation (du diagnostic *à la conception et à la mise en place de nouveaux schémas* organisationnels), et sur des projets d'automatisation (création d'outils, amélioration des traitements existants...).
A 28/30 ans, de formation Grande Ecole de Gestion (de préférence option finance-comptabilité et DECS), vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans d'organisation en cabinet ou en entreprise du secteur tertiaire.

RESPONSABLE SERVICE ORGANISATION

Outre vos compétences techniques, vous avez toutes les qualités d'un véritable manager et d'un animateur pour encadrer une équipe d'organisateurs et superviser l'ensemble des missions.
Après une formation supérieure (Grande Ecole de Gestion), votre expérience de 5 à 10 ans a été acquise, dans le domaine de l'organisation, à un poste d'encadrement, dans le conseil ou en entreprise.

Pour l'ensemble de ces postes, les capacités d'analyse, la rigueur, la créativité mais surtout les qualités relationnelles pour entretenir des contacts à tous niveaux, animer des projets et convaincre, sont déterminantes.
Les candidats de valeur, prêts à s'investir, pourront évoluer vers d'autres responsabilités dans les services centraux ou au sein de la Direction du Réseau.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence *136 M*, à notre conseil *ALGOE*, 9 bis, route de Champagne, 69134 Ecully Cedex.

ALGOE

groupe CIC

média-system



recherche

UN JEUNE CADRE FINANCIER DE HAUT NIVEAU (25/30 ans)

qui pourra, selon ses aptitudes, se voir confier une ou plusieurs des missions suivantes :
- exercer une activité de contrôle et de coordination des résultats des filiales et assurer le suivi du reporting,
- participer à l'élaboration des synthèses budgétaires,
- effectuer diverses missions d'audit financier et d'organisation.

Une formation supérieure est indispensable (HEC, ESCP, ESSEC) + D.E.C.S., Anglais courant ainsi que l'Allemand ou l'Espagnol.

Une première expérience dans un cabinet d'audit ou une grande entreprise industrielle est souhaitée.

Ce poste, basé à PARIS, offre des possibilités d'évolution de carrière intéressantes.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à *HUTCHINSON Département Recrutement Réf. M93* - 2, rue Balzac 75008 PARIS.

BANQUE INTERNATIONAL - PARIS 8e

recherche

Cadre Commercial " Entreprises " H/F

PROFIL :
- diplômé de l'enseignement supérieur
- très bon niveau d'anglais (accessoirement allemand)
- 3 à 4 ans d'expérience de la commercialisation des produits de trésorerie et financiers auprès d'une clientèle d'entreprises
- bonne adaptabilité et esprit d'équipe.

Adresser CV et prétentions sous réf. 663 à M.A. DANNENBERGER
CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS
qui vous garantit la discrétion.

Société multinationale PARIS 18e
recherche

CHEF COMPTABLE

Titulaire DECS ou équivalent.
Connaissances fiscalité et informatique indispensables.
5 ans d'expérience minimum.
Anglais apprécié.

Adresser CV et prétentions sous réf. 1059 à



Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

LE CREDIT COOPERATIF

recherche dans le cadre de son développement

DES CHARGÉS D'ETUDES HF

POUR PARIS ET REGION PARISIENNE

Diplômés d'Enseignement Supérieur, les candidats retenus auront acquis une expérience de 3 à 5 ans dans l'analyse financière des PMI, soit dans un établissement bancaire ou financier, soit au sein des services économiques d'organisations professionnelles.

L'aptitude à négocier avec des chefs d'entreprise, petites et moyennes, est primordiale.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à
N. 5813 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

GRANDE BANQUE FRANCAISE

recherche pour son

DÉPARTEMENT DES ÉMISSIONS

un spécialiste des opérations financières
liées aux fonds propres des entreprises telles que les augmentations de capital, les introductions en bourse, les offres publiques d'achat.

Ce responsable du secteur "actions" sera chargé de la conception des opérations et de leurs promotions auprès de la clientèle.

Le candidat idéal aura déjà vécu dans un environnement professionnel international.

La rémunération sera fonction de l'expérience et évoluera selon les conditions du marché.

Merci d'adresser CV détaillé et prétentions en rappelant la référence 65178 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre. Discrétion assurée.

BANQUE PRIVEE PARIS

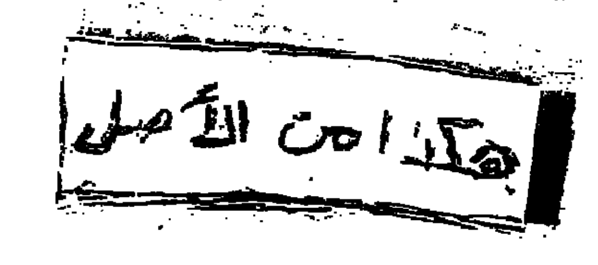
filiale d'un Groupe important recherche son

DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Ce poste comporte la supervision des Services de comptabilité, de portefeuille, de compensation et de l'informatique et la responsabilité d'une unité administrative de 50 personnes.

Expérience réussie de plusieurs années dans un poste similaire indispensable.

Adresser curriculum vitae avec photo et prétentions sous référence 80071 à
HAVAS CONTACT,
1, Place du Palais Royal 75001 PARIS
qui transmettra.

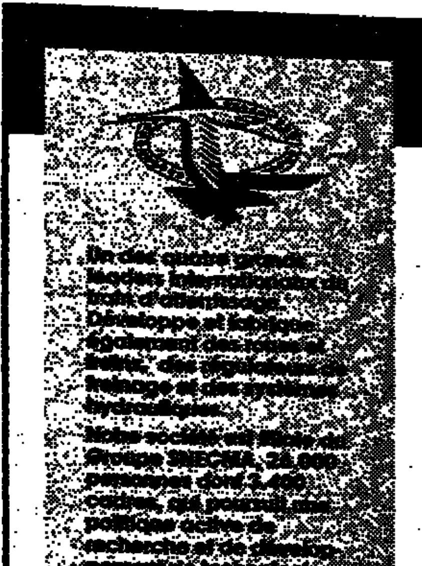


هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



LE DEFI TECHNIQUE



MESSIER-HISPANO-BUGATTI

recherche pour sa **DIRECTION FINANCIERE (92 - Montrouge)**

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE GENERALE ET DE LA FISCALITE

Le candidat retenu, de formation supérieure (Grande Ecole de Gestion et DECS), aura acquis une expérience en entreprise ou cabinet d'une durée comprise entre 5 et 10 ans.

Vous voudrez bien adresser CV et prétentions, sous référence 453/86 à SNECMA
Département Encadrement - 2, boulevard Victor
75724 PARIS Cedex 15.



CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 42 96 10 65 ou 36.14 Code : CONTESS

Deux passions : la gestion et l'industrie

Un puissant groupe industriel (CA : 2 milliards de F), leader dans son domaine, recherche pour l'une de ses deux divisions en plein développement

UN CONTROLEUR DE GESTION

Autonome dans son action, il a pour mission de concevoir et de mettre en place les outils de gestion industrielle qu'il anime au niveau de deux établissements. Il assure par ailleurs, l'ensemble des tâches classiques de la fonction en milieu industriel : contrôle budgétaire, suivi des investissements, études de rentabilité.

C'est un jeune cadre de formation supérieure (ESC) ayant une expérience de quelques années à un poste similaire, si possible dans l'industrie de série ou il a participé à la mise en place de procédures comptables, administratives et de gestion.

Les possibilités d'évolution sont réelles pour un candidat de valeur.

Le poste basé en proche banlieue Ouest de Paris, nécessite de courts déplacements.
Merci de nous adresser CV, photo récente, et rémunération actuelle, sous la référence 611 019/M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac 75007 Paris.
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

INTERNATIONAL
WESTMINSTER BANK - PARIS

recherche son (sa)

RESPONSABLE
pour développer le service

TITRES - BOURSE

Le candidat retenu sera un bon généraliste de l'ensemble des opérations liées à ces activités.

- Solide expérience d'au moins 8 - 10 ans.
- Bonne connaissance du traitement informatique.
- Minimum 35 ans.
- Formation supérieure (Universitaire ou Professionnelle).
- Pratique de l'anglais indispensable.

Excellentes perspectives pour un professionnel compétent ayant des qualités d'animateur.

Adresser C.V. + lettre manuscrite à l'attention du Directeur de l'Administration, 18, place Vendôme, 75001 PARIS.

La filiale française d'un important groupe américain en pleine expansion crée la fonction de :

Contrôleur de Gestion

Paris Ouest **250/300.000 FF**

Le candidat aura la responsabilité du reporting US, du contrôle budgétaire et pour première mission, la mise en place d'un système de costing pour les unités industrielles.

De formation ESC, vous devez posséder, outre un excellent niveau d'anglais, **une expérience de plus de quatre ans dans le contrôle de gestion industriel, acquise en contexte anglo-saxon.**

Veuillez contacter **Jérôme Lancrenon au (1) 40.70.00.36** ou envoyer un CV + rémunération actuelle + n° de tél. à **Michael Page International, 19 avenue George V, 75008 Paris**, sous réf 723 JLM.



Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney

La filiale française (CA FF 700 M) d'un important groupe américain recherche son

Contrôleur Financier Adjoint

Paris **250-280K FF**

Ses principales responsabilités seront la préparation et l'analyse de la consolidation et du reporting mensuels, le contrôle budgétaire, la supervision de la trésorerie et la participation à la clôture annuelle.

De plus, la personne sélectionnée devra effectuer des revues ponctuelles de toutes les opérations de la société en France.

De formation ESC, le candidat souhaité aura un anglais courant et environ trois ans d'expérience en audit ou contrôle de gestion dans un contexte anglo-saxon.

L'importante croissance et le dynamisme de la société impliquent des possibilités d'évolution rapide.

Veuillez contacter **Ivor Alex au (1) 40.70.00.36** ou envoyer un dossier complet (CV + N° tél + rém. actuelle) à **Michael Page International - 19 Avenue George V - 75008 Paris** en mentionnant la réf. IAM/1261

Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney

L'une des premières sociétés françaises d'ASSURANCES IARD recherche pour son siège situé en très proche banlieue parisienne

LE RESPONSABLE DE LA FONCTION

CONTROLE BUDGÉTAIRE ET ANALYSE DES RÉSULTATS

de ses centres de profit régionaux

Avec une petite équipe dont il aura la responsabilité, ce collaborateur devra :
- coordonner l'élaboration et l'édition des programmes d'action, des budgets annuels et des comptes d'exploitation des centres de profit,
- assurer la mise en place et le suivi de la procédure de contrôle budgétaire,
- suivre et faire évoluer l'ensemble des tableaux de bord régionaux,
- effectuer l'analyse des résultats des centres de profit pour les principaux domaines d'activité : développement, technique, organisation et gestion.

Cette mission suppose une relation étroite avec les fonctions comptables, informatiques et statistiques.

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure ayant : • une première expérience significative en rapport avec le poste à pourvoir intégrant une utilisation poussée des outils informatiques et bureautiques • de réelles qualités d'analyses et de synthèse • de la rigueur • des capacités d'organisation • de grandes aptitudes à la communication et au management d'une petite équipe.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous référence CBAM.1.

ceforpe *marc forget et associés*
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL
PARIS 9ème
recherche

UN ATTACHE AU SERVICE ECONOMIQUE

Jeune diplômé de Sciences Po + Eco
- bonnes connaissances informatiques,
- dynamique, inventif, créatif,
- il aura, par son esprit de synthèse, à concrétiser ses connaissances en économie et en gestion par une grande finesse de rédaction.

Merci d'envoyer C.V. + photo s/réf. FD 9 à



help international
8, rue de Louvois - 75002 PARIS.

Pierre Lichau

CA consolidé 750 Millions, 2 000 personnes, 5 usines et 4 filiales étrangères,

nous sommes un groupe industriel intégré depuis peu au N°1 américain de notre secteur. Nous adaptons notre organisation en conséquence et recherchons notre nouveau

Responsable du Contrôle de Gestion

Basé à Paris **env. 300 KF**

Rattaché au Controller mais très autonome, il aura la responsabilité des budgets et plans MT, participera à la refonte des procédures de gestion, analysera, en liaison étroite avec les opérationnels, les résultats mensuels de la société, harmonisera le reporting au sein du groupe et sera associé au etudes économiques importantes.

30/35 ans, vous avez idéalement une double formation, technique et financière, ou êtes diplômé d'une école supérieure de commerce. Vous avez une solide expérience de la fonction, acquise dans une société industrielle fortement informatisée. Vous êtes créatif mais rigoureux, dynamique, disponible et bien sûr, pratiquez l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence C0 881 à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W **Ernst & Whinney Conseil**

Société industrielle matériaux de second œuvre du bâtiment filiale du Groupe POLIET

recherche son :

DIRECTEUR TECHNIQUE

★ **FONCTIONS :**
- la gestion de la production d'un ensemble de 15 centres régionaux ;
- la recherche, dans le cadre de groupes de progrès.

★ **QUALITÉS :**
- méthode, esprit de synthèse et simplification, sens du détail et du contrôle.

★ **FORMATION :**
- jeune ingénieur généraliste grande école avec expérience opérationnelle de plusieurs années.

★ **LOCALISATION :**
- SERVON (20 km du centre de PARIS).

Adresser candidature manuscrite à :
WEBER ET BROUTIN
Rue de Brie, SERVON, 77170 BRIE-COMTE-ROBERT.

CHEF DU SERVICE COMPTABILITE DES FILIALES
PARIS 180 000

LE BACKGROUND :
stagiaire ou collaborateur de cabinet d'expertise avec ESC ou Maîtrise et DECS.

LA FONCTION :
contrôle et centralisation des comptabilités des filiales. Budgets, bilans, reporting.

LE CONTEXTE :
la direction financière d'un groupe du secteur tertiaire (C.A. : 3 Md de F.).

L'EVOLUTION :
au sein de la DF ou vers une société du groupe.

LE CANDIDAT :
compétence, efficacité, flexibilité.
Les Sociétés qu'il suit sont diverses par la taille, l'activité et parfois les procédures.

Ecrire sous réf. 810 M à Alain SARTON



plein emploi
10, rue du Mail 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Jeune praticien des techniques comptables

Vous souhaitez intégrer une entreprise battante, largement ouverte sur l'international et dont le champ d'action est à la mesure des évolutions les plus récentes du monde industriel : TECHNIP, l'ingénierie créatrice de marchés, vous offre cette opportunité.
Votre ouverture d'esprit vous porte à concevoir la comptabilité comme une technique d'organisation et d'analyse de flux d'informations multiples.
Votre adaptabilité vous permet de maîtriser rapidement les techniques fiscales et comptables liées à notre activité, mais aussi de concourir à l'optimisation de notre circuit d'informations comptables.
La fonction que nous vous proposons doit vous permettre de «transformer» une première expérience réussie en cabinet ou en entreprise et de mettre à profit une formation de type **certificats supérieurs de l'expertise comptable** ou **grande école de commerce.** L'anglais est bien entendu un must.
Poste basé au siège situé à La Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence TC, à TECHNIP, Division du Personnel, Cedex 23, 92090 LA DEFENSE.



média-system

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Contrôleur Financier

Paris

Filiales Africaines

Cet important Groupe français fabrique et distribue au travers de ses filiales des bières, boissons gazeuses et jus de fruits. Sa présence en Afrique est très importante, aussi la Direction Financière du Groupe souhaite-t-elle apporter un soutien à ses filiales africaines.

Rattaché au Directeur Financier de la Holding, il assiste et conseille les Directions locales dans le domaine de la gestion, de la comptabilité et de la fiscalité. Il participe au développement des Méthodes et Procédures Comptables, aide à l'élaboration des Budgets et Plans, en assure le suivi, améliore la qualité du Reporting.

Diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion, titulaire du DECS, le candidat possède, à 32/35 ans, une expérience pluridisciplinaire (comptabilité, gestion, fiscalité) acquise nécessairement dans un Groupe Industriel soit au sein d'une Direction des Comptabilités soit comme Auditeur Interne.

Sens de l'écoute, ouverture d'esprit, pragmatisme seront des qualités déterminantes pour réussir dans cette fonction.

Le poste basé à Paris, implique des déplacements en Afrique.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 62603 à Nicole LE BREUILLY.

TEG
113 rue de l'Université
75007 PARIS.



DESSEIN

Produits de luxe — **Paris**

Diriger notre Comptabilité

et développer notre organisation...

Société internationale du domaine des produits de luxe (parfumerie et cosmétiques), nous réalisons en France un chiffre d'affaires de 270 MF.

Notre directeur administratif et financier recherche aujourd'hui un proche collaborateur pour lui confier la direction et l'animation du service comptable, *composé d'une équipe de 6 personnes.*

Outre les aspects classiques de la fonction (bilan, comptes d'exploitation, déclarations fiscales...), votre mission prioritaire sera de définir et mettre en place un ensemble de procédures comptables performantes.

Egalement responsable du reporting, vous vous impliquerez progressivement dans l'élaboration et le suivi des budgets, en liaison avec le directeur financier.

A 28 ans environ, de formation supérieure (DECS...), vous avez acquis une première expérience d'au moins 3 ans vous ayant permis de bien connaître la comptabilité et le reporting anglo-saxon en cabinet d'audit et/ou en entreprise. Vous parlez l'anglais et savez utiliser la micro-informatique.

Nous vous proposons d'élargir vos responsabilités en jouant à la fois un rôle opérationnel et d'organisation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à **TEG**, en précisant la référence M 62803 GK.

TEG
113 rue de l'Université
75007 PARIS.



DESSEIN

Nous sommes une banque implantée en région parisienne.
Afin d'assurer notre croissance, nous recherchons

DES DIRECTEURS D'AGENCE

dont les trois principales missions seront :
- le développement de l'activité de leur point de vente ;
- *l'animation et la motivation d'une équipe (4 à 15 personnes)* ;
- la gestion d'un portefeuille de clients.

Les candidats retenus devront :
- posséder une formation supérieure générale (Ecole de Commerce, *Maîtrise de Gestion...) ou bancaire (ITB, CESB)* ;
- avoir une expérience de 5 ans minimum dans l'exploitation comme Directeur d'agence, comme adjoint ou comme responsable d'un portefeuille de clientèle PME-PMI.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats.

Envoyer C.V., photo et prétentions, s/réf. 4628, à

MEDIA PA 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
MUTUALISTE
offre poste

ASSISTANT DE GESTION

Le candidat, de formation supérieure DECS, ESC ou équivalent, aura une expérience dans fonction similaire.

Il aura à traiter l'ensemble des travaux administratifs, sera responsable du service comptable et informatique, il devra animer une équipe de 10 personnes et remplir des missions plus ponctuelles pour le D.G.

Une connaissance de l'informatique mini et micro est indispensable afin de suivre les relations avec le prestataire de services et améliorer les procédures.

Adresser lettre man. + C.V. et dernière rémunération à

B.E.O.
sous référence 8448
34, rue de l'Arcade, Paris-8ᵉ.

C.A. 750 MF, 1600 personnes, filiale d'un groupe international

ADJOINT AU DIRECTEUR COMPTABILITÉ-FINANCES

Diplômé de l'enseignement supérieur. 5 ans d'expér. professionnelle dans le contrôle de gestion en milieu industriel évolué avec une bonne maîtrise des outils d'évaluation. Anglais indispensable. Age : 30-35 ans. Lieu de travail : banlieue Ouest.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et rémunération sous réf. nº 5819 à Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

PARIS QUARTIER OPERA

La Filiale Française d'un Important Groupe Bancaire International recherche

RESPONSABLE DE L'AUDIT INTERNE ET DU CONTROLE DES PROCEDURES COMPTABLE ET INFORMATIQUE - H/F

Le poste suppose le niveau minimum de DECS appuyé si possible sur un diplôme supérieur de gestion, la maîtrise totale de la langue anglaise, ainsi qu'une expérience de l'audit bancaire acquise soit dans un établissement financier, un cabinet d'audit spécialisé dans ce secteur, ou dans une activité de même type.

Salaire évolutif et motivant.

Ecrire avec références et prétentions à Madame [illegible] 18 bis, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS-PERRET

FIDAL PARIS

COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE CITIBANK

LA DIRECTION FINANCIAL CONTROL recherche pour son siège à PARIS

UN ASSISTANT

Pour renforcer son équipe MANAGEMENT INFORMATION SYSTEM

MISSIONS :
- assister le responsable du Département dans la conception et la mise en œuvre des actions de M.I.S. de la société.
- participer à la réalisation des états de rentabilité interne.
- assurer le suivi des analyses d'écarts.
- dans une étape ultérieure, réaliser l'analyse budgétaire et les aspects du reporting US.

PROFIL :
Débutant, diplômé de grande école ou équivalent (options finance, comptabilité, contrôle de gestion) et dégagé des O.M., le candidat aura une bonne maîtrise de la micro-informatique, le sens du travail en équipe et un esprit d'initiative développé.
La pratique de l'anglais est indispensable.
Poste très évolutif.
Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre, photo) à la Direction des Relations Humaines
COMPAGNIE GÉNÉRALE DE BANQUE CITIBANK
BP 704 - 75821 PARIS CEDEX 17

Bleu Publicité

Dans le scénario de la banque de demain...

Vous, professionnel des produits financiers, êtes persuadé que la compétitivité des banques exige un nouveau type de comportement qui doit être développé, autant que l'acquisition de nouvelles techniques.

... Soyez l'acteur du changement.

Vos idées rejoignent celles de cette Société, leader en matière de formation commerciale auprès des services financiers (Banques, Assurances, Sociétés financières). Vous y utilisez une large palette de moyens (audiovisuels et informatiques) pour développer le potentiel et l'efficacité du réseau d'un important organisme financier en animant de nombreux stages.
Vous participez à la conception de nouvelles approches telles que l'autoformation, la simulation, l'enseignement assisté par ordinateur...

Vous connaissez les nouveaux métiers de la finance, vous aimez convaincre et vous l'avez prouvé mais vous êtes aussi un novateur en matière de pédagogie. Une expérience dans un service formation ou d'animation sera fortement appréciée. Ce poste demande une importante mobilité géographique et prévoit une belle évolution à terme à Lyon ou à Paris.

Martine HAUTEKIET étudie confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la réf. 1865 LM

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO

Société d'électronique professionnelle, leader mondial dans notre spécialité, notre activité comporte une part importante d'ingénierie. Notre réussite repose, dans une large mesure, sur notre capacité à effectuer un contrôle de gestion efficace.

Devenez notre contrôleur de gestion usine

Rattaché directement au responsable du contrôle de gestion, vous l'assistez dans le suivi de l'activité de production ainsi que dans l'établissement des rapports mensuels de gestion.
De formation supérieure, 1 à 2 ans d'expérience de la fonction en milieu industriel ou en cabinet d'audit ont confirmé votre profonde motivation pour un environnement de production.
Accrocheur, vous avez l'autorité, la compétence et la diplomatie nécessaires pour concrétiser efficacement votre action.
Autonome, vous savez vous former à un environnement évolutif et vous préparer à prendre la responsabilité de la mission à part entière.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet, sous réf. 6920, à Média-System, 2, rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Recherche

FORMATEUR

Concepteur-Animateur en Technique de Management

Chargé de mener à bien des analyses *de besoins, de concevoir et d'animer* des actions de formation au sein d'une équipe pluridisciplinaire.

Jeune diplômé de 3ᵉ cycle de Psychologie (Psychologie clinique ou du travail, DUFA, CNAM...).

Première expérience (deux ans maximum) en entreprise serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo sous Réf. M14 à L et A - 33, rue Vernet, 75008 Paris

JEUNE CADRE ACTUARIAT

A votre actif : après un Bac scientifique et une formation de type ISUP, ENSAE..., une première expérience réussie dans le service actuariel d'une société d'assurance-vie.
Vous avez aujourd'hui le désir de changer d'air...
Compagnie anglaise et première mutuelle de la C.E.E., nous avons le dynamisme et la souplesse d'une structure légère (350 personnes). Avec une croissance de 40 % par an, c'est toute l'entreprise qui se développe : de notre communication (Norby, vous connaissez ?) à l'informatique... sans oublier un service actuariel qui n'est pas en reste.

Merci d'adresser votre candidature avec photo en précisant bien vos prétentions, à Marylène Moreau - Service Recrutement
Norwich Union Life
36, rue de Châteaudun
75441 Paris Cedex 09

MILLE ET UNE RAISONS DE NOUS REJOINDRE

Norwich Union ASSURANCE VIE

Organisation et Publicité

Société de matériaux de construction
(Région NEMOURS)

recherche

COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

Environ 30 ans - Diplômé BTS/DUT.

Pour assurer :
- la tenue de la comptabilité générale et analytique ;
- la gestion de la trésorerie ;
- la paie du personnel ;
- le suivi administratif.

Bonne pratique de l'informatique exigée.

Adresser C.V. sous nº 8398 M
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, r. de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

bip

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

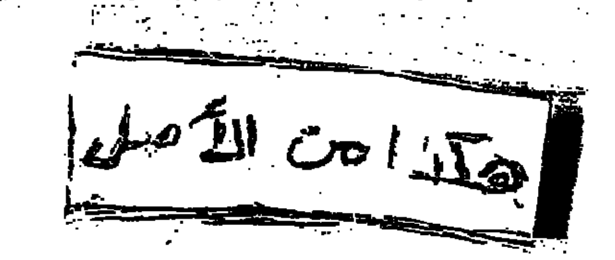
recherche

Jeune contrôleur de gestion (H/F)

MISSIONS :
- Il participera à la définition et à la mise en place des tableaux de bord et actualisera les procédures budgétaires ;
- Il réalisera les analyses et les synthèses qui permettront aux responsables opérationnels d'optimiser la gestion de leur secteur.

PROFIL :
Ce poste convient à un jeune diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce ayant deux ou trois ans d'expérience dans des fonctions similaires.
Il implique des qualités de rigueur, de diplomatie et l'aptitude à animer une petite équipe.
Lieu de travail : PARIS VIII
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous Réf. GM/CG à :

BIP - Direction des Ressources Humaines
108, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



هكذا من الأصل



Notre Holding (60 sociétés - C.A. de 800 MF - 1 100 salariés), filiale d'un Groupe d'envergure internationale, recherche un

Jeune responsable de trésorerie

Vous gérerez dans un premier temps les trésoreries de plusieurs sociétés et établirez les prévisions.

Dans un second temps, vous étendrez votre action à l'ensemble des Sociétés du Groupe.

Vous avez une formation Ecole de Commerce ou IEP (option finances), une première expérience d'un ou deux ans dans une fonction similaire, ainsi qu'une pratique des outils informatiques.

Vous souhaitez intégrer un Groupe dynamique dans un poste très formateur et évolutif.

Votre lieu de travail : dans un environnement agréable, à 30 km à l'Ouest de Paris, près de Saint-Germain-en-Laye.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. S/JR/LM, à notre Conseil, qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Un important Cabinet, leader dans le domaine du conseil juridique et fiscal recherche pour ses équipes de province des

SPECIALISTES DE LA FISCALITE DES ENTREPRISES

Vous valoriserez une expérience minimum de 3 ans, acquise en cabinet, dans une administration fiscale ou dans une grande entreprise.

Régions d'affectation :
NORD, CHAMPAGNE-ARDENNES, LORRAINE, BOURGOGNE, OUEST.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 40737 à :
HAVAS CONTACT 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

Contrôleur financier

Ville universitaire - Pays de Loire - La filiale française d'un groupe industriel britannique spécialisé dans la fabrication de produits manufacturés destinés aux industries mécaniques et métallurgiques, couvrant 80% de son marché, crée la fonction de contrôleur financier. Membre clé de la direction, il sera rattaché au directeur général. Sa mission sera de définir les moyens et le budget nécessaires à la création d'un contrôle et d'un reporting adaptés. Dans ce cadre, il mettra en place une comptabilité analytique, le suivi des circuits budgétaires et de fabrication et les développements informatiques correspondants. Cette mission accomplie, sa fonction pourra évoluer vers des études d'investissements en vue d'acquisitions de sociétés. Gestionnaires de formation + DECS et si possible experts comptables, les candidats devront impérativement maîtriser la langue, les méthodes de contrôle et le reporting anglo-saxons en environnement industriel. Une expérience de contrôle financier ou d'audit de sociétés multinationales est indispensable. D'autre part ils seront familiarisés avec les applications informatiques. Ecrire à S. ENGRAND en précisant la référence A/1449M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



INTERESSEMENT PARTICIPATION

Important groupe bancaire Paris recherche le responsable de son activité « intéressement - participation ».

Désireux d'intensifier notre activité en matière d'épargne salariale (intéressement - participation) nous recherchons un collaborateur de haut niveau qui prendra en charge ce développement.

A ce poste de responsabilité, le candidat de formation supérieure et qui aura plusieurs années d'expérience devra posséder des qualités de dynamisme, de contact et d'organisation.

Il sera également capable d'animer une équipe commerciale qui lui permettra de développer son action à l'échelon national.

Si vous possédez ces qualités et que cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, s/réf. 4632/LM, à

MEDIA PA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
recherche

UN ATTACHE A LA DIRECTION FINANCIERE
et
UN CHEF DE SERVICE

interessés par la gestion budgétaire et le contrôle de gestion.
Grande école de gestion + DECS ou équivalent.
Expérience professionnelle similaire de 2 ou 3 ans.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à C.C.I.P. – DPRS
8, rue Chateaubriand - 75008 PARIS.

FILIALE D'UNE CHARGE D'AGENT DE CHANGE

Notre société de gestion filiale d'une charge d'agent de change est en forte expansion. Nous recherchons

Un gérant de portefeuille clientèle privée (Réf. 1014)

Il assurera la gestion de la clientèle existante avec l'aide de trois assistants et les conseils de l'équipe d'analystes.
De formation commerciale supérieure complétée par une bonne maîtrise de l'analyse financière (diplôme SFAF), il possède une dizaine d'années d'expérience de gestion de clientèle privée.
Sa capacité à animer et à motiver des équipes fait de lui l'entrepreneur recherché.

Un gestionnaire d'OPCVM (Réf. 1015)

Vous avez acquis une expérience de 3 ans au moins dans le domaine de la gestion de portefeuille institutionnel ou privé et vous maîtrisez les mécanismes boursiers.
Votre formation supérieure (HEC, DAUPHINE, Ingénieur + Gestion...), alliée à une connaissance de l'analyse financière, vous prédispose à prendre progressivement en charge la gestion de certains de nos fonds Communs de Placement.
La pratique de la gestion obligataire, du MATIF ou des marchés étrangers, est un plus pour ce poste.
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

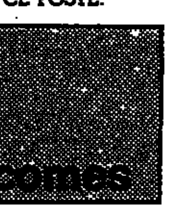
IMPORTANTE SOCIETE AGRO ALIMENTAIRE
recherche pour LE MANS

JEUNE CADRE DE GESTION

Il devra seconder le directeur administratif et financier principalement sur les points suivants : élaboration et contrôle des budgets, mise en place et suivi des tableaux de bord, rapport mensuel d'activité et amélioration constante des procédures.

Pour être candidat il faut avoir une solide formation générale (E.S.C. Finances-comptabilité ou équivalent), une bonne connaissance de la comptabilité (D.E.C.S. ou équivalent), une première expérience de quelques années, si possible en milieu industriel, avec utilisation de tous les moyens modernes de gestion dont la micro-informatique, et une ferme volonté de s'impliquer à fond dans cette activité en relation étroite avec tous les partenaires de la production et du commercial.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR QUI REUSSIRA A CE POSTE.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS. (sous réf. 2680)

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

MEDIA PA

BANQUE PRIVEE

Filiale française d'un groupe bancaire international recherche pour son Siège Central à Paris un :

ATTACHE DE DIRECTION
CLASSE IV - V

De formation supérieure ou ITB complétée d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans le suivi des engagements, le candidat retenu devra faire preuve d'une réelle qualité d'appréciation des risques et de la connaissance approfondie des mécanismes bancaires.

Chargé dans un premier temps de la rédaction des études de crédit, son sens des contacts devrait lui permettre de se voir confier à terme, la responsabilité d'un groupe de clientèle d'entreprises dont il assurera le suivi.

Une très bonne maîtrise de la langue espagnole et le goût du travail en équipe, sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. 97/LM, à OCBF SERVICES 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA



Nous appartenons à un grand groupe, premier producteur européen de fils métalliques et deuxième au niveau mondial, et nous recherchons pour notre usine (proche de Dunkerque), CA 225 Millions de francs, 280 personnes, notre

Responsable comptable et administratif

Vous avez :
- une formation supérieure : DECS, ESC ou équivalent,
- une expérience de plusieurs années dans l'industrie (minimum 4 ans) au sein d'un service comptable et financier,
- un goût certain pour la comptabilité analytique, et les contacts avec la *production*,
- des connaissances en langue anglaise.

Alors nous vous proposons :
- de prendre la responsabilité de tous les aspects comptables, (générale et analytique), fiscaux et administratifs de notre usine,
- de poursuivre notre informatisation et de la rendre plus performante,
- d'assurer le reporting auprès de notre Maison-Mère et les contacts quotidiens avec les banques,
- de superviser une équipe de 9 personnes,
- une rémunération très intéressante.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL 14 bis, rue Daru, 75008 Paris, sous la réf. 43768 M portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

BANQUE INTERNATIONALE
recherche

ADJOINT DU RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

– Expérience similaire de 2 à 3 ans en milieu bancaire exigée.
– Capacité à diriger petite équipe.

Envoyer C.V. et prétentions à :
B.A.I.I.
12, place Vendôme, 75001 PARIS.

SUD OUEST

Ecole de Gestion + DECS ou Equivalent

ASSISTANT CONTROLLER

TRW Composants Electroniques Division d'un groupe multinational, placée au tout premier rang des techniques de pointe.

Sous l'autorité du « Controller », le candidat animera une équipe de 4 personnes et aura la responsabilité :
- de la comptabilité générale et de la fiscalité,
- du reporting mensuel à la maison mère.

Ce poste évolutif s'adresse à des candidats de 28 à 32 ans ayant une expérience de 3 à 5 ans en Cabinet ou en Entreprise industrielle internationale.

La pratique de la langue anglaise et de l'informatique est indispensable. La connaissance des procédures comptables anglo-saxonnes serait très appréciée.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à Maryse ROUSSANNES
TRW Composants Electroniques S.A.
Avenue de la Jallère - 33300 BORDEAUX LAC.

TRW

Pierre Lichau

Société leader dans sa branche recherche UN

Jeune Assistant de Gestion

Pour l'élaboration et le suivi des budgets de ces agences.
La connaissance de la micro-informatique est nécessaire.
Niveau ESC, une première expérience du contrôle budgétaire serait un plus.
Envoyer lettre manus., C.V., photo et prétentions à
SIAPA.
4, rue Ambroise-Croizat.
91121 PALAISEAU Cedex.

Mairie de Saint-Fargeau-Ponthierry
recrute d'urgence

RESPONSABLE SERVICE FINANCIER

Niveau d'études : Dipl. d'études comptables supérieures ; exp. comptable exigée.

Adr. cand. manus. + CV + photo à :
M. le maire,
77310 St-Fargeau-Ponthierry.

BANQUE PRIVEE (Siège Paris)

réputée pour son activité sur les marchés financiers nationaux et internationaux, recherche, en appui d'une politique de développement important de ses produits et de son réseau, un

GESTIONNAIRE SPECIALISTE EN VALEURS FRANCAISES
Classe VII + selon expérience

Vous aurez pour mission de :
- gérer des OPCVM de différents types (SICAV, FCP) et des portefeuilles institutionnels, principalement ou exclusivement investis en valeurs françaises,
- développer la clientèle en FCP Titres II.

Nous recherchons un gestionnaire rigoureux, qui soit aussi un bon "commerçant". Le candidat idéal aura déjà une expérience de quelques années de la gestion mais nous n'écarterons pas ceux qui, actuellement analystes financiers sur le marché français, seraient fortement motivés par une évolution vers le poste décrit ci-dessus.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 21662 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 42 98 10 65 ou 36.14 Code : CONTESS

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

directeur administratif et financier

Notre Groupe, 800 millions de CA aujourd'hui - 1,5 milliard de francs dans 3 ans - développe ses activités dans les secteurs de l'habitat et des services. Pour participer à notre développement, nous recherchons deux directeurs administratifs et financiers pour deux de nos filiales basées à Lyon et Grenoble.

Vous aurez en charge la comptabilité, la finance y compris la gestion de la trésorerie, les relations avec les banques, l'administration générale, la gestion du personnel et l'informatique.

De formation supérieure (ESC, DECS...) âgé de 30-35 ans environ, vous avez une expérience des différents aspects de la fonction acquise dans un poste similaire.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez votre CV sous la référence 890.19 à notre Conseil :

RÉUSSIR Tour du Crédit Lyonnais. 69431 Lyon Cedex 3.

MISSION PERFECTION

C'est l'objectif que vous vous fixerez, avec notre groupe informatique leader mondial



dans le domaine des imprimantes et portables, numéro 3 sur le marché micro-informatique aux USA. Avec 170 personnes et un CA en constante progression (300 MF), EPSON accentue sans cesse son effort technologique, marketing et commercial. Pour contribuer à une croissance harmonieuse, EPSON recherche un :

AUDITEUR INTERNE

200 KF + PARIS

Chargé de l'audit de la Direction Administrative et Financière, vous serez amené à redéfinir et à perfectionner les procédures et circuits d'information.

De formation contrôle de gestion ou DECS, ou équivalent, vous possédez une première expérience de 2 à 3 ans acquise dans un cabinet d'audit anglo-saxon.

Votre connaissance de l'informatique et des outils d'organisation, votre parfaite maîtrise de l'anglais vous permettront de réussir pleinement cette mission qui s'inscrit dans le cadre du développement de nos projets.

Poste à pourvoir rapidement.

Adressez votre dossier de candidature, sous référence AI, à notre Conseil:

FOR.SE 33 avenue de Ségur, 75007 Paris. (1) 43.06.78.78.
Consultants CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Auditez nos filiales de distribution

Avec 1600 personnes, nous sommes le 1er groupe français de distribution de bières et boissons. Nous vous proposons de venir renforcer notre équipe d'AUDIT INTERNE.

Vous aurez pour mission de contrôler la bonne application des procédures de gestion au sein de nos 50 filiales (entrepositaires - grossistes), à travers toute la France.

Pour vous sentir à l'aise dans votre action, vous devez avoir une formation supérieure (école de commerce, DECS...) et/ou une première expérience réussie dans un cabinet ou dans une entreprise.

Vous devez être également très disponible, des déplacements fréquents étant nécessaires.

Ultérieurement la taille de notre Groupe pourra faciliter votre évolution professionnelle. Le poste est basé à Paris Ouest.

Envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 2353 M à

SOURCES 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

LYON

développer nos activités de capital risque

Notre société engage 1 Milliard de Francs par an auprès des PME et emploie 48 personnes. Notre activité de capital risque et capital développement est en forte expansion.

Vous rechercherez de nouvelles affaires, étudierez les dossiers et suivrez l'activité du portefeuille de participations.

Vous rapporterez au Responsable «Fonds Propres».

Agé de 26/28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC...), vous avez une expérience de 2-3 ans dans un poste qui vous a permis d'approcher la vie financière des entreprises (Audit par exemple).

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 889.19, à notre Conseil :

ONOMA Tour Crédit Lyonnais - 69431 Lyon Cedex 3.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

FORMATION PROFESSIONNELLE



Demandeurs d'emploi

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose un stage gratuit et rémunéré de 6 mois

INFORMATIQUE ET CONTROLE DE GESTION

participants : BAC + 4 - 21 ans et +
habitant Paris depuis plus d'un an - Connaissances de base en comptabilité générale
Cette formation vous apportera une compétence double en informatique et gestion

Début du stage Avril 1987 - recrutement immédiat

Renseignements : I.G.S.
63, Avenue de Villiers, 75017 PARIS - 4e étage
Téléphone : 47.66.84.22 poste 25

S.C.

IFACE
Formation de Formateurs et de Conseillers en Formation
(Stage rémunéré)

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme est ouvert aux diplômés du 2e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à des fonctions d'animateur, de formateur ou de conseiller dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...).
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre/octobre. *Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.*
- Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat et peut aussi être financé au titre des C.I.F.

Les inscriptions seront closes le 30 avril.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'I.F.A.C.E. - 79, avenue de la République 75543 Paris Cedex 11 - Tél. 43.55.39.08 poste 1207

LEV-TOURNAY/ASKCOM

DEMANDES D'EMPLOIS

JOURNALISTE
40 ans

15 ans d'expérience professionnelle étudierait toutes propositions concernant presse ou secteurs de la communication.

Ecrire sous nº 8.361
LE MONDE PULICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e

AFRIQUE ET DOM-TOM
H. 33 a., exp. 6 a. DIRECTION AFRIQUE services agro, T.P., négoce intern., ht niveau, H. sérieux, dispon. missions service export, voir expatriation. M. FARINA, 49, rue des Menuts, 33-Bordeaux. Tél. : (16) 56-31-32-73. Etudie ttes propositions.

H. 38 ANS
STAGIAIRE EXPERT COMPT.
2e année, ancien
CONTROLEUR GESTION
sté multinationale (200 MF). Méthodes anglo-saxonnes, maîtrise gestion + DECS + 3 Certif. supérieurs, recherche dans sté contrôle gestion compta. ou cabinet poste orienté conseils de gestion (Paris).
Ecrire sous le nº 8403
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

RESPONSABLE RELATIONS SOCIALES, INFORMATION ET COMMUNICATION. Fme 38 ans, licence Sciences Eco, expér. 12 ans gd groupe, rech. soit nº 1 dans PME-PMI, soit nº 2 dans groupe impt. Ecrire Nº 65.176, Projets, 12, rue des Pyramides, 75001 Paris.

J.F. Ambition, Morphopsychographologue et Parapsy, ch. poste dans recrut., format. Etud. ttes prop. Ecr. : E.C. BP 118, 94304 Vincennes, Cdx.

J.F. 18 ans ayant BEP-CAP. comptable et 1er degré de comptabilité.
Notion : Traitement du texte dactylo.
Rech. emploi stable dans PMI ou PME
Libre de suite
Tél. : 60-05-87-67.

● VOUS avez besoin d'un élan créatif.
● Vous êtes dans la publicité, l'architecture, le cinéma ou tout autre domaine.
● CONTACTEZ-MOI
S/nº 8.405.
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 32 ans, 5 ans exp. assist. export + 2 ans chargée études marketing transport aérien, études supérieures, cherche poste milieu international.
Ecrire sous nº 8.401 M
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 35 ans psychosociologue, 6 ans d'expérience du RECRUTEMENT et de responsable de formation des adultes, étudierait tts propos. Tél. : 43-67-11-61 le soir.
Ecrire sous le nº 1.092
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

F. 35 ans, DEA hist. Art. DESS marketing. Exp. conception et production audiovisuelle, ch. emploi dans secteurs : Edition, pub., TV ou ts secteurs communication. Tél. : 47-43-04-45.

SECRÉT. ASSIST. DIRECTION 31 a., 10 a. exp. Anglais courant. Espagnol bon, punch, ingéniosité, implication, excel. présentation. Aisance relat. ch. p. à responsab.
Ecr. s/nº 8382
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

H. 33 a. Thèse sc. soc., diplôme hist., exp. Recherche, enseign., docum., entretiens, ch. emploi rédact. Enseig., édit., doc., enquêtes, plein emploi/mi-temps, Paris/province.
Tél. : 48-28-83-81.

J.H. ANALYSTE INDÉPENDANT
SPÉCIALISTE VAX/VMS
DCL, COBOL, TDMS, RMS, DBMS, DTR
Etudie toutes propositions.
Téléph. : 64-80-87-68
ou 48-60-46-09.

Ch. poste responsable de fabrication, presse, édition ou publicité, plus maquette. Libre rapidement. Tél. : ap. 19 h 43-74-77-58.

J.F. 24 a. t.c. du CAFB, maîtrise de philo BT de musique, dactylo, exp. presse et biblio., ch. emploi doc., biblio, C.E., presse ou édit. Tél. : 42-59-11-85.

L. HINTERSEBER, directeur de F.J.T. de Suresnes, cherche pour progression personnelle, poste de direction dans Fédérations, Unions, ou Associations gérant plusieurs activités ou établissements. Etud. ttes propos. Contact : 4, rue des Croix-Saint-Marc.
JOUY-LE-MOUTIER
95000 CERGY. 47-28-80-02, h.b.

J.F. 23 ans diplôme 3e cycle études de communication, cherche emploi dans secteur médias (presse, audiovisuel, cinéma, publicité)
Ecrire sous le nº 1.103
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ALGÉRIE
RETRAITÉ, 20 ans resp. stés franc., mat. T.P., cherche act. missions, intérim, bureau liaison, négociations appel offres. Fte connaiss. marché Alger, relations haut niveau.
Ecrire sous le nº 8375 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Jeune fille 20 ans, bonne présentation, niveau Bac G2, 18 mois expérience, ch. emploi stable aide-comptable. Libre de suite. Tél. : 30-37-37-23.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

A vendre Paris-5e, imm. ancien, 2e ét., appt meublé, 3 p., cuis. éq., s.d.b., faibles charges. Px : 920.000 F. T. : 69-21-00-37.

VAL-DE-GRACE 75 m² liv. + 1 chbre s/jard. privatif 95 m² gd calme et verdure 2.000.000 s/pl. mardi 14 h à 17 h : 14 bis, r. Pierre-Nicole. 45-46-26-25.

14e arrdt

OBSERVATOIRE
Pptaire vend PLUSIEURS GD 6 P. tt conf. LIBRES. Bon plan. grand stand. à partir de 3.600.000 F. 45-26-99-04.

EXELMANS
3 p. cft. 1er s/cour bon ét. 15 000 F. COTIMO 47-63-62-74.

15e arrdt

CAMBRONNE
Appts occupés loi 48. Dans bel imm., pierre de t., de 350.000 F à 450.000 F. 42-80-64-74, poste 233.

16e arrdt

AV. VICTOR HUGO
Gd appt de stand. 370 m², gd salon, petit salon, 5 chbres, bel imm. 3e ét.
GARBI 45-67-22-88.

18e arrdt

LAMARCK
2 pces tt cft, p. de taille. 370.000 F. T. : 42-52-01-62.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY
Ch. Laffitte de anc. hôtel part. 7 p. + serv., balc., plein sud. à rénover. Tél. : 46-34-13-18.

Minitel

30 000 offres
Paris-province
36.15 Tapez
LEMONDE puis FNAIM

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPT chez notaire.
48-73-20-67 même le soir.

GROUPE DORESSAY
Rech. POUR CLIENTÈLE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE MARAIS, RIVE GAUCHE, 16e, NEUILLY, APPTS 4-8 P. et HOTEL PARTIC. ACHAT OU LOCATION. 46-24-93-33.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. T. : 45-28-18-95.

locations meublées offres

Province

A louer Gassin (Var) pte maison tt cft jardin. W.E. ou semaine 3/4 pers. Tél. 43-25-91-31.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine,
75008 PARIS
recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomat. et cadres de stés multination.
TÉL. : 45-62-78-99.

maisons individuelles

LA VARENNE
RÉSIDENT. 455 m² terr., séj., 3 ch., gar. BELLE AFFAIRE. AGENCE RAOUL. 48-83-05-07.

villas

A.V. 12 KM PAU (P.A.) MORLAAS - Très belle
VILLA
tout confort, 120 m², toit ardoise, cuisine aménagée, vaste salle de séjour, cheminée, 3 chambres, garage.
950.000 F à débattre.
Libre à la vente.
Tél. : 59-02-32-20
le soir 20 h.

bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS
DE 15 à 200 m². STANDING
OUVERTS 24 H/24
Location courte ou longue durée. Tous services : tél., télécopie, télex, restaur., parkings, secrétariat, tél. personnalisé.
ACTE - 40-54-53-54.

DOMICILIATIONS
Location burx et ateliers, permanence téléph. (télex, télétex, télécopie, photocopie, secrétariat)
CONSTITUTION sociétés commerçants, artisans
« CENTRE D'AFFAIRES INITIATIVES 2000 »
— Paris, 1er. 42-60-91-63 (rue Saint-Honoré).
— Paris-15e. 40-56-02-62.
— 95-Gonesse. 39-87-31-53.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO.
Loc. burx, secrét., tél., télex.
Domiciliation : 170 à 390 F/M.
CIDES - 47-20-41-08.

Domiciliation depuis 90 F/mois
Av. des Champs-Elysées (Etoile).
Rue Saint-Honoré (Concorde).
Rue Cronstadt, Paris-15e.
21 bis, r. de Toul, Paris-12e.
Constitution SARL 2.000 F HT.
INTER DOM - 43-40-68-50.

capitaux propositions commerciales

Urgent vends vallée Loire périphérique Angers 49, restaurant standing et club privé discothèque. CA en pleine expansion. Fond et murs dans château XVIIe, nombreuses dépendances, parcs et bois 4 ha pouvant convenir à centre Loisirs. Apport personnel + possibilité crédit si sérieuses garanties.
Tél. S.V. (16) 41-77-19-87.

propositions diverses

Emplois et carrières de la Fonction publique Nº spécial de FRANCE CARRIÈRES chez votre marchand de journaux ou région parisienne.

Opération subventionnée
ATELIER CONSEIL
CRÉATION D'ENTREPRISE
du 6 au 10 avril 1987.
Mairie de Saint-Gilles (Gard)
Tél. : (16) 67-88-20-10.

RECHERCHE
Traducteur médical
Expérimenté du Français vers l'Anglais, formation spécifique médicale ou technique.
Env. CV KRAUS : 2, rue de la Cossonnerie, 75001 PARIS.

maisons de campagne

DANS BERRY entre Buzançais et Loches, à Cléré-du-Bois, 85 m² habit. de suite, comprenant : s. séjour, 2 chbres, s.d.b., w.-c., fosse septique, gde cuisine aménagée, ballon eau ch. et cheminée neuve, prise courant-force ttes pièces. Téléph. hall 15 m². Grenier éclairé aménageable sur 85 m². Garage sur terrain, 1280 m² bien clôturé.
Pour rens. écr. M. FREMION, 6 bis, rue Bellevue, 36700 CHATILLON-S-INDRE.

immobilier information

Pour vendre ou acheter
Maison - Appartement
Château - Propriété
Terrain - Commerce
sur toute la France.
LAGRANGE
9, r. Le Chatelier, 75017 Paris.
Tél. : (16-1) 40-54-06-08.

propriétés

A VENDRE 130 km Paris A 13 propriété de caractère de parc 1 ha 18 a. Dépendances. S'adr. Me Reel-Cocheleux. 27350 Routot. 32-56-80-66.

SAINT-TROPEZ
CHAPELLE SAINTE-ANNE
Maison, réception, 5 chbres, état neuf. 4.500.000 F.
Michel Bernard. 45-02-13-43.

GRENOBLE SUD, mais. bourg. et dép. parc 4.000 m², hab. ppale 300 m², 12 pces, dép. 240 m² aménageables. 1.500.000 F.
(76) 24-71-73/22-70-37 h.rep.

Part. vend propriété 1 ha pinède + 2 villas style provenç., vue s/mer. Px : 2.000.000 F. Six-Fours-les-Plages.
Tél. matin : 94-34-49-40.

Part. vd gde maison de maître, 2 appts, jard., dépend. Sains-Bois, 64300 ORTHEZ. 59-69-39-47.

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs.
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Champs-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

ÉTOILE
Très grand standing
BUREAUX MEUBLÉS
Toutes durées, tous services.
TÉL. : (1) 47-27-15-59.

DOMICIL. CCIALE 8e
TÉLEX/SECRÉT./TÉL./BURX.
AGECO - 42-94-95-28.

TIME BURO
Le centre d'affaires des nouveaux entrepreneurs :
BUREAU TEMPORAIRE ET SERVICE PERMANENT, pour siège social ou antenne à PARIS. Tél. : (1) 42-29-09-09.

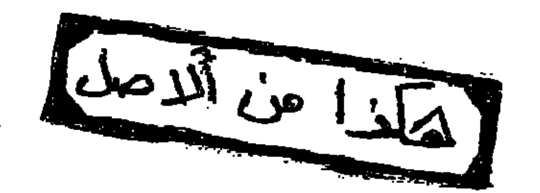
fonds de commerce

Ventes

PR. MARCHÉ RUE DU POTEAU
MURS LIBRES 300.000 F
18e, café, restaurant.
Tél. : 42-52-01-82.



هكذا من الأصل



Le Monde

ECONOMIE

En 1986, le tiers-monde a coulé 38 % d'acier de plus qu'en 1980 et les pays industrialisés 13 % de moins

Nouvelle donne dans la sidérurgie

PENDANT des années, la puissance d'un pays s'est mesurée en tonnes d'acier. La révolution industrielle a été fondée sur le charbon et le fer. Se doter d'une sidérurgie forte était le premier acte d'indépendance d'une nation, le premier symbole de son développement.

L'acier mythique... les hauts fourneaux rougeoyaient, l'acier coulait, dont on faisait les chars et les canons. Les sidérurgistes, jouissant comme les mineurs d'un statut à part, formaient l'aristocratie ouvrière. C'était le temps des charpentes métalliques et de la tour Eiffel.

Après la seconde guerre mondiale, le Japon substitua force industrielle à pouvoir militaire. Toute une région du monde ne tarda pas à l'imiter ; voire à faire mieux que lui, en n'hésitant pas à faire appel aux technologies des pays occidentaux qui creusaient la tombe de leur propre sidérurgie.

Vint la crise, la course aux économies d'énergie, le ralentissement des débouchés, les nouveaux matériaux dans le bâtiment, déprimé, ou dans l'automobile, toujours plus petite et toujours plus légère... la *miniaturisation de l'industrie*, incorporant plus de matière grise que de métaux. C'en était fini de l'âge d'or des maîtres de forges.

« On ne peut pas faire manger de l'acier aux gens », se plaignait, désabusé, un sidérurgiste lorrain. Les pays en développement, écrasés par leur endettement, doivent pourtant produire de l'acier pour nourrir leurs habitants... et faire rentrer des devises. A n'importe quel prix, désorganisant le commerce mondial, poussant les vieux Etats producteurs à éteindre un à un leurs hauts fourneaux, à couler un acier de meilleure qualité, seul capable de les sauver.

Dès lors, n'assiste-t-on pas à une nouvelle division du travail laissant aux nouveaux producteurs le métal ordinaire et attribuant aux anciens le haut de gamme ?

Déjà, le Japon — bête noire des sidérurgistes occidentaux, il y a dix ans — plonge dans la crise, poussé par la concurrence de la Corée du Sud, qui elle-même voit poindre celle de Taiwan... Dans l'acier, chacun est « le Japon » de quelqu'un.

LA grande redistribution des cartes dans la sidérurgie mondiale s'accentue. Alors que la production mondiale a baissé de 0,7 % l'an passé les jeunes pays producteurs ont renforcé leur poussée.

L'érosion globale, à première vue modeste, cache en effet d'importantes disparités : une chute de 5,7 % dans le monde occidental, y compris le Japon, une croissance de 3,5 % en URSS et dans les autres pays du COMECON, mais un bond de 11,5 % en Chine et un niveau record dans les pays en développement, qui affichent une hausse de 4,3 %, soit... 38,6 % de plus qu'en 1980.

Ainsi la production a régressé de 6,7 % en un an au Japon, deuxième fabricant mondial. Aux Etats-Unis, numéro trois, la baisse a été encore plus forte (−7,9 %), de même qu'en RFA (−8,4 %). En revanche, chez les jeunes producteurs, c'est l'euphorie : + 3,8 % au Brésil en 1986, + 7,5 % en Corée du Sud, + 2,9 % en Inde, + 2,9 % également à Taiwan (et + 53,2 % depuis 1980).

Sombre avenir pour les sidérurgistes occidentaux : les experts sont formels, le salut ne viendra pas d'une reprise de la demande mondiale. La consommation, selon les estimations de l'Institut international du fer et de l'acier (IISI), restera stagnante les dix prochaines années, avec un taux annuel de croissance de 0,4 %.

Le ralentissement des investissements, le progrès technique qui permet d'économiser le métal brut, la concurrence des autres matériaux, se traduiront dans les pays industrialisés par un recul de la consommation de 0,5 % en moyenne par an d'ici à 1995. A l'inverse, la demande augmentera de 3,3 % l'an chez les nouveaux producteurs, essentiellement en Asie.

La carte présente les seize principaux producteurs de fer (chiffres de 1985) et d'acier (chiffres de 1986) dans le monde. Pour la production de fer chinoise, le chiffre fait partie d'une nouvelle série statistique.

CANADA 38,8 14,1 — ETATS-UNIS 48,8 73,8 — MEXIQUE 9,6 — VENEZUELA 14,8 — BRÉSIL 120 21,2 — GDE-BRETAGNE 14,8 — SUÈDE 20,3 — RFA 37,1 — POLOGNE 17,4 — FRANCE 14,7 17,9 — TCHÉC. 15,3 — ROUMANIE 13,8 — ESPAGNE 12,8 — ITALIE 6,7 22,9 — URSS 247,1 160 — MAURITANIE 9,2 — LIBERIA 16,1 — AFRIQUE DU SUD 24,4 — INDE 52,5 11,9 — CHINE 130 51,9 — CORÉE DU NORD 8 — CORÉE DU SUD 14,6 — JAPON 98,3 — AUSTRALIE 95,3

Production d'acier (en millions de tonnes métriques)

Extraction de minerai de fer (en millions de tonnes métriques)

La poussée des jeunes producteurs

Seuls un effort à l'exportation et une recherche vers les aciers de haute qualité pourraient sauver les « vieux » pays sidérurgiques. Or ces pays ne cessent de perdre du terrain commercialement face aux nouveaux producteurs, dont ils doivent parfois affronter la concurrence jusque sur leurs propres marchés. Et les mesures protectionnistes prises par plusieurs Etats rendent la lutte encore plus âpre dans les zones qui restent ouvertes.

Ainsi, effrayés par le boom des importations (22 % de leur marché intérieur en 1986), les Etats-Unis ont imposé des accords d'« autolimitation » à la quasi-totalité de leurs fournisseurs. De son côté, la CEE a multiplié les « arrangements » avec les pays tiers pour freiner leurs exportations. De plus, le tassement des revenus des pays pétroliers et l'alourdissement de l'endettement des nations en développement — en particulier l'Amérique latine — ont conduit à l'austérité. Alors qu'ils avaient bâti — avec l'aide des pays développés — une sidérurgie puissante tournée vers leur marché intérieur, en pleine expansion, ces nouveaux producteurs ont vu brusquement leurs débouchés nationaux fondre (coup d'arrêt aux travaux d'infrastructure, crise du bâtiment, de l'automobile...).

Les groupes industriels, fortement endettés, se sont alors jetés sur les marchés extérieurs pour écouler leur production et... faire rentrer des devises. De 1,8 million de tonnes en 1981, les exportations du Brésil sont ainsi montées à 7,1 millions de tonnes en 1985. Ce pays a écoulé 51 % de ses ventes en Asie (la Chine en absorbant, à elle seule, 35 %) et n'a pas hésité à baisser ses prix pour enlever des marchés. Malgré l'augmentation des quantités exportées, les entrées de devises ont plafonné à 1,7 milliard de dollars en 1985.

Même scénario au Venezuela, où la plus importante entreprise du pays, la SIDOR, a accru ses exportations de 76 % en 1985, écoulant à l'étranger 46 % de sa production. Frappée par les restrictions américaines, cette firme s'est aussi tournée vers de nouveaux marchés, notamment la Chine à laquelle elle a vendu 400 000 tonnes d'acier.

Exporter pour survivre

Simultanément, les marchés latino-américains se fermaient aux importations : la demande, limitée par l'austérité, pouvait être satisfaite par les producteurs locaux. Les importations de cette zone ont donc chuté de 8 millions de tonnes en 1979 à 3,2 millions de tonnes en 1984.

Face aux difficultés de la sidérurgie latino-américaine, contrainte d'exporter pour survivre, la démarche de la Corée du Sud est très différente : pour des raisons géopolitiques, Séoul s'est doté d'une sidérurgie forte, capable d'alimenter ses industries en aval (automobiles, chantiers navals...) et de se substituer aux importations. Mais, très vite, le pays s'est affirmé à l'exportation : en l'espace de dix ans, ses ventes à l'étranger ont été multipliées par 6 (à 5,9 millions de tonnes en 1985) et, depuis 1979, le pays du Matin calme est exportateur net.

Insolente bonne santé

Aujourd'hui, la sidérurgie coréenne affiche une bonne santé insolente et elle est citée en exemple par tous. Elle fait d'ailleurs preuve d'un optimisme sans faille, en continuant d'accroître ses capacités de production, tout en inondant les marchés avec de l'acier à des prix extrêmement compétitifs : elle a su il est vrai tirer parti, à la fin des hostilités avec la Corée du Nord, du soutien international (capitaux étrangers et usines ultramodernes clés en main), combiné à une politique dynamique de formation lui assurant un encadrement de haut niveau et à une main-d'œuvre excessivement bon marché et docile.

Grâce à cette gestion, la plus grosse entreprise du pays — la fameuse POSCO — gagne de l'argent, ce qui lui a permis d'autofinancer aux deux tiers sa nouvelle installation sur l'eau, au bord de la mer Jaune.

Aujourd'hui, la Corée du Sud fait peur aux sidérurgistes occidentaux, comme le Japon il y a dix ans. Cependant les Japonais, confrontés à la concurrence de Séoul sur leurs débouchés extérieurs (en particulier en Chine) et sur leur marché intérieur, préparent déjà leur riposte : fermetures d'usines, réduction d'un quart des effectifs sidérurgiques, effort vers les aciers haut de gamme sont à l'ordre du jour (voir *le Monde* daté 8-9 mars). Cruel retournement de l'histoire pour le Japon, qui partage à son tour le sort des « vieux » pays producteurs d'acier.

Ceux-ci n'en finissent pas d'élaguer leur outil de production... Mais l'effort de la Communauté européenne, qui s'apprête à opérer une nouvelle réduction de capacité d'une quinzaine de millions de tonnes d'ici deux ans et demi, sera-t-il suffisant ? On peut en douter, au vu des prévisions de l'IISI pour 1990 : à cette date, le surplus de la production sur la consommation s'élèverait à 67 millions de tonnes en Europe de l'Ouest. Autant dire que le plus dur reste à faire.

FRANÇOISE VAYSSE.

Etats-Unis : un quart en moins
Inde : un quart en plus

(en millions de tonnes d'acier)

	1980	1986	ÉVOLUTION
Pays occidentaux	407	353	− 13,3 %
dont : Etats-Unis	101,5	73,8	− 27,3 %
Japon	111,4	98,3	− 11,8 %
CEE	142	125,9	− 11,3 %
Pays à économie centralisée	252,4	282,2	+ 11,8 %
dont : URSS	147,9	160	+ 8,2 %
Chine	37,1	51,9	+ 39,9 %
Corée du Nord	5,8	9	+ 55,2 %
Pays en développement	57	79	+ 38,6 %
dont : Brésil	15,3	21,2	+ 38,6 %
Corée du Sud	8,6	14,6	+ 69,8 %
Inde	9,5	11,9	+ 25,3 %
Monde	716,4	714,2	− 0,3 %

(Source : IISI.)

La Corée du Sud ou le pari sur la puissance

Séoul sert maintenant de modèle de rationalisation à Tokyo

IGNORANT, apparemment, la crise mondiale de la sidérurgie, Pohang Iron and Steel Co — Posco, comme disent les Coréens, — développe sa capacité productive : en avril, avec six mois d'avance sur le programme initial, Posco disposera d'une nouvelle aciérie, ultramoderne, capable de produire 2,7 millions de tonnes par an.

Ce nouveau complexe sidérurgique, construit sur 3 700 hectares de terrains reconquis sur la mer, dans la baie de Kwangyang, sur la mer Jaune, a coûté 2,9 milliards de dollars. Lorsque la seconde phase des travaux entrepris à Kwangyang sera achevée, en 1988, la production atteindra 5,5 millions de tonnes et la capacité totale de Posco passera alors à 14,5 millions de tonnes.

Le complexe de Kwangyang n'est qu'une partie, certes la plus importante, du programme d'extension et de modernisation de Posco, le premier producteur d'acier coréen (60 % du total de la production). A Pohang même, sur la mer du Japon, durant les deux prochaines années des investissements sont prévus pour un montant de 820 millions de dollars destinés à des équipements de moulage de la fonte et à l'achat d'un nouveau laminoir à froid.

Les autres producteurs coréens d'acier suivent la même politique que Posco : par exemple, Sammi Steel investira 150 millions de dollars au cours des trois prochaines années, faisant passer sa capacité de production de 150 000 à 180 000 tonnes. Posco prévoit, lui, une augmentation régulière de sa production qui devrait atteindre, en 1995, les 27,6 millions de tonnes, dépassant alors Nippon Steel, dont la production sera au contraire revenue de 34 millions de tonnes en 1987 à 24 millions de tonnes.

Alors que les sidérurgistes de la plupart des pays, à commencer par le Japon, qui ferme certains de ses hauts fourneaux et réduit la main-d'œuvre, sont dans les affres, l'agressive course à l'expansion des Coréens a de quoi surprendre. En réalité, comme ils l'ont fait tout au long de l'histoire, encore courte, de leur essor économique, les Coréens parient sur la puissance. Un pari qui leur a souvent réussi et leur a permis, le moment opportun, de disposer d'un énorme outil de production et de capacités disponibles pesant dans la détermination des prix sur les marchés extérieurs. Ce fut par exemple le cas avec le ciment.

Comme le Japon

Plusieurs éléments entrent dans le calcul des sidérurgistes coréens. D'abord un accroissement de la demande intérieure d'acier à laquelle les producteurs locaux ne peuvent répondre totalement. Or, depuis le début des années 70, lorsque démarra l'industrie lourde coréenne, la politique de Séoul a toujours consisté à substituer des productions locales aux importations.

Aujourd'hui, la Corée du Sud a besoin d'acier. Une demande soutenue est assurée par l'industrie automobile en pleine expansion, l'électronique et les chantiers navals qui, en Corée, contrairement à la plupart des pays, continuent à faire des profits. Les sidérurgistes coréens comptent, en outre, sur une relance de la construction stimulée par les Jeux olympiques de 1988.

Bien qu'ils soient devenus très compétitifs en raison de la montée du yen, alors que le won (monnaie coréenne) est indexé sur le dollar, les Coréens n'ont pas encore profité entièrement de leur avantage. Ils n'attendent guère en 1987 d'augmentation importante de leurs exportations, qui représentent 36 % du total de la production. Evaluées en devise américaine, elles n'ont guère progressé en 1986 : 2,6 milliards de dollars. Pour l'année en cours, un accord avec les Etats-Unis, qui absorbent 33 % des ventes à l'étranger des sidérurgistes coréens, limite les importations d'acier coréen à 1,9 % du total de la demande américaine (contre 2,5 % en 1986).

de Tokyo,
PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 34.)

orientations SERVICE

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M.-Mme-Mlle ______
Adresse ______
Code postal ______ Ville ______
Niveau d'études actuel ______ Age ______

- ☐ Classes Préparatoires
- ☐ Grandes Ecoles, Commerce, Gestion
- ☐ Ecoles à Vocation Internationale
- ☐ Vente, Commerce, Gestion, Distribution
- ☐ Grandes Ecoles Scientifiques
- ☐ Grandes Ecoles d'Agronomie
- ☐ 3e Cycle de Gestion
- ☐ Accueil
- ☐ Administration Militaire : Commissariat
- ☐ Aéronautique et Spatial
- ☐ Architecture
- ☐ Assurances
- ☐ Bâtiment, Travaux Publics
- ☐ Cinéma
- ☐ Communication dans l'Entreprise
- ☐ Communication, Publicité
- ☐ Communication Audiovisuelle
- ☐ Comptabilité
- ☐ Concours Administratifs
- ☐ Cours par Correspondance
- ☐ Danse
- ☐ Ecole Normale
- ☐ Expertise Comptable
- ☐ Formations Artistiques Appliquées
- ☐ Formation Continue
- ☐ Gestion Financière
- ☐ Hôtellerie-Restauration
- ☐ Immobilier
- ☐ Informatique
- ☐ Ingénieur Chimiste
- ☐ Journalisme
- ☐ Logistique Production
- ☐ Marché de l'Art
- ☐ Para-Médical
- ☐ Prothésiste Dentaire
- ☐ Recherche Scientifique
- ☐ Réussir le Baccalauréat
- ☐ Secrétariat, Bureautique
- ☐ Sciences Sociales et Politiques
- ☐ Spécialisation Textile, Mode
- ☐ Tourisme
- ☐ Transports

MO 7

Nouvelle donne dans la sidérurgie

La Corée du Sud

(Suite de la page 33.)

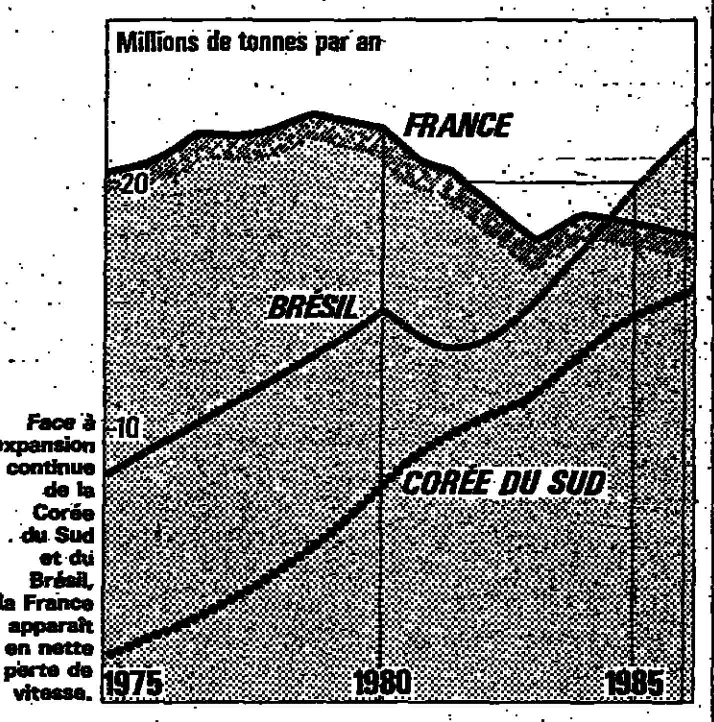
En revanche, les exportations à destination du Japon (2,8 millions de tonnes en 1986) vont augmenter. Les industriels japonais n'ayant qu'un souci, celui de rester compétitifs, l'acier coréen, dont les coûts de transport sont faibles et qui, du simple fait des parités, présente une décote de plus de 40 % est une aubaine.

Les sidérurgistes coréens poursuivent, en fait, une stratégie comparable à celle des Japonais dans les années de haute croissance (1960), anticipant la demande et se préparant à y répondre en tirant les prix vers le bas, grâce à un excès de capacité *disponible. En 1986, les exportations* d'acier coréen à destination des pays de la région ont augmenté de 43 %. Les marchés africains leur paraissent également prometteurs, mais l'Europe reste plus difficile à attaquer.

Technologie avancée

Les Coréens, qui s'attendent à une poursuite du déclin de la production d'acier aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, savent qu'ils sont de solides atouts. Un ouvrier de Posco gagne en moyenne 5 dollars *l'heure contre 20 aux Etats*-Unis. Selon des estimations de la banque d'investissements Paine Weber Inc., faites en 1985 – c'est-à-dire avant la flambée du yen, – le coût de la main-d'œuvre pour une tonne d'acier représentait 17 dollars en Corée contre 55 en Europe, 66 au Japon et 123 aux Etats-Unis. Aujourd'hui, selon l'institut japonais de recherches Nomura, le coût de fabrication de l'acier nippon est supérieur de 35 % à celui des Coréens.

A la tête de Posco, l'ex-général Park Tae-joon, choisi au début des années 70 par le président Park Chung-hee pour mettre sur pied la première aciérie coréenne, n'a pas la réputation d'être un patron démagogue. Il mènerait plutôt son entreprise comme une caserne. Posco ignore les grèves, n'a pas de syndicats dignes de ce nom, et tourne à *100 %* de sa capacité productive.



Face à l'expansion continue de la Corée du Sud et du Brésil, la France apparaît en nette perte de vitesse.

Faible coût de production et technologie avancée, les sidérurgistes coréens affichent leur confiance. Ils se sont assuré leurs approvisionnements énergétiques en investissant dans des mines de charbon en Australie, au Canada *et aux Etats-Unis* ; ils ont passé des accords de production commune avec des groupes américains dont USX (ancien US Steel), et ils entendent développer la fabrication d'aciers spéciaux qui ne représentent que 2,3 % du total (notamment dans leurs nouvelles installations de Kwangyang).

Les Japonais ne sentent pas encore une véritable menace *coréenne dans la mesure où ils* font porter tous leurs efforts de restructuration sur les produits à forte valeur ajoutée. Ils s'inquiètent néanmoins d'une éventuelle percée de leurs concurrents en Chine. Il existe actuellement des échanges non officiels entre la Corée du Sud et la Chine qui *pourraient connaître un certain* essor si les relations politiques s'amélioraient.

Même si la riposte japonaise à la « montée en puissance » de la sidérurgie coréenne risque de contrecarrer les ambitieux projets d'expansion de Posco, ses dirigeants ne sont pas mécontents de voir le premier producteur d'acier, Nippon Steel, prendre leur entreprise comme point de référence dans son programme de rationalisation.

de Tokyo,
PHILIPPE PONS.

Le Brésil devant la France

Brasilia a ravi à Paris la septième place mondiale

LE Brésil est un grand producteur d'acier ; le premier en Amérique *latine*, le septième dans le monde (cette place était occupée par la France jusqu'en 1984). Alors que son PNB n'est supérieur que de 30 % à celui du Mexique, l'autre géant latino-américain, il produit pratiquement trois fois plus d'acier que lui.

La sidérurgie brésilienne a réellement décollé ces vingt dernières années. En 1966, il sortait de ses laminoirs 3,6 millions de tonnes d'acier brut. L'an dernier, la production a été de 21,2 millions de tonnes, presque six fois plus. Son ambition est de doubler ce chiffre d'ici à l'an 2000.

Comme la plupart des industries de base brésiliennes, la sidérurgie est née d'une décision de l'Etat, et elle a progressé sous son impulsion. C'est pendant la seconde guerre mondiale, sous la dictature de l'Estado Novo de Vargas, que les premiers hauts fourneaux (nationaux) ont fait leur apparition à Volta-Redonda, près de Rio-de-Janeiro. Jusqu'alors, seule une compagnie privée, filiale d'une société luxembourgeoise, *fournissait quelques* dizaines de milliers de tonnes par an à une industrie encore dans les limbes.

Par la suite, les implantations se sont multipliées, mais en restant concentrées dans le triangle Rio-de-Janeiro-Sao-Paulo-Belo Horizonte, c'est-à-dire dans la région du Sud-Est, qui est le cœur industriel du pays. L'Etat n'a pas cessé de jouer un rôle moteur dans ce développement, à la fois en planifiant les investissements et en créant des entreprises publiques aujourd'hui au nombre de neuf et regroupées dans un holding d'Etat, la Siderbras (60 % de la production).

Cette expansion remarquable a subi une cassure au début des années 80, en raison d'une crise économique qui a provoqué le marasme de l'industrie. Les objectifs de croissance ont dû être révisés à la baisse. Les maîtres de forges, ne trouvant plus de débouchés sur place, sont partis à l'assaut des marchés extérieurs : Chine, Japon, Etats-Unis.

Leur offensive a porté ses fruits et, aujourd'hui, le Brésil exporte près de la moitié de sa production. Il importe aussi des produits, notamment de l'Europe communautaire, la France arrivant en *tête* avec des ventes de fer-blanc et de tubes spéciaux pour l'extraction pétrolière. Mais la relation entre les importations et les exportations est de 1 à 90, ce qui montre à quel point le Brésil a réduit sa dépendance à l'égard de l'extérieur.

Les effets du plan Cruzado

Les responsables du secteur sont néanmoins mécontents des Européens : ils avaient demandé cette année une augmentation de 10 % de leur quota d'exportations vers la CEE (qui avaient été de 234 000 tonnes en 1986). Ils ne l'ont pas obtenue. Ils trouvent ce quota déphasé car il avait *été* fixé à une époque où le Brésil vendait peu d'acier à la Communauté. Ils le trouvent injuste aussi car les importations d'acier en provenance des Dix, affirment-ils, ont été de 500 000 tonnes l'an dernier. En fait, ce dernier chiffre correspond aux commandes passées à une époque où la surchauffe de l'industrie brésilienne faisait redouter une pénurie de certains produits importés. Il est probable que, dans la phase de « refroidissement » actuelle, toutes les commandes ne seront pas confirmées.

Le plan Cruzado, avec son gel des prix, avait en effet exacerbé la consommation l'an dernier et fait tourner les usines à pleine vapeur (11 % de croissance industrielle en 1986). Autant dire que l'optimisme régnait à Brasilia quand le ministère de l'industrie a annoncé, en octobre, son objectif de doubler la capacité de production d'acier d'ici à l'an 2000 pour la porter à 50 millions de tonnes annuelles. Les experts ont fixé ce chiffre en tablant sur une croissance de 6 % par an du PNB dans les quatorze ans à venir.

Du fer en Amazonie

Dans l'immédiat, Brasilia envisage des investissements de 1 milliard de dollars pour augmenter de 3 à 4 millions de tonnes par an la capacité de production. Outre l'extension des installations existantes, un tel développement passe par l'adoption de la technique dite de la « *coulée continue* » qui permet d'augmenter les rendements.

De nouvelles implantations seront également nécessaires. On pense à un ensemble sidérurgique dans la région de Carajas, en Amazonie, où le plus grand gisement de fer du monde a été mis *en exploitation* il y a deux ans, ce qui renforce considérablement la position du Brésil parmi les producteurs et exportateurs de ce minerai. Déjà, il en assure 13 % de la production et 25 % du commerce dans le monde.

Il y a néanmoins des obstacles à de nouveaux bonds en avant. La Siderbras traîne un énorme fardeau, celui de son endettement, évalué à 15 milliards de dollars. En outre, l'économie brésilienne est entrée dans une période *d'incertitude avec l'échec du plan* Cruzado. L'inflation a repris (17 % en janvier, record historique), et aucune mesure ne semble désormais capable de l'arrêter.

Les milieux industriels se disent désarçonnés par « *l'incompétence* » de l'équipe au pouvoir et investissent d'autant moins que la demande, après un emballement qui a duré huit mois, se rétracte. De nombreuses entreprises commencent à licencier.

de Rio-de-Janeiro,
CHARLES VANHECKE.



Où est la Bourse ?
Au Crédit Agricole. Et comment ! Vous y avez tous les types de SICAV et Fonds Communs de Placement : pour entreprises, institutionnels et particuliers.

Créés et gérés par Ségespar/Titres, notre filiale spécialisée, ces SICAV et FCP figurent en tête des palmarès des analystes, pour leur régularité et leur dynamisme.

Leurs performances ? Jusqu'à plus de 300 %, depuis 1980.

PERFORMANCES * D'UNE SÉLECTION DE SICAV ET FCP

SICAV	de déc. 80 à déc. 86** %	FCP	de fév. 80*** à déc. 86 %
Unifrance	+ 263,7	Agri-croissance	+ 205,83
Epargne-unie	+ 194,9	Agri-rendement	+ 248,98
Uni-foncier	+ 301,8	Agri-bonds	+ 312,89
Unistate	+ 190,7	Agri-bourse	+ 213,41

* [illegible]
** [illegible] *** Date de création.

Dans ses 10 000 agences et bureaux, le Crédit Agricole vous fait profiter de sa compétence.



Le bon sens en action

هكذا من الأصل

Le boulet des taux d'intérêt va-t-il enfin s'alléger ?

Les investissements novateurs, à longue portée, sont pénalisés par le coût actuel de l'argent. Aussi les entrepreneurs français visent-ils court, alors que les Japonais raisonnent à dix ou quinze ans.

UN POINT DE VUE D'ALBERT MERLIN
directeur des études économiques de Saint-Gobain

L'ACTUALITÉ replace les taux d'intérêt sur le devant de la scène. C'est le moment de rappeler combien cette variable-clé pèse sur la conjoncture de l'investissement.

« Vous trouviez le pétrole trop cher, il a baissé. Vous estimiez vos marges trop exiguës, elles se sont élargies. Alors, qu'attendez-vous pour recommencer à investir ? » Tel est le refrain qui tinte aux oreilles des chefs d'entreprise, presque quotidiennement. De son côté, l'INSEE vient de publier une étude sur l'horizon 1991 dans laquelle on nous explique qu'il n'est d'autre voie que le salut par l'investissement (1).

Il arrive que la harangue tourne au procès. Est-ce totalement justifié ? En fait, l'effort d'investissement s'est bel et bien intensifié depuis 1984 ; mais il faut reconnaître qu'il est resté concentré principalement sur l'objectif « productivité », alors que les investissements véritablement novateurs, ceux qui, selon le libellé officiel, visent à *« accroître les capacités de production et à s'adapter à de nouvelles fabrications »*, ont du mal à décoller.

Pourquoi cette peine à « changer de braquet » ? Pourquoi les entreprises françaises, au sortir d'une phase où elles ont dû consacrer l'essentiel de leurs efforts à serrer les écrous, donnent-elles l'impression d'hésiter à revenir à plus d'audace, à retrouver ce comportement d'attaquant dont on nous explique de toutes parts que lui seul fait la différence entre les champions et les laissés-pour-compte ?

Comme il arrive souvent, les interprétations « psychologiques » ne manquent pas : les chefs d'entreprise français seraient trop timorés, peu imaginatifs, bridés par une excessive prudence. Un peu facile. Et si les états d'âme des industriels avaient quelque lien avec l'état de leurs finances ? Si leurs hésitations venaient tout simplement de leur respect des règles du calcul économique ? Il suffit de considérer le niveau des taux d'intérêt au cours des derniers mois : près de 10 % pour les obligations de première catégorie.

Certes, si l'on a la foi chevillée au corps, on peut penser qu'un taux d'intérêt haut perché est un bienfait, puisque garantissant une sélection draconienne des projets industriels, et, par là, une économie ultra-performante. Argument irréfutable, à une réserve près : que le volume des investissements soit suffisant, ce dont on peut douter, avec les taux actuels.

La « courbe en J »

Prenons le cas d'un industriel qui doit arbitrer entre plusieurs projets d'investissement, les uns supposant un temps de récupération relativement court (deux ou trois ans), les autres ne commençant à rapporter qu'au bout de cinq ans ou plus, ce qui est presque toujours le cas des investissements liés à la mise au point et au lancement de produits nouveaux. Lorsqu'on établit l'échéancier des dépenses et des recettes, pour les premières années, les calculs aboutissent à des revenus négatifs ; puis, au fur et à mesure que le volume des ventes est censé se développer, apparaissent les bénéfices : on retrouve ni plus ni moins, dans ce schéma classique, une sorte de « courbe en J ».

Intervient alors le rabat-joie de service, qui entreprend de convertir tous les chiffres de l'échéancier en « valeur actuelle », et cela par le truchement d'un taux d'actualisation qui ne peut, à l'évidence, être très différent du taux d'intérêt en vigueur sur le marché. Si ce taux est relativement faible, il n'influera guère sur le choix entre l'investissement « court » et l'investissement à longue portée. Si, au contraire, le taux d'actualisation est élevé – comme aujourd'hui, – il va peser lourdement sur les revenus prévus pour la fin de période ; avec un taux de 10 %, 1 F perçu dans dix ans ne vaut plus, en valeur actuelle, que 0,39 F. C'est simplement, bêtement mécanique : les projets à longue portée, même s'ils sont stratégiquement meilleurs, seront forcément pénalisés par rapport aux projets à rendement rapide.

Ce n'est pas tout. A ces données techniques s'ajoute une amplification psychologique qui va renforcer les hésitations du chef d'entreprise. Quand l'ambiance était à l'expansion – comme au temps des « trente glorieuses », – on se laissait parfois emporter par son élan et l'on admettait quelques entorses au calcul de rentabilité, tant la foi et l'audace prédominaient. Aujourd'hui, c'est la réaction opposée : l'air du temps est à la prudence (qui ne le comprendrait, vu les cicatrices des bilans ?) et ajoute encore à la rigueur des calculs. Comme si les taux d'intérêt comptaient double. Résultat : tout projet qui apparaît, tous calculs faits, comme tout juste rentable a du mal à passer le sas des comités de direction.

Voilà pourquoi nombre d'entreprises françaises continuent à « viser court ». Cela au moment précis où les industries de l'Hexagone doivent affronter un défi technologique sans précédent, face à des concurrents – notamment japonais – qui raisonnent à dix ou quinze ans.

Des ravages indolores

Comment ces ravages ne sont-ils pas mieux perçus ? Tout simplement parce que le sous-investissement peut rester très longtemps indolore. Et qu'il n'y a rien, dans ce mécanisme pervers des taux, pour passionner les foules. Jusqu'au jour où apparaît la sanction, ici ou là, au détour d'une information statistique ou d'un communiqué sur le commerce extérieur, à l'occasion duquel on reprend la litanie sur l'insuffisante adaptation de notre appareil productif aux données de la demande mondiale.

On nous dira que tous les pays sont logés à la même enseigne. Oui et non. Certes, on ne peut nier que les taux soient élevés aux Etats-Unis, au Japon et même en Allemagne fédérale. Mais on n'oublie qu'une chose : c'est que les profits y sont notablement plus confortables qu'en France. Selon l'OCDE, en 1986, le taux de rendement brut du capital investi (avant amortissements) se situait entre 16 % et 20 % dans ces trois pays, contre 13 % en France, d'où une plus grande aptitude à supporter des charges financières élevées.

Qui n'a été frappé, aux Etats-Unis, par le détachement que manifestent les industriels vis-à-vis des taux d'intérêt ? On comprend vite lorsqu'on observe l'ampleur des cash-flows, qui permettent le plus souvent de financer la quasi-totalité des dépenses d'investissement sur ressources propres. Bien que déjà sensiblement redressés, les résultats des entreprises françaises n'en sont évidemment pas à ce stade, d'où l'impact des taux d'intérêt sur les décisions d'investissement.

Que faire ? Il n'appartient évidemment pas aux Français de changer le contexte international : pour une large part, le niveau des taux nous échappe. Mais pas entièrement. Si les taux sont plus élevés à Paris qu'à Francfort ou à Zurich, il est difficile de prétendre que nous n'y pouvons rien. Un écart de taux ne fait jamais que refléter un « différentiel de confiance ». Nous payons aujourd'hui, dans une large mesure, nos mauvaises habitudes d'hier en matière de gestion des prix et des revenus.

Rien là qui soit inéluctable. Seulement, quand on parle revenus, on pense débat social, défilés, voire grèves. On est accaparé par le devant de la scène. Pendant ce temps, en coulisse, se joue un drame tout aussi important : celui des taux, dont on sous-estime souvent l'impact négatif lorsqu'ils demeurent trop longtemps anormalement élevés. Dans un tel contexte, chaque dixième de baisse est bon à prendre. La course de fond ne peut se pratiquer avec un boulet au pied.

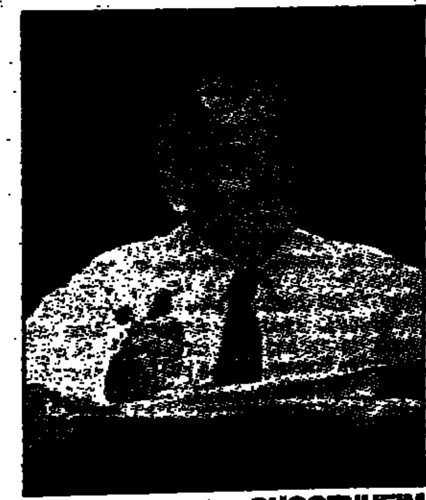
(1) « L'économie française à l'horizon 1991 », *Economie et Statistiques*, nº 195, janvier 1987.

ESSID - Groupe ESSEC
INGÉNIEURS, INFORMATICIENS, GESTIONNAIRES
L'ESSID vous propose une formation complémentaire de troisième cycle à but professionnel de
CONCEPTEUR EN SYSTÈMES D'INFORMATION
Ce programme vous permet d'acquérir la double compétence (informatique et gestion) nécessaire pour concevoir, développer et gérer les Systèmes d'Information dans l'entreprise. Les études sont sanctionnées par le Mastère Spécialisé en Conception et Gestion des Systèmes d'Information et de Décision délivré par l'ESSEC.
Durée des études : 4 trimestres à temps plein ou 2-3 ans à temps partiel
Début des études : 1er septembre 1987
Date limite de dépôt des candidatures : 15 mai 1987
Renseignements :
Anne-Marie SIMPLAT
ESSID – Groupe ESSEC
École Supérieure des Systèmes d'Information et de Décision
B.P. 105 - 95021 CERGY CEDEX
Tél. (1) 30-38-38-00
ESSID - Groupe ESSEC
Établissement d'Enseignement Supérieur Privé

(Publicité)
CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT D'AUDITEURS DE JUSTICE
Tout au long de sa carrière, le magistrat exerce, au service de la protection des libertés, des fonctions variées, exigeant dynamisme et esprit de décision, mais aussi sens des contacts humains.
Etudiants titulaires d'une licence ou diplôme équivalent, agents publics ayant au moins quatre ans d'ancienneté, deux cent quarante cinq places sont offertes aux concours d'accès à l'Ecole nationale de la Magistrature en 1987.
Ces concours permettent après deux ans d'une scolarité rénumérée d'accéder à toutes les fonctions de la Magistrature de l'ordre judiciaire.
Les candidats intéressés doivent s'adresser d'ores et déjà auprès du Procureur du Tribunal de Grande Instance situé dans leur ressort, la clôture des inscriptions interviendra le 27 mars 1987.
Les épreuves auront lieu les 1, 2, 3 et 4 septembre 1987.
Renseignements : E.N.M. 9, rue du Maréchal Joffre
33080 Bordeaux Cedex

Macintosh
APPLE RÉSIGNÉ A COHABITER AVEC LE MONDE MS-DOS ?
Dans l'Ordinateur Individuel de Mars
Chez votre marchand de journaux

"Jamais de week-ends gâchés".
MOI, "JE MISSIVE !"

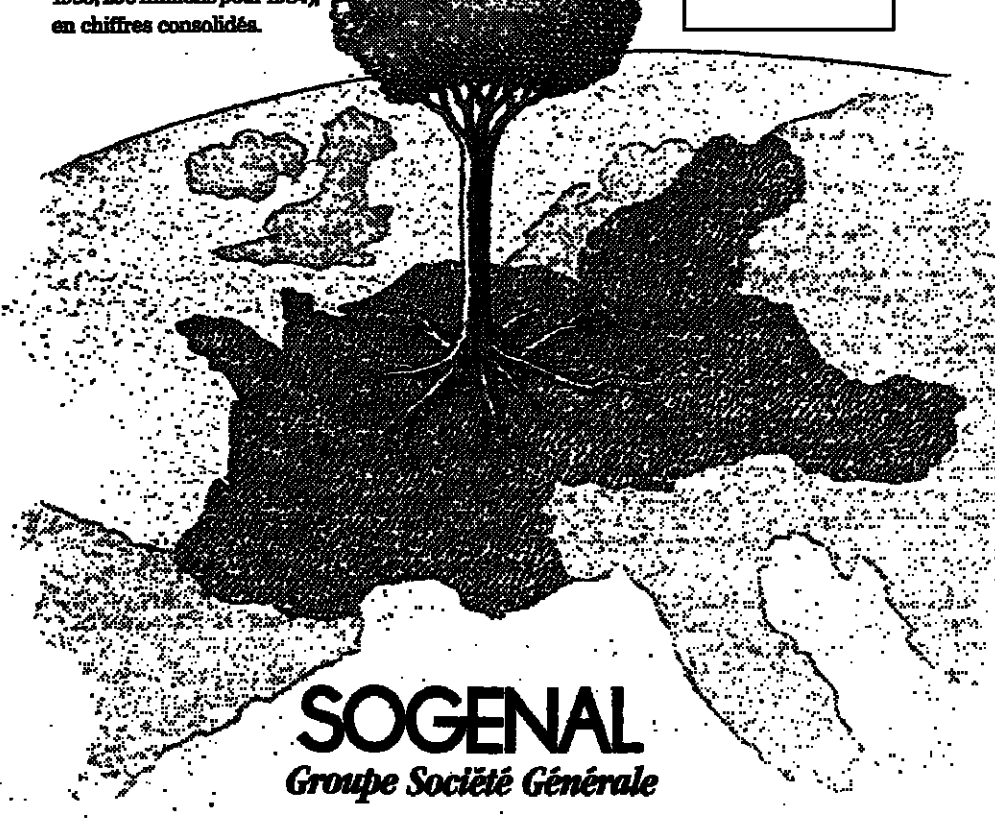


Monsieur Jacques GUGGENHEIM
P.D-G de LOCATEL
Les hommes d'action font vivre la langue française ; elle évolue avec eux et grâce à eux.
C'est ainsi qu'il fallait, jusqu'à présent dix verbes pour définir tous les services qu'apporte la messagerie électronique. "MISSIVER" c'est : voir, lire, rédiger, expédier, transmettre, classer, rechercher, répondre, présenter et modifier.
Merci à vous, M. Jacques GUGGENHEIM d'avoir contribué à créer ce nouveau verbe. Bientôt, de nombreux Français pourront dire comme vous "JE MISSIVE".
Un simple petit Terminal et MISSIVE vous permet de correspondre confidentiellement 24 h sur 24, où que vous soyez dans le monde.



Renseignements et documentation à :
F.C.R. 124, Rue Réaumur
75002 Paris
NUMERO VERT 05-22-72-00.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
Devenez actionnaire de la banque du cœur de l'Europe.
LA souscription est ouverte aux guichets de la Sogenal et des intermédiaires autorisés.
La Société Générale Alsacienne de Banque, Sogenal, est la 1re banque régionale française (hors région parisienne). Elle est implantée en Allemagne, Belgique, Luxembourg, Suisse et Autriche. Au 30.09 1986, son bilan s'élevait à 54 milliards de F et son résultat brut d'exploitation à 373 millions de F (386 millions pour les 12 mois 1985, 290 millions pour 1984), en chiffres consolidés.
La division par 8 des actions permet de les mettre à la portée du plus grand nombre. Le nombre d'actions demandées n'est pas limité. Jusqu'à 50 actions chaque souscripteur bénéficiera d'une action gratuite pour 10 titres, soit 5 actions gratuites, au terme de 18 mois.
125F
Souscription ouverte jusqu'au 21 mars 1987.



SOGENAL
Groupe Société Générale
Une note d'information (visa COB nº 87-53 du 24.02.1987 et visa COB nº 87-75 du 6.03.1987) est tenue à votre disposition à la Sogenal, à la Société Générale et dans les Établissements chargés de la vente des actions.

La chronique de Paul Fabra

La cinquième puissance économique

DU point de vue strictement politique, on ne peut que donner raison au président du conseil démissionnaire italien, M. Bettino Craxi, d'avoir pris prétexte d'une nouvelle estimation du produit national brut de son pays pour revendiquer en faveur de celui-ci le rang de cinquième puissance économique de l'OCDE, impliquant à ses yeux participation pleine et entière aux principales instances de décision internationale.

A cet égard, la France, qui avait pris formellement l'initiative de la conférence monétaire sur la « stabilisation » du dollar, tenue à Paris le 22 février dernier, a sans doute eu tort de ne pas accéder à la demande du ministre italien d'assister à un certain dîner jugé important organisé le samedi soir 21. Cette demande était au demeurant assez facile à satisfaite, *puisqu'il s'agissait à la fois d'une réunion* des Cinq – Etats-Unis, RFA, Japon, France, Grande-Bretagne – et des Sept – les mêmes plus l'Italie et le Canada. Mais surtout, s'il est un pays qui doit être attentif à ne pas froisser les légitimes susceptibilités transalpines, c'est bien le nôtre. On a trop longtemps, sur à peu près tous les plans y compris curieusement celui du droit d'aînesse (laquelle des deux nations est l'héritière directe de l'antique Rome ?), traité notre « sœur latine » en petit sœur pour qu'il soit besoin de s'expliquer à ce propos.

S'il ne s'agissait du reste que de susceptibilités, il serait après tout admissible que, dans certaines circonstances, la France et, avec elle, ses partenaires du groupe des Cinq en fassent bon marché. Chacun est responsable de son propre « ego » et de l'image qu'il projette. Cela est au moins aussi vrai pour les nations que pour les individus. Mais qui pourrait sérieusement douter que l'Italie ne possède déjà la plupart des titres qui fera d'elle, *de plus en plus*, un des acteurs principaux de la scène internationale ?

Ce n'est pas tant de cette noble cause, qui paraît acquise d'avance, qu'il s'agit de discuter dans cette chronique dont le sujet se bornera à quelques remarques de méthode à propos du « prétexte » choisi par M. Craxi – sans doute parce que c'est celui qu'il avait sous la main – pour pousser son pion. Les statisticiens italiens ayant changé leurs modes d'évaluation en décidant notamment – modification la plus spectaculaire – d'inclure dans leurs comptes la probablement très importante contribution au produit national de l'*economia sommersa* (économie clandestine), il en résulte un certain nombre de révélations *plus ou moins surprenantes*. Les estimations précédentes se bornaient à chiffrer de façon très approximative la valeur des biens et services provenant du « travail noir », et à supposer que, au cas où l'on se résoudrait à en tenir compte, il conviendrait d'augmenter le montant « officiel » du PNB d'un certain pourcentage. Certains n'hésitaient pas à le chiffrer autour de 30 %. L'énormité de l'hypothèse témoignait surtout de son caractère hautement hasardeux.

LA nouvelle étude serait beaucoup plus sérieuse. Selon les enquêtes entreprises, plus de six millions d'hommes et de femmes exerceraient une activité non déclarée, le plus souvent à titre de « deuxième », voire de « troisième » occupation rémunérée. La part de l'économie échappant de la sorte aux circuits officiels, et donc à l'impôt, serait de quelque 15,4 % (précision un peu suspecte). L'incorporation de ce vaste secteur aux contours assez vagues aurait pour conséquence de faire passer le produit national de l'Italie au cinquième rang, ravalant celui de la Grande-*Bretagne au sixième*.

Que ce soit sur la base d'une énorme tricherie, apparemment acceptée comme un moindre mal – ce qu'elle est certainement – que soit assise la revendication politique de M. Craxi ne semble pas faire problème puisque, à notre connaissance, personne n'a soulevé l'objection. On se ferait scrupule, si l'on ose dire, de se substituer, fût-ce le plus modestement possible, aux censeurs absents. Ce serait en effet pure hypocrisie. A force de fausser les mécanismes, de multiplier les interdictions plus ou moins contre nature, de faire semblant d'ignorer qu'une loi est injuste à partir du moment où elle devient elle-même une incitation permanente à la fraude, les Etats et leurs administrations ont créé un monde qui mourrait immédiatement d'asphyxie si on le privait des soupapes qu'il s'est créées.

Des zones géographiques entières vivent, au vu et au su de tous, de l'argent clandestin. Telles sont les zones « off-shore » que, pour plus de commodité, on a créées en plein New-York, initiative qui n'a pas diminué pour autant l'activité des Bermudes et des Bahamas. Faut-il oser dire que le très respectable duché de Luxembourg joue à sa manière le même rôle, offrant notamment aux non moins respectables grandes banques allemandes la possibilité de faire des opérations qu'elles ne sont pas autorisées, parce que trop risquées ou pas assez transparentes, à faire chez elles ?

Allons plus loin ; que faisait le vertueux Jacques Delors quand il était ministre des finances du gouvernement socialiste et que, pour financer l'énorme *déficit extérieur creusé par la politique* socialement généreuse de Pierre Mauroy, il émettait sur le marché international (*directement*, ou par EDF *et d'autres* sociétés nationales interposées) des emprunts assortis de taux d'intérêt particulièrement avantageux ? Sous couvert de l'expression de bon aloi de « marché international », il offrait des placements, qui se sont *révélés* particulièrement lucratifs (à cause de la baisse subséquente des taux) aux fraudeurs du fisc français. Ceux-ci comptent en effet parmi les pourvoyeurs importants des fonds mobilisés par les banques et autres établissements financiers helvétiques.

Quel Etat, et en particulier quel Etat gros dépensier, aurait pu, au cours des *quinze dernières années*, s'offrir le luxe de tenir ses promesses à ses électeurs sans les faire financer, dans une proportion souvent importante, par le « marché international » ? Et s'il existe, à côté des marchés nationaux de capitaux, américain, allemand, suisse, britannique, japonais, français, etc., un marché dit « international », c'est parce que celui-ci échappe à la réglementation et que la recherche de l'origine des fonds n'y est pas une obsession. En amalgamant le *taxable et l'« intaxé » dans leurs calculs* du PNB, les statisticiens transalpins n'ont donc pas fait preuve, dans le monde d'aujourd'hui, d'une hardiesse morale digne de blâme pour sa coupable indulgence ou d'éloge pour son objectivité. Leur initiative appelle d'autres observations peut-être plus troublantes.

L'ITALIE *pourrait-elle prétendre* s'agréger au cercle des plus grands s'il s'était avéré qu'elle constituait un cas tellement à part de tous les autres que ce qui est vrai et admissible chez elle ne serait pas vrai du tout, ni toléré, ailleurs ? Cette question conduit, entre autres choses, à s'interroger sur le degré d'exactitude des comptes nationaux et des statistiques en général. Le doute sur la véracité de ces dernières est l'attitude la plus banale qui soit. Tout a été dit sur le mensonge statistique. Mais tout se passe comme si, moins que jamais, on en tirait les conséquences. Cela s'explique sans trop de difficulté.

Les organisations internationales et leurs services statistiques sont désormais si sûrs de leur fait qu'ils se dispensent la plupart du temps de publier les chiffres bruts sur lesquels le lecteur pourrait raisonner par lui-même. Aux montants des déficits publics des différents pays membres, l'OCDE préfère par exemple substituer une série d'indices et de pourcentages. Tel pays avait l'an dernier un déficit de tant pour cent par rapport à son PNB, et cette année de tant. Ces pourcentages se prêtent à une multitude d'interprétations adaptées en réalité à ce que l'on veut leur faire dire. Si le pourcentage du déficit diminue par rapport au PNB, cela peut être présenté comme le signe d'une politique « restrictive ». C'est ne considérer que l'aspect probablement le moins important du phénomène.

CE qui est décisif, à notre époque dominée par le dérèglement financier, c'est qu'en diminuant le déficit on réduit d'autant le volume des emprunts du Trésor, ce qui favorise une baisse des taux d'intérêt. Dans d'autres circonstances, la diminution du pourcentage en question est présentée comme signifiant l'équivalent automatique d'un assainissement. Ce n'est toutefois le cas qu'à la condition de supposer que d'autres causes n'ont pas simultanément eu pour effet de contracter le volume de l'épargne disponible.

Autre exemple : que l'on songe aux multiples décisions – celle notamment de pousser à la baisse du dollar – qui ont été prises en fonction de l'énormité du déficit extérieur américain. Les Etats-Unis seraient en train de devenir une nation globalement débitrice. Or les statistiques sur lesquelles s'appuient ces raisonnements comportent un poste « erreur et omission » qui est égal parfois à plus du tiers des sommes en jeu.

Parce qu'on essaie de faire dire aux statistiques ce qu'elles sont incapables de dire, la politique économique des *nations modernes* relève trop souvent de la profonde critique que Jean-Baptiste Say, en 1803, adressait déjà expressément à l'usage abusif qu'on en fait : *« Il n'y a pas d'opinion extravagante qui n'ait été appuyée sur des faits et c'est avec des faits qu'on a souvent égaré l'autorité publique. La connaissance des faits sans la connaissance des rapports qui les lient n'est que le savoir non digéré d'un commis de bureau... »*

Notes de lecture
par Alfred Sauvy

MARC ECREMENT

Indépendance politique et libération économique. Un quart de siècle de libération de l'Algérie

Ce grand laboratoire d'économie, de recherche, de planification qu'est l'Algérie, depuis 1962, est jusqu'ici resté peu connu des Français. Il n'est, pour nous, plus question de regrets ou de remords, mais de nous instruire. C'est déjà toute une histoire économique depuis l'indépendance que nous donne le préfacier, M. L. Benhoussine, professeur à l'Institut des sciences économiques d'Alger, en nous préparant à la lecture, si enrichissante, à cette haute leçon, que nous donne l'industriel économiste de Grenoble.

Etrange épreuve que celle d'un pays placé, tout d'un coup, à la tête de lui-même, et cela à une époque où le climat mondial n'était guère favorable. Que *l'idéologie initiale s'imprègne peu à peu de technique* et d'expérience est dans l'ordre. Nous assistons donc à une série de déceptions, génératrices de progrès. Les idéaux du début de l'indépendance ont dû s'assouplir dans le fond, sinon dans la forme ; tel semble *le* cas de « l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Après quatorze ans de tâtonnements, est venue, en 1976, la Charte de Boumediène, nouvel espoir de socialisme libéral. Les contacts sont pris, aussi bien avec le Gosplan qu'avec la Banque mondiale, pour mieux partir à la recherche des « gisements de productivité ». Pour permettre au lecteur de formuler un jugement d'ensemble, il eût été fort utile de donner la marche du PIB, des prix, du commerce extérieur, de l'endettement, etc. Nous restons ainsi, quelque peu, sur notre faim.

Un jugement clair sur la population : l'accroissement de 3 % par an est, selon l'auteur, trop élevé, car il absorbe la moitié des surplus disponibles. Il est rappelé, cependant, qu'au congrès mondial de 1974, à Bucarest, l'Algérien Bahri a déclaré aux Américains médusés : *« Le meilleur contraceptif, c'est le développement. »*

La socialisme est-il, par ailleurs, conciliable avec l'émigration ? est-il demandé. Du reste, les Français retrouvent certains de leurs travers, par exemple dans la mise en priorité de presque tous les objectifs, ou encore dans la loi de 1982, relative à l'« investissement économique privé, national ». C'est presque du Saint-Gobain.

Quoi qu'il en soit, l'Algérie a reçu de la Banque mondiale et du FMI une note de « bonne conduite », *qui autorise bien des espoirs.*

★ ENAP/OPU (Alger) et PUC (Grenoble). 1986, 24 cm, 364 pages. 120 F.

HABIB EL MALKI

La Grande Encyclopédie du Maroc. Economie et finances

C'est une œuvre considérable, bouleversante, que cette entreprise : onze volumes à paraître, dont celui-*ci est l'un des premiers. Une remarquable réussite* à l'actif du professeur de Rabat, Habib el Malki, auquel le Collège de France a déjà fait appel pour des conférences.

De la première partie, consacrée aux activités primaires et secondaires, retenons, en particulier, l'*exploitation des phosphates (70 % des réserves* mondiales connues), source de devises, qui peut le devenir davantage encore en raison des progrès des usines de transformation (Maroc-Phosphate II). A noter aussi l'industrie du manganèse, malgré ses aventures, et le tourisme, dont les recettes ont été, de 1970 à 1985, multipliées par vingt.

En progrès constant, les activités tertiaires représentent 62 % du PIB (y compris services publics). La « marocanisation », décidée en 1973, est, en partie, remise en question. Augmentation annuelle de 165 000 emplois, mais la population d'âge actif semble s'accroître plus vite encore.

Excellente présentation de la politique économique, mais grande discrétion sur la politique démographique. Statistiques en fin de volume, en particulier sur l'endettement extérieur. Un tout remarquable panorama.

★ *Les grandes éditions marocaines*. Rabat 1986. 29 cm. 239 pages.

GUY DELORME

Profession : travailleur au noir

Le contenu de cet excellent volume ne correspond pas tout à fait à son titre, car, le plus souvent, il s'agit de travaux complémentaires, exécutés en sus ou en *dehors du travail normal*. La description des diverses formes de ce travail productif (échappant non seulement aux prélèvements fiscaux et parafiscaux, mais *parfois aussi*, aux conditions sanitaires), est soutenue de bout en bout, par le journaliste d'*Ouest-France*, dans un style clair, sans ambiguïté. L'auteur a vu non seulement les faits, mais ce qui en est dit et pensé.

En tête des professions, si l'on peut dire, la peinture et la décoration (non celles de la chapelle Sixtine, mais celles des grandes surfaces). Le bâtiment suit, avec une telle indiscrétion que l'INSEE parvient presque à l'enfermer dans ses tableaux chiffrés. Après la coiffure pour dames, les leçons particulières (terrain de choix en tous pays), vient l'abattage clandestin, non sans dangers. Moins connues, peut-être, les activités de secrétariat « pot de fleurs » et de l'hôtellerie.

En revanche, qui ne s'est trouvé devant le cas troublant de la femme de ménage *« qui ne tient pas à être déclarée »* ? Plus intenses, on serait tenté de dire plus officielles, les activités du Sentier et de la ville chinoise du treizième, facilitées par l'existence des « sociétés taxis » (simples boîtes aux lettres, mais Janus a deux visages), écran entre *le* fabricant et *le* magasin de confection.

Nous est ensuite présentée la répression : bien innocent, le code fiscal ne prévoit pas le travail clandestin. Lorsque M. Séguin conseille « les petits boulots », il ne vise certes que le légal... Deux questions finales : Quel volume ? Que faut-il faire ? Blanchir ou punir ? Un juste milieu, dira-t-on, une action « raisonnable ». D'abord connaître.

Une lecture de choix.

★ *Ouest-France*, Rennes. 1986, 23 cm, 173 pages, 68 F.

GILBERT FACCARELLO

Aux origines de l'économie politique libérale : Pierre de Boisguilbert

Il est assez rare de naître à trois cents ans. Tel semble, quelque peu, le cas de ce magistrat, dont aucune sentence n'a assuré la postérité, mais qui, frappé par les misères de la fin du règne de Louis XIV, en arrive à *élaborer un Détail de la France*, accompagné de quelques œuvres, où toutes les doctrines économiques contemporaines entendent trouver leur source.

Quelque peu parent de Corneille, notre Normand, ressuscité par l'initiative de Jacqueline Hecht, a attiré, il y a quelques années, à Rouen, sa ville natale, des économistes de tous pays, allant de la Pologne socialiste au Brésil, en passant, si on ose dire, par le Japon.

Libéral ? Certes, mais qui ne l'est ou ne se pare *aujourd'hui de ce titre ? Peut-être eût-il été utile*, à ce propos, de rappeler ici les innovateurs protestants du siècle précédent. En tout cas, décidément réfléchi, *notre homme ne se satisfait pas de « la main invisible »*, comme on dira plus tard, et reconnaît la nécessité de l'intervention, notamment sur le prix du « bled », qui va meubler tout le siècle suivant.

« Un Alceste, fin de règne », nous dit le professeur à Dauphine (que l'éditeur a oublié de nous présenter). L'humeur noire n'aurait cependant pas suffi, non plus que le profond chagrin. Il ne « tombe », cet homme, dans aucune idéologie, s'éloigne du jansénisme et ne ménage pas Colbert.

A juste titre, l'auteur porte attention au vocabulaire, notamment à ce mot *besoin*, si oublié par nos contemporains partisans de l'insaisissable plein emploi. Signalons, une fois de plus, les difficultés que donne au lecteur l'accumulation des notes qu'il faut aller chercher, au risque de perdre le fil.

★ *Editions Anthropos*, Paris 1986, 22 cm, 312 pages. 120 F.

JEAN RIVIERE

Les Etats-Unis à l'horizon de la troisième révolution industrielle

Le spécialiste de l'économie américaine, professeur à Dauphine, nous donne sur elle, un ouvrage que l'on est quelque peu tenté de comparer au sujet lui-même : riche, *mais non sans troubles*. Dès le début, nous suivons, avec un vif intérêt, une reconstitution de l'histoire économique, particulièrement depuis la guerre. Les critiques formulées *contre telle ou telle décision*, ou loi, portent, mais il est tentant d'en suggérer d'autres.

C'est qu'il *s'agit d'un drame permanent*, plus complexe assurément qu'en un autre pays, du fait de la dimension, de la mobilité et aussi de la portée mondiale. N'est-ce pas notre sort qui est, *quelque peu, en* jeu ? La troisième révolution, c'est non seulement l'informatique, mais la biotechnique. A la suite de vues pertinentes sur les multi – ou transnationales, qui compromettent la liquidité du système économique, une attention spéciale est portée à ATT.

Après une partie plus politique, nous revenons à l'économie et particulièrement à l'emploi, sur le ton usuel, c'est-à-dire sans allusion aux si utiles « circuits d'emplois ». Ces pages confirment la faiblesse de nos connaissances, dans ce domaine, sans doute en partie volontaire. Il eût été utile de citer l'existence des besoins publics et privés non satisfaits, et la possibilité de leur conversion en population professionnelle, dans le cadre de la méthode Leontief. A diverses reprises aussi, l'auteur aurait gagné dans ses démonstrations à citer les indices mensuels, ces précieux témoins que l'INSEE se refuse à reproduire pour la France, au grand dommage des historiens.

La conclusion est faite surtout de points d'interrogation *bien placés, préférables à tant de jugements* « définitifs ». L'allusion curieuse à la population « non européenne » *(sic)* et au troublant Mexique aurait mérité plus d'attention.

Style alerte, non sans humour ni pittoresque, mais avec quelques confusions, bien classiques d'ailleurs, de termes (technologie, science des techniques, au lieu de technique). Précieuse bibliographie commentée, où manque, peut-être, le nom de Drücker.

★ *Presses universitaires de Nancy*. 1986, 24 cm, 208 pages, 66 F.

PHILIPPE MOREL

Nord-Sud les enjeux du développement

Quoi qu'il ait été dit, il reste beaucoup à dire sur le développement et à bien dire, ce qui est le cas ici. La base idéologique est constamment *remise en place*, par un besoin de voir, un souci rare d'expérience.

Quelque surprise, cependant, à lire *« qu'à de très rares exceptions, aucun pays du tiers-monde n'a réussi à créer un marché intérieur significatif »*. Un bref parcours de l'*Annuaire des statistiques des Nations unies* nous rend moins noirs. Que les pays du tiers-monde aient accru de 25 % en dix ans leurs exportations d'objets fabriqués évoque aussi un progrès intérieur.

Et nous suivons un déroulement, où l'immédiat, rarement souriant, est entrecoupé de pittoresque : allusion, par exemple, aux *« moutons mangeurs d'hommes »* à la suite de la *révolution des « enclosures »*, en Angleterre. Sans nous attarder sur More, revenons, non à nos moutons, mais à nos pays pauvres.

Sévérité générale, mais souci de fidélité, tant sur la faillite de Marcos que sur la semi-réussite de la Corée, du Brésil et d'autres. Vues documentées sur la Chine, *ses allées* et venues, ses goulots actuels et le mythe, si sympathique, de la petite industrie. Que l'*ouvrier* domine sa machine, sans être supplanté par elle, qui ne le souhaite ?

Malgré le souci d'expérience, plus de raisonnements que de données chiffrées, en particulier sur les multinationales (à la suite de *A. Michelet) et sur* l'échange inégal, quelque peu dépassé, est-il reconnu. Bretton-Woods, changes flottants, bien sûr, mais regrettons de ne pas voir rappeler ici la monnaie de *Pierre* Mendès France, assise sur un panier de matières premières. Vues plus concrètes, en tout cas, que celles de Samir Amin, invoqué ici. Hôte indésirable, mais fatal, l'*endettement. Etonnement*, pour le lecteur, de ne pas voir rappeler quelques fameux précédents historiques.

Sur la conclusion, *étrange retour à l'idéologie : il* suffirait, pour tout arranger, de réduire la durée du travail dans les pays riches. Un modèle est attendu ici. La probité de l'auteur lui suggère, cependant, une conclusion franche : on ne peut soutenir, comme beaucoup d'économistes de gauche l'ont fait, que le développement économique était impossible.

Une riche lecture, une conscience éprouvée.

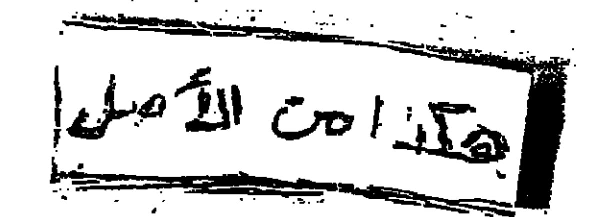
★ *Syros*. Paris 1986, 21 cm, 249 pages, 85 F.

Perspectives 2005

Sous ce singulier pluriel, de nombreux auteurs de *mérite exprimen*t leurs vues sur les conditions de vie dans dix-huit ans (voir le dossier publié dans *le Monde* daté 24-25 novembre 1986). Primauté absolue ici à la science et à la *technique sur le social*. En particulier, n'est pas mentionnée la menace qui pèse sur les retraites de cette époque, menace dénoncée par le Commissariat du *Plan* lui-même *et confirmées* par la Commission spéciale, présidée par M. Léon Tabah.

De façon générale, il s'agit, comme il est normal, d'espoirs plus que de *craintes et de prolongement* de tendances favorables plus que de novations. Un document de base qu'il reste à interpréter et prolonger.

★ *Economica*, Paris 1986, 24 cm, 487 pages. 150 F.



هكذا من الأصل





Airbus A.310, un produit européen. Le moyen courrier le plus moderne dans sa catégorie. Un succès de l'électronique européenne, des moyens européens de conception et de production assistées par ordinateur.

Le poste de travail intelligent PWS, de Nixdorf. L'aboutissement de nombreux systèmes conçus par des Européens, pour servir les besoins de milliers d'entreprises dans plus de 130 professions.

Participez au décollage de l'Europe

Nixdorf a toujours fait preuve d'un goût prononcé pour la réussite, d'un talent prouvé pour y parvenir, et de cette conviction: pour les Européens, l'Europe est la clé de la réussite.

Cette dynamique de l'Europe a d'abord été politique, puis économique. Aujourd'hui, sous nos yeux, elle devient un concept d'entreprise, un levier pour accéder à la réussite.

Voyez l'Airbus: un avion mosaïque issu du travail commun des Européens. Il vole partout dans le monde, il plaît, il est le meilleur. Le meilleur au monde. Parmi les fournisseurs des membres du pool Airbus, un constructeur allemand d'informatique: Nixdorf.

Voyez Eurêka: les meilleurs chercheurs européens se sont mobilisés, *dans un but commun: faire que demain l'Europe existe, parmi* les Supergrands de la haute technologie. La banque de logiciels du plan Eurêka porte aussi la signature Nixdorf.

Premier constructeur européen de mini et de micro-ordinateurs, Nixdorf fait partie du paysage Airbus, TV-SAT, Eurêka et Ariane. Tout comme il est un acteur de la mutation des banques européennes, de l'industrie automobile, de la grande distribution et de 130 secteurs de l'industrie et des services.

Pour contribuer à la réussite de ses clients, Nixdorf ne s'est pas contenté de fabriquer un matériel réputé hyper-fiable. Il est devenu le premier producteur européen de logiciels. Comme matériel et logiciel n'ont de sens que s'ils résolvent les problèmes, Nixdorf aime se définir comme le premier producteur européen de solutions informatiques pour les entreprises.

Participez aux séminaires Nixdorf

Pour joindre action et pensée, Nixdorf a programmé pour 1987 de nombreux séminaires, journées portes ouvertes, cercles d'études produits…axés sur la présentation de concepts globaux de solutions concrètes aux problèmes quotidiens des entreprises.

Citons parmi les sujets abordés, la G.P.A.O., la gestion des horaires variables, l'intelligence artificielle, «l'Office Automation», les réseaux, la compatibilité…

Pour connaître les lieux et dates de ces séminaires, appelez ou écrivez à Paris ou à Lyon.

Nixdorf Computer S.A., 7–13 bd. de Courbevoie
92200 Neuilly-sur-Seine, Téléphone 4747 1270

Nixdorf Computer Lyon S.A., 2 Avenue Georges Pompidou
69003 Lyon, Téléphone 72349600



Economie

REPÈRES

Chômage dans la CEE

Hausse en janvier

Le cap des 17 millions de demandeurs d'emploi enregistrés (*en données brutes*) a été franchi en janvier 1987, selon les statistiques publiées par Eurostat : on en comptait à la fin janvier, 17,1 millions sur l'ensemble de la Communauté à douze, soit 3,1 % de plus qu'en décembre. Mais cette progression est largement saisonnière, notamment dans les pays du Nord : en RFA, l'augmentation a été de 12,6 % contre 1,5 % seulement en France. En un an, par rapport à janvier 1986, l'augmentation n'a été que de 1,2 %. Le taux de chômage s'établit en janvier 1987 à 1,8 % pour le Luxembourg, 8,8 % pour le Danemark, 9,1 % pour la RFA, 11,7 % pour la France, 12,1 % pour la Grande-Bretagne, 12,4 % pour les Pays-Bas, 12,9 % pour la Belgique, 14,3 % pour l'Italie et 19,9 % pour l'Irlande.

PMI

Amélioration des marges et de la trésorerie

Malgré une faible croissance de leur activité, les petites et moyennes entreprises industrielles, interrogées par le Crédit de l'équipement des PME (CEPME), déclarent une nouvelle amélioration de leur rentabilité et de leur trésorerie au cours du second semestre 1986. De nouveaux progrès sont attendus cette année : huit chefs d'entreprise sur dix prévoient une progression ou un maintien de leur rentabilité. L'amélioration des trésoreries devrait être « consolidée » en 1987.

Conséquence de cette amélioration des profits, les chefs d'entreprise décidés à accroître leurs investissements sont dorénavant plus nombreux. Ils sont ainsi presque deux fois plus nombreux (24 % contre 13 % six mois auparavant) à vouloir augmenter de plus de 10 % le volume de leurs investissements pour 1987. Pour la première fois depuis au moins deux ans, note le CEPME, des *« signes encourageants en faveur d'investissements de capacité »* apparaissent.

Rééchelonnements de dettes

1 milliard de dollars pour le Maroc...

Le Maroc a obtenu, le samedi 7 mars, un rééchelonnement de sa dette garantie totalisant 1 milliard de dollars. Les créanciers publics de Rabat, réunis en Club de Paris, ont accepté le principe d'un étalement sur dix ans, dont cinq de grâce, de 100 % du principal et des intérêts *des échéances échues entre le 1er mars 1987 et le 30 juin 1988*. Ils ont également été d'accord pour rééchelonner sur huit semestres à compter du 1er janvier 1990 certains paiements... déjà rééchelonnés pour un montant de quelque 300 millions de dollars. Le ballon d'oxygène apporté par la France sera de l'ordre de 650 *millions* de dollars.

... 125,5 millions de dollars pour la Jamaïque

Les créanciers publics de la Jamaïque ont décidé, le jeudi 5 mars, de rééchelonner 125,5 millions de dollars de dettes garanties. *« L'un des meilleurs accords conclus »* avec le Club de Paris, selon le premier ministre jamaïquain, Edward Seaga. Les paiements venant à échéance entre le 1er janvier 1987 et le 31 mars 1988 sont *étalés* sur dix ans, dont une période de grâce de cinq ans et demi. Un rééchelonnement portant sur 100 % du *principal* et 85 % des intérêts. Quant aux arriérés accumulés entre le 1er avril 1986 et la fin de cette même année, ils seront remboursables en six ans, dont deux ans et demi de grâce.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le congrès des comités d'expansion à Toulouse

Les villes superstars et le désert vert

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Le propre d'un congrès est en général de soulever plus de questions, d'ouvrir davantage de débats que d'apporter des réponses. Celui du Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP) qui a eu lieu à Toulouse les 5 et 6 mars sous la présidence de M. Bernard Stasi, député CDS de la Marne, n'a pas failli à la règle. Plus de vingt ans après la création de la DATAR, élus locaux, banquiers, universitaires, responsables d'organismes professionnels, animateurs de comités d'expansion étaient, au travers du thème du congrès, en face d'un dilemme : *« L'aménagement du territoire, utopie ou politique nécessaire ? »*

Dans une confrontation qui l'a opposé à M. Olivier Guichard, député RPR de Loire-Atlantique et grand gourou d'une politique qu'il a naguère inventée, M. Charles Josselin, député PS des Côtes-du-Nord, ancien président du CNERP, a bien situé les enjeux : *« Il faut savoir si l'on (c'est-à-dire les responsables politiques) fait de l'aménagement du territoire par intérêt ou par charité. »* Autrement dit, dans le premier cas, au nom de l'efficacité économique, la France a besoin de s'appuyer *sur quelques zones championnes*. Dans l'autre, si l'on garde à l'esprit les exigences de solidarité et de cohérence nationale, il n'est pas admissible de laisser des pans entiers du territoire partir à vau-l'eau. Et M. Josselin d'ajouter : *« Mais, dans ce cas, il faut aussi savoir qui doit payer les surcoûts, et qui doit organiser la péréquation. »*

Parmi les propositions contenues dans le rapport que M. Guichard a remis au gouvernement, fin novembre, et qui sert de base aux innombrables réflexions actuelles, celle qui consiste à organiser l'espace autour d'une quinzaine de pôles de croissance, a suscité les discussions les plus antagonistes. Alors qu'il existe vingt-deux capitales de région (on pourrait même en compter vingt-cinq de fait en y rajoutant Nancy, Grenoble et Nice) que vont devenir Limoges, Besançon et Clermont-Ferrand ? *« L'aménagement du territoire en soi est une planification*, rappelle M. Guichard, *ce qui implique une dose de volontarisme »*. Or, planifier, c'est choisir, donc éliminer les non-priorités, ce qui est évidemment plus difficile que d'émumérer des priorités. »

Suppression et substitution

Le scénario d'une France articulée autour de quinze grandes « stars » urbaines trustant les universités, les centres de recherche, les équipements culturels, bref, les emplois de haut de gamme (selon le schéma des métropoles d'équilibre imaginé dans les années 70 pour contrebalancer le dynamisme de Paris) fait frémir d'horreur non seulement la nébuleuse du monde rural que menacent l'exode démographique et les terres friche, mais aussi la multitude des responsables de villes moyennes dont certaines sont des modèles de réussite. Que n'a-t-on pas entendu au congrès du CNERP contre la boulimie des métropoles telle Toulouse, qui n'aurait d'égale que l'anémie qu'elle provoque alentour en Haute-Garonne ou dans le Gers par exemple.

A l'inverse, dans ce domaine comme dans d'autres, militer pour un égalitarisme à tout prix ou des péréquations systématiques, relèverait de la démagogie et de la naïveté. La voie est étroite entre la polarisation inévitable de certaines activités et le maintien, grâce à des aides publiques, d'un minimum vie en dehors des grands axes *et des pôles* majeurs.

Depuis un an que M. Chirac lui a confié la responsabilité de ce dossier, M. Pierre Méhaignerie, préoccupé d'abord par la réforme du logement, n'est pas encore parvenu à faire adopter par le gouvernement une ligne claire assortie d'engagements concrets. *Le temps de la* réflexion s'éternise et la politique officielle se réduit à deux mots :

– suppression d'importantes *lignes budgétaires et des enveloppes* de primes que l'Etat attribuait aux régions ;

– substitution de crédits routiers en augmentation aux crédits d'aménagement du territoire proprement dit.

Comme c'est l'habitude, plusieurs ministres ont clôturé le congrès du CNERP. M. Georges Chavanes (commerce, artisanat, services) a prononcé un vigoureux plaidoyer en faveur des zones rurales fragiles où *il faut, selon lui*, diminuer la taxe professionnelle et l'impôt sur le foncier non bâti. M. Méhaignerie a assuré que la DATAR ne serait pas supprimée, que ses services en province seraient mieux harmonisés avec ceux des préfets de région, que l'aménagement du territoire devait être offensif, qu'une politique ambitieuse d'infrastructures européennes de transports sur le sol français s'imposait, et il a annoncé la préparation d'un nouveau plan de modernisation et de redéveloppement pour la Lorraine – elle seule – alors que d'autres régions en auraient tout autant besoin. Lisant un message de M. Jacques Chirac, le ministre de l'équipement a déclaré : *« L'aménagement du territoire est une politique essentielle de l'Etat. »* Acceptons-en l'augure.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

Le Conseil économique et social est favorable au maintien du Commissariat général du Plan

Le Conseil économique et social se prononce pour le maintien du *Commissariat général du Plan et* propose le remplacement du Conseil national de la planification par une commission formée d'un petit nombre d'experts. Telles sont les principales données qui devraient figurer dans le projet d'avis qui sera présenté mardi 10 mars, par M. Jean Velichkovitch au nom de la commission spéciale du *Plan. Cet avis*, dont on ne connaîtra la teneur que mardi, a été sollicité par le premier ministre en décembre dernier. Avant de le formuler, la commission a entendu de nombreuses personnalités dont MM. de Charette, ministre de la fonction publique et du Plan, Pierre Massé, ancien commissaire général, et Jean Le Garec, ancien secrétaire d'Etat. Au dire de quelques membres de cette commission que nous avons pu consulter, la rédaction finale du projet d'avis est loin de refléter tout l'intérêt des débats qui ont lieu.

Par exemple, la CGC n'a pu obtenir *la fusion qu'elle réclamait vivement* entre le Commissariat du Plan et le Conseil économique et social. Pas plus que n'ont eu satisfaction ceux qui militaient pour la création d'un conseil des sages chargé de contrôler les travaux du Plan. Cette proposition avait été formulée par M. Méraud dans *le Monde* du 4 novembre. *Les uns et les autres se* sont finalement ralliés à l'idée d'une commission formée d'un petit nombre de personnalités représentant à la fois les organisations professionnelles et sociales et d'experts qui remplacerait la pesante commission nationale de planification dont les quatre-vingts membres n'avaient plus guère d'autorité.

Mais le Conseil économique et social ne s'est pas dessaisi de toute prérogative. Il demande que le commissariat général du Plan publie chaque année un rapport d'activité qui lui sera soumis en premier lieu et qu'il pourrait, au besoin, faire amender. Le rapport annuel rendrait *compte* de l'exécution de la loi de Plan, dont la durée resterait de cinq ans. En revanche, comme le souhaitait le rapport Ruault, le gouvernement est invité, dans le cadre de la préparation du budget, à prévoir ses dépenses sur les trois années qui suivent l'exécution de ce même budget.

Le souhait de maintenir le commissariat du Plan, une idée qu'avait contestée un instant M. de Charette, est évidemment important. D'après nos informations, les membres de la commission se sont trouvés unanimes pour réclamer le rattachement du commissaire général au premier ministre, tout en lui offrant un statut qui garantisse son indépendance. Estimant qu'un ministre chargé du Plan n'était pas une bonne chose, M. Pierre Massé a évoqué à ce propos le rôle que joue le *gouverneur de la Banque de France* qui, bien que nommé par le gouvernement, n'en jouit pas moins d'une grande autonomie et d'une grande autorité.

On ne sera pas étonné que la commission propose que la loi de Plan comporte des objectifs peu nombreux, mais suffisamment précis, bien que les représentants du patronat se soient prononcés pour des objectifs très généraux. Ils n'ont pas été suivis sur ce point.

Quant aux contrats de Plan Etat-régions inaugurés sous le gouvernement socialiste et vivement défendus devant la commission par M. Le Garec, ils ont été reconnus utiles et nécessaires, même si leur formule doit être améliorée. Enfin, il semble que la commission se soit prononcée *avec fermeté* pour qu'une très grande publicité soit accordée aux travaux du Plan, jugeant que leur confidentialité nuirait à la popularité des objectifs qui seraient retenus.

FRANÇOIS SIMON.

AFFAIRES

Argentins et Espagnols achèveraient une centrale nucléaire en Iran

Un consortium de sociétés espagnoles et argentines assistées de la société ouest-allemande KWU, le constructeur initial, négocie avec le gouvernement iranien l'achèvement des travaux de la centrale nucléaire de Busher, *sur la côte persique du Golfe*, affirme le *Financial Times* du lundi 9 mars. Les travaux avaient été abandonnés en 1979, peu après le début de la révolution.

Empresarios Agrupados, d'Espagne, et Enace, d'Argentine, en compagnie de Techint, Agratom et Muciar, sont sur le point de présenter leurs propositions à la commission iranienne de l'énergie atomique. Voilà un an que les négociations ont recommencé pour l'achèvement de ce réacteur nucléaire. KWU semble ne pas désirer apparaître au premier plan, compte tenu des difficultés *actuelles entre Bonn et Téhéran*, mais les liens de la firme allemande avec l'Argentine sont bien connus : KWU a joué un rôle majeur dans le programme nucléaire de Buenos-Aires et possède 25 % d'Enace (les 75 % restants étant détenus par la commission argentine de l'énergie atomique).

Ouverture du Salon de l'agriculture

M. Guillaume cherche à rassurer les producteurs de porcs

Inaugurant, le dimanche 8 mars, le vingt-quatrième Salon international de l'agriculture, le ministre français de l'agriculture, M. François Guillaume, a défini les grands axes de sa politique.

« Je suis un agriculteur parmi les agriculteurs », a-t-il tout d'abord déclaré, avant de se féliciter de la présentation *« des meilleurs produits au monde »* qui caractérise chaque année ce salon.

A propos des difficultés rencontrées par les éleveurs de porcs, M. Guillaume a estimé que *« s'ils avaient fait un effort tout-à fait remarquable pour organiser la production, il restait à faire un grand effort pour améliorer la commercialisation »*. Il recevra les professionnels jeudi.

Il a rappelé que 400 millions de francs avaient été consacrés, en 1986, à la restructuration de la production et que ce budget serait porté à 600 millions de francs cette année. Il a enfin souligné que *« les montants compensatoires monétaires avaient été pratiquement supprimés »* pour la production de porcs. Le ministre de l'agriculture, qui devait accompagner M. Chirac, porte de Versailles, lundi, a estimé *« normales »* les manifestations d'agriculteurs, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte au bien d'autrui.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Kis en mauvaise posture

Selon le magazine américain *Business Week*, la situation de Kis, *spécialiste du service minute (photos, clés, talons, etc.) est de plus en plus* difficile aux Etats-Unis, où ses mini-labos photo seraient très contestés par les commerçants qui en sont équipés. Ces difficultés risqueraient d'entraîner, toujours selon *Business Week*, des pertes importantes (de l'ordre de 100 millions de dollars) pour une filiale de la Société générale (Sogelease), qui a *financé les* investissements de la plupart de ces commerçants. La *Société* générale a précisé dans un communiqué qu'elle avait *« arrêté tous nouveaux financements de matériels Kis, et mis fin à tous ses accords avec le groupe Kis, le 13 février 1987 »*. La banque indique, par ailleurs, qu'elle a engagé une procédure devant la cour d'arbitrage de la chambre de commerce internationale, procédure prévue pour la solution des litiges dans le cadre de ses accords avec Kis. Dans une déclaration au *Quotidien de Paris*, M. Serge Crasnianski, PDG de Kis, dément en bloc toutes les affirmations de *Business Week*, et affirme qu'il n'est pas question pour lui de se retirer des Etats-Unis, comme le suggère le magazine américain.

TWA ne peut acheter USAIR

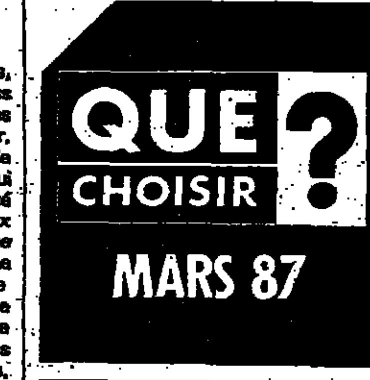
Les ministères américains des transports et de la justice s'opposent *au rachat de la compagnie aérienne* USAIR par TWA, au motif que le PDG de celle-ci, le « raider » Carl Icahn, n'a pas suffisamment justifié son offre de reprise. En fait, le département des transports estime que cette nouvelle fusion porterait atteinte à la libre concurrence. Le département de la justice se méfie de M. Icahn, qu'il soupçonne de vouloir acheter USAIR pour empêcher celle-ci de prendre le contrôle de Piedmont Airlines. C'est la première fois que le gouvernement américain manifeste une réticence *aussi forte à un processus de concentration* dans le domaine aérien.

Des turbines à gaz d'Alsthom pour le Pakistan

Le Pakistan a acheté à la société Alsthom quatre turbines à gaz destinées à améliorer une production *d'électricité* très déficitaire.

Le contrat, *qui s'élève* à 850 millions de francs, en prévoit la mise en service en 1988 dans la centrale électrique de Kot-Addu, dans le centre du pays, déjà équipée de deux turbines de fabrication allemande *(KWU) et de deux autres de fabrication* italienne (Fiat).

Plus vite, moins cher !
309 GTI-130 CV
Nouvelle gamme 309•3 portes en livraison rapide
Pour un meilleur prix téléphonez-nous avant de commander votre PEUGEOT !
NEUBAUER
C'EST 1000 PEUGEOT en livraison immédiate
NEUBAUER c'est la garantie du prix et du service !
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34



ENQUÊTE
SANTÉ : soupçons sur l'aluminium

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986

De nouveau disponible

En raison de son succès, LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986, brochure éditée par *le Monde*, est venu à manquer chez certains marchands de journaux.

Il est à nouveau disponible, *le Monde* en ayant décidé la réimpression.

Demandez-le à votre marchand de journaux.

هكذا من الأصل

Etranger

La tournée asiatique de M. Jean-Bernard Raimond

Le Japon surpris par la vigueur des récriminations françaises

TOKYO
de notre correspondant

M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a eu, dimanche 8 mars, ses premiers entretiens à Tokyo avec son homologue japonais M. Kuranari. Il s'agissait de renouer des consultations ministérielles régulières interrompues depuis 1978, année de la dernière visite d'un chef de la diplomatie française au Japon. Entre-temps, deux ministres des affaires japonais s'étaient rendus à Paris.

Outre le tour d'horizon géopolitique traditionnel, ces premiers entretiens, qui devaient être suivis, ce lundi, d'une rencontre avec le premier ministre, M. Nakasone, ont essentiellement porté sur le contentieux franco-japonais : le déséquilibre commercial et la position nippone vis-à-vis de la Nouvelle-Calédonie. En ce qui concerne le premier point, chaque côté a développé ses thèses habituelles. Tout en se félicitant de la signature de certains grands contrats (achat d'Airbus par la compagnie ANA et fourniture de technologie pour une usine de retraitement nucléaire), M. Raimond a mis en garde les Japonais contre les risques de protectionnisme et leur a demandé de consentir un *« effort politique »* afin de remédier à l'excédent de leurs échanges.

Les problèmes de la filiale ETRI

Le déficit du commerce de la France avec le Japon est passé de 12 à 21 milliards de francs entre 1983 et 1986. M. Raimond a souligné la solidarité de l'Europe face au déséquilibre des échanges et a déclaré qu'il n'était pas question, dans l'état actuel du commerce franco-japonais, de lever les mesures restrictives frappant certains produits japonais. M. Kuranari a répondu que le Japon poursuivait ses efforts pour accroître ses importations.

M. Raimond a évoqué, d'autre part, le problème de la société ETRI-Japon (filiale de la société française ETRI) qui, victime d'opérations douteuses de la part de la firme japonaise Minebea (pillage de technologie et détournement de clientèle), risque aujourd'hui la faillite. *« Affaire grave »*, qui peut dissuader les investisseurs potentiels français au Japon, a fait valoir le ministre français ; *« affaire regrettable, mais relevant du domaine privé »*, a rétorqué son homologue japonais, se retranchant derrière la position officielle de son gouvernement. Le gouvernement français semble, pour sa part, déterminé à soutenir la société ETRI, et les Japonais, qui sont loin d'ignorer le recours aux « incitations » gouvernementales diverses aux entreprises privées, pourraient chercher à temporiser dans une affaire sans doute atypique des relations bilatérales franco-japonaises, mais qui n'en est pas moins fâcheuse pour leur image.

En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, M. Raimond a souligné à nouveau le mécontentement de la France à la suite du vote japonais du 2 décembre aux Nations unies en faveur de la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires à décoloniser. Les Japonais qui, dans cette affaire, sont partagés entre leur souci d'intensifier leurs relations avec les pays du Pacifique et leurs liens traditionnels avec la France, semblent ne pas souhaiter prendre de nouvelles initiatives et attendront le déroulement du référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie prévu pour cet été.

Le ton de ces premiers entretiens a quelque peu surpris la délégation japonaise par la vigueur avec laquelle ont été rappelés les griefs et les récriminations français. Il s'agissait, commente-t-on du côté français, de marquer *« notre détermination »*. *« M. Raimond a utilisé des mots très fermes »*, dit-on du côté japonais. M. Kuranari n'a cependant pris aucun engagement particulier en réponse au ministre français.

PHILIPPE PONS.

Les relations économiques franco-indiennes entrent dans une zone de turbulence

NEW-DELHI
De notre correspondant

Ce n'est pas encore la crise, mais c'est indéniable : les relations économiques entre la France et l'Inde sont entrées dans une zone de turbulence dont on ne voit pas très bien ni à Delhi ni à Paris comment sortir. Objet du délit, le déficit grandissant subi par l'Inde dans ses échanges avec la France. 4,5 milliards de francs en 1985-1986 (1), huit milliards prévus pour l'exercice en cours, et 11 milliards en 1988, si rien n'est fait.

Ces deux dernières prévisions ont été fournies aux Français lors d'une réunion qui s'est tenue le 5 mars à Delhi, en présence de M. Jean Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, et de son homologue indien, M. Tiwari. *« J'ai ressenti la préoccupation indienne »*, a déclaré le chef de la diplomatie française, qui a quitté New-Delhi pour Tokyo le 6 mars. De fait, selon un participant, les deux tiers du temps imparti à la réunion (deux heures et demi) ont été consacrés à ce problème.

Le choix est simple : ou Paris augmente sérieusement et rapidement ses importations de produits indiens, ou New-Delhi mettra un frein à ses achats en France. Cruel dilemme qu'un expert de passage à Delhi il y a quelques mois résumait de la manière suivante : *« Impossible pourtant d'accroître suffisamment nos achats de bananes ou d'épices pour compenser nos ventes de matériel aéronautique ou électronique. »*

En fait, le problème posé est celui des relations commerciales entre tous les pays non pétrolier en développement et le monde industrialisé. L'Inde, qui a enregistré au total un déficit commercial record de 43 milliards de francs en 1985-1986, ne se fait pas d'illusion. Les difficultés qu'elle rencontre avec la France, elle les a aussi avec ses autres partenaires occidentaux. Mais le Japon ou le Royaume-Uni, qui devancent Paris en termes d'échanges, font des efforts en matière d'investissements et de transferts de technologie chez leur partenaire indien.

La France, septième partenaire commercial de l'Inde (2), se situe au onzième rang des investisseurs étrangers avec moins de 2 % du total (contre 25 % au Japon ou 20 % à la RFA). Et, pour les neuf premiers mois de 1986, vingt-deux accords seulement de collaboration industrielle ont été signés, contre soixante en 1985. A titre de comparaison, les entreprises allemandes ont conclu cent vingt accords du même type avec leurs partenaires indiens l'an dernier... Bref, les Français donnent l'impression, réelle ou fausse, de pratiquer en Inde une politique de *« coups »* à laquelle New-Delhi peut être tentée de mettre brutalement fin. On n'en est certes pas là, mais la manière dont s'est, par exemple, conclu récemment la négociation pour une nouvelle tranche du contrat CIT-Alcatel illustre sans doute la nervosité indienne.

Malgré l'appui de M. Michel Noir, lors de sa visite à New-Delhi en décembre, la firme française de téléphone, qui devait construire à Bangalore une usine d'une capacité de cinq cent mille lignes (pour 1,4 milliard de francs), a dû accepter de voir rogner ses ambitions à trois cent mille lignes. Les autres ont été attribuées à une nouvelle firme indienne. Le montant du contrat aurait baissé dans des propositions encore plus grandes.

Compensations

Economiser les devises et s'engager dans la voie d'un rééquilibre des échanges commerciaux, c'est le mot d'ordre à New-Delhi. L'une des idées retenues, dans un premier temps, est d'obliger les entreprises françaises candidates aux grands contrats à enlever sur le marché local une proportion négociable de biens ou de services. C'est le contre-achat, une pratique qui n'est pas nouvelle mais que les Indiens semblent vouloir systématiser.

Première *« victime »* française de cette stratégie : la CGEE-Alsthom, détentrice depuis trois mois d'une lettre d'intention – toujours pas transformée en commande ferme... – pour la construction au Cachemire d'un barrage et d'une centrale hydro-électrique. La firme, qui luttait au coude à coude avec Voest-Alpine, s'est vue contrainte, pour enlever l'affaire, à une obligation de contre-achat de 720 millions de francs, soit environ 20 % de la valeur du contrat.

Autre exemple en gestation, celui de l'Aérospatiale, qui veut remporter le contrat d'une vingtaine d'appareils ATR-42 (sur trois ans), actuellement en discussion avec une ligne intérieure indienne. Il lui faudra accepter d'acheter, en contre-partie, 400 millions de francs de marchandises indiennes. C'est-à-dire la moitié de la valeur totale des avions ! On voit d'ici se profiler de sérieux problèmes à l'horizon. Comme dit un industriel : *« Acheter indien, d'accord. Mais quoi ? »*

Les centrales d'achat, telle la SCOA, sont sollicitées de toutes parts et sommées de venir en aide à l'industrie exportatrice française. Certaines étudient l'idée de faire éventuellement fabriquer en Inde des gammes de produits pour l'exportation vers l'Afrique. D'autres entreprises, candidates à de gros contrats, pensent produire en Inde des matériels ou des composants devenus trop chers à fabriquer dans l'Hexagone. Le gouvernement français, lui, en réponse à une demande précise de Delhi, songe à aider les Indiens à faire la promotion de leurs produits et se demande comment il va s'y prendre pour attirer en Inde les fédérations professionnelles et les missions d'achat.

Les difficultés bureaucratiques qui, malgré les efforts de M. Rajiv Ghandi, sont loin d'avoir disparu, l'étroitesse de choix, les prix parfois prohibitifs et la qualité souvent médiocre des produits locaux en ont déjà découragé beaucoup. Il va pourtant falloir trouver des idées. Et vite. *« Nous demandons au moins des gestes »*, explique un fonctionnaire indien du commerce. *« La France a raté une occasion d'en faire un spectaculaire sur l'affaire du Gange* (3), *il ne faut pas que cela se reproduise. »* Menace voilée ? *« Non, conseil d'ami. »*

Comme le disait le ministre français du commerce extérieur, *« l'Inde est notre pays-cible numéro un, devant la Chine* (...). *La volonté politique de travailler ensemble existe*, il ne faut pas la mettre péril. D'autant moins qu'à l'horizon se profilent au moins deux énormes affaires qui suscitent un intérêt puissant à Paris... Cent vingt à cent quatre-vingts hélicoptères d'un côté, une centaine d'avions d'entraînement de l'autre. Le tout pour l'armée de l'air indienne. L'Aérospatiale avec son Super-Dauphin et Dassault avec l'Alpha-Jet sont candidats.

En face, comme d'habitude, il y a la concurrence britannique. M. Jean Bernard Raimond, qui n'ignore rien des difficultés de Dassault, a fait savoir la semaine dernière que la France serait prête à consentir un effort financier exceptionnel pour vendre ces avions. Ses interlocuteurs, premier ministre en tête, se sont contentés de l'écouter poliment...

PATRICE CLAUDE.

(1) De mars 1985 à mars 1986, la France a exporté l'équivalent de 6,5 milliards de francs dont les trois quarts sont constitués par des grands contrats d'équipement. Dans le même temps, l'Inde a vendu 1,92 milliard de produits. Essentiellement des textiles, tapis, cuirs et des produits agricoles.

(2) Pays producteurs de pétrole mis à part.

(3) Sur cette affaire dont on parle encore à New-Dehli et qui n'est toujours pas réglée, voir *le Monde* du 16 décembre 1986.

● **Fusillade à Amritsar.** – Un policier a été tué et trois autres ont été grièvement blessés, samedi 7 mars, par des militants indépendantistes sikhs au cours d'une fusillade dans le Temple d'or d'Amritsar (Pandjab), sanctuaire des sikhs. Selon la police, la fusillade a éclaté après que les forces de l'ordre eurent libéré un policier qui était torturé à l'intérieur du Temple après avoir été enlevé, vendredi, par les militants sikhs. – *(AFP.)*

AGRICULTURE

Au tribunal de Compiègne

Un éleveur n'est pas propriétaire de ses animaux

Qu'ils soient éleveurs de porcs, de poules ou de bovins, les professionnels de l'élevage regardent avec inquiétude du côté du tribunal de Compiègne. Pourtant, le jugement qui a été rendu le 25 février dernier ne vise qu'un petit éleveur de chiens condamné à une amende de 2000 F pour exercice illégal de la médecine vétérinaire. Mais les éleveurs voient dans cette décision l'amorce d'une jurisprudence dangereuse pour leur profession.

Depuis 1980, M. et Mme Jimenez, élèvent quelques briards à Autrêches, dans l'Oise, à la limite de l'Aisne. Sur prescription de leur vétérinaire, ils vaccinent leurs chiots et ne laissent à personne le soin de couper les oreilles des jeunes chiens qu'ils ont eux-mêmes tatoués, en vertu d'une habilitation délivrée par la Société centrale canine.

Cependant, pour le conseil régional de l'ordre des vétérinaire de la région de Paris, ces pratiques ont constitué l'exercice illégal de la médecine vétérinaire, et une plainte avait été déposée au parquet de Compiègne qui engagea des poursuites auxquelles se sont joints l'Ordre national des vétérinaires et leurs syndicats national et départemental.

A l'audience du 11 février, M. Jimenez a expliqué qu'il ne prodiguait des soins qu'à ses propres chiens avec des médicaments prescrits par les deux vétérinaires qui suivent régulièrement l'élevage et sont seuls compétents pour les actes de chirurgie et les vaccins contre la rage. En outre, si l'article 5 de la loi du 17 juin 1938 réprime l'exercice illégal de la médecine vétérinaire, l'article 7 de ce même texte précise que *« ces dispositions ne sont pas applicables aux possesseurs d'animaux »*.

Mais dans son jugement, le tribunal, présidé par M. Charles Bricout, déclare : *« L'argumentation de M. Jimenez n'est pas sérieuse* (...). *Il ne peut se prévaloir de la qualité de possesseur de chiens qui, en réalité, est réservée aux simples particuliers qui ont acquis un chien et le font reproduire occasionnellement. »*

Pour M. Dupré, un ancien vétérinaire à l'origine de la création d'une section canine à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), *« on a choisi le point faible des agriculteurs afin d'installer une jurisprudence »*. Et si, à la FNSEA, on se déclare *« sidéré »* par les attendus du jugement, les poursuites engagées par l'Ordre ne font pas l'unanimité parmi les vétérinaires.

Sans contester le rôle capital tenu par le vétérinaire, beaucoup d'éleveurs s'inquiètent des surcoûts que risque d'entraîner cette décision, et certains imaginent en souriant que les vétérinaires seront obligés de procéder eux-mêmes à la vaccination de centaines de porcs ou de milliers de poules.

Vendredi 6 mars, M. Jimenez a interjeté appel du jugement du tribunal de Compiègne, et les éleveurs, comme les vétérinaires, suivront avec attention les débats qui auront lieu devant la cour d'appel d'Amiens.

MARC PORTEY.

TRANSPORTS

L'adieu au dernier paquebot français

Le dernier paquebot de croisière battant pavillon français, *l'Azur*, a été vendu par son armateur – la Nouvelle Compagnie de paquebot (qui proposa les croisières Paquet et fait partie du groupe Chargeurs SA) – à une compagnie grecque, la Chandris Cruise Lines.

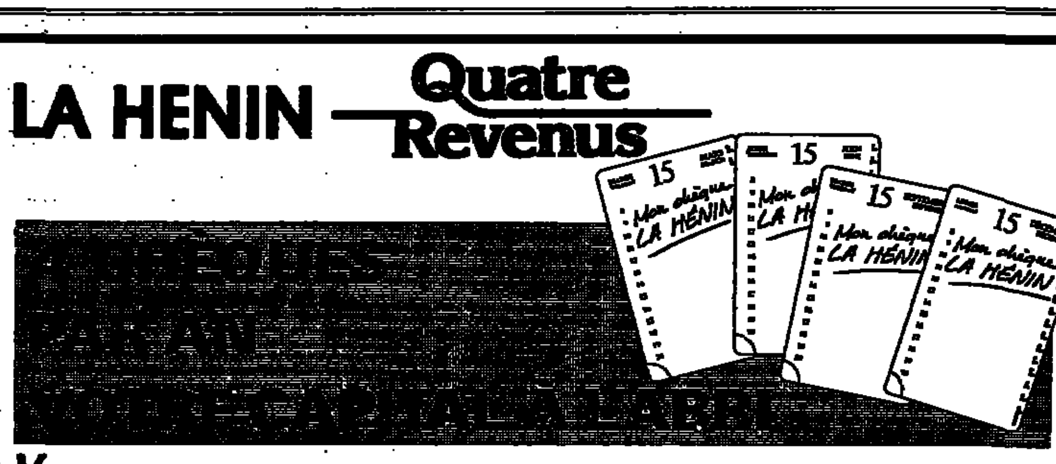
Le navire, qui était resté à l'ancre plusieurs mois dans le port de Lisbonne faute de clients, est actuellement dans un chantier du Pirée pour des travaux de remise en état et doit reprendre ses croisières le 11 avril à partir de Gênes. Rebaptisé *The Azur*, le paquebot, qui avait été acheté en 1980 à une compagnie britannique, naviguera désormais sous le pavillon de Panama. Ce navire pourra emporter à chaque voyage quelque sept cents passagers pour deux cent quarante hommes d'équipage.

Chargeurs SA, que préside M. Jérôme Seydoux, exploite encore un paquebot de croisière de grande classe, le *Mermoz*, mais sous pavillon des Bahamas. En 1986, le secteur croisière du groupe Chargeurs a encore été déficitaire, mais, selon les dirigeants, il est prévu d'arriver à l'équilibre cette année.

QUE CHOISIR ? MARS 87

DOSSIER
AUTOS: le racket des fourrières

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356



Vous souhaitez trouver un placement de confiance, pour toucher régulièrement les revenus de votre capital. Cependant il est hors de question que votre argent reste bloqué. Mieux, vous recherchez des placements à la fiscalité avantageuse. C'est dans ce but qu'a été conçu le fonds commun de placement LA HENIN QUATRE REVENUS.

Avec LA HENIN QUATRE REVENUS, vous pouvez recevoir jusqu'à 2 500 F par trimestre de revenus supplémentaires nets d'impôts (pour un ménage).

Quatre chèques par an attendent tous ceux qui ont choisi LA HENIN QUATRE REVENUS.

LA HENIN QUATRE REVENUS, un placement qui a fait ses preuves

Sa rentabilité, depuis l'origine, montre toutes ses qualités. Du 5 octobre 1984 au 20 février 1987, le rendement de LA HENIN QUATRE REVENUS a été de 10,60 %. Bien sûr, ce taux ne donne pas la tendance pour la période à venir, mais il témoigne de la grande qualité de ce placement.

Il est possible de souscrire à partir de 5 000 F, mais le montant des placements n'est pas limité. Il peut aller jusqu'à 100 000 F sans payer d'impôts sur le revenu.

■ **Un placement sûr**
Mis au point et géré par les spécialistes de la Banque LA HENIN, il offre toutes les garanties de sérieux et de compétence d'une banque renommée.

■ **Des revenus réguliers**
Quatre fois par an de bons revenus, à date fixe. Les choix judicieux de nos experts font bénéficier vos capitaux des meilleures opportunités. LA HENIN QUATRE REVENUS rapporte plus que nombre de placements classiques, et cela en préservant votre capital.

■ **Un capital protégé**
LA HENIN QUATRE REVENUS procure des revenus sans entamer votre capital. Vous pouvez toujours compter sur votre capital, sa stabilité est assurée par la gestion judicieuse de nos spécialistes.

■ **Votre argent est disponible**
Quand vous en avez besoin, en cas de nécessité, sous 10 jours maximum, vous pouvez récupérer, sur simple appel, tout ou partie de votre capital. Il n'y a pas de droit de sortie.

■ **En plus,**
LA HENIN QUATRE REVENUS possède une fiscalité privilégiée, qui vous permet de bénéficier d'avantages importants (fiscalité des obligations françaises). Notamment, vous pourrez recevoir jusqu'à 10 000 F de revenus dans l'année, nets d'impôts (pour un couple marié).

LA HENIN QUATRE REVENUS est un nouveau placement qui vous est présenté par "CART LA HENIN".

"CART LA HENIN" est le service bancaire à domicile de la BANQUE LA HENIN. Nos conseillers financiers sont à votre disposition pour vous renseigner. Appelez-les gratuitement au 05.11.29.00 ou bien alors renvoyez sans l'affranchir le coupon-réponse ci-dessous. "CART LA HENIN" vous adressera une documentation complète sur LA HENIN QUATRE REVENUS. Ainsi vous pourrez juger et choisir chez vous en toute tranquillité et en toute discrétion.

CART LA HENIN

BANQUE LA HENIN

A retourner à : CART LA HENIN, Libre Réponse n° 33-75, 75385 PARIS CEDEX 08
(Inutile d'affranchir votre enveloppe).
Je désire recevoir gratuitement et sans engagement votre documentation détaillée sur LA HENIN — Quatre Revenus

Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______ Code Postal : ______ Ville : ______
Age : ______ Tél. Dom. : ______ Tél. Prof. : ______

[redacted] S.A. au capital de 210 000 00 F - BF n° 463 - RC Paris B 542 095 948   N° VERT 05.11.29.00

C09.10.03.87

Etranger

En Chine

La compagnie aérienne CAAC va éclater en six compagnies régionales

PÉKIN
de notre correspondant

Annoncée à grand renfort de publicité, il y a deux ans (*le Monde* du 24 janvier 1985), la réforme de la gigantesque compagnie aérienne chinoise – la CAAC – devrait entrer en application au cours des prochains dix-huit mois. C'est ce qu'ont annoncé le directeur général de la CAAC, M. Hu Yizhou et le vice-premier ministre, Li Peng. La CAAC, qui, à l'instar de l'Aeroflot, combine *les responsabilités de* l'administration de l'aviation civile et celles d'une compagnie aérienne, va donc éclater en six compagnies régionales distinctes et «concurrentes», dont on attend une amélioration des prestations.

La CAAC se cantonnera progressivement dans les tâches administratives, de gestion des aéroports, de négociation des droits avec les pays étrangers. En même temps, le contrôle aérien sera retiré à l'armée de l'air, pour être – enfin – modernisé.

Les six nouvelles compagnies seront basées respectivement à Pékin, Shanghai, Canton, Chengdu, Xian et Shenyang. Installée dans la capitale, la China International Airways reprendra le réseau international de la CAAC, *tout en conservant* quelques vols domestiques. Les cinq autres auront surtout une vocation régionale, tout en ayant un droit de vol en direction des pays voisins, et, en particulier, celui de desservir le lucratif marché de Hongkong. Elles se partageront les appareils et le personnel de la CAAC. Les appareils continueront d'appartenir à l'Etat, qui décidera des lignes à desservir et des avions à acheter.

Des vols à la demande pour les touristes étrangers

En plus de ces compagnies, il existe dix-sept compagnies locales, appartenant parfois aux autorités de la région, comme Air Shanghai ou Air Xiamen. En outre, l'armée de l'air a créé China United Airlines, une compagnie qui utilise appareils et aéroports militaires pour desservir quelques lignes régulières, mais qui se destine essentiellement aux vols à la demande pour les groupes de touristes étrangers. Elle a transporté plus de cent mille passagers en 1986.

Ce dinosaure aérien qu'est la CAAC avait bien besoin d'être modernisé. D'abord parce que le trafic s'accroît à un rythme affolant : 10 millions de passagers en 1986 (+ 33 %), 225 000 tonnes de fret (+ 15 %). Ensuite, parce que son parc est d'une diversité telle (une vingtaine d'avions différents) qu'il défie une gestion rationnelle. Par exemple, huit types d'appareils différents (américains, soviétiques et anglais) desservent la ligne Pékin-Shanghai, et six celle de Pékin-Canton... La CAAC n'a pas de politique globale d'achat et se livre à un saupoudrage de commandes, privilégiant, par exemple, l'URSS pour équilibrer les échanges commerciaux sino-soviétiques. Elle a aussi commandé une quarantaine de Yun, le seul avion de transport chinois actuellement en production, copie d'un Antonov soviétique à hélices.

Les responsables chinois sont conscients des insuffisances d'une CAAC connue pour son système de réservation antédiluvien, ne permettant de réserver un billet sur le réseau intérieur que du lieu où on se trouve et seulement quelques jours à l'avance. Les places sont parfois vendues deux fois. Le service à bord est inexistant et la gestion des appareils – divisés en parcs régionaux dont les appareils doivent toujours revenir *à leur base de départ* – irrationnelle ; des vols intérieurs sont annulés sans explication (parfois pour desservir des lignes plus lucratives en devises). La sécurité est parfois défaillante même si les vols peuvent être interrompus par des conditions météo qui n'inquièteraient pas des compagnies occidentales.

Jusqu'à présent peu concernée par les problèmes de rentabilité, la CAAC a parfois cassé les prix sur certains de ses quelque trente vols internationaux. Il faudra que beaucoup d'habitudes et de méthodes changent pour que l'aviation civile chinoise se mette à l'heure internationale, comme le souhaite son directeur général.

P. de B.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
CENTRE DE CONGÉLATION AFRICAN SEAFOOD
DAKAR - SÉNÉGAL

E. Pihl et son A.S. Danemark, bénéficiaire d'un marché unique pour la réalisation d'un centre de congélation (6 000 m²) au port de Dakar pour African Seafood S.A., Sénégal, lance un appel d'offres international pour la sous-traitance de la fourniture et du montage des lots suivants :

LOT N° 2 : Réseaux des équipements frigorifiques. Installations sanitaires et distributions d'eau.
LOT N° 3 : Isolation des réseaux et des équipements frigorifiques.
LOT N° 4 : Ventilation.

Les entreprises désireuses de participer au présent appel d'offres doivent, pour retirer le cahier des charges contre le versement d'un montant de 800 FF (huit cents), prendre contact avec E. Pihl et son A.S. à l'adresse suivante :

E. PIHL et son A.S. 5, Lundtoftevej DK-2800 Lyngby, Danemark
TEL. : 00-45-2-88-25-11 – TLX : 37212 DK

Les concurrents devront, sous peine de nullité, remettre leurs offres aux adresses indiquées dans le cahier des charges au plus tard le 6 avril 1987, délai de rigueur.

Le centre de Tianjin, temple de la consommation

TIANJIN
de notre envoyé spécial

Le centre commercial international de la troisième ville de la Chine est connu dans tout le pays. « *Ce n'est plus la peine désormais d'aller à Hongkong* » disent des Chinois qui ont visité ce temple de la consommation, réalisation du maire de Tianjin, M. Li Ruihuan, un des hommes qui *montent au firmament de la vie politique*.

M. Li a aussi créé une « *rue de la Gastronomie* » avec sa centaine de restaurants, une « *rue de la Culture* » avec ses échoppes construites en style traditionnel, une « *rue des Hôtels* » est en voie d'achèvement. Certes, il ne faut rien exagérer et Hongkong demeure le « paradis du shopping » de toute la région, mais, dans cette Chine pauvre et communiste, qui se dote depuis ces dernières semaines d'une idéologie pure et dure, et qui manque de devises, une telle initiative surprend, détonne.

Visité quotidiennement par des milliers de badauds et de clients qui y dépensent plusieurs centaines de milliers de francs par jour, situé devant l'église catholique construite par les Français, ce centre étale un véritable inventaire à la Prévert : soupe en boîte américaine, sirop de menthe français, conserves, plateaux argentés ou accessoires de bureau anglais, raquettes de tennis, ordinateurs ou télécommandes américains (fonctionnant sur 120 volts alors que la Chine utilise le 220 volts), sous-vêtements féminins importés, motos et radios japonaises... « *Nous vendons au moins une demi-douzaine de radios-cassettes Sharp à 1 480 yuans* (un yuan vaut environ 1,60 FF) *par jour* », dit un vendeur. Son voisin, par contre, *n'a réussi à vendre* qu'une seule des deux tables de ping-pong en métal importées d'Allemagne fédérale à 2 007 yuans, soit près de deux ans de salaire moyen...

Ce centre, d'architecture résolument moderne, avec néons et escalators, ressemble à un « shopping centre » ordinaire. Il dépend de la corporation de développement économique de Tianjin, qui a le droit d'importer hors plan 50 millions de dollars de produits de consommation par an, à condition d'équilibrer ces achats par des exportations.

Pas étonnant que les gens se bousculent dans un magasin qui les change des petits échoppes privées ou des tristes magasins d'Etat.

Femmes maquillées, manteaux de fourrure

Tianjin est une ville gagnée par le virus de la consommation. Pendant les fêtes du nouvel an chinois, on pouvait voir dans les rues commerçantes de nombreuses femmes maquillées, en manteau de fourrure. Les enfants ont aussi du rouge aux joues, beaucoup portent des manteaux en fourrure synthétique ou en peau de chien ou de lapin, des bijoux fantaisie ou même en or, qui coûtent, pour un *salaire chinois*, de petites fortunes.

Alors que le nouvel an chinois a été l'occasion d'un déploiement de consommation sans précédent, de dépenses excessives, d'argent dissipé en pétards et banquets, la presse, reprise en main par les conservateurs, *ne cesse de s'attaquer* à la libéralisation économique, reprenant parfois même des slogans issus de la révolution culturelle. C'est ainsi qu'ont été critiqués pêle-mêle la frénésie de consommation, le développement trop rapide de l'industrie de transformation, l'enrichissement et le profit, les stimulants matériels...

En revanche, on a pu lire chaque jour l'éloge du travail dur et du désintéressement, de la planification par rapport au marché, de la production de *céréales*. On a dit aux gens que les beaux jours où ils vivaient au-dessus de leurs moyens étaient finis et qu'il ne fallait plus attendre d'accroissement mirifique de leur niveau de vie. Bref, il faut que les Chinois réapprennent à se serrer la ceinture, à réajuster leur demande à l'offre, à faire des économies, à moins compter sur l'étranger, de plus en plus critiqué comme vecteur de « *pollution spirituelle* ».

En échange, la réforme des prix, qui inquiétait pour les risques d'inflation qu'elle laissait présager, a été remise dans les tiroirs et le contrôle des prix renforcé.

Un décalage, une véritable contradiction apparaissent aujourd'hui entre les tirades idéologiques, les vœux de retour aux bons vieux jours du marxisme authentique ressassés par les conservateurs et la réalité quotidienne chinoise. Jusqu'à présent, ce que l'on dit dans les journaux n'a rien à voir avec ce que l'on voit dans la rue. Il est évident que les conservateurs souhaitent une meilleure adéquation entre la théorie et la pratique.

Mais c'est pour le moment sans compter sur la force d'inertie de la masse chinoise, qui découvre avec délices, même si c'est un peu tard, les mirages de la consommation, le droit de pouvoir acheter ce que l'on veut dans les magasins pourvu qu'on ait l'argent pour le payer.

PATRICE DE BEER.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Fonds spécial de grands travaux

GÉRÉ PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

Poursuite de l'effort entrepris : ■ Reconversion des régions minières et sidérurgiques ■ Amélioration des transports publics : T.G.V. Atlantique, transports collectifs urbains ■ Aménagements d'installations portuaires ■ Modernisation des grands axes routiers ■ Economie d'énergie dans l'industrie et les logements.

Emprunt 9,10 % mars 1987

DE 1,7 MILLIARD DE FRANCS A BONS D'ÉCHANGE

GARANTI PAR L'ÉTAT

■ Obligations de 5.000 F émises à 4.965 F
■ *Taux annuel : 9,10 % soit 455 F par obligation*, payables le 23 mars de chaque année
■ Taux de rendement actuariel brut : 9,20 %
■ Durée : 12 ans
■ Amortissement en deux tranches : (1996-1999).

Chaque obligation comporte un bon d'échange détachable et négociable. Aussi, entre le 22 décembre 1987 et le 22 janvier 1988, le porteur d'une obligation à taux fixe et d'un bon d'échange pourra échanger cette obligation contre une obligation à taux variable (T.M.E) de même montant nominal.
Date de jouissance et de règlement : 23 mars 1987.
Souscription auprès des comptables du Trésor, banques et agents de change, Caisse d'Epargne et PTT. Cotation : Bourse de Paris.
Une fiche d'information est disponible, sans frais, sur demande à la Caisse des Dépôts et Consignations 56, rue de Lille 75356 Paris (visa COB n° 87-73 du 05/03/87). Balo du 9 mars 1987.





EMPRUNTS MARS 1987
3 MILLIARDS DE FRANCS
OBLIGATIONS DE 5.000 F.

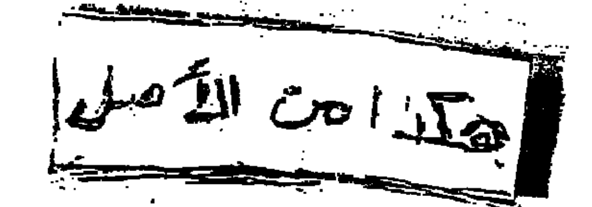
EMPRUNT 8,80 %.
MONTANT : 1 milliard de francs.
DURÉE : 12 ans et 316 jours.
PRIX D'ÉMISSION : 98 %, soit 4.900 F par obligation.
JOUISSANCE ET RÈGLEMENT : 23 mars 1987.
INTÉRÊT ANNUEL : 8,80 %, soit 440 F, payable le 2 février de chaque année.
Le premier terme d'intérêt venant à échéance le 2 février 1988 est fixé à 463 F.
TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL : au 23 mars 1987 : 9,30 %.
AMORTISSEMENT NORMAL : en trois tranches sensiblement égales, chacune des années 1998 à 2000
- soit par remboursement au pair
- soit par rachats en bourse.
ASSIMILATIONS ULTÉRIEURES : à cet emprunt pourront être assimilées ultérieurement d'autres tranches afin d'en améliorer la liquidité.

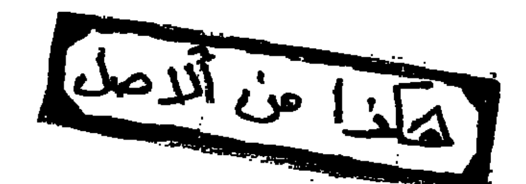
Une fiche d'information (Visa COB n° 87-58 en date du 2 mars 1987) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande, Balo du 9 mars 1987.

Souscrivez, dans les banques, chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel.

SNCF - Direction Financière
17, rue de Londres 75009 Paris

EMPRUNT 8,80 % AVEC BONS D'ÉCHANGE
MONTANT : 2 milliards de francs.
DURÉE : 12 ans et 316 jours.
PRIX D'ÉMISSION : 98 %, soit 4.900 F par obligation.
JOUISSANCE ET RÈGLEMENT : 23 mars 1987.
INTÉRÊT ANNUEL : 8,80 %, soit 440 F, payable le 2 février de chaque année.
Le premier terme d'intérêt venant à échéance le 2 février 1988 est fixé à 433 F.
TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL : au 23 mars 1987 : 9,22 %.
AMORTISSEMENT NORMAL : en trois tranches sensiblement égales, chacune des années 1998 à 2000
- soit par remboursement au pair
- soit par rachats en bourse.
BONS D'ÉCHANGE : les bons attachés à chaque obligation permettront d'échanger, de façon irréversible, du 8 décembre 1987 au 8 janvier 1988, UNE obligation et DEUX bons contre UNE obligation à taux variable, entièrement assimilable aux obligations "SNCF-TMB janvier 1987" après paiement, le 2 février 1988 du premier terme d'intérêt fixé à 321 F. Les bons seront négociables du 25 mars 1987 au 8 janvier 1988.
ASSIMILATION : les obligations qui n'auront pas été échangées seront, dès le 2 février 1988, assimilées aux obligations aux caractéristiques définies ci-dessus, après paiement du premier terme d'intérêt.





3M ET SES 82.000 EMPLOYÉS DU MONDE ENTIER SONT FIERS D'ANNONCER LEUR PARTICIPATION COMME SPONSOR OFFICIEL AUX JEUX OLYMPIQUES DE 1988 A CALGARY ET SEOUL.
LES MARQUES SUIVANTES DÉSIGNENT DES PRODUITS 3M: SCOTCH™, POST-IT™ ET THINSULATE™.

3M. SPONSOR OFFICIEL DES JEUX OLYMPIQUES 1988.



Social

Système complexe et coûteux

Les transferts entre régimes de la Sécurité sociale n'ont que partiellement réduit les inégalités

Considérables, complexes au point d'en être obscurs, souvent illogiques sinon incohérents, et de plus en plus pesants, mais difficiles à modifier, c'est ainsi qu'apparaissent les transferts de « compensations » entre les régimes de Sécurité sociale, à la lumière du rapport présenté, le lundi 9 mars, à la commission des comptes de la Sécurité sociale par un groupe de travail présidé par M. Bougon, conseiller – maître à la Cour des comptes – à la demande de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales. Ces procédures, créées à partir des années 50 pour tenir compte des ressources des régimes et « éliminer les disparités démographiques », c'est-à-dire l'évolution du rapport entre le nombre des cotisants et des assurés par suite de l'évolution professionnelle, sont périodiquement contestés, en particulier par les syndicats de salariés.

Les opérations de compensation, qui ont représenté 36,9 milliards de francs pour l'année 1985, pratiquement deux fois plus qu'en 1980, sont d'une extrême complexité. L'institution de la « compensation généralisée » entre tous les régimes de maladie et de vieillesse en 1974 s'est superposée à des compensations « bilatérales » existant déjà entre des régimes de salariés, sans les faire disparaître, comme la « surcompensation » entre les régimes « spéciaux » (1), créée en 1985. Résultat : le régime général participe à quatre séries d'opérations, les régimes spéciaux à trois. La « compensation généralisée », elle-même, se fait en plusieurs phases : entre les salariés d'abord, avec les non-salariés ensuite, puis à nouveau entre les non-salariés pour répartir la « dette ».

Les bases de calcul sont différentes : sur le régime minimal pour la « compensation généralisée » maladie, sur le régime général pour la plupart des opérations « bilatérales », ailleurs sur des prestations moyennes... Les modes de calcul des effectifs sont eux-mêmes différents selon les régimes, et la commission chargée de fixer le montant des créances et des contributions n'a pas réussi avec le temps à les harmoniser : certaines catégories (par exemple les conjoints collaborateurs des non-salariés) sont tantôt comptés, tantôt non ; inversement, les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ou de l'allocation de *parent isolé sont mis* à la charge exclusive du régime général. Enfin, la multiplication des situations intermédiaires entre l'activité et l'inactivité, comme les TUC, a rendu caduques les définitions initiales d'« actifs cotisants ».

Cette juxtaposition aboutit à des résultats illogiques. *« Certains régimes structurellement déséquilibrés deviennent débiteurs : salariés agricoles, mineurs, marins, militaires, SNCF, ont eu à verser 223 millions de francs en maladie 1 226 millions en vieillesse. »* Du coup, l'aide apportée à ces régimes se trouve « fortement minorée » *: les* cheminots ne reçoivent que 60 % de ce qui leur est attribué globalement par la compensation entre salariés, les marins 71 %.

Quant aux salariés agricoles, summum de l'illogisme, *ils participent* à la compensation générale avec les non-salariés, mais non à celle entre les salariés. Pourtant, *« il serait logique qu'ils soient confondus avec le régime général »*, puisque celui-ci *« supporte l'intégralité de leur déficit »*.

Deuxième constat, plus sérieux peut-être : les systèmes de compensation n'ont atteint que *« partiellement »* leurs objectifs de réduire les disparités. Pour plusieurs raisons. Les bases choisies ne sont satisfaisantes dans aucun cas : soit elles ne sont représentatives ni de la structure démographique moyenne ni du niveau moyen de protection sociale ; soit elles confortent les régimes qui accordent les prestations les plus élevées et ne poussent ni à la recherche d'économies ni à l'harmonisation des prestations.

D'autre part, les comparaisons sont souvent incomplètes : ainsi pour la vieillesse, on tient compte du nombre de pensionnés mais non de leur durée d'affiliation, ce qui majore artificiellement les charges des régimes « de passage ». Le manque majeur, c'est l'absence de prise en compte de la *« capacité contributive »* des non-salariés, due au départ à une connaissance très insuffisante de leurs ressources. Meilleure aujourd'hui, cette connaissance reste imparfaite – par exemple, pour les agriculteurs, les évaluations du *« taux d'effort »* de la profession varient entre 59 % et 92 %.

Conséquence, *« il serait probablement dangereux et vain de rechercher des modifications fondamentales ; il n'est pas certains que l'on puisse aboutir à des résultats sensiblements meilleurs ; il est encore moins probable que l'on obtienne un consensus sur le choix de nouvelles normes »*. *« La règle actuelle,* ajoute le rapport, *contestée par plusieurs partenaires sociaux, n'est pourtant pas,* a priori, *défavorable aux régimes des salariés »* : leur charge serait accrue par la prise en compte des *« capacités contributives »* des non-salariés.

Mais – et c'est le troisième constat – la « compensation » semble atteindre aujourd'hui une limite. Le montant des tranferts s'est accru très vite, notamment pour certains régimes, parfois d'une année sur l'autre. Contrairement à l'opinion répandue, ce n'est pas le régime général qui a été le plus touché : le pourcentage des dépenses représenté par les transferts a diminué pour la vieillesse, et est resté pratiquement stable pour la maladie (dans ce dernier secteur ce sont les sommes versées aux régimes spéciaux qui ont le plus augmenté). En revanche, la proportion a plus que doublé pour les agents des collectivité locales (passant de *32 % à 70 %) et a été* multipliée par 2,5 pour la caisse maladie des travailleurs indépendants (CANAM), où elle n'atteint encore cependant que 1,8 % des dépenses.

Surtout, le montant de la compensation a augmenté alors que la plupart des régimes voyaient leurs comptes se dégrader, particulièrementpour la vieillesse, par suite d'une détérioration du rapport entre cotisants et retraités (passant de 3,08 cotisants pour un pensionné à 2,5) notamment chez les salariés. Aussi la compensation devient difficilement supportable par les régimes « débiteurs » alors qu'elle peut apporter des excédents à certains « créanciers » (comme aux régimes de retraite des commerçants et artisans en 1984 et 1985) ou réduire les subventions d'équilibre versées à d'autres par l'Etat.

GUY HERZLICH.

(1) Il s'agit essentiellement de régimes de retraite du secteur public : SNCF, EDF, mineurs, marins, RATP, Banque de France, fonctionnaires agents des collectivités locales.

M. Séguin défend le « traitement socio-économique » du chômage

Invité au « Club de la presse » sur Europe 1, le dimanche 8 mars, M. Philippe Séguin a de nouveau défendu le *« traitement social »* du chômage. Selon le ministre des affaires sociales, les quatre objectifs de la politique de l'emploi du gouvernement sont de *« faire en sorte que la capacité du secteur classique à créer des emplois soit exploitée totalement »*, *l'« employabilité » d'« augmenter l'emploi des demandeurs d'emploi »*, de *« traiter aussi rapidement que possible les salariés licenciés »* et de *« multiplier les alternatives positives à l'emploi »* (comme les TUC ou les « associations intermédiaires »).

M. Séguin a jugé *« raisonnables »* les estimations de l'INSEE sur les effets de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, mais, selon lui, les six mille emplois disparus sont *« l'anticipation sur des suppressions d'emplois qui se seraient produites de toute façon »*. Le ministre s'attend, dans un an, *« à une stabilisation de l'emploi salarié marchand »* et *« probablement à une baisse de l'emploi disponible total »*. L'évolution du chômage dépendra, selon lui, des moyens dont il disposera *« pour un traitement socio-économique de la part des demandes d'emploi qui ne peut être satisfaite par le seul emploi productif »*. En effet, *« il restera toujours des gens qui ne pourront entrer dans le secteur classique, mais on n'a pas le droit de laisser sur le bord de la route trois millions de demandeurs d'emploi et leurs familles »*.

Le ministre des affaires sociales a, d'autre part, indiqué qu'à ses yeux, les états généraux de la Sécurité sociale annoncés devraient *« présenter clairement la situation »* aux assurés sociaux et *« déterminer des scénarios possibles pour l'avenir »*. Selon lui, le régime vieillesse présente *« un déficit structurel »* par *« le vieillissement de la population, la perte de sept cent mille cotisants par suite des emplois perdus »* et enfin *« l'anticipation, par la retraite à soixante ans, d'une crise qui en tout état de cause aurait eu lieu »*. Mais il y a déjà *« une amorce de consensus »* sur les solutions : *« On n'évitera pas des recettes supplémentaires* (qui, a-t-il précisé, ne doivent pas peser sur les employeurs) *et des formules incitant à partir au-delà de soixante ans »*, ni la suppression des *« clauses de retraite-couperet »*.

Pour la santé, la situation est plus complexe, car la croissance des dépenses, financièrement dangereuse, a eu *« des effets positifs »* sur la situation sanitaire de la France

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAHIDE (APPLICATIONS HYDRAULIQUES) COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAU

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE

Communiqué de la SAHIDE à ses actionnaires

Au cours de sa séance du 19 février 1987, le conseil d'administration de la Société d'applications hydrauliques d'investissements et d'entreprises – SAHIDE – a approuvé à l'unanimité le principe et les modalités de l'offre publique d'échange proposée par la Compagnie générale des eaux.

Au terme de l'opération, la SAHIDE sera ainsi en mesure de s'intégrer plus efficacement au sein du groupe Générale des eaux. Dans le même temps, les actionnaires d'Applications hydrauliques pourront participer, dans des conditions attractives du fait de la parité d'échange retenue, à la croissance d'un groupe dont le dynamisme est soutenu par de plus vastes perspectives d'action et par des capacités de financement très supérieures.

A la suite de la réunion, tous les membres du conseil possédant à titre personnel des actions disponibles ont exprimé leur intention d'apporter ces dernières à l'offre publique d'échange.

Communiqué de la Compagnie générale des eaux

Ainsi que l'indique l'avis de la Chambre syndicale des agents de change, paru le 2 mars 1987, la Compagnie générale des eaux propose aux actionnaires de la SAHIDE une offre publique d'échange dont le principe et les modalités ont été approuvés à l'unanimité par le conseil d'administration de la SAHIDE.

La parité retenue correspond à l'attribution de 5 actions de la Compagnie (portant dividende dès juillet 1987) pour 8 actions de la SAHIDE. Elle conduit à accorder aux actionnaires de la SAHIDE sur la base des vingt derniers cours de Bourse ayant précédé le 13 février, une prime d'environ 15 %.

Par cette opération, la compagnie pourra renforcer la cohérence des entreprises du groupe spécialisées dans les travaux d'hydraulique et la distribution d'eau. Elle pourra aussi davantage contribuer au financement de leur développement.

NOMINATIONS

Monsieur Georges ESCANDE a récemment pris la direction de notre agence de Nice. Il avait rejoint la Banque de Neuflize Schlumberger Mallet en janvier 1983 pour créer notre succursale de Montpellier.

Son adjoint, Monsieur Bertrand SALLES a été nommé directeur de notre succursale de Montpellier.

NICE : 16 av. de Verdun - Tél. : 93.87.23.04.
MONTPELLIER : 32 bld du Jeu de Paume - Tél. : 67.58.18.15.

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet NSM



ELYSÉE INVESTISSEMENTS S.A.
45, rue de Caumartin - 75009 Paris

AUGMENTATION DE CAPITAL

par émission de 17.005.000 actions nouvelles de 10 francs nominal à souscrire en numéraire

Prix d'émission : 25 francs
Souscription : une action nouvelle pour une action ancienne
Jouissance : 1er juillet 1987
Date de souscription : du 23 février au 16 mars 1987 inclus

Lieux de souscription :

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE
CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS
BANQUE POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
BANQUE DEMACHY & ASSOCIÉS

Visa COB n° 87-43 du 10.02.1987 BALO du 16.02.1987

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 26 fév.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	419 248
dont : Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	10 970
ECU	73 244
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 716
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 501
dont : Concours au Trésor public	31 380
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	196 348
dont : Effets escomptés	72 134
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	72 215
5) DIVERS	14 678
Total	742 990

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	208 225
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 707
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	39 246
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	149 636
dont : Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	68 161
5) ECU A LIVRER AU FECOM	68 788
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 087
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	9 111
Total	742 990

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1985	27 fév.	6 mars
Valeurs franç. à rev. variable	107,2	110,7
Valeurs industrielles	108,7	112,3
Valeurs étrangères	102,8	104,8
Pétrole-Energie	107,8	110,9
Chimie	108,4	110,4
Métallurgie, mécanique	112	113,1
Electricité, électronique	104,9	109,9
Bâtiment et matériaux	110,8	117,1
Ind. de consommat. non alim.	108,4	113,8
Agro-alimentaire	106,2	116
Distribution	111	114,4
Transports, loisirs, services	108	111,5
Assurances	98,6	103,5
Crédit banque	105,9	109,9
Sicomi	91,6	93,1
Immobilier et foncier	101,6	103,4
Investissement et portefeuille	108,3	111,9
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franç. à revenu fixe	100	100,7
Emprunts d'Etat	100,8	101,5
Emprunts garantis et assimilés	98,8	100,4
Sociétés	99,1	98,6
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 580,3	3 710,6
Valeurs étrangères	3 714,1	3 788,4
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	518,5	535,4
Valeurs étrangères	502,3	512,1
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	119,3	120,1
Emprunt d'Etat	116,8	117,4
Emprunts garantis et assimilés	119,9	120,6
Sociétés	120,6	121,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	428,1	442,2
Produits de base	272,8	278,1
Construction	430,1	446,8
Biens d'équipement	351,2	364,9
Biens de consom. durables	586,8	604,4
Biens de consom. non durables	553,6	585,3
Biens de consom. alimentaires	438,8	453,4
Services	412,1	423,9
Sociétés financières	608,2	628,5
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	426,3	437,3
Valeurs industrielles	395,6	407,5
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	360,9	381,9

CHANGES

Dollar : 6,14 F ↑

Le dollar s'est inscrit en hausse modérée le 9 mars sur les marchés des changes, s'établissant à 6,1470 F (contre 6,115 F le 6 mars). Il valait 1,847 DM à Francfort (contre 1,839 DM) et 153,76 yens à Tokyo (contre 153,56 yens). L'activité était particulièrement calme.

FRANCFORT	6 mars	9 mars
Dollar (en DM)	1,839	1,847

TOKYO	6 mars	9 mars
Dollar (en yens)	153,56	153,76

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (9 mars)	7 5/8-7 3/4 %
New-York (6 mars)	5 15/16 %

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	5 mars	6 mars
Valeurs françaises	110,8	110,6
Valeurs étrangères	104,9	104,7

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	444,7	444,2

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	5 mars	6 mars
Industrielles	2 276,43	2 280,23

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	5 mars	6 mars
Industrielles	1 602	1 601,4
Mines d'or	347,7	338,2
Fonds d'Etat	89,29	89,52

TOKYO

	6 mars	9 mars
Nikkeï	21 105,55	21 241,06
Indice général	1 816,49	1 828,42

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 6 mars
Nombre de contrats : 13 206

COURS	ÉCHÉANCES Mars 87	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87
Dernier	107,30	107,25	107,20	107,10
Précédent	107,15	107,15	107,10	107,05

AUTOUR DE LA CORBEILLE

FORTE PROGRESSION DU BÉNÉFICE DE PARIBAS. – Le bénéfice net non consolidé de la Compagnie financière de Paribas *a progressé de 69 % en 1986*, pour s'établir à 385 millions de francs, contre 226,9 millions l'année précédente. Cette sensible progression est due au doublement du résultat net des opérations en revenus, qui s'est élevé à 365,8 millions de francs, contre 182,6 millions en 1985. Grâce notamment à l'émission, en février 1986, des certificats d'investissement privilégiés (CIP), les fonds propres de la Compagnie financière ont nettement progressé, atteignant 8,89 milliards de francs en fin d'année, *contre 5,3 milliards* en 1985. Les actions ordinaires devraient recevoir un dividende net de 5 F par titre (7,50 F avoir fiscal compris). Il a été précisé lors d'un conseil d'administration que la privatisation de la Compagnie financière entraînait *ipso facto* celle de la Banque Paribas, du Crédit du Nord et de la Banque Tarnaud.

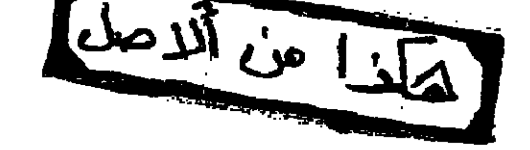
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,1470	6,1500	+ 70	+ 85	+ 135	+ 160	+ 450	+ 530
$ can.	4,5805	4,5861	+ 11	+ 29	+ 15	+ 44	+ 45	+ 121
Yen (100)	3,9967	3,9997	+ 100	+ 115	+ 213	+ 235	+ 708	+ 769
DM	3,3254	3,3288	+ 108	+ 126	+ 203	+ 226	+ 632	+ 695
Florin	2,9442	2,9471	+ 56	+ 66	+ 107	+ 123	+ 364	+ 411
F.B. (100)	16,0664	16,0805	– 6	+ 86	– 25	+ 124	+ 126	+ 542
F.S.	3,9429	3,9474	+ 124	+ 144	+ 237	+ 263	+ 766	+ 840
L. (1 000)	4,6799	4,6857	– 107	– 78	– 193	– 149	– 512	– 419
£	9,7246	9,7355	– 271	– 229	– 427	– 363	– 985	– 805

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6	6 1/4	6 3/8	6 1/2	6 3/8	6 1/2	6 3/8	6 1/2
DM	3 3/4	4	3 7/8	4	3 15/16	4 1/16	3 15/16	4 1/16
Florin	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2
F.B. (100)	7 1/8	7 7/8	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4
F.S.	2 1/8	2 5/8	4 1/16	4 3/16	4	4 1/8	3 7/8	4
L. (1 000)	9	10	9 3/4	10 1/4	9 3/4	10 1/4	9 3/4	10 1/4
£	11 1/2	11 3/4	10 3/4	10 7/8	10 3/8	10 1/2	10	10 1/8
F. franç.	7 5/8	7 7/8	7 15/16	8 1/16	8	8 3/16	8 1/8	8 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 6 MARS

Cours relevés à 17 h 32

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1623	4,5 % 1973	1585	1560	1558	− 0 45
4300	C.N.E. 3%	4260	4230	4230	− 0 70
1185	B.N.P. T.P.	1189	1170	1174	− 1 25
1137	C.C.F. T.P.	1145	1155	1155	+ 0 87
1115	Créd. Lyon. T.P.	1105	1100	1100	− 0 45
2910	Electricité T.P.	2925	2950	2950	+ 0 85
2005	Renault T.P.	2103	2080	2078	− 1 18
2170	Rhone-Poul. T.P.	2204	2200	2200	− 0 17
1228	St-Gobain T.P.	1308	1370	1370	+ 4 74
1282	Thomson T.P.	1270	1268	1268	− 0 15
515	Accor	548	544	542	− 1 09
2010	Agence Havas	2120	2060	2060	− 2 83
1950	Ag. Havas C. I.	2010	2000	2000	− 0 50
695	Air Liquide	703	705	704	+ 0 14
2200	Alcatel	2590	2598	2605	+ 0 58
1940	Als. Superm.	2160	2110	2110	− 2 31
480	A.L.S.P.I.	502	537	537	+ 6 97
380	Alsthom ★	400	400	405	+ 1 25
2460	Arjom. Prioux	2600	2550	2550	− 1 92
600	Arnaudet-Rey	632	621	622	− 1 58
1520	Aux. Entrepr. ★	1594	1575	1585	− 0 56
1290	Avions Dassault	1320	1290	1300	− 1 52
810	BAFIP	840	840	840	....
500	Bail-Equipem. ★	518	518	512	− 1 15
1000	Bail-Investiss.	1000	1000	1000	....
1000	Cie Bancaire	1104	1110	1104	....
540	Bazar H.-V.	628	634	637	+ 1 43
680	Béghin-Say ★	680	678	690	+ 1 47
715	Berger (Ma)	760	750	750	− 1 32
715	Bic ★	865	859	864	− 0 11
1560	B.I.S.	1620	1578	1595	− 1 54
2650	Biscuit (Géné.)	2630	2750	2750	+ 4 56
2350	Bongrain S.A.	2674	2690	2690	+ 0 60
1200	Bouygues	1300	1294	1295	− 0 38
4840	B.S.N.	4970	4940	4940	− 0 60
1240	Carnaud	1385	1388	1388	+ 0 22
3580	Carrefour	3850	3801	3805	− 1 17
2320	Casino	2538	2500	2519	− 0 74
2030	Casino A.D.P.	2100	2080	2050	− 2 38
1300	C.C.M.C.	1350	1340	1340	− 0 74
1310	Cetelem	1391	1399	1355	− 2 58
2440	C.F.A.O.	2500	2510	2530	+ 1 20
1340	C.G.I.P.	1522	1530	1529	+ 0 46
1900	Chargeurs S.A.	1928	1915	1906	− 1 14
78	Chiers-Châtil.	81 50	81 80	81 80	+ 0 37
795	Ciments franç. ★	975	920	952	− 2 35
685	Club Méditerr.	711	708	704	− 0 98
220	Codetel	214	217	216 50	+ 1 17
410	Cofimeg	392	398	395	+ 0 76
1680	Colas	1770	1790	1780	+ 0 56
260	Compt. Entrepr.	336	338 50	336	....
790	Compt. Mod.	835	838	838	+ 0 36
1210	Créd. Foncier	1290	1281	1280	− 0 78
600	Crédit F. Imm.	625	620	619	− 0 96
1480	Crédit Nat. ★	1589	1596	1619	+ 1 88
305	Crouzet ★	350	364	352	+ 0 57
2480	Darmart S.A.	2650	2631	2631	− 0 72

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
465	Darty ★	545	550	545	....
275	Dév. R.N.C. (Li)	320	320	320	....
695	D.M.C.	740	738	738	− 0 27
2850	Docks France ★	2695	2680	2683	− 0 44
2090	Dumez ★	2170	2160	2139	− 1 42
1430	Eaux (Gén.)	1540	1545	1541	+ 0 06
2800	Ecco ★	2900	2860	2833	− 2 31
1090	Electro-Finan.	1237	1230	1230	− 0 57
345	Elf-Aquitaine	345 50	343	341 90	− 1 04
310	— (certific.)	315	316	316	+ 0 32
3150	Epeda-B-Faure	3410	3490	3495	+ 2 49
3400	Essilor	3640	3630	3610	− 0 82
465	Esso S.A.F. ★	474	474	464	− 2 10
3060	Eurafrance	3160	3195	3150	− 0 31
1480	Eurocom ★	1518	1518	1520	+ 0 13
3250	Euromarché	3400	3360	3350	− 1 47
825	Europe n° 1 ★	928	910	921	− 0 75
1860	Facom	1941	1959	1945	+ 0 20
1170	Fichet-bauche	1210	1225	1225	+ 1 24
230	Finextel	239	233	234	− 2 09
250	Fives-Lille	257	255	253	− 1 56
340	Francarep	359 90	360	358	− 0 53
1330	Fromageries Bel	1434	1500	1530	+ 6 69
1050	Gal. Lafayette	1186	1205	1204	+ 1 52
410	Gascogne	428 80	422	422	− 1 59
350	Géophysique ★	350	350	351	+ 0 28
2280	Gerland	2420	2420	2420	....
660	GTM-Entrepose	650	653	653	+ 0 46
955	Guyenne-Gas. ★	944	940	913	− 3 28
3100	Hachette ★	3239	3250	3239	....
735	Hénin (La)	770	779	779	+ 1 17
95	Imétal	106	104	103 90	− 1 98
470	Imm. Plaine-M.	508	509	509	+ 0 20
4850	Inst. Mérieux	5070	5070	5070	....
600	Interbail	632	632	632	....
1520	Intertechnique	1635	1680	1680	+ 2 75
1670	J. Lefebvre	1765	1819	1730	− 1 98
2060	Lab. Bellon	2300	2310	2310	+ 0 43
1400	Lafarge-Coppée	1551	1548	1530	− 1 35
1710	Lebon ★	1800	1799	1794	− 0 33
5270	Legrand	5490	5570	5560	+ 1 28
1770	Lesieur	1800	1715	1730	− 3 89
895	Locabail Immob.	878	940	935	+ 6 49
680	Locafrance ★	697	700	711	+ 2
1000	Locindus	990	960	970	− 2 02
1040	L. Vuitton S.A ★	1145	1140	1133	− 1 04
670	Luchaire	740	758	750	+ 1 35
1440	Lyonn. Eaux ★	1566	1550	1550	− 1 02
168	Mais. Phénix	150	145	144	− 4
810	Majorette (Ly)	760	750	760	....
78	Manurhin	86 60	81 50	81 50	− 5 78
480	Mar. Wendel	528	521	522	− 1 14
1660	Martell	1690	1710	1710	+ 1 18

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2130	Matra	2548	2548	2545	− 0 12
2500	Merlin-Gerin ★	2680	2689	2661	− 0 70
2840	Michelin	3199	3145	3150	− 1 53
1530	Midi (Cie)	1622	1630	1630	+ 0 49
435	Midland Bk S.A.	474	478	478	+ 0 84
595	Min. Salsig. (Ma)	638	656	656	+ 2 82
52	M.M. Penarroya	54 50	53	53	− 2 75
2340	Moët-Hennessy	2640	2678	2678	+ 1 44
820	Mot. Leroy-S ★	880	871	865	− 1 70
90	Moulinex	115 90	113	117 20	+ 1 12
1010	Navig. Mixtes	1199	1197	1195	− 0 33
194	Nord-Est	217	219	218 90	+ 0 88
490	Nordon (Ny)	501	510	510	+ 1 80
690	Nouvelles Gal.	725	725	728	+ 0 41
1280	Occident. (Gén.)	1309	1300	1300	− 0 69
1540	Omn.F.Paris	1748	1740	1740	− 0 46
205	Olida-Caby	200	198	198 10	− 0 95
520	Opfi-Paribas	594	585	575	− 3 19
3880	Oréal (L')	4280	4101	4130	− 3 50
785	Paris-Réesc. ★	891	873	883	− 0 89
1620	Pechelbronn ★	1660	1646	1620	− 2 40
1450	Penhoet	1530	1540	1540	+ 0 65
990	Pernod-Ricard	1089	1055	1056	− 3 03
151	Pétroles B.P.	147	147	147	....
1280	Peugeot S.A.	1456	1450	1450	− 0 41
36	Poclain	38 50	39	39 70	+ 3 12
1780	Poliet	2090	2060	2060	− 1 44
870	P.M. Labinal	979	966	966	− 1 33
3210	Presses Cité	3298	3280	3310	+ 0 36
1380	Prétabail Sic.	1394	1390	1385	− 0 64
695	Primagaz	755	760	769	+ 1 85
635	Printemps ★	708	705	711	+ 0 42
2500	Promodès	2530	2549	2549	+ 0 75
310	Prouvost S.A ★	323	320	320	− 0 92
1350	Radiotechn.	1565	1700	1695	+ 8 31
152	Raff. Dist. Total	169 50	163 50	164 50	− 2 95
2620	Redoute (La) ★	2950	2950	2925	− 0 84
330	Robur financière	380	395	395	+ 3 95
1620	Roussel-Uclaf	1822	1880	1880	+ 3 18
1250	Roussel-C.N.I.	1480	1480	1490	+ 0 68
5490	R. Impériale (Ly)	5530	5530	5530	....
265	Sade	290	290	290	....
3590	Sagem	3800	3780	3780	− 0 53
400	Saint-Gobain	462	465	465 70	+ 0 80
1040	St-Louis B.	1148	1130	1130	− 1 57
1970	Salomon	2175	2200	2230	+ 2 53
1360	Salvepar	1460	1466	1466	+ 0 41
790	Sanofi	860	852	850	− 1 16
585	S.A.T.	743	735	735	− 1 08
1000	Saupiquet (Ns)	1195	1225	1225	+ 2 51
625	Schneider ★	670	652	641	− 4 32

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
105	S.C.O.A.	107 50	108 50	107 50	....
670	S.C.R.E.G.	657	650	650	− 1 07
795	Seb ★	875	871	870	− 0 57
490	Sefimeg	480	470	470	− 2 08
1750	S.F.I.M.	1970	1988	1988	+ 0 91
95	S.G.E.	101 50	101 70	101 50	....
635	Sign. Ent. El. ★	687	700	706	+ 2 76
1040	Silic	1119	1100	1100	− 1 70
615	Simco-U.P.H. ★	611	612	618	+ 1 14
385	Simnor (L.I)	440	429	425	− 3 41
1340	Skis Rossignol	1365	1387	1405	+ 2 93
770	Sfimco	790	802	802	+ 1 52
260	Sodero (Na)	277	285	285	+ 2 89
2620	Sodexho	2990	2985	2975	− 0 50
410	Sogerap	433	430	430	− 0 69
1740	Somm-Allib. ★	2083	2061	2055	− 1 34
745	Source Perrier	759	761	755	− 0 53
1220	Sovac ★	1318	1320	1335	+ 1 28
595	Spie-Batignol.	592	596	599	+ 1 18
655	Strafor	707	695	697	− 1 41
420	Synthelabo ★	527	525	528	− 0 18
705	Talce Luzenac	785	805	818	+ 4 20
3190	Tél. Elect.	3410	3370	3380	− 0 88
1480	Thomson-C.S.F.	1640	1610	1615	− 1 52
450	Total (CFP) ★	465	463	465	....
100	— (certific.)	101 80	102	101 80	....
2060	T.R.T.	2230	2260	2260	+ 1 35
810	U.F.B.	860	869	867	+ 0 81
1460	U.I.C.	1510	1530	1530	+ 1 32
635	U.I.F.	632	625	625	− 1 11
990	U.I.S.	979	994	994	+ 1 53
580	U.C.B. ★	621	616	610	− 1 77
770	Unibail	768	778	777	+ 1 17
490	Valéo	533	525	526	− 1 31
100	Vallourec	102	100	100 10	− 1 86
4530	V. Clicquot-P.	4360	4370	4370	+ 0 23
665	Via Banque	743	745	741	− 0 26
800	Elf-Gabon	825	811	810	− 1 82
109	Amax Inc.	110 50	108 50	108 50	− 1 81
435	Amer. Express	472	472	472	....
144	Amer. Teleph.	144 40	145 50	144	− 0 28
95	Anglo Amer. C.	112 60	112	112 60	....
470	Amgold	515	507	507	− 1 55
830	BASF (Akt)	832	838	840	+ 0 96
970	Bayer	970	975	970	....
105	Buffelsfont.	122	120 90	120 90	− 0 90
250	Chase Manh.	236 50	236 50	236 50	....
265	Cie Pétr. Imp.	269 20	273	272 50	+ 1 23
57	De Beers	65	65 10	65 50	+ 0 77
2270	Deutsche Bank	2220	2255	2256	+ 1 62
59	Dome Mines	71 50	68 80	68 80	− 3 78
1180	Dresdner Bank	1155	1148	1148	− 0 61

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
103	Driefontein Cnl	112	110 80	110 80	− 1 07
650	Du Pont-Nem.	631	639	639	+ 1 27
495	Eastman Kodak	480	479 50	479	− 0 21
39	East Rand	44 30	42 50	42 90	− 3 16
280	Electrolux	298	297 50	297 50	− 0 17
205	Ericsson	242	242 50	242 50	+ 0 21
510	Exxon Corp.	507	507	507	....
490	Ford Motors	491	481	481	− 2 04
74	Freegold	87	85 50	84	− 3 45
87	Gencor	97 20	95 10	95 10	− 2 16
635	Gén. Electr.	657	659	659	+ 0 30
530	Gén. Belgique	545	547	549	+ 0 73
490	Gen. Motors	485	487	487	+ 0 41
68	Goldfields	82 50	82 10	82 10	− 0 48
47	GdMetropolitain	48 30	48 80	48 80	− 1 01
66	Harmony	73 75	72	72 50	− 1 69
42	Hitachi	39 40	39 05	39 05	− 0 89
830	Hoechst Akt.	850	855	855	+ 0 59
130	Imp. Chemical	134 80	134 20	134 10	− 0 52
97	Inco. Limited	93 20	93	93	− 0 21
860	IBM	870	870	869	− 0 11
390	ITT	403	404 50	403	....
138	Ito-Yokado	145	144 50	144 50	− 0 34
80	Matsushita	72	72 80	72 80	+ 1 11
880	Merck	974	992	992	+ 1 85
815	Minnesota M.	785	792	792	+ 0 89
275	Mobil Corp.	269	272	272	+ 1 12
590	Morgan J.P.	571	575	575	+ 0 70
36250	Nestlé	36650	36800	36800	+ 0 41
138	Norsk Hydro	136 90	135	135	− 1 39
181	Olsé	219	213	213	− 2 74
1480	Petrofina	1520	1540	1540	+ 1 32
545	Philip Morris	530	530	529	− 0 19
140	Philips	145 50	145 70	145 70	+ 0 14
486	Quilmès	577	570	568	− 1 56
525	Randfontein	630	626	626	− 0 63
630	Royal Dutch	653	658	658	+ 0 77
70	Rio Tinto Zinc	71 40	71 40	71 60	+ 0 28
75	St Helena Co	86 70	84 70	82 90	− 4 38
240	Schlumberger	233	234	233 50	+ 0 21
97	Shell transp.	108	108 60	108 10	+ 0 09
2210	Siemens A.G.	2199	2201	2198	− 0 05
142	Sony	131 10	129 10	129 10	− 1 53
151	T.D.K.	139	134 10	135	− 2 88
27	Toshiba Corp.	24 95	24 80	25 05	+ 0 40
1480	Unilever	1575	1600	1590	+ 0 95
330	Unit. Techn.	335 50	333 40	333 40	− 0 63
535	Vaal Reefs	608	591	595	− 2 14
285	Volvo	307 50	307	307	− 0 16
230	West Deep	279 90	278	277	− 1 04
460	Xerox Corp.	456 20	441 10	441 10	− 3 31
1 08	Zambia Corp.	1 43	1 43	1 37	− 4 20

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
4,5 % 1973 L.I.V.	....	..
Emp. 7 % 1973	7880	..
Emp. 8,80 % 77	122 90	6 944
9,80 % 78/93	101 70	6 380
10,80 % 79/94	104 95	5 444
13,25 % 80/90	107 70	10 055
13,80 % 80/87	103 20	6 365
13,80 % 81/89	108 80	1 928
16,75 % 81/87	104 09	8 168
16,20 % 82/90	119 22	2 352
16 % juin 82	119 60	11 579
14,60 % fév. 83	118 97	0 560
13,40 % déc. 83	122	2 790
12,20 % oct. 84	113 85	5 014
11 % fév. 85	114 50	0 422
10,25 % mars 86	109 25	10 119
ORT 12,75 % 83	1722	..
OAT 10 % 2000	108 70	7 781
OAT 9,80 % 1997	107 20	2 278
OAT 9,80 % 1996	106 69	0 967
Ch. France 3 %	176	..
CNB Bques janv. 82	101 45	1 463
CNB Paribas	101 95	1 463
CNB Suez	101 95	1 463
CNI janv. 82	101 46	1 463
PTT 11,20% 85	108 10	2 817
CFF 10,30% 86	.....	..
CNE 11,50% 85	109 20	7 865
CNT 9% 86	96 90	7 412
CRH 10,90% déc. 85	107	1 801

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	1001	1001
Agache (Sté. Fin.)	2010	1955
A.G.F. (St Cent.)	900	915
Applic. Hydraul.	910	932
Arbel	235	244 40 d
Astorg	413	428
Avenir Publicité	2290	2390
Bain C. Monaco	430	434
Banque Hypoth. Eur.	485	....
Béghin-Say (C.I.)	530	510
B.G.L.	535	538
Blanzy-Ouest	546	524
B.N.P. CI	485	491
B.N.P. Intercontin.	359	365
Bénédictine	4085	4085
Bon-Marché	840	840
Call	1060	1100
Cambodge	621	649
C.A.M.E.	480	480
Campenon Bern.	880	....
Carbone-Lorraine	900	900
C.E.G.Frig.	800	800
Centen. Blanzy	3895	3530
Centrest (Ny)	244	244
Cerabati	140	130 30 o
CERUS	850	880
C.F.D.E.	....	....
Chambourcy (M.)	1030	998
Champex (Ny)	163	164
C.I.C. (Fonc. de)	328	330
C.I. Maritime	814	840
Cimen-Sâtre	1080	....
Ciments (B)	540	540
Clause	1498	1480
Cofradel (Ly)	2340	....
Cogifi	520	516
Comiphos	690	675
Cie Industrielle	3400	3642 d
Comp. Lyon-Alem.	630	655 d
Concorde (La)	1290	1290
C.M.P.	30 10	31 60 d
Créd. Gén. Ind.	1100	1100
Crédit Lyonnais C.I	700	710
Cr. Universel (Cie)	950	1010
Créditel	154	158
Darblay S.A.	675	675
Darty Act. d. p.	420	410
De Dietrich	2200	2250
Delalande S.A.	1505	1598
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1248	1202
Didot-Bottin	565	606 d
Eaux Bass. Vichy	1570	....
Eaux Vittel	2307	2335
Economats Centre	891	891
Electro-Banque	490	478
Elf-Antargaz	662	710 d
E.L.M. Leblanc	1010	1020
Ensil-Bretagne	300	300
Entrepôts Paris	601	590
Epargne (B)	3000	3000
Europ. Accumul.	96 60	98 50
Eternit	2800	2805
Exor	4180	4220
Finalens	249	250
FIPP	460	441 60 o
Fonc	1500	....
Foncière (Cie)	662	650
Fonc. Lyonnaise	5800	6100
Foncina	575	....
Forinter	1100	1100
Fougerolle	459	450
France I.A.R.D.	480	500
France (La)	7840	7900
From. Paul Renard	542	544
GAN	1215	1215
Gaumont	430	488 60 d
Gaz et Eaux	2520	2550
Gévelot	731	700
Gr. Fin. Constr.	525	494 o
Gds Moul. Paris	420	....
Groupe Victoire	3699	3590
G. Transp. Ind.	670	680
H.E.F.	350	380
Hutchinson	1380	1315
Immindo S.A.	594	600
Immivest	374	378
Immobail	510	515
Immobanque	825	785
Immob. Marseille	10050	10200
Immofice	574	574
Invest. (Sté Cent.)	3550	3600
Jaeger	240	228
Lafitte-Bail	584	584
Lambert Frères	198	196
Lille-Bonnières	1374	1375
Loca-Expansion	334	339
Locafinancière	456	460
Locatel	439	....
Louvre (Sté)	1870	1898
Machines Bull	50	53 50 d
Magasins Uniprix	235	233
Magnant S.A.	150	156 d
Maritime Part.	495	472
Métal Déployé	480	491
Mors	205 70	210
Naval Worms	100 80	103
Navig. (Nat. de)	206	....
OPB Paribas	470	536 d
Optorg	340	372 d
Oréal (L') C.I.	3100	3150
Origny-Desvroise	1205	1205
Palais Nouveauté	1120	1130
Paribas	520	549
Paribas-CIP	508	530
Paris France	360	380
Paris-Orléans	380 50	380
Part. Fin. Gest. Im.	1925	1900
Pertuchen	905	910
Pathé-Cinéma	705	786 d
Pechiney (cert. inv.)	247	260
Piles Wonder	995	995
Piper-Heidsieck	973	915
P.L.M.	220	216
Porcher	648	675 d
Providence S.A.	1881	1910
Publicis	2420	2440
Raff. Souf. R.	172	162 50
Rhône-Poul. (c. inv.)	378	....
Ricqlès-Zan	340	....
Rochefortaise S.A.	284	291
Rochette-Cenpa	140	140
Rosario (Fin.)	409	390
Roudière	294	295
Rougier et Fils	160	....
Sacer	485 10	475 60
SAFAA	1401	1401
Safic-Alcan	960	921
SAFT	2005	2085
Saga	430	420
St-Gobain C.I.	490	455
Salins du Midi	546	550
Santa-Fé	169	169 50
Satam	263 20	264
Saulnes	85 50	87
Saunier-Duval	95 60	95
Savoisienne (M)	302	310
SCAC	845	795
Semelle Maubeuge	550	575
S.E.P. (M)	298	290
Serv. Equip. Véh.	128 80	125
Sicli	264	266
Sicotel	409	409
Sinvim	321	323
Sipb (Plant. Hévéas)	420	420
Sté Générale-CIP	1550	1500
Sofal financière	2200	2331
Sofio	381 70	368
Soficomi	863	870
S.O.F.I.P. (M)	218 40	197 60
Sofragi	1043	1085 d
Souchure Autog.	579	590
Sovabail	815	800
Speichim	18 20	22 d
S.P.I.	800	795
Suez (Fin. de)-CIP	1385	1397
Stami	938	980 d
Taittinger	2150	2150
Testut-Aequitas	391	....
Tour Eiffel	570	611 d
Ufiner S.M.D.	840	845
U.A.P.	2740	2740
U.T.A.	2899	2740
Vicat	1400	1494
Viniprix	1895	1820 o
Virax	235	221
Waterman S.A.	601	625
Brass. du Maroc	137	137

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	960	....
Akzo	391	....
Alcan Alum	227	230 c
Algemene Bank	1475	1461
American Brands	302	310
Am. Petrofina	270	....
Arbed	278	....
Asturienne Mines	168	....
Bco Pop Espanol	437	435
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1301	....
B. Régl. Internat.	40210	40900
Br. Lambert	588	589
Canadian-Pacific	103 70	105 90
CIR	38	38
Commerzbank	900	915
Dart. and Kraft	340 10	358
De Beers (port.)	47 80	....
Dow Chemical	500	515
Gén. Belgique	545	549
Gevaert	1020	....
Glaxo	152	154 70
Goodyear	314	324
Grace and Co	340	....
Gulf Canada Corp.	112	115
Honeywell Inc.	440	434 90
I. C. Industries	197	200
Johannesburg	730	770
Kubota	18 20	17 50
Latonia	282	282
Mannesmann	....	....
Midland Bank Plc	60 90	61 40
Mineral-Ressourc.	72	....
Nixdorf	2438	2438
Noranda	129	131 30
Olivetti	34	34 90
Pakhoed Holding	183	182
Pfizer Inc.	480	459
Procter Gamble	539	541
Ricoh Cy Ltd	34 50	34
Rolinco	280 80	284 60
Robeco	283 70	293 40
Rodamco	425 90	424
Saipem	19 80	19 60
Shell fr. (port.)	97	....
S.K.F. Aktiebolag	320	318
Steel Cy of Can.	99	....
Tenneco	255	....
Thorn EMI	64	64 30 c
Toray indust. inc	26 80	26 70
Vieille Montagne	809	810
Wagons-Lits	890	881
West Rand	19 80	18 70
A.G.P. S.A.	1343	1345

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amrep	7 90	....
Calciphos	1325	1324
C.E.M.	....	....
Cochery	185	....
Copanex	498	....
Dubois Inv. (Casto.)	965	955
Gachot	....	....
Hydro-Energie	320	....
Hoogovens	250	....
Metra Hori. (échan.)	....	....
Micaloy	1150	1090
Révillon	479	490
Rorento N.V.	147 90	147 50
Sopelem	85 70	0 10 o
S.P.R.	230	231
Ulinex	390	....
Union Brasseries	142	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alain Manoukian	1105	1105
Asystel	725	738
B.I.C.M.	950	950
B.I.P.	1340	1329
Bolloré Technologies	1265	1250
Buitoni	750	705
Cables de Lyon	1487	1480
Calberson	914	900
Cardif	2960	2900
Cap Gemini Sogeti	2780	2785
C.D.M.E.	1250	1176
C. Equip. Elect.	320	320
C.E.G.I.D.	2670	2777
C.E.P.-Communication	1500	1501
C.G.I. Informatique	1067	1022
C. Occid. Forestière	180	180
Dafsa	208	205
Dauphin O.T.A.	3600	3480
Devanlay	2832	2800
Deville	1009	1000
Drouot-Assurances	579	579
Drouot-Obl. convert.	3790	3750
Editions Belfond	315	315
Elect. S. Dassault	1059	1055
Expand	820	819
Filipacchi	928	929
Guinoil	650	669
Guy Degrenne	960	960
I.C.C.	285 50	281 50
IN Informatique	375	389
Le gd livre du mois	357 80	372 d
Loca-Investissement	365	360
Locamic	680	659
Marstan	800	800
Merlin Immobilier	463	463
Métallurg. Minière	200	190
Métrologie Internat.	548	539
M.M.B.	800	805
Molex	350	350
Navale-Delmas	867	891
Olivetti-Logabax	619	619
Om. Gest. Fin.	599	598
Presstalis-R.D.	3880	3800
Petit Bateau	288	284
Petrofigaz	770	739 o
Razel	1443	1440
St-Gobain Emballage	1370	1390
St-Honoré Matignon	237	240
S.C.G.P.M.	339 50	340
Sema-Metra	1500	1501
S.E.P.	1530	1550
S.E.P.R.	2010	2010
S.M.T. Goupil	353	387 d
Sodexlorg	1570	1570
Sofibus	479	437 o
Supra	1350	1345
Valeurs de France	379	380

SICAV (sélection) — 6/3

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	854 58	833 74
Actions France	503 31	485 12
Actions sélectives	649 80	628 31
Aedificandi	674 03	649 67
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1251 95	1221 41
A.G.F. 5000	634 68	619 20
A.G.F. ECU	1161 18	1149 68
A.G.F. Interfonds	465 88	454 52
A.G.F. OBLIG.	1156 38	1150 63
Agfimo	710 01	692 69
Altefi	223 60	215 52
A.L.T.O.	204 41	197 02
Amari-Gan	5731 56	5471 65
America-Valor	804 54	768 06
Amérique Gestion	393 91	376 05
Amplitude	586 82	569 73
Arbitrages court terme	5268 68	5268 15
Argonautes	437 04	417 22
Associc	1134 07	1134 07
Aurecic	1362 74	1323 05
Axa Europe	111 24	106 20
Axa Investissements	121 75	116 23
Bourse-Investiss.	507 12	484 12
Bred Associations	2601 63	2593 85
Bred International	95 04	93 18
Capital Plus	1662 40	1662 40
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Columbia	876 58	836 83
Convertimmo	409 33	393 59
Cortal court terme	12382 60	12382 60
Cortexa	990 55	945 74
Credinter	488	473 79
Croiss. France	290 36	277 86
Croiss. Mercure	2586 36	2491 61
Croiss. Immobil.	874 49	843 90
Croiss. Prestige	377 39	360 28
Dénéfer	13054 84	13054 84
Drouot-France	718 02	685 46
Drouot-Investiss.	1132 20	1080 86
Drouot-Sécurité	259 14	247 39
Drouot-Sélection	146 19	139 56
Ecocic	1161 92	1144 75
Elicoop Sicav	11263 40	11263 40
Elf-Valeurs	10341 10	10089 88
Energie	270 89	258 61
Epacic	2862 06	2858 34
Epacourt Sicav	4089 02	4078 82
Epargne Associations	25405 37	25367 32 ◆
Epargne-Capital	7755 38	7678 57
Epargne-Croiss.	1528 77	1485 91
Epargne-Industr.	815 55	778 57 ◆
Epargne-Inter	872 03	854 04
Epargne J	51060 70	51060 70
Epargne-Long-Terme	1805 67	1757 34
Epargne-Oblig.	202 62	197 10
Epargne-Unie	1342 29	1281 42
Epargne-Valeur	445 84	433 91
Eparoblig	1240 19	1237 71 ◆
Eurocic	9578 12	9436 57
Euro-Croissance	559 35	543 05
Eurodyn	1123 95	1088 99
Francière Plus	27186 26	26917 09 ◆
Fixed Placement	63421 92	63232 22
Fixed Trimestriel	1118 73	1102 20
Fixed Valorisation	13218 76	12959 57
Fonsicav (div. par 10)	10454 01	10448 79
Foncier Investiss.	1189 36	1160 35
Foncival	282 21	269 41
France Ecu Plus	10432 94	10329 64 ◆
France-Gan	6473 08	6179 55
France-Garantie	318 16	317 52 ◆
France-Investiss.	580 42	554 10
France-Net	125 29	125 04
France-Obligations	470 75	468 09
Francic	436 29	422 61
Francic Régions	1144 09	1110 77
Fructi-Associations	1319 09	1319 09
Fructicapi	304 90	300 39
Fructidor	254 02	250 27
Fructifrance	891 68	869 83
Fructivar	81087 12	80864 95
Fructi ECU	575 90	587 39
Fructi-Première	12167 97	11988 15
Futuroblig	1100 18	1099 08
Gestilion	60468 34	60317 55
Gestion Associations	157 56	154 09
Gestion Mobilière	746 94	713 07 ◆
Gest. Rendement	503 08	480 25
Gest. Sél. France	818 64	781 52
Haussmann Associat.	1290 90	1290 90
Haussmann court terme	1165 84	1165 84
Haussmann Epargne	1390 69	1390 69
Haussmann Europe	2132 30	2055 23
Haussmann France	1137 86	1086 54
Haussmann Oblicroiss.	1315 65	1315 65
Haussmann Obligation	1571 52	1514 72
Horizon	1281 08	1243 75
I.M.S.I.	635 62	607 75
Indo-Suez Valeurs	792 78	756 81
Ind. française	13136 85	12879 26
Interoblig.	11783 60	11340
Interselect France	489 71	467 50
Intervaleurs Indust.	718 01	685 45
Invest. net	14172 09	14143 80 ◆
Invest. Obligataire	17505 29	17470 35 ◆
Japacic	172 76	167 73
Jeune épargne	243 90	240 30
Laffitte-Amérique	269 45	257 23
Laffitte-crt-terme	60578 60	60578 60
Laffitte-Expansion	871 48	831 96
Laffitte-France	367 45	350 79
Laffitte-Immobilière	264 87	252 86
Laffitte-Japon	330 72	315 72
Laffitte-Oblig.	145 97	139 35
Laffitte-Placements	63696 11	63696 11
Laffitte—Rend.	216 51	206 69
Laffitte-Tokyo	1224 14	1168 63
Lion-Associations	11084 74	11084 74
Lion-Institutionnels	22835 10	22778 15
Lionplus	73526 23	72798 25
Livret portefeuille	644 27	625 50
Méditerranée	183 24	174 93
Mondiale Investissem.	492 10	460 24
Monecic	5798 58	5798 58
Moné J.	52801 24	52801 24
Monelaffitte	257086 97	257086 97
Multi-Obligations	424 31	405 07
Mutuelle Unie Sél.	161 95	154 61
Natio.-Assoc.	6476 56	6483 63
Natio.-Epargne	13964 12	13825 88
Natio.-Immobilier	1057 19	1028 90
Natio.-Inter.	1142 38	1111 81
Natio.-Obligations	531 27	517 05
Natio.-Patrimoine	1420 49	1382 47
Natio.-Placements	62096 14	62096 14
Natio.-Revenu	1088 57	1056 01
Natio.-Sécurité	54232 38	54232 38
Natio.-Valeurs	804 70	783 16
Nippon-Gan	5401 99	5157 03
Nord-Sud Développ.	1221 10	1218 66 ◆
Oblicic Régions	1023 77	1008 64
Oblicoop Sicav	1448 22	1417 86
Oblilion	1080 67	1051 75
Optimavalor	684 11	653 09
Options et Rendement	53218 13	52431 89
Orient-Gestion	178 78	170 67
Panaméfique	561 17	535 72
Pasuropa	857 78	818 88
Paribas Epargne	15480 17	15468 26
Paribas France	110 76	107 52
Paribas Gestion	647 35	620 96
Paribas Opportunités	105 45	102 38 ◆
Paribas Patrimoine	564 01	541 02
Parnasse-Valor	1049 41	1048 36
Patrimoine-Retraite	1646 88	1614 59
Phénix Placements	270 87	269 52
Pierre Investiss.	775 91	740 73
Placement A	1088 74	1088 74
Placement crt-terme	71277 51	71277 51
Placement J	55377 18	55377 18
Placement Premier	50843 15	50843 15
Placements Rendement	11383 82	11383 82 ◆
Placements Sécurité	108724 46	108724 46 ◆
Première Obligations	10343 15	10281 46
Priv'Association	22534 33	22534 33
Province Investiss.	633 53	604 80
Quartz	115 01	112 18
Rentacic	165 67	163 22
Revenus Trimestriels	5858 70	5798 71
Réveau Vert	1171 57	1170 40
Rivoli Plus	1046 43	998 98
St-Honoré Assoc.	13787 42	13718 83
St-Honoré Bio-aliment.	838 28	800 25
St-Honoré Pacifique	577 03	550 88
St-Honoré P.M.E.	501 16	478 43
St-Honoré Real	11431 03	11385 49
St-Honoré Rendement	12184 47	12103 95
St-Honoré Technol.	819 79	782 62
St-Honoré Valor	12357 92	12259 84
Sécuricic	11146 17	11136 03
Sécur. Mobilière	398 75	380 67
Sécuri Taux	10087 67	10087 67
Sél. court terme	12413 45	12321 04
Sécaden (Caeden BP)	753 56	742 42
Sicav-Associations	1387 34	1385 26
S.F.I. fr. et étr.	630 03	611 68
Sicavimmo	809 84	773 12
Sicav 5000	383 22	372 98
Sivafrance	599 90	583 84 ◆
Sivam	434 86	423 22
Sivarente	224 39	218 38
Sivinter	412 32	401 28
S.L.-Est	1334 77	1274 24
S.I.G.	931 91	889 24
S.N.I.	1270 94	1233 92
Sogepargne	385 71	371 77
Sogerac	52405 51	50878 14
Sogever	1101 57	1051 62
Sogintar	1313 96	1254 38
Soleil Investiss.	489 76	467 56
Technocic	1223 03	1187 41
Techno-Gan	6105 72	5828 85
U.A.P. Investiss.	428 03	412 55
Uni-Associations	107 58	107 58
Unifrance	516 22	492 81
Unifoncier	1399 49	1336 03
Uni-Garantie	1314 61	1288 81
Unigestion	942 08	899 36
Uni-Japon	1451 71	1385 88
Uni-Régions	3229 83	3083 47
Univenta	2299 20	2223 60
Univer	173 64	173 64
Univers-Obligations	1588 10	1516 54
Valorem	539 91	528 74
Valoblig	60419 68	59821 47
Valorg	1469 28	1467 81
Valrel	78827 04	78787 65

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	....	....
Casino	....	....
Créd. Foncier France	....	....
Pernod Ricard	....	....
Total	6 40	....

MINITEL
La gestion en direct de votre portefeuille personnel
36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/3	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 134	6 113	5 860	6 400
ECU	6 899	6 902	....	....
Allemagne (100 DM)	332 750	332 760	322 500	340 500
Belgique (100 F)	16 070	16 071	15 500	16 350
Pays Bas (100 fl.)	294 750	294 690	285 500	303 500
Danemark (100 krd)	88 440	88 490	83	91
Norvège (100 k)	87 860	88 050	84	89 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 635	9 684	9 300	10
Grèce (100 drachmes)	4 543	4 533	3 800	4 700
Italie (1 000 lires)	4 682	4 682	4 500	5
Suisse (100 fr.)	394 650	394 910	383	400
Suède (100 krs)	94 930	94 970	91	97
Autriche (100 sch)	47 310	47 320	46 100	48 450
Espagne (100 pes.)	4 743	4 750	4 550	5 050
Portugal (100 esc.)	4 319	4 325	3 700	4 700
Canada ($ can 1)	4 583	4 586	4 380	4 780
Japon (100 yens)	3 962	3 977	3 840	4 020

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/3
Or fin (kilo en barre)	80700	79900
Or fin (en lingot)	80650	80100
Pièce française (20 fr)	512	511
Pièce française (10 fr)	370	.....
Pièce suisse (20 fr)	547	560
Pièce latine (20 fr)	467	486
Souverain	588	586
Pièce de 20 dollars	3105	3065
Pièce de 10 dollars	1502 50	1470
Pièce de 5 dollars	917 50	.....
Pièce de 50 pesos	3145	3106
Pièce de 10 florins	490	482
Or Londres	411 45	.....
Or Zurich	411	.....
Or Hongkong	409 25	.....
Argent Londres	5 50	.....

Le Monde

Devant le domicile de M. Tiberi à Paris (5e)

Trois hommes arrêtés après une fusillade

Trois hommes ont été arrêtés, pendant la nuit du dimanche 8 au lundi 9 mars, après un échange de coups de feu avec les policiers de garde devant le domicile de M. Jean Tiberi, premier maire adjoint de Paris, place du Panthéon (cinquième arr.). *Il était 2 h 45*, lorsque deux hommes ont ouvert le feu en direction des deux policiers de faction. Les gardiens de la paix, qui n'ont pas été atteints, ont riposté et se sont lancés à la poursuite des deux hommes, qui se sont engouffrés à bord d'une voiture au volant de laquelle les attendait un complice.

Une course poursuite s'est engagée, qui s'est achevée par une fusillade dans le treizième arrondissement. Deux des agresseurs ont été blessés, dont l'un grièvement, et conduits à l'hôpital de la Salpêtrière. Le troisième, également arrêté, a été emmené dans les locaux de la cinquième division de la police judiciaire, où il a déclaré appartenir au groupe Action directe, ce qui laisse sceptiques les enquêteurs.

L'attentat aurait eu pour objectif de se procurer des uniformes de policiers. Les gardiens de la paix portaient des gilets pare-balles.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 mars

Hausse : 0,40 %

La Bourse de Paris a marqué une hausse en cette matinée du 9 mars, l'indicateur de tendance étant de + 0,40 %. Nous notons parmi les *principales hausses* : L'Oréal (+ 3,15), SEB (+ 2,29), Facom (+ 2,05), Prouvost SA (+ 1,85), Guyenne Gascogne (+ 1,86). En revanche, étaient en baisse Casino Prioritaire (– 1,95), Moët Hennessy (– 1,41), Bic (– 1,38), Casino (– 1,19), Moteurs Leroy Sommer (– 1,15).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	542	550	548
Agence Havas	2050	2060	2060
Air Liquide (L')	704	708	710
Bancaire (Cie)	1104	1104	1104
Bongrain	2690	2680	2689
Bouygues	1295	1296	1315
B.S.N.	4940	4950	4950
Carrefour	3805	3830	3830
Chargeurs S.A.	1906	1910	1925
Club Méditerranée	704	704	704
Eaux (Gén.)	1541	1550	1550
Elf-Aquitaine	341 90	346	348
Essilor	3610	3610	3610
Lafarge-Coppée	1530	1540	1540
Michelin	3150	3150	3175
Midi (Cie)	1630	1630	1640
Moët-Hennessy	2678	2650	2615
Navig. Mixtes	1195	1190	1195
Oréal (L')	4130	4260	4255
Pernod-Ricard	1056	1065	1065
Peugeot S.A.	1450	1457	1463
Saint-Gobain	465 70	467	466
Sanofi	850	858	860
Source Perrier	755	755	754
Télémécanique	3380	3380	3380
Thomson-C.S.F.	1615	1638	1628
Total-C.F.P.	465	474 90	470
T.R.T.	2260	2280	2280
Valéo	528	523	525

Le numéro du « Monde » daté 8-9 mars 1987 a été tiré à 458 086 exemplaires



PRET A EMPORTER
Rue de la Chaise Mº BAC
Luxueux sièges cuir Chesterfields crin animal new americas, canapés convertibles, bibliothèques à colonnades etc.
25 %
Sur prestigieuse collection PARINGER 1986
DERNIERS JOURS

A B C D E F G

La mort de Malik Oussekine

M. Malhuret exprime son « hostilité totale » aux propos du ministre chargé de la sécurité

Les propos tenus par le ministre chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud, sur les circonstances de la mort, en décembre dernier, de Malik Oussekine et rapportés dans nos éditions du 5 mars provoquent maintenant une polémique à l'intérieur même du gouvernement. Le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, M. Claude Malhuret, interrogé à ce sujet, samedi 7 mars, au cours de l'émission de radio des « *Cahiers du Mégahertz-le Matin de Paris* », a en effet déclaré : « *Je ne vous cache pas mon hostilité totale à un certain nombre de déclarations qui sont faites aujourd'hui sur le fait que Malik Oussekine n'aurait pas dû se trouver là, aurait dû prendre garde parce qu'il était malade. Il est trop tôt – et, de toute façon, il ne sera jamais indiqué de le faire, mais, en tout cas, surtout pas aussi rapidement après les événements – pour prendre position de cette façon-là. Par conséquent, je ne suis pas d'accord du tout avec les déclarations qu'a faites M. Pandraud sur ce sujet-là. (...) Je ne me sens pas lié sur ce point par la solidarité gouvernementale* ».

Interrogé au « Club de la presse d'Europe 1 », M. Philippe Séguin a estimé qu'un point final a été donné à cette affaire par le premier ministre lui-même, au lendemain du décès de Malik Oussekine. M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, interrogé au « Forum de FR 3-RMC », n'a pas voulu « *critiquer un de* [ses] *collègues pris à parti par les journalistes* » *(...)* ».Mais s'est déclaré « bouleversé » par la mort de Malik.

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) a exprimé vendredi 6 mars « *son indignation devant les propos graves et consternants tenus par M. Pandraud* ». Pour MM. Pierre Brana et Alain Barrau, membres du secrétariat national du Parti socialiste, « *là où le ministre délégué à la sécurité insultait et tentait de discréditer le jeune étudiant, Jacques Chirac n'a entendu que regrets et condoléances. Propos tour à tour scandaleux et lénifiants, fausse concertation et double langage jalonnent la politique d'exclusion et de sélection du gouvernement Chirac.* »

● **Le père d'un étudiant blessé *s'élève contre des propos de* M. Robert Pandraud.** – Réagissant aux propos tenus dans *le Monde* du jeudi 5 mars sur Malik Oussekine par M. Robert Pandraud, chargé de la sécurité, M. Maurice Duval, le père d'un lycéen grièvement blessé lors de la *manifestation* du 4 décembre, a déclaré dimanche 8 mars, dans un communiqué que M. Pandraud « *confirme son irresponsabilité* » et que « *ses mots disent qu'il n'est pas digne d'occuper les fonctions qui sont les siennes actuellement* ». « *Il est impératif que la population se mobilise davantage encore quant aux menaces qui pèsent sur notre démocratie. Qu'avons-nous à attendre d'un ministre qui traite Malik de con ?* » conclut le communiqué.

Sur le vif

Vrais-faux menteurs

Non, mais qu'est-ce qu'ils croient, nos princes ? Qu'on va se laisser traîner dans la boue encore longtemps, nous, les journalistes ? Il y en a marre de leur servir de boucs émissaires. Toutes leurs sottises, tous leurs ennuis, c'est la faute à qui ? Cherchez pas. A la presse. Il n'y aurait pas eu d'otages au Liban si les confrères *n'allaient pas y faire* les marioles pour la gloriole, hein, mon Jacquot ?

Et qu'est-ce que c'est encore que ce ramdam à propos de l'affaire du Carrefour du développement ? C'est pas le passeport *délivré à Chalier qui est faux.* C'est les journalistes qui en parlent. C'est des journalistes que c'est pas vrai, des pseudos, des postiches, hein, papa Pasqua ?

Et les charmantes remarques de Pandraud au *Monde* sur le petit *Malik, un pauvre malade* sous dyalyse qu'on n'aurait pas dû laisser faire le con la nuit *(sic)*. Un cancre qu'a jamais pu passer le bac et qui allait à l'école de tous les ratés de la bourgeoisie *(resic)*. Avec un frère qui passait *pour un financier international* douteux *(re-resic)*, qu'est-ce qui prouve qu'on ne les a pas entièrement inventées, nous, ici, rue des Italiens, hein, M'sieur de Charette ?

Quand j'ai vu ce ministre de je-ne-sais-quoi prendre l'air sceptique, hier sur FR 3, sous entendu : *les journalistes*, *c'est* menterie et compagnie, faut se méfier de ce qu'ils racontent, j'ai sauté en l'air. Moi, avant de jouer les pipelettes en haut, à droite, à la sortie du journal, j'ai tout fait dans ce canard, y compris des *centaines et des centaines* d'interviews. Et à tous les coups j'y avais droit. Un mec me tenait des propos qui déplaisaient à ses copains le lendemain : comment t'as pu dire ça ? Moi ? Mais j'ai rien dit. C'est cette conne qui a mal compris.

C'est un peu facile, vous ne trouvez pas ? Tiens, j'y pense, c'est quoi au juste son job à Malhuret ? Rattraper les gaffes des collègues ? Ces cent Maliens embarqués de force, c'est pas bien, « on » n'aurait pas dû. Pas d'accord avec les déclarations de Pandraud sur Malik. Pas d'accord du tout. *Ah, ben alors,* comme ça, ça va ! *Les droits de* l'homme, on s'en moque au gouvernement. On n'en a rien à faire. Il y a un secrétaire d'Etat pour ça, un préposé à la serpillière et au balai en cas de casse.

CLAUDE SARRAUTE.

Jeannie Longo ne cohabite pas

GRENOBLE
de notre envoyé spécial

M. François Mitterrand, dont on sait que tout ce qui est national est sien, avait imaginé de décorer des insignes de chevalier de la Légion d'honneur la vedette du cyclisme féminin Mme Jeannie Longo. « *Sachant que le premier ministre devait venir à Grenoble* », Mme Longo, chargée de mission à la mairie que dirige M. Alain Carignon (RPR), ministre délégué à l'environnement, a jugé plus sympathique de recevoir cette nouvelle médaille parmi les siens et des mains de M. Chirac.

M. Chirac a donc rendu hommage, le dimanche 8 mars, au palais des sports, à cette jeune femme, diplômée de sciences économiques, à qui, a-t-il dit, *l'image sportive de la France doit beaucoup.* »

Le premier ministre, accompagné notamment de MM. Christian Bergelin et Jean-Jacques Descamps, respectivement secrétaires d'Etat aux sports et *au tourisme, a visité, ensuite,* le Salon international des articles et de la mode des sports d'hiver, dont c'est le trentième anniversaire. Il a déclaré, à cette occasion, que le tourisme est « *un secteur économique à part entière, qui représente aujourd'hui, pour la France, un très grand potentiel de développement, égal à celui de l'informatique.* »

M. Chirac, qui fait confiance à la dynamique des Jeux olympiques d'Albertville, en 1992, pour remettre *le ski français* « *à la première place* », avait été accueilli à l'hôtel de ville de Grenoble par *M. Carignon et par plusieurs* dizaines de partisans chaleureux.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier / Permanence téléphonique
Sur options : Permanence télex / bureau meublé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/42-96-41-12 56 *bis*, rue du Louvre, 75002 Paris



• Logiciels de mise en page :
FAITES VOTRE JOURNAL VOUS-MEME



LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRET-A-PORTER
Pourquoi détruire l'harmonie d'un vêtement en le raccourcissant ? Roland Eveline a créé, pour tous les hommes dont la taille est courte, une collection complète de prêt-à-porter. (Costumes, vestes, impers, pardessus, etc.).
En sélection dans la collection Printemps : le costume tennis (2.520 F), la veste laine-cachemire (2.028 F), l'imper mode (1.608 F)
ROLAND EVELINE
167, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS TÉL. (1) 42.60.47.26
(PLACE DU THEATRE FRANÇAIS)

A Auteuil

Grève du personnel hippique

L'intersyndicale des employés et des cadres du Pari mutuel hippodrome a observé un arrêt de travail pour l'ensemble de la réunion du dimanche 8 mars. Mécontents, une centaine de parieurs ont envahi la piste à la hauteur de la rivière devant les tribunes. Après intervention de la police, les premières courses ont pu partir avec une demi-heure de retard. Le prix de la Croix Dauphine, course réservée au tiercé sur laquelle les parieurs avaient engagé 167 millions de francs, a pu se dérouler normalement.

Le mouvement de grève, qui a pour origine les vacations du personnel couvrant les nocturnes à Vincennes et la vétusté du système d'enregistrement des paris à *Auteuil, doit être reconduit* les jeudi, samedi et dimanche, jours de quarté et de tiercé. Une réunion de conciliation avec la direction des sociétés de courses devrait avoir lieu mercredi 11 mars.



LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX!
36, CHAMPS-ÉLYSÉES-PARIS

UNIVERSITÉ PARIS-VIII
DESS 3e cycle
DOCUMENTATION ET TECHNOLOGIES AVANCÉES
Formation initiale ou formation continue ouverte aux professionnels diplômés bac + 4
UNIVERSITÉ PARIS-VIII
Département documentation
2, RUE DE LA LIBERTÉ
93200 SAINT-DENIS

A Monaco

La concession des jeux renouvelée pour vingt ans à la Société des bains de mer

CANNES
de notre correspondant

Le privilège des jeux de casino, dont *la Société des bains* de mer (SBM) de Monaco bénéficie depuis 1963 et qui arrivait à échéance cette année, lui a été à nouveau accordé par l'Etat monégasque pour une durée de vingt ans.

Cependant, la redevance versée par la Société au Trésor de la principauté sera progressivement augmentée. Déjà portée de 10 % à 12 % en 1981, *elle a été fixée* à 13 % pour les sept prochaines années, à 17 % à compter de la huitième année et à 20 % à partir de la quinzième année, avec un minimum garanti de 35 millions de francs par an. Ces taux restent toutefois très inférieurs à ceux *des prélèvements effectués sur le* produit brut des jeux des grands casinos français (environ 55 %).

Le produit brut des jeux réalisé par la SBM et la SBM-Lœw's pour l'exercice clos le 1er mars 1987 devrait être de l'ordre de 565 millions de francs, en diminution de 20 % par rapport à l'exercice précédent.

G. P.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?
Téléphonez d'abord ou venez à la
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12
– *Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock* (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.
– *S'il n'y figure pas* : nous diffusons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouvons un livre.
AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Société des lecteurs du « Monde »

Assemblée générale le 21 mars

Les actionnaires de la Société des lecteurs du *Monde* -SA sont convoqués en assemblée générale ordinaire et extraordinaire le samedi 21 mars à 15 heures à la *Grande Halle de La Villette* (métro Porte-de-Pantin).

Les actionnaires doivent demander, dans les meilleurs délais, leur carte d'admission. Ceux qui ne pourraient pas participer aux assemblées sont invités à renvoyer leur pouvoir à la Société des lecteurs.

Cette journée sera l'occasion *d'une série de rencontres et* d'exposition sur *le Monde,* ses activités et ses projets.

★ Société des lecteurs, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

● ***M. Edgar Faure et « les esprits chagrins ».*** – M. Edgard Faure a affirmé, le dimanche 8 mars lors de l'émission « 7 × 7 » (TF 1), que le numéro un soviétique, M. Mihkaïl Gorbatchev, avait effectué un « pas prodigieux » en acceptant la *réduction des euromissiles en* Europe : les Occidentaux, et notamment la France, ne doivent « *pas jouer les esprits chagrins* ».

● **M. Georges Sarre pour une « initiative européenne ».** – M. Georges Sarre, secrétaire national du Parti socialiste, préconise « *une initiative européenne pour préparer une défense plus européenne* » du continent, estimant que les avances de M. Gorbatchev en matière de désarmement placent les Européens « *devant leurs responsabilités* ».

● **Le feu à bord du cargo « bombe flottante ».** – Le feu s'est déclaré lund matin 9 mars à bord du cargo danois *Homestrand*, chargé de dynamite, qui est ancré à environ 10 miles au large des côtes de Cornouailles [sud-ouest de l'Angleterre], ont indiqué les garde-côtes britanniques. Des signes de fumée avaient été détectés la veille. Les experts pourraient décider de couler le navire, qui a été abandonné par son équipage le 3 mars au large de Cherbourg après qu'un début d'incendie se fut déclaré à bord. – (AFP).

Le Monde sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL
Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.
36.15 TAPEZ LEMONDE

